



**BANQUE CENTRALE DU CONGO**



**RAPPORT  
ANNUEL**

**2020**

Professionalisme - Agilité - Intégrité - Responsabilité - Efficacité



- Légende**
- ◆ Kinshasa : Siège de la BCC
  - ◆ Direction provinciale
  - Agence autonome
  - Agence Mandataire
  - ✦ Chef lieu non représenté par la BCC

## HAUTE DIRECTION DE LA BANQUE



**MALANGU KABEDI MBUYI**  
*Gouverneur*



**Dieudonné FIKIRI ALIMASI**  
*1<sup>er</sup> Vice-Gouverneur*



**William PAMBU PAMBU**  
*2<sup>ème</sup> Vice-Gouverneur*

# IV

## BANQUE CENTRALE DU CONGO

*Siège social:*

563, Boulevard Colonel Tshatshi

B.P. 2697

KINSHASA I

Tél. : +243 81 07 50 340 (Haute Direction)

+243 99 23 20 001 (Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires)

+243 97 00 44 802 (Direction des Analyses Economiques)

+243 97 00 44 803 (Direction de la Recherche et des Statistiques)

E-mail: info@bcc.cd

Site Web: <http://www.bcc.cd>

*Directions Provinciales:*

Bandundu, Bukavu, Goma, Kananga, Kindu, Kisangani, Lubumbashi, Matadi, Mbandaka et Mbuji-Mayi.

*Agences autonomes:*

Boende, Boma, Bumba, Buta, Gbadolite, Ilebo, Inongo, Isiro, Kalemie, Kamina, Kasumbalesa, Kikwit, Kongolo, Tshikapa et Zongo.

*Agences mandataires par Province:*

- *Kongo Central: Mbanza-Ngungu et Moanda*
- *Ituri: Bunia*
- *Nord Kivu: Beni et Butembo*
- *Lualaba: Fungurume et Kolwezi*
- *Haut Katanga: Likasi*
- *Sud Ubangi: Gemena*
- *Lomami: Kabinda, Mwene-Ditu*
- *Sankuru: Lodja*

### **Notre Vision**

«Une Banque Centrale financièrement solide et autonome, dotée d'une capacité institutionnelle renforcée pour assurer la stabilité monétaire et contribuer à la stabilité financière et au financement efficace de l'économie, en vue de l'émergence du pays».

### **Nos valeurs fondamentales**

- Probité – Intégrité – Honnêteté – Loyauté
- Crédibilité – Transparence – Responsabilité
- Compétence – Efficacité – Efficience.

### **Nos objectifs**

La Banque Centrale a pour objectif principal d'assurer la stabilité du niveau général des prix.

Sans préjudice de cet objectif principal, la Banque Centrale soutient la politique économique générale du Gouvernement.

### **Notre mission**

La Banque Centrale a pour mission :

1. la garde des fonds publics;

2. la sauvegarde et la stabilité monétaire;
3. la définition et la mise en œuvre de la politique monétaire;
4. le contrôle de l'ensemble de l'activité bancaire;
5. le conseil économique et financier du Gouvernement.

En outre, elle est appelée à :

1. régler l'ensemble de l'activité bancaire;
2. émettre des billets de banque et des pièces de monnaie ayant cours légal;
3. définir et mettre en œuvre la politique de change;
4. détenir et gérer les réserves officielles de change de la République;
5. contribuer à la stabilité du système financier;
6. promouvoir un système national de paiement sécurisé, efficace et solide;
7. régler les marchés monétaires et promouvoir les marchés des capitaux;
8. collecter des données et élaborer des statistiques;
9. tenir un registre pour la centralisation des informations sur les crédits bancaires et sur les entreprises.



LE GOUVERNEUR

Kinshasa, le 27 décembre 2021

**Excellence Monsieur le Président de la République**  
*(Avec mes hommages les plus déferents)*

**Concerne : Rapport Annuel 2020 de la Banque Centrale du Congo.**

-----

J'ai l'insigne honneur de Vous présenter le Rapport Annuel 2020, conformément aux textes légaux qui régissent le fonctionnement de la Banque Centrale du Congo.

Ce Rapport comprend, outre l'introduction sur l'environnement tant national qu'international, deux grandes parties. La première examine l'évolution de la conjoncture économique à travers les quatre secteurs de l'économie nationale et présente les perspectives pour la période 2021-2022. La seconde décrit la situation administrative et les activités de la Banque Centrale du Congo.

Ainsi, au plan international, l'année 2020 a été caractérisée par l'effondrement de l'économie mondiale, causé par la crise sanitaire mondiale. Les mesures de riposte, conjuguées aux incertitudes qui entouraient les perspectives de l'année, ont plongé la plupart des pays dans une grande récession, principalement au deuxième trimestre 2020, période de confinement quasi généralisé, avec pour conséquence l'arrêt de la production dans les zones touchées par la pandémie. Dans ce contexte, la croissance mondiale s'est contractée de 3,3 % en 2020 après une progression de 2,8 % enregistrée en 2019.

Sur le plan interne, la conjoncture économique a été marquée par le ralentissement de la croissance économique, expliqué principalement par les effets étouffants de la propagation de la pandémie de covid-19. A cet effet, après un taux de croissance de 4,4 % réalisé en 2019, le PIB réel n'a progressé que de 1,7 % en 2020. Cette croissance a été principalement soutenue par l'activité minière. Sur le marché des biens et services, le taux d'inflation s'est inscrit en hausse, s'établissant à 15,7 % à fin décembre 2020 contre 4,6 %, une année plus tôt.

S'agissant des finances publiques, le budget initial pour l'exercice 2020, chiffré à 18.545,2 milliards de CDF, a été révisé à la baisse de 43,0 %. Ainsi, globalement, la situation intégrée des opérations financières des administrations publiques a affiché un import de 8.738,9 milliards de CDF au titre de recettes, soit 9,5 % du PIB en 2020 contre 10,1 %, une année auparavant. La pression fiscale, à la clôture de l'exercice sous revue, est tombée à 6,4 % revenant de 6,9 % en 2019.

En ce qui concerne les relations économiques avec le Reste du monde, elles ont été marquées par un léger recul du volume des échanges commerciaux, sur fond des mesures de restrictions de mouvement des personnes prises pour endiguer la propagation de la pandémie de Covid-19.

MMA

Cette situation a globalement contribué à réduire l'offre des devises sur le marché des changes, en dépit de l'encaissement des appuis budgétaires extérieurs. En conséquence, le franc congolais s'est déprécié de 15,16 % à l'indicatif et 14,57 % au parallèle contre respectivement 2,23 % et 2,94 % en 2019. Cette perte du pouvoir d'achat de la monnaie nationale aurait été plus importante n'eussent été les interventions indirectes opérées par l'Institut d'Emission pour tempérer les pressions observées sur le marché des changes.

Pour ce qui est du secteur monétaire, la Banque Centrale du Congo a mené une politique monétaire prudente, en raison de la trajectoire imprévisible de la pandémie de Covid-19 et de ses conséquences. L'action de la politique monétaire s'est inscrite dans l'optique de contribuer à l'atténuation des effets néfastes de la crise pandémique. Ainsi, la BCC s'est attelée à fournir, dans un premier temps, la liquidité adéquate aux banques, pour mitiger les effets de cette crise et, dans un deuxième temps, elle a durci sa politique monétaire, via le relèvement du taux directeur.

Dans ce contexte de crise, les agrégats des objectifs intermédiaire et opératoire sont restés largement supérieurs à ceux programmés, conduisant à un dépassement de la cible d'inflation à moyen terme. En effet, la base monétaire au sens strict s'est accrue de 20,4 % contre une croissance programmée de 16,7 % et la masse monétaire hors dépôt en devises a progressé de 29,7 % contre une cible de 17,3 %. Le taux d'inflation, objectif final, a dépassé de 8,8 points de pourcentage la cible de moyen terme de 7,0 % fixée par l'Institut d'Emission.

Quant aux perspectives macroéconomiques, l'activité économique mondiale devrait rebondir en 2021, tirée principalement par la vigueur des économies avancées. Cette situation devrait également rejaillir sur le plan interne, avec une activité économique qui connaîtrait un bond en 2021 et 2022, expliqué par les performances attendues principalement des secteurs primaire et tertiaire.

Concernant les activités de la Banque Centrale, l'analyse sommaire des comptes annuels de l'exercice 2020 montre que le total bilantaire est passé à 6.852.357 millions contre 6.094.158 millions de CDF en 2019. Quant au résultat d'exploitation de la Banque, il est négatif de 9.943 millions de CDF en 2020.

Enfin, conformément aux exigences et pratiques en la matière, les états financiers de l'Institut d'émission ont été audités et certifiés par le cabinet d'audit de renommée internationale, « Deloitte Sprl ».

Je Vous prie d'agréer, **Excellence Monsieur le Président de la République**, l'expression de ma très haute et respectueuse considération.

**MALANGU KABEDI MBUYI**  
Gouverneur



## Table des matières

---

Liste des tableaux.....	X
Liste des graphiques.....	XIV
Avertissement .....	XVI
1  Aperçu général.....	XVII
1 1 Environnement économique extérieur .....	XVII
1 1 1 Evolution de l'activité économique mondiale .....	XVII
1 1 2 Evolution de l'activité par région ou pays .....	XVIII
1 2 Environnement économique intérieur .....	XIX
PREMIERE PARTIE           EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2020 .....	1
1  Développements économiques .....	3
1 1 Produit Interieur Brut.....	3
1 1 1 Analyse sectorielle de la croissance économique .....	3
1 1 2 Analyse de la demande globale .....	8
1 2 Prix intérieurs .....	9
1 2 1 Indice général des prix calculé par l'INS .....	9
1 2 2 Indice général des prix calculé par la BCC.....	10
1 2 2 Evolution des prix des carburants .....	11
1 3  Développement humain et durable.....	12
1 3 1 Indice de développement humain (IDH) .....	12
1 3 2 Développement durable .....	12
2  Finances publiques .....	15
2 1 Opérations du cadre budgétaire .....	15
2 1 1 Recettes publiques.....	16
2 1 2 Dépenses publiques .....	17
2 1 3 Besoins et moyens de financement des opérations du cadre budgétaire.....	19
2 2 Opérations à financement extérieur spécifique .....	19
2 2 1 Recettes.....	19
2 2 2 Dépenses.....	20
2 3 Analyse des arriérés de paiement en 2020 .....	20
2 3 1 Analyse par nature des dépenses .....	20
2 3 2 Analyse par fonction des dépenses .....	21
3  Relations économiques extérieures .....	23
3 1 Commerce des biens.....	23
3 1 1 Cours des principales matières premières.....	23
3 1 2 Destinations des exportations.....	25
3 1 3 Provenances des importations .....	26
3 1 4 Termes de l'échange.....	26
3 2 Politique de change.....	26
3 2 1 Objectifs de la politique de change .....	26
3 2 2 Evaluation des objectifs de la politique de change .....	27

# VIII

3 3	Balance des paiements .....	29
3 3 1	Compte courant et compte capital .....	29
3 3 2	Compte financier .....	32
3 4	Dette extérieure .....	33
3 4 1	Nouveaux emprunts extérieurs .....	33
3 4 2	Tirages .....	33
3 4 3	Service de la dette extérieure.....	34
3 4 4	Stock de la dette extérieure.....	34
3 4	Donations extérieures .....	34
3 4 1	Assistance multilatérale.....	34
3 4 2	Assistance bilatérale.....	35
3 5	Coopération internationale.....	35
3 5 1	SADC.....	35
3 5 2	Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) .....	38
4	Monnaie, crédit et institutions financières .....	41
4 1	Politique monétaire.....	41
4 1 1	Cadre opérationnel et suivi de la politique monétaire .....	41
4 1 2	Evaluation des facteurs de la liquidité bancaire .....	41
4 1 3	Etat des objectifs de la politique monétaire.....	43
4 2	Evolution des agrégats monétaires.....	43
4 2 1	Base monétaire .....	43
4 2 2	Masse monétaire.....	44
4 2 3	Evolution du multiplicateur monétaire.....	45
4 3	Marché monétaire.....	45
4 3 1	Evolution des transactions.....	45
4 3 2	Comportement des taux d'intérêt .....	46
4 4	Activité bancaire .....	47
4 4 1	Encours global des crédits.....	47
4 4 2	Encours global des dépôts .....	48
5	Perspectives macroéconomiques .....	51
5 1	Perspectives économiques mondiales .....	51
5 1 1	Pays avancés .....	51
5 1 2	Pays émergents et en développement .....	52
5 1 3	Marchés des produits de base .....	53
5 1 4	Principaux risques pesant sur les perspectives mondiales.....	53
5 2	Perspectives intérieures .....	54
5 2 1	Secteur réel.....	54
5 2 2	Secteur public .....	55
5 2 3	Secteur extérieur.....	56
5 2 4	Secteur monétaire.....	57
DEUXIEME PARTIE ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE.....		59
1	Administration et cadres dirigeants de la Banque.....	61
1 1	Administration .....	61
1 1 1	Le conseil de la Banque .....	61
1 1 2	Le Gouverneur .....	61
1 1 3	Structures de contrôle.....	61

1 2 Cadres dirigeants de la Banque .....	62
1 2 1 Haute Direction .....	62
1 2 2 Directions et organes du siège .....	62
2  Activités de la banque .....	65
2 1 Gestion fiduciaire .....	65
2 1 1 Emissions et destructions des signes monétaires.....	65
2 1 2 Mouvements de fonds aux guichets du siège.....	66
2 2 Opérations bancaires dénouées à la Banque Centrale du Congo .....	68
2 2 1 Transactions des banques aux guichets de la BCC .....	68
2 2 2 Transactions des autres clients aux guichets de la BCC .....	68
2 3 Gestion des réserves de change.....	69
2 3 1 Cadre fonctionnel et structurel.....	69
2 3 2 Gestion des réserves internationales par la BCC .....	69
2 4 Systèmes national de paiement .....	70
2 4 1 Evolution des activités du système ATS et du CSD.....	70
2 4 2 Mise en œuvre des projets .....	71
2 4 3 Difficultés rencontrées et pistes de solutions .....	73
2 4 4 Perspectives .....	73
2 5 Plan stratégique de la Banque Centrale du Congo .....	74
2 5 1 Vision et valeurs de la Banque .....	74
2 5 2 Objectifs stratégiques .....	74
2 5 3 Clôture du plan stratégique .....	74
2 5 2 Apport du plan stratégique 2016-2020.....	75
2 6 Audit interne .....	76
2 6 1 Activités traditionnelles d'audit interne .....	76
2 6 2 Activités de la gestion des risques.....	80
2 6 3 Compliance: processus de mise en place d'un dispositif LBC/FTP.....	81
2 7 Autres activités de la banque .....	81
2 7 1 Gestion courante.....	81
2 7 2 Participation de la haute direction aux réunions internationales .....	82
2 7 3 Mouvement du personnel, formation des agents et encadrement des stagiaires .....	83
3  Comptes de la banque .....	87
3 1 Bilan.....	87
3 1 1 Actif .....	87
3 1 2 Passif.....	87
3 2 Comptes des pertes et profits .....	88
3 3 Opinion de l'auditeur externe sur les états financiers de la Banque Centrale du Congo.....	89
ANNEXE - TABLEAUX .....	93
1  Développements économiques .....	95
2  Finances publiques .....	115
3  Relations économiques extérieures.....	129
4  Monnaie, crédit et institutions financières .....	149
Liste des autres institutions de dépôt et institutions financières.....	173

## Liste des tableaux

PREMIERE PARTIE	EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2020	.....1
1	Développements économiques	.....3
	Tableau 1 1 Evolution de l'inflation (INS).....	9
	Tableau 1 2 Evolution mensuelle de l'inflation (INS) .....	10
	Tableau 1 3 Evolution mensuelle de l'inflation (BCC).....	10
	Tableau 1 4 Contribution annuelle à l'inflation par fonction de consommation (BCC).....	10
	Tableau 1 5 Evolution de la structure des prix des produits pétroliers .....	11
	Tableau 1 6 IDH de la RDC et ses composantes .....	12
2	Finances publiques	.....15
	Tableau 2 1 Structure des recettes publiques.....	16
	Tableau 2 2 Structure des dépenses courantes par ministère et institution.....	18
	Tableau 2 3 Besoins de financement des opérations du cadre budgétaire.....	19
	Tableau 2 4 Opérations à financement extérieur spécifique .....	20
	Tableau 2 5 Arriérés de paiement par nature des dépenses .....	21
	Tableau 2 6 Arriérés de paiement par fonction des dépenses .....	21
3	Relations économiques extérieures	.....23
	Tableau 3 1 Evolution des cours des produits miniers et hydrocarbures .....	24
	Tableau 3 2 Evolution des cours des produits végétaux.....	25
	Tableau 3 3 Exportations de la RDC par destination.....	26
	Tableau 3 4 Importations de la RDC par pays ou région de provenance .....	26
	Tableau 3 5 Evolution du taux de change parallèle en Provinces .....	28
	Tableau 3 6 Variation du taux de change parallèle en provinces .....	28
	Tableau 3 7 Evolution des réserves de change .....	28
	Tableau 3 8 Composantes de la Balance des paiements .....	29
	Tableau 3 9 Structure des exportations .....	30
	Tableau 3 10 Variation annuelle des exportations des produits miniers et hydrocarbures .....	30
	Tableau 3 11 Exportations des produits agricoles et bois .....	31
	Tableau 3 12 Structure des importations .....	31
	Tableau 3 13 Evolution du solde des opérations sur les services .....	32
	Tableau 3 14 Evolution du solde des revenus primaires .....	32
	Tableau 3 15 Evolution du solde des revenus secondaires .....	32
	Tableau 3 16 Evolution du compte de capital et d'opérations financières .....	33
	Tableau 3 17 Tirages effectués en 2020 .....	33
	Tableau 3 18 Service de la dette extérieure .....	34
	Tableau 3 19 Stock de la dette extérieure.....	34
	Tableau 3 20 Provenance des donations extérieures d'origine publique.....	34
	Tableau 3 21 Types de donations d'origine multilatérale.....	35
	Tableau 3 22 Types de donations d'origine bilatérale.....	35
4	Monnaie, crédit et institutions financières	.....41
	Tableau 4 1 Evolution des facteurs de la liquidité bancaire .....	42
	Tableau 4 2 Evolution des facteurs autonomes de la liquidité .....	42
	Tableau 4 3 Evolution des facteurs institutionnels de la liquidité .....	42
	Tableau 4 4 Composantes de la base monétaire .....	44
	Tableau 4 5 Contreparties de la base monétaire.....	44
	Tableau 4 6 Composantes de la masse monétaire .....	44
	Tableau 4 7 Contreparties de la masse monétaire.....	45
	Tableau 4 8 Evolution de l'encours du Bon BCC .....	46

Tableau 4 9 Encours des dépôts par catégorie des déposants .....	49
Tableau 4 10 Evolution des dépôts bancaires.....	49
5  Perspectives macroéconomiques .....	51
Tableau 5 1 Contributions des différents secteurs à la croissance du PIB réel.....	55
Tableau 5 2 Prévision des recettes et des dépenses publiques .....	56
Tableau 5 3 Balance des paiements .....	56
DEUXIEME PARTIE           ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE.....	59
1  Administration et cadres dirigeants de la Banque.....	61
2  Activités de la banque.....	65
Tableau 2 1 Evolution des émissions monétaires .....	65
Tableau 2 2 Répartition des billets émis entre Siège et Entités Provinciales.....	65
Tableau 2 3 Répartition des paiements en billets neufs aux guichets du Siège.....	65
Tableau 2 4 Ventilation par coupure des émissions monétaires .....	66
Tableau 2 5 Evolution des destructions des billets impropres à la circulation .....	66
Tableau 2 6 Ventilation par coupure des destructions des billets impropres à la circulation .....	66
Tableau 2 7 Evolution des émissions monétaires nettes .....	66
Tableau 2 8 Evolution des versements .....	67
Tableau 2 9 Ventilation par coupure des versements .....	67
Tableau 2 10 Evolution des retraits .....	67
Tableau 2 11 Ventilation par coupure des retraits aux guichets du Siège .....	67
Tableau 2 12 Volume des transactions des banques effectuées aux guichets de la BCC .....	68
Tableau 2 13 Volume des virements bancaires effectués aux guichets de la BCC .....	68
Tableau 2 14 Volume des transferts effectués aux guichets de la BCC .....	69
Tableau 2 15 Evolution des réserves de la BCC.....	70
Tableau 2 16 Composition des réserves internationales de la BCC.....	70
Tableau 2 17 Evolution de l'effectif de la Banque.....	83
Tableau 2 18 Evolution du Personnel par Sexe.....	83
Tableau 2 19 Répartition du personnel du Siège .....	83
Tableau 2 20 Répartition du personnel des entités provinciales.....	83
Tableau 2 21 Répartition du Personnel actif par grade.....	84
Tableau 2 22 Mouvements du personnel .....	85
Tableau 2 23 Répartition du personnel de la Banque par niveau d'études .....	85
Tableau 2 24 Répartition du personnel actif de la Banque par catégorie professionnelle .....	85
Tableau 2 25 Répartition du personnel actif selon l'âge et par ancienneté à la Banque.....	85
3  Comptes de la banque.....	87
Tableau 3 1 Actif du bilan de la Banque Centrale du Congo .....	87
Tableau 3 2 Passif du bilan de la Banque Centrale du Congo .....	88
Tableau 3 3 Tableau de formation du Résultat.....	88
ANNEXE - TABLEAUX .....	93
1  Développements économiques .....	95
Tableau 1 7 Contribution des différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut .....	95
Tableau 1 8 Parts relatives des composantes de la demande globale dans le PIB réel .....	95
Tableau 1 9 Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut .....	96
Tableau 1 10 Croissances sectorielles et globale de l'activité économique .....	96
Tableau 1 11 Contribution des différents secteurs à la croissance économique .....	97
Tableau 1 12 Contribution des différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut .....	97

Tableau 1 13	Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit .....	98
Tableau 1 14	Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut .....	98
Tableau 1 15	Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit .....	99
Tableau 1 16	Utilisation du Produit Intérieur Brut .....	99
Tableau 1 17	Croissance des différentes composantes de la demande globale .....	100
Tableau 1 18	Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance du Produit Intérieur Brut .....	100
Tableau 1 19	Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance du Produit Intérieur Brut .....	101
Tableau 1 20	Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale .....	101
Tableau 1 21	Utilisation du Produit Intérieur Brut .....	102
Tableau 1 22	Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale .....	102
Tableau 1 23	Produit Intérieur Brut .....	103
Tableau 1 24	Produit national brut et revenu national .....	103
Tableau 1 25	Evolution des indices d'activité économique et des prix à la consommation des ménages .....	104
Tableau 1 26	Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse .....	105
Tableau 1 27	Production agro-industrielle .....	106
Tableau 1 28	Production minière et métallurgique .....	106
Tableau 1 29	Principales productions manufacturières .....	107
Tableau 1 30	Principales productions manufacturières .....	108
Tableau 1 31	Indice de la production des industries manufacturières .....	108
Tableau 1 32	Production, exportation et consommation intérieure de ciment .....	109
Tableau 1 33	Consommation de produits pétroliers .....	109
Tableau 1 34	Production et consommation d'électricité par province .....	110
Tableau 1 35	Production et consommation d'eau et d'électricité .....	111
Tableau 1 36	Activités de principaux organismes de transport .....	112
Tableau 1 37	Marchandises manutentionnées dans les principaux ports .....	113
Tableau 1 38	Communication téléphonique .....	114
2	Finances publiques .....	115
Tableau 2 7	Importance relative des finances publiques dans l'économie .....	115
Tableau 2 8	Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques .....	116
Tableau 2 9	Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat .....	117
Tableau 2 10	Recettes des Administrations Publiques .....	118
Tableau 2 11	Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur .....	119
Tableau 2 12	Recettes des impôts sur le commerce extérieur .....	119
Tableau 2 13	Prévisions des recettes des impôts sur les revenus .....	120
Tableau 2 14	Recettes des impôts sur les revenus .....	120
Tableau 2 15	Prévisions des recettes des impôts sur les biens et services .....	120
Tableau 2 16	Recettes des impôts sur les biens et services.....	121
Tableau 2 18	Exécution des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution .....	122
Tableau 2 19	Budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution.....	123
Tableau 2 21	Dépenses courantes de l'Etat par nature .....	124
Tableau 2 22	Budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition par ministère et institution.....	125
Tableau 2 23	Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat. Répartition par ministère et institution	126
Tableau 2 24	Encours de la dette publique libellée en monnaie nationale .....	127
3	Relations économiques extérieures.....	129
Tableau 3 23	Cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise .....	129
Tableau 3 24	Cours de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise .....	129
Tableau 3 25	Evolution des indices des cours des matières premières .....	129
Tableau 3 26	Répartition des exportations par principaux pays de destination .....	130
Tableau 3  26 bis	Répartition des exportations par principaux pays de destination .....	130

Tableau 3 27 Répartition des importations par principaux pays de provenance .....	131
Tableau 3  27 bis Répartition des importations par principaux pays de provenance .....	131
Tableau 3 28 Balance des biens .....	132
Tableau 3 29 Evolution des termes de l'échange .....	132
Tableau 3 30 Cours interbancaires des devises .....	133
Tableau 3 31 Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles .....	135
Tableau 3 32 Balance des paiements .....	136
Tableau 3 32 bis Balance des paiements .....	138
Tableau 3 33 Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit .....	140
Tableau 3 33 bis Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit .....	141
Tableau 3 34 Répartition des paiements d'importations de marchandises par groupe d'utilisations .....	142
Tableau 3 34 bis Répartition des paiements d'importations de marchandises par groupe d'utilisations .....	143
Tableau 3 35 Dette extérieure .....	144
Tableau 3 35 bis Dette extérieure .....	145
Tableau 3 36 Provenance des donations extérieures d'origine publique .....	146
Tableau 3 36 bis Provenance des donations extérieures d'origine publique .....	147
4  Monnaie, crédit et institutions financières .....	149
Tableau 4 11 Bilans monétaires .....	149
Tableau 4 12 Liquidités monétaires .....	153
Tableau 4 13 Contribution à la croissance de la masse monétaire .....	154
Tableau 4 14 Contribution à la croissance de la masse monétaire .....	154
Tableau 4 15 Ventilation des dépôts bancaires à vue par secteur d'activités, catégorie de déposants et provinces .....	155
Tableau 4 16 Ventilation des dépôts bancaires à terme par secteur d'activités, catégorie de déposants, provinces et échéance .....	156
Tableau 4 17 Ventilation des dépôts bancaires par province .....	158
Tableau 4 18 Ventilation des dépôts bancaires par secteur d'activités .....	159
Tableau 4 19 Ventilation des dépôts bancaires par déposant .....	160
Tableau 4 20 Ventilation du crédit aux entreprises privées et aux ménages .....	160
Tableau 4 21 Crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits .....	161
Tableau 4 21a Ventilation du crédit bancaire par province .....	161
Tableau 4 21b Ventilation du crédit bancaire (brut) par secteur d'activités .....	163
Tableau 4 21c Ventilation du crédit alloué par la Caisse d'Epargne du Congo (CADECO) par secteur d'activités .....	164
Tableau 4 21d Ventilation du crédit alloué par la Société Financière de Développement (SOFIDE) par secteur d'activités .....	165
Tableau 4 22 Crédits de décaissement (brut) par unité institutionnelle .....	166
Tableau 4 23 Crédits d'engagement par unité institutionnelle .....	166
Tableau 4 24 Taux d'intérêt appliqués par le système bancaire .....	167
Tableau 4 25 Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires .....	168
Tableau 4 26 Situation résumée de la Société Financière de Développement .....	169
Tableau 4 27 Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances .....	170
Tableau 4 28 Recettes et dépenses des différentes branches d'assurances .....	171
Tableau 4 29 Evolution du multiplicateur monétaire .....	172
Liste des autres institutions de dépôt et institutions financières.....	173

## Liste des graphiques

1  Aperçu général.....	XVII
Graphique 1  Evolution de la croissance économique mondiale et régionale.....	XVII
PREMIERE PARTIE                   EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2020 .....	1
1  Développements économiques .....	3
Graphique 1 1 Croissance du PIB et du revenu réels par habitant.....	3
Graphique 1 2 Evolution des indices de production agricole .....	4
Graphique 1 3 Indices d'activités extractives.....	4
Graphique 1 4 Production du cuivre et du cobalt .....	5
Graphique 1 5 Production de diamant .....	5
Graphique 1 6 Production de pétrole brut.....	6
Graphique 1 7 Indices de production manufacturière .....	6
Graphique 1 8 Evolution des indices de production d'eau et d'électricité .....	7
Graphique 1 9 Contributions des différentes composantes de la demande globale à la croissance économique ...	8
2  Finances publiques .....	15
Graphique 2 1 Evolution des opérations du cadre budgétaire .....	15
Graphique 2 2 Evolution du solde budgétaire.....	16
Graphique 2 3 Evolution des dépenses en capital du cadre budgétaire et celles à financement extérieur .....	20
3  Relations économiques extérieures .....	23
Graphique 3 1 Indice des cours de principaux produits.....	23
Graphique 3 2 Cours du Cuivre sur les marchés mondiaux .....	24
Graphique 3 3 Cours du Zinc, du Cobalt et de l'Or sur le marché de Londres .....	24
Graphique 3 4 Cours du pétrole brut sur les marchés internationaux .....	25
Graphique 3 5 Cours de principaux produits végétaux exportés .....	25
Graphique 3 6 Evolution des termes de l'échange .....	26
Graphique 3 7 Variation cumulée des taux de change indicatif et parallèle .....	27
Graphique 3 8 Evolution mensuelle du taux de change et de sa variation .....	28
Graphique 3 9 Evolution des réserves de change .....	29
Graphique 3 10 Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes .....	29
4  Monnaie, crédit et institutions financières .....	41
Graphique 4 1 Evolution du taux directeur .....	43
Graphique 4 2 Objectif de la politique monétaire .....	43
Graphique 4 3 Evolution de la Base monétaire .....	43
Graphique 4 4 Evolution de la Masse monétaire.....	44
Graphique 4 5 Evolution du multiplicateur monétaire .....	45
Graphique 4 6 Profondeur du marché monétaire.....	45
Graphique 4 7 Evolution du volume annuel du refinancement .....	46
Graphique 4 8 Volume annuel des transactions interbancaires .....	46
Graphique 4 9 Volume annuel des ventes des Bons BCC .....	46
Graphique 4 10 Taux moyen pondéré du Bon BCC à 7 jours et du marché Interbancaire .....	47
Graphique 4 11 Taux d'intérêt de la BCC et des banques commerciales .....	47
Graphique 4 12 Taux d'intérêt réels .....	47
Graphique 4 13 Evolution de l'encours des crédits.....	47
Graphique 4 14 Structure générale des crédits octroyés par le système bancaire.....	48
Graphique 4 15 Crédits à décaissement suivant la monnaie de règlement .....	48
Graphique 4 16 Structure du crédit suivant la maturité .....	48

Graphique 4 17 Crédits d'engagement .....	48
Graphique 4 18 Structure des dépôts suivant la monnaie .....	49
5  Perspectives macroéconomiques .....	51
Graphique 5 1 Profil de la croissance économique mondiale.....	51
Graphique 5 2 Prévisions des cours du pétrole et de l'indice des prix des produits énergétiques .....	53
Graphique 5 3 Prévisions de l'indice des prix des métaux .....	53
Graphique 5 4 Prévision de la croissance du PIB réel 2021-2023.....	54
Graphique 5 5 Prévision annuelle du taux d'inflation de 2021-2023.....	55
Graphique 5 6 Capacité et besoin de financement prévisionnels de 2021 à 2023 .....	56
Graphique 5 7 Evolution du taux de change de 2021 à 2023 .....	57
Graphique 5 8 Prévision de la base monétaire de 2021 à 2023 .....	57
Graphique 5 9 Prévision de la masse monétaire de 2021 à 2023 .....	58
DEUXIEME PARTIE           ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE.....	59
1  Administration et cadres dirigeants de la Banque.....	61
2  Activités de la banque.....	65
Graphique 2 1 Emissions Bon du Trésor et Bon BCC en 2020 .....	71
Graphique 2 2 Remboursements Bon du Trésor et Bon BCC en 2020 .....	71
Graphique 2 3 Répartition des risques par famille .....	80

## Avertissement

Les signes conventionnels et sigles suivants ont été utilisés dans les tableaux statistiques :

...	non disponible
-	nul
p	provisoire
e	estimation
r	rectifié
t	tonne
tm	tonne métrique
m <sup>3</sup>	mètre cube
DTS (XDR)	Droit de Tirage Spécial
USD	Dollar des Etats-Unis
CDF	Franc Congolais
Cc	Centime congolais
Cts	Cents
ME	Monnaies Etrangères
MN	Monnaie Nationale
TMP	Taux d'intérêt Moyen Pondéré
IMF	Institution de Micro-Finance
PGAI	Plate-forme pour la Gestion de l'Aide Internationale et des Investissements
XAF	Franc CFA
BDD	Bandundu
BC	Bas-Congo
EQ	Equateur
KT	Katanga
K-OCC	Kasaï-Occidental
K-Or	Kasaï-Orientale
Kin	Kinshasa
MAN	Maniema
N-KV	Nord-Kivu
S-KV	Sud-Kivu
OR	Province Orientale
RNB	Revenu National Brut

## 1 | Aperçu général

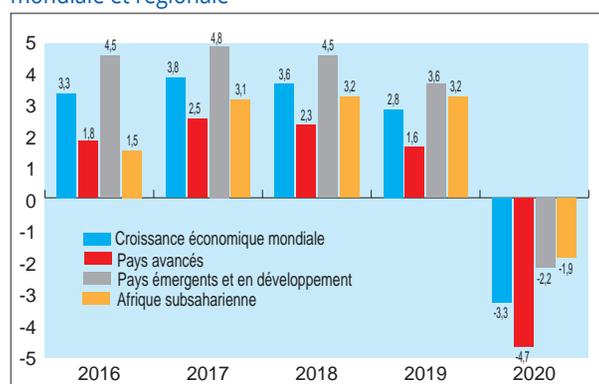
### 1 | 1 Environnement économique extérieur

#### 1 | 1 | 1 Evolution de l'activité économique mondiale

L'année 2020 a été caractérisée par l'effondrement de l'économie mondiale causé par la crise sanitaire mondiale. En effet, alors que l'économie mondiale se remettait encore des séquelles de la crise financière internationale de 2008-2009, la pandémie de Covid-19 a engendré une crise économique jamais enregistrée depuis la seconde guerre mondiale. La majorité des économies se sont contractées et les sociétés déstabilisées, suite aux mesures de restriction prises par les autorités politiques, aussi bien à l'échelle mondiale que régionale et nationale, pour endiguer la forte propagation observée de la maladie. Ces mesures de restriction concernaient principalement le confinement, la fermeture des frontières et le respect des gestes barrières (distanciation physique).

Ces mesures, conjuguées aux incertitudes qui entouraient les perspectives de l'année, ont plongé la plupart des pays dans une grande récession, principalement au deuxième trimestre 2020, période de confinement quasi généralisé, avec pour conséquence l'arrêt de la production dans les zones touchées par la pandémie. Toutefois, l'assouplissement des mesures de restriction observé au début du second semestre 2020, combiné aux mesures de soutien budgétaire et monétaire ainsi que le développement des vaccins, ont permis à l'économie mondiale d'amorcer sa reprise, bien que timidement. N'eût été ce dispositif de riposte, la contraction de l'économie mondiale, sur l'ensemble de l'année, serait plus prononcée. Selon les perspectives de l'économie mondiale publiées par le FMI, la croissance mondiale s'est contractée de 3,3% en 2020, après une progression de 2,8% enregistrée en 2019.

Graphique 1 | Evolution de la croissance économique mondiale et régionale



Source : BCC sur base des perspectives de l'économie mondiale du FMI, avril 2021.

Une tendance analogue a été également observée dans l'ensemble de régions et pays à travers le monde. Dans les économies avancées, la récession a été plus prononcée, étant donné qu'elles ont été durement touchées par la pandémie. En effet, l'activité s'est contractée de 4,7%, avec l'application stricte du confinement, impactant ainsi la production, la consommation et l'investissement privé. Les pays émergents et en développement ont connu un repli de l'activité de 2,2%, après une croissance de 3,6% réalisée l'année précédente. Au niveau des économies de l'Afrique subsaharienne, la pandémie de Covid-19 a sapé les performances réalisées ces dernières années. Ces économies ont connu une contraction, de leurs activités, attestée par un taux de croissance négative de 1,9%, influencé principalement par la faiblesse de la demande mondiale. En outre, il convient de relever que les chocs d'offre et de demande causés par la pandémie ont contribué également au ralentissement des prix à la consommation, principalement dans les pays avancés et ceux émergents et en développement. Cette situation a conduit les principales banques centrales à assouplir davantage les conditions de financement, avec la baisse des taux d'intérêt et l'injection massive de liquidité à travers leurs programmes de rachats des titres. Dans les pays avancés, les prix à la consommation ont progressé, en moyenne, de 0,5% en 2020 contre 1,5% en 2019. Outre les mesures budgétaires et monétaires mises en place, le ralentissement des prix à la consommation, observé en 2020, est également expliqué par la baisse des prix de l'énergie, l'une des composantes importantes de l'indice des prix à la consommation. Ainsi, le niveau de l'inflation est demeuré en deçà de la cible de 2,0% fixée par plusieurs grandes banques centrales telles que la Réserve fédérale américaine (Fed) et la Banque centrale européenne (BCE).

Pour les pays émergents et en développement, le rythme de formation des prix est passé de 5,6 % à 4,4 %, d'une année à l'autre. Par contre, en Afrique subsaharienne, les prix ont augmenté en raison, notamment de la dépréciation des monnaies nationales face au choc exogène et des spéculations des opérateurs économiques, alimentées par les incertitudes quant à la capacité des autorités à organiser une riposte coordonnée face aux effets négatifs de la pandémie.

Par ailleurs, les mesures de restriction contre la propagation de la pandémie ont pesé lourdement sur le commerce extérieur, à travers notamment les perturbations des chaînes d'approvisionnement. En effet, d'après les statistiques de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), le commerce mondial des marchandises a baissé de 5,3 % en volume, par rapport à 2019. Cependant, ce niveau occulte la forte contraction enregistrée pendant la période de grand confinement, contrebalancée par un redressement amorcé au second semestre de 2020, avec l'assouplissement des mesures de restriction et l'annonce de la production des vaccins contre la Covid-19, améliorant la confiance des entreprises et des consommateurs. Pour rappel, le volume du commerce mondial des marchandises avait chuté de 15,0 %, en glissement annuel, au deuxième trimestre 2020. De même, le commerce des services a été affecté par la fermeture des frontières, limitant la mobilité des personnes.

## 1 | 1 | 2 Evolution de l'activité par région ou pays

### • Etats-Unis

La pandémie de Covid-19 et les efforts d'atténuation, mis en place par les autorités au deuxième trimestre 2020, pour contenir la propagation sur l'ensemble du pays, ont porté un énorme préjudice à l'économie américaine, jamais enregistré depuis la grande dépression. En effet, au deuxième trimestre, le PIB américain s'est effondré de près de 32 % en rythme annuel, induisant une perte d'environ 22,0 millions d'emplois, seulement entre mars et avril 2020. Cependant, l'assouplissement des restrictions et les mesures de soutien budgétaire et monétaire ont impulsé le redressement de l'économie, à partir du troisième trimestre de l'année 2020, bien que de façon modérée.

Cette amélioration a été expliquée par la hausse des dépenses des ménages, soutenues en partie par la relance budgétaire et l'accroissement des allocations de chômage. Sur l'ensemble de l'année, l'économie américaine s'est contractée de 3,5 %, après une progression de 2,2 % en 2019. Sur le marché de l'emploi, le taux de chômage s'est établi à 6,7 % en décembre

2020, après un pic de 14,8 % en avril 2020 alors qu'il se situait à 3,6 % à fin 2019.

Pour ce qui est de l'inflation, après un ralentissement au deuxième trimestre, elle s'est accélérée au cours des mois qui ont suivi, avant de se stabiliser. En 2020, le taux d'inflation annuel s'est situé à 1,4 % en deçà de l'objectif de 2,0 % fixé par la Fed. C'est dans ce cadre que la Banque centrale a maintenu inchangée l'orientation accommodante de sa politique monétaire afin de soutenir non seulement l'activité et l'emploi mais également de rehausser le niveau d'inflation. Le Comité de Politique monétaire de la Fed (Federal Open Market Committee, FOMC) a estimé qu'avec une inflation constamment inférieure à l'objectif de long terme, la Fed pourrait laisser le taux d'inflation se situer légèrement au-dessus de 2,0 % pendant un certain temps, de sorte que celui-ci s'établisse en moyenne à 2,0 % au fil du temps, mais également que les anticipations d'inflation à long terme restent bien ancrées à cette cible.

### • Zone euro

La zone euro a été l'une des régions fortement frappées par la pandémie, avec un nombre élevé de contaminations, principalement en France, en Italie, en Espagne, en Allemagne et au Portugal. La mise en place des mesures de confinement strict a conduit à une forte contraction de l'économie de la zone, principalement au premier semestre 2020. Ainsi, l'activité économique s'est contractée de 15,3 %, en cumul, au premier semestre 2020. Cependant, l'assouplissement des mesures restrictives, conjuguées à la maîtrise du rythme de contamination et les mesures de soutien monétaire et budgétaire ont contribué à la réouverture des activités et à la reprise de l'économie à partir du troisième trimestre 2020.

Cependant, avec la résurgence de la contamination, il a été observé un ralentissement de l'économie au quatrième trimestre, en dépit des perspectives de la production des vaccins. Face à cette évolution erratique de l'activité économique, sur l'ensemble de l'année, l'économie s'est contractée de 6,6 %<sup>1</sup>. Dans ce contexte, le marché de l'emploi a également été touché, le taux de chômage s'étant établi à 8,4 %. S'agissant de l'inflation, elle est ressortie à 0,3 %, en moyenne, en 2020 après 1,2 % en 2019. Ce ralentissement des prix à la consommation a été influencé par la baisse des prix de l'énergie, dans un contexte caractérisé par la faiblesse de la demande des consommateurs.

<sup>1</sup> Banque centrale européenne, Rapport annuel 2020, mai 2021.

- **Chine**

A l'instar des autres économies du monde, les mesures de restriction de mouvement des personnes, lesquelles ont été mises en œuvre pour la première fois en Chine, épicerie de la pandémie, ont porté un coup de frein à l'économie, principalement au premier trimestre 2020. Au cours de cette période, l'économie chinoise s'est contractée de 6,8% avant d'enregistrer une reprise au cours des trimestres suivants à la faveur de l'assouplissement de ces mesures et du soutien monétaire et budgétaire, comme cela a été le cas dans plusieurs pays.

Ainsi, en 2020, contrairement à certains pays, la croissance économique est demeurée positive, bien qu'en ralentissement par rapport aux performances réalisées ces dernières décennies. Le taux de croissance s'est établi à 2,3% venant de 5,8% en 2019, porté par la vitalité des exportations, notamment celles du secteur médical, tirant profit des difficultés logistiques de certaines économies concurrentes.

Concernant le marché de l'emploi, il a également été affecté par les mesures d'endiguement de la pandémie. La reprise de l'économie, conjuguée aux mesures de soutien, a permis de restaurer les emplois perdus, conduisant ainsi à une baisse progressive du taux de chômage pour atteindre son niveau de fin décembre 2019. D'après les chiffres publiés par le Bureau national des statistiques, le taux de chômage à fin décembre 2020 s'est établi au même niveau que celui de 2019, soit 5,2%. S'agissant de l'indice des prix à la consommation, il a augmenté de 2,5% en 2020 contre 2,9% en 2019.

- **Afrique subsaharienne**

L'économie de la région n'a pas été épargnée par les effets délétères de la pandémie, sapant ainsi les efforts réalisés au cours de ces deux dernières décennies, en ce qui concerne la réduction de la pauvreté, les inégalités et la réalisation des objectifs de développement durable. Ainsi, l'activité économique s'est contractée de 1,9% en 2020 contre une progression de 3,2% l'année précédente. Cette contraction a été enregistrée dans plusieurs économies de la région, principalement celles dépendant du tourisme et des exportations des matières premières, notamment le pétrole.

La crise pandémique a accentué les inégalités et la pauvreté des populations de la région, notamment les plus vulnérables tels que les jeunes, les femmes, les personnes disposant d'un travail peu qualifié et celles évoluant dans le secteur informel, en l'absence d'un système de protection sociale efficace.

Au cours de l'année sous examen, les économies de l'Afrique

subsaharienne ont été confrontées à des défis énormes, liés principalement aux ressources financières limitées et aux faibles marges de manœuvre budgétaire, les conduisant à des arbitrages entre la relance économique et la viabilité extérieure. C'est dans ce cadre que les partenaires au développement ont renforcé la coopération internationale avec la région en mettant notamment en place un mécanisme de financement d'urgence à décaissement rapide pour aider les pays à engager la riposte aux effets néfastes de cette pandémie. Plusieurs pays ont pu bénéficier des décaissements au titre de la Facilité de Crédit Rapide (FCR) du FMI, des appuis budgétaires de la Banque mondiale et des allègements ou report du paiement du service de la dette.

## 1 | 2 Environnement économique intérieur

En 2020, l'activité économique a été marquée par le ralentissement de la croissance économique, expliqué principalement par les effets étouffants de la propagation de la pandémie de covid-19. Ainsi, après un taux de croissance de 4,4% réalisé en 2019, le PIB réel n'a progressé que de 1,7% en 2020. Cette croissance a été soutenue essentiellement par le secteur primaire, et dans une moindre mesure par le secteur tertiaire. Sur le marché des biens et services, le taux d'inflation s'est inscrit en hausse, s'établissant, en moyenne annuelle, à 10,9% contre 4,7% en 2019.

S'agissant des finances publiques, le budget initial pour l'exercice 2020, chiffré à 18.545,2 milliards de CDF, a été révisé à la baisse de 43,0%. Pour compenser le manque à gagner induit par les effets de la crise pandémique et poursuivre le financement du Plan National Stratégique de Développement (PNSD) adopté par le Parlement en décembre 2019, des réformes visant notamment la lutte contre la corruption et le coulage des recettes ont été mises. Ainsi, globalement, la situation intégrée des opérations financières des administrations publiques a affiché un import de 8.738,9 milliards de CDF au titre de recettes, soit 9,5% du PIB en 2020 contre 10,1% une année auparavant. La pression fiscale, à la clôture de l'exercice sous revue, est passée à 6,4% revenant de 6,9% en 2019.

En ce qui concerne les relations économiques avec le reste du monde en 2020, elles ont été caractérisées par un léger recul du volume des échanges commerciaux entre la RDC et le reste du monde, suite principalement à l'évolution baissière des importations, sur fond des mesures de lutte contre la propagation de la pandémie. Cette situation a globalement contribué à réduire l'offre des devises sur le marché de change, en dépit de l'encaissement des appuis budgétaires extérieurs.

En conséquence, le franc congolais s'est déprécié de 15,16% à l'indicatif et 14,57% au parallèle, contre respectivement 2,23% et 2,94% en 2019. Ces variations négatives auraient été plus importantes n'eussent été les interventions indirectes opérées par l'Institut d'émission pour tempérer les pressions observées sur le marché de change.

S'agissant de la politique monétaire, elle est demeurée prudente, dans le contexte de la pandémie. Ainsi, en vue de faire face à la forte dépréciation de la monnaie nationale et à la résurgence des tensions inflationnistes, la Banque Centrale du Congo, a procédé au durcissement de sa politique monétaire en procédant au relèvement de son taux directeur.

Pour ce qui est du comportement des facteurs de la liquidité bancaire, l'interaction entre les facteurs autonomes et institutionnels révèle une injection annuelle en déca de la programmation. Les facteurs autonomes ont occasionné une injection de la liquidité, notamment par l'entremise du crédit net à l'état et des autres postes nets, dans un contexte de recul des avoirs extérieurs nets. Dans l'objectif de préserver la stabilité du cadre macroéconomique face

à l'injection occasionnée par les facteurs autonomes, les facteurs institutionnels ont opéré une ponction au-delà du niveau programmé, notamment par l'entremise du coefficient de la réserve obligatoire. Cependant, les objectifs intermédiaire et opératoire sont restés largement supérieurs à ceux programmés, conduisant à un dépassement de la cible d'inflation à moyen terme.

Quant aux perspectives économiques, l'activité économique mondiale devrait rebondir en 2021, tirée principalement par la vigueur des économies avancées à la faveur de l'assouplissement des mesures de restriction, de l'accélération de la campagne de vaccination ainsi que des mesures d'accompagnement budgétaire et monétaire, lesquelles ont permis à ces économies d'envisager une normalisation élargie de leurs activités. En effet, le PIB réel mondial devrait croître de 5,9% en 2021 avant ralentissement de 1,0 point de pourcentage en 2022. Cette situation devrait également rejaillir sur le plan interne, avec une activité économique qui connaîtrait un bond en 2021 et 2022 avec des performances attendues principalement des secteurs primaire et tertiaire.

## PREMIERE PARTIE

---

# EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2020



## 1 | Développements économiques

En RDC, les développements économiques, au cours de l'année 2020, ont été marqués par le ralentissement de la croissance économique, induit par la pandémie de Covid-19 et aux mesures prises par les autorités visant la protection de la population. L'activité économique n'a progressé que de 1,7% contre 4,4% en 2019. Cette croissance est essentiellement tirée par le secteur primaire, grâce à l'activité d'extraction, et, dans une moindre mesure, par le secteur tertiaire. Il convient de signaler que le Produit Intérieur Brut hors mines a enregistré un repli de 1,3% en 2020 après avoir progressé de 5,8%, une année plus tôt.

La désarticulation des circuits d'approvisionnement causée par la Covid-19 a provoqué une rareté de certains intrants et produits de première nécessité. Par conséquent, les pressions qui s'en sont suivies sur le marché des biens et services se sont traduites par une amplification des tensions inflationnistes, attestées par un taux de 15,76% en cumul annuel en 2020 contre 4,59%, une année plus tôt, face à un objectif de 7,0%.

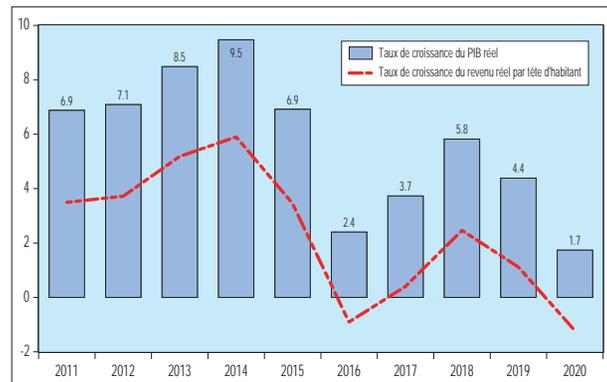
Enfin, selon le Rapport mondial sur le développement humain, publié par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en 2020, la RDC est positionnée au 175<sup>ème</sup> rang mondial sur 189 nations et territoires échantillonnés, avec un IDH de 0,480 point.

### 1 | 1 Produit Interieur Brut

La crise sanitaire liée à l'apparition de la pandémie de Covid-19, qui a marqué significativement de manière négative la conjoncture économique tant internationale que nationale, a eu des effets néfastes sur l'activité économique en République Démocratique du Congo. Sur l'ensemble de l'année 2020, le PIB réel n'a progressé que de 1,7% contre 4,4% et 5,8% respectivement en 2019 et 2018, marquant une faible croissance depuis près de deux décennies.

Cette faible croissance, néanmoins supérieure à la moyenne de l'Afrique sub-saharienne pour la période correspondante, occulte la récession qu'a connue le reste de l'économie nationale hors mines. En effet, en dépit de l'accélération de la croissance notée au niveau des télécommunications en 2020, le PIB réel hors mines a reculé de 1,3% contre une progression de 5,8% une année plus tôt.

Graphique 1 | 1 Croissance du PIB et du revenu réels par habitant  
(en pourcentage)



Source : CESC.

Le ralentissement économique induit par les effets de la pandémie de Covid-19 a maintenu le revenu réel par habitant sur une trajectoire baissière observée depuis 2019. Après une amélioration de 2,5% en 2018 et un ralentissement à 1,1% en 2019, ce revenu a enregistré une décroissance de 1,2% en 2020.

### 1 | 1 | 1 Analyse sectorielle de la croissance économique

Selon l'approche par l'offre, la croissance a été tirée essentiellement par le secteur primaire et, dans une moindre mesure, par le secteur tertiaire, avec des contributions respectives de 3,1 points et 0,1 point de croissance. Par contre, le secteur secondaire a enregistré une contribution négative de 0,8 point de croissance.

#### Secteur primaire

En 2020, l'activité économique dans le secteur primaire a progressé de 7,1% contre 1,7% en 2019. Sa contribution à la croissance s'est située à 3,1 points venant de 0,8 point l'année précédente. Cette évolution tient principalement du bon comportement de la branche « Extraction », dont la contribution à la croissance a atteint 2,7 points contre 0,3 point en 2019. L'apport de la branche « Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche » à la croissance a été faiblement constitué, soit 0,4 point contre 0,5 point, une année plus tôt.

## Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche

Bien qu'en progression par rapport à 2019, cette branche a connu un ralentissement au cours de l'année sous analyse. En termes réels, la valeur ajoutée de cette branche s'est accrue de 2,5% en 2020 contre 3,1% une année précédente, enregistrant une contribution de l'ordre de 0,4 point de croissance contre 0,5 point une année avant. Cette contreperformance est imputable aux mesures de restriction des mouvements des personnes, prises pour limiter la propagation de la pandémie, et à l'insécurité dans la partie Est du pays.

### Agriculture

L'activité de la sous-branche «Agriculture» s'est accrue de 3,1% en 2020, maintenant sa contribution à 0,5 point de croissance.

#### Production agricole vivrière

La valeur ajoutée de l'agriculture vivrière a progressé de 3,1% en 2020, contribuant ainsi à la croissance du PIB réel pour 0,4 point. Cette évolution tient principalement de légères améliorations observées dans les productions des piments et poivres, de la noix de palme, du vandzou, du blé et orge, ainsi que de patate douce, pour des taux respectifs de 10,2%, 8,7%, 6,4%, 6,3% et 5,5% par rapport à l'année précédente.

#### Culture de rente

La croissance de la valeur ajoutée de culture de rente a connu un ralentissement à 3,8% en 2020 contre 7,2% une année plus tôt. Par ailleurs, la contribution de cette sous-branche à la croissance est demeurée quasiment nulle. Cette situation est à lier à l'absence d'investissements dans l'ensemble de cultures.

Cependant, quelques cultures ont enregistré des améliorations de leurs niveaux de production. Il s'agit notamment du cacao, des tourteaux, du coton ainsi que de l'huile de palme, avec des taux de croissance respectifs de 19,4%, 6,6% et 6,3%.

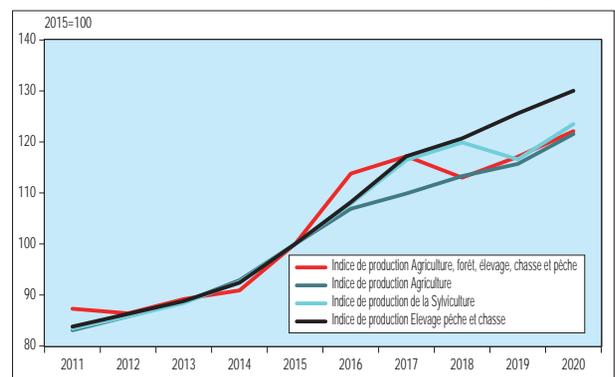
### Forêt

En 2020, la valeur ajoutée de la sous-branche sylviculture s'est contractée de 9,2%, après une croissance de 3,5% en 2019. Cette contraction est expliquée notamment par la politique du Gouvernement visant la protection de l'environnement et l'encadrement des populations autochtones en matière d'exploitation forestière.

## Elevage, pêche et chasse

Comme en 2019, la valeur ajoutée de cette sous-branche a progressé de 3,0%, induisant une contribution à la croissance quasi-nulle. Cette situation est tributaire des facteurs structurels, liés à l'absence d'investissements et à la recrudescence de l'insécurité dans la partie Est du pays, ainsi que des facteurs conjoncturels, notamment les arrestations des pêcheurs, suite aux violations répétitives des frontières lacustres.

Graphique 1 | 2 Evolution des indices de production agricole



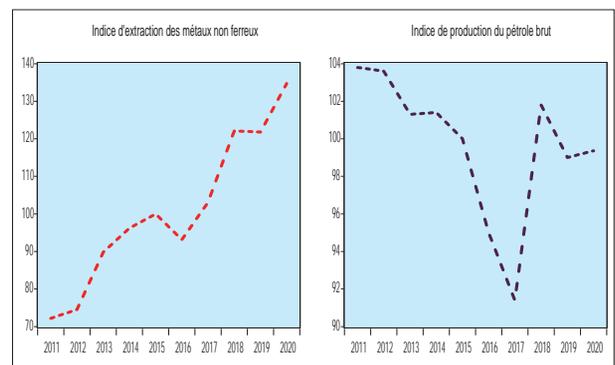
Source : Banque Centrale du Congo

## Extraction

En dépit de l'effondrement de la demande internationale, suite à crise sanitaire de Covid-19, la valeur ajoutée de la branche «Extraction» a progressé de 9,7% en 2020, après le ralentissement de 1,0% observé une année plus tôt. Ce rebond est consécutif à l'accroissement de la production des produits phares exportés par la RDC, à savoir le cuivre et le cobalt.

En termes de contribution à la croissance, cette branche retrouve son statut de moteur de croissance économique. Son apport a été de 2,7 points contre 0,3 point en 2019.

Graphique 1 | 3 Indices d'activités extractives (en points)



Source : Banque Centrale du Congo

## Extraction des métaux non ferreux

Le volume de production des métaux non ferreux a globalement enregistré une amélioration en 2020. Dans un contexte de crise sanitaire et économique, cette évolution procède notamment de la position favorable des cours mondiaux des matières premières ainsi que de la lutte contre la fraude minière et activités illicites.

### Cuivre

En 2020, la production du cuivre a connu une progression de 12,7%, s'établissant à 1.601,2 milliers de tonnes, dont 0,2% produit par la Gécamines et 99,8% par les autres sociétés partenaires de la Gécamines.

Toutefois, il y a lieu de relever que le volume de production de la Gécamines s'est amélioré de 18,2% par rapport à l'année précédente, s'établissant à 3,5 milliers de tonnes. Par contre, la production d'autres sociétés partenaires de la Gécamines a atteint 1.597,7 milliers de tonnes, soit une augmentation annuelle de 12,7%.

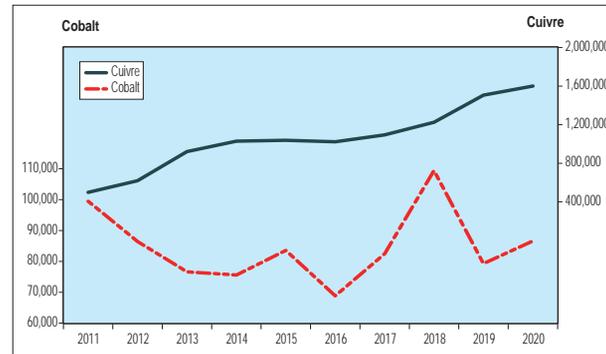
Cette évolution de la production du cuivre résulte, en sus des raisons avancées ci-haut, des mesures de cantonnement des ouvriers dans les sites d'exploitation par les sociétés minières pendant la période de confinement et de la reprise de la demande de la Chine, principal pays demandeur.

### Cobalt

La production du cobalt a augmenté de 11,1% en 2020, atteignant 86,6 milliers de tonnes. Cette progression est principalement l'œuvre du dynamisme de la Gécamines, laquelle a amélioré son volume de production de 850,4%, soit 14,3 milliers de tonnes après 1,5 millier une année auparavant, alors que celui de ses partenaires s'est à nouveau contracté de 5,5% en 2020. Cette évolution tient de la reprise par la Gécamines de son site d'exploitation de cobalt, autrefois exploité par une société de la place, après la résiliation du partenariat.

Il sied cependant de relever que, bien qu'en baisse, la production des partenaires de la Gécamines continue à occuper la part la plus importante du marché en 2020, soit 83,4% contre 16,6% pour la société nationale.

Graphique 1 | 4 Production du cuivre et du cobalt (en milliers de tonnes)



Source : Banque Centrale du Congo.

### Zinc

En 2020, le volume de la production du zinc a augmenté de 149,5%, se situant à 15,3 milliers de tonnes. La production de la Gécamines s'est élevée à 3,0 milliers de tonnes et celle des sociétés partenaires à 12,3 milliers. Cette production a été soutenue par la forte demande de la Chine.

## Autres produits d'extraction

Les autres produits d'extraction ont présenté des évolutions divergentes en 2020. En effet, alors que les productions du diamant et de l'or ont reculé, celle du pétrole a connu un rebond.

### Diamant

La production totale du diamant s'est chiffrée à 16.560 milliers de carats, en baisse de 12,3% par rapport à 2019. Bien que la production réalisée par les industries de diamant (MIBA et autres industries) soit en hausse de 85,9%, avec 6.484 milliers de carats produits, celle des artisans a été en baisse de 34,6%, soit 10.076 milliers de carats, après 15.404 milliers une année auparavant. Cette situation est consécutive notamment à la faiblesse des investissements dans cette filière.

Graphique 1 | 5 Production de diamant (en milliers de tonnes)



Source : Banque Centrale du Congo.

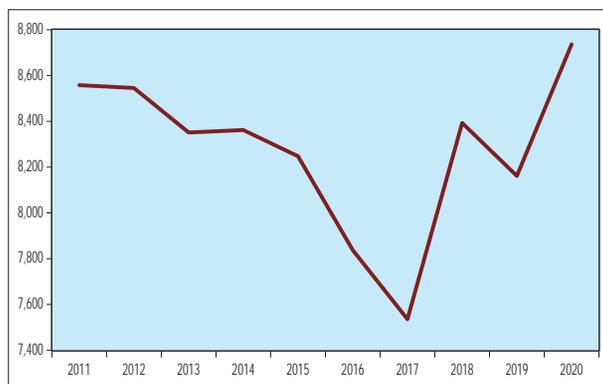
## Or

Le volume de production de l'or, en 2020, s'est affichée à 31.501 kilos, en légère régression de 0,3% par rapport à 2019. Il convient de relever la persistance de la fraude massive observée dans l'exploitation artisanale de ce produit, compromettant ainsi les efforts du Gouvernement pour capter le niveau réel de la production.

## Pétrole brut

En 2020, l'activité de la production du pétrole brut a connu un rebond, après un repli observé une année plus tôt. En effet, le volume de production de l'or noir s'est accru de 7,0%, s'établissant à 8.737,5 milliers de barils.

Graphique 1 | 6 Production de pétrole brut  
(en milliers de barils)



Source : Banque Centrale du Congo.

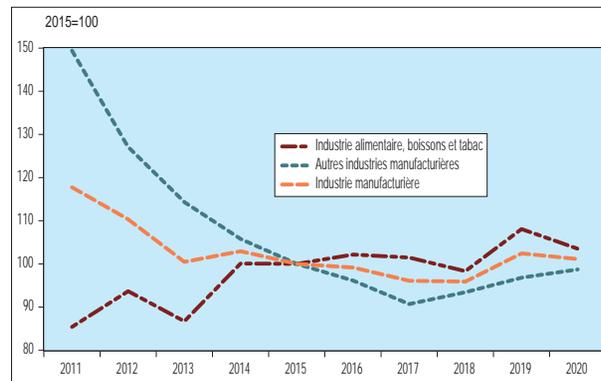
## Secteur secondaire

La valeur ajoutée du secteur secondaire s'est contractée de 4,9% contre une progression de 9,8% en 2019, affichant une contribution négative de 0,8 point de croissance au cours de l'année sous analyse. Cette évolution est imputable au repli observé dans les industries manufacturières et dans les Bâtiments et travaux public, en raison notamment de la rupture des chaînes d'approvisionnement en intrants importés et de la suspension des travaux dans les chantiers, suite aux mesures prises en réponse à la crise liée à la Covid-19.

## Industries manufacturières

La valeur ajoutée de cette branche a enregistré un repli de 7,2% contre une hausse de 6,1% en 2019, induisant une contribution négative de 0,8 point de croissance contre une contribution positive de 0,7 point, une année auparavant.

Graphique 1 | 7 Indices de production manufacturière  
(en points)



Source : Banque Centrale du Congo.

## Industries Alimentaires, Boissons et Tabacs

L'activité des Industries alimentaires, boissons et tabacs s'est contractée de 6,6% en 2020 contre une progression de 6,0%, l'année précédente. Par conséquent, cette sous-branche s'est caractérisée par une contribution négative de 0,6 point de croissance, après celle positive de même ampleur en 2019. La contreperformance de cette sous-branche est particulièrement imputable aux industries des boissons dont les volumes de productions ont chuté de 6,8% et de 14,9% respectivement pour les boissons alcoolisées et les boissons gazeuses, dans un contexte d'amélioration de l'activité des industries alimentaires.

En dépit de la baisse observée du volume de production de la farine de froment, les productions des denrées manufacturées, notamment le lait pasteurisé, la farine de maïs, le riz décortiqué, le sucre, le pain et l'huile de palme ont respectivement augmenté de 1,1%, 1,5%, 11,8%, 4,1%, 1,8% et 6,8% en 2020.

## Autres Industries Manufacturières

En 2020, l'activité des « Autres Industries manufacturières » a été marquée par une contraction de 10,1% de sa valeur ajoutée contre une hausse de 6,7% en 2019, entraînant une contribution négative de 0,2 point de croissance. Ce recul est lié à la conjoncture peu favorable qui a affecté notamment les industries de transformation de bois et ceux des minéraux non-métalliques.

En dépit de l'entrée en production d'une nouvelle cimenterie dans la province de Lualaba, l'activité des industries de minéraux non métalliques, a été, une fois de plus, affectée par une concurrence des produits d'origine étrangère, entrant par des voies frauduleuses. Ainsi, les productions du ciment portland normal, des concassés et des bouteilles,

ont reculé respectivement de 21,6 %, 0,2 % et de 2,1 % en 2020. Par contre, les produits en béton, les carrelages et les fibrociments ont, quant à eux, connu des augmentations respectives de 4,0 %, 9,8 % et 6,8 %.

De même, les industries de transformation de bois ont enregistré des baisses respectives de 3,5 %, 6,1 %, 7,2 % et 2,9 % dans les productions des tranchages, contreplaqués, bois sciés et matelas.

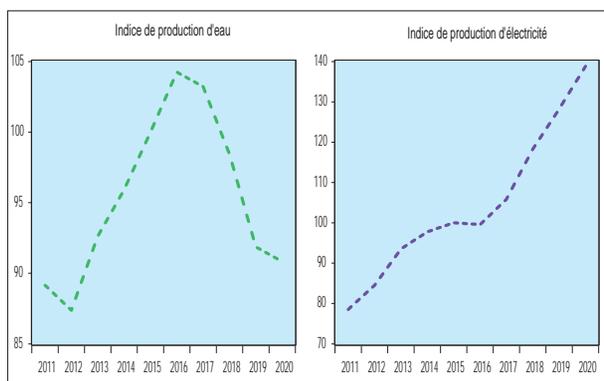
S'agissant des activités de l'industrie de fabrication des métaux lourds, elles ont connu des augmentations satisfaisantes dans toutes ses filières, portées par une demande soutenue de l'industrie du matériel de transport et de l'inactivité minière.

Quant aux « Industries du matériel de transport » et celles « des réparations et constructions navales », elles ont enregistré des progressions respectives de 6,6 % et 5,5 %. Cette évolution est principalement attribuable à la construction de plusieurs bateaux de croisière au courant de l'année sous revue, dans le but de faciliter le ralliement de deux grandes villes de l'Est du pays.

### Electricité, gaz, vapeur et eau

En 2020, la valeur ajoutée de la branche « Électricité, gaz, vapeur et eau » a enregistré une progression de 1,5 %, à l'instar de l'année précédente. Cette amélioration est corroborée par la hausse de l'indice de production d'électricité, dont l'ampleur a été atténuée par la baisse notée au niveau de l'indice de production d'eau.

Graphique 1 | 8 Evolution des indices de production d'eau et d'électricité (en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

### Électricité

Au terme de l'année 2020, la production de l'électricité a atteint 12.396,8 milliers de Mwh, enregistrant une

amélioration de 8,3 % par rapport à son niveau d'une année auparavant. Cette augmentation est liée à la remise en activité de toutes les machines qui étaient en panne à Inga.

La consommation de l'électricité a, quant à elle, baissé de 26,9 %, suite notamment à l'installation des compteurs à prépaiements dans plusieurs villes de la république, système ayant permis un contrôle de gestion de consommation. En ce qui concerne le nombre d'abonnés, il s'est accru de 18,8 %, attirés par ce nouveau mode de contrôle.

### Eau

La production de l'eau potable s'est chiffrée à 281.119,3 millions de m<sup>3</sup>, soit une contraction de 1,6 % en 2020 par rapport à l'année précédente, soutenue par les efforts consentis par le gouvernement, en approvisionnant l'unité productrice en intrants pour le traitement et l'amélioration de l'outil de production. Par contre, sa consommation a reculé de 0,2 % et le nombre d'abonnés s'est accru de 15,0 %.

### Bâtiments et travaux publics

L'activité de la branche « Bâtiments et travaux publics » a reculé de 0,1 %, après une hausse de 21,6 % en 2019. Cette évolution tient principalement du ralentissement de l'exécution de certains grands projets d'infrastructures, suite à la crise sanitaire. Sa contribution à la croissance est demeurée quasiment nulle, alors qu'elle était de 0,9 point de croissance, une année auparavant.

### Secteur tertiaire

La valeur ajoutée du secteur tertiaire a indiqué une progression quasiment nulle, soit 0,2 % contre 5,6 % en 2019. Cette situation est expliquée par la morosité de l'environnement économique interne, dans un contexte de crise sanitaire. Sa contribution à la croissance est passée de 2,1 points à 0,1 point, d'une année à l'autre.

### Commerce

En 2020, le commerce s'est inscrit en baisse de 3,3 % contre un accroissement de 4,0 % une année auparavant. Sa contribution à la croissance a été de -0,5 point contre 0,6 point en 2019. Cette évolution est expliquée notamment par la mise en œuvre des mesures de restriction prises par le gouvernement, pour endiguer la propagation de la pandémie de la Covid-19.

## Transports et Télécommunications

La valeur ajoutée de la branche « Transports et Télécommunications » a été marquée par une progression de 10,0 %, sous l'effet de l'accélération observée au niveau de la sous-branche « Télécommunication ». Sa contribution à la croissance est passée de 0,5 point à 1,2 point.

### Transports

Les restrictions sur les déplacements au niveau national et international, dans un contexte de pandémie de Covid-19, ont induit le ralentissement du rythme de progression de principaux postes de la sous-branche transport, comparativement à l'année précédente.

#### Trafic des marchandises et des personnes

Le volume total de transport des marchandises s'est accru de 2,8 % en 2020 contre une progression de 6,2 % en 2019. Quant au transport des voyageurs, sa croissance est passée de 2,9 % à 2,2 durant la période sous analyse. Leurs évolutions ont été essentiellement affectées par la persistance du recule observé dans le transport ferroviaire, ainsi qu'à un rythme faible, quoique positif dans le transport aérien et routier, attesté par le ralentissement de son indice d'activité qui est passé de 5,9 % à 2,7 %.

#### Manutention

Le volume des marchandises manutentionnées dans les principaux ports du pays a atteint 1.829,9 milliers de tonnes en 2020, enregistrant un accroissement de 7,0 % contre une baisse de 1,2 % une année auparavant. Globalement, ce rythme de progression est marqué par l'accélération de 533,2 % des activités dans le port de Matadi, après une contraction de 85,5 % en 2019.

## Télécommunications

Après une croissance de 7,1 % réalisée en 2019, l'activité de la sous-branche « Télécommunications » s'est accrue de 30,8 % en 2020, à la faveur de la forte demande du réseau internet et des messages texte, dont le volume en data mobile a augmenté de 114,1 %, celui des Short Message Service (SMS) de 69,0 % et, dans une moindre mesure, celui des unités consommées de 4,3 %. Cette évolution est liée notamment aux restrictions à la mobilité des personnes.

### Autres services hors Administration publique

Cette branche a vu son activité baisser de 4,5 %, après un accroissement de 8,3 % en 2019. En termes de contribution à la croissance, elle a accusé un apport négatif de 0,4 point,

suite notamment à la contreperformance des services du tourisme, restauration et hôtellerie.

Il convient de noter que les services bancaires et d'assurances ont profité des effets induits de l'activité minière et des mesures d'allégement prises par la Banque Centrale du Congo, dans ce contexte de crise sanitaire, pour éviter le recul de leur activité.

## Services d'Administration publique

L'activité des administrations publique en 2020 a connu une contraction de 5,9 %, alors qu'il avait progressé de 9,0 %, une année plus tôt.

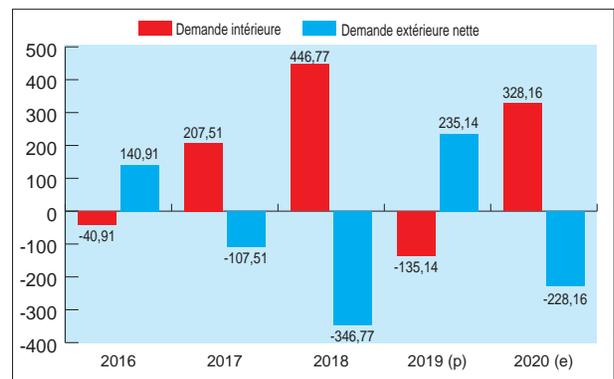
Les composantes de cette branche ont évolué d'une manière disparate en 2020. Alors que l'éducation renseigne un repli de 5,0 %, la santé s'est inscrite en hausse de 8,0 %, en relation avec l'appui du gouvernement et des partenaires bilatéraux et multilatéraux pour la prévention et la prise en charge des malades souffrant de Covid-19.

## 1 | 1 | 2 Analyse de la demande globale

La structure de la demande est demeurée relativement inchangée en 2020, en dépit de la crise sanitaire. En termes réels, la demande intérieure a représenté 113,5 % du PIB contre 114,6 %, une année plus tôt. Cette légère diminution de 1,1 point par rapport à 2019 tient de l'évolution de la consommation finale dont le volume a régressé de 4,4 % au cours de l'année sous analyse.

S'agissant de la demande extérieure nette, le poids de sa composante « exportations des biens et services » est passé de 23,8 % du PIB à 25,3 %.

Graphique 1 | 9 Contributions des différentes composantes de la demande globale à la croissance économique



Source : BCC, sur base de données de la CESCEN.

L'évolution de la demande globale a été essentiellement tirée, en 2020, par la demande extérieure nette, grâce au dynamisme des exportations des produits miniers, la demande intérieure ne s'étant accrue que faiblement.

## Demande intérieure

En 2020, la demande intérieure a enregistré une progression de 0,7% contre 5,5%, une année plus tôt. Cette évolution résulte d'une décroissance de la consommation finale.

**Quant à la Consommation finale**, elle a été moins vigoureuse en 2020, dans un contexte dominé par la pandémie de la Covid-19. Les dépenses totales de consommation finale ont baissé de 4,4%, revenant d'une amélioration de 13,0%, une année auparavant. Cette évolution s'est traduite par une contribution négative de 3,7 points à la croissance de la demande globale.

La progression des dépenses de consommation publique a, quant à elle, ralenti à 0,6% contre 6,6% en 2019, en raison du faible niveau des recettes publiques. Par ailleurs, les dépenses de la consommation finale des ménages ont décliné de 4,8% contre un affermissement de 13,6% une année plus tôt, suite à la perte du pouvoir d'achat induite la pandémie.

**Pour ce qui est des investissements bruts**, ils ont enregistré un accroissement de 14,0% en 2020 contre une contraction de 10,0%, une année plus tôt, avec une contribution à la croissance de la demande globale de 4,5 points.

Cette situation est essentiellement due aux investissements du secteur privé, lesquels se sont accrus de 14,2%, avec une contribution de 4,3 points de croissance à l'évolution de la demande globale.

## Demande extérieure nette

La demande extérieure nette a progressé de 6,3% en 2020, après une dégradation de 13,8% en 2019, sur fond d'une croissance plus rapide des exportations par rapport aux importations.

**Les exportations des biens et services** ont affiché un accroissement de 8,2% contre une diminution de 18,3% en 2019. Leur contribution à la croissance de la demande globale s'est élevée à 2,0 points de croissance contre une contribution négative de 5,6% en 2019.

Cette amélioration est consécutive principalement à la hausse des exportations des produits miniers, à la faveur

notamment du bon comportement des cours des matières premières sur le marché international et du cantonnement des ouvriers dans les sites d'exploitation minière.

**Quant aux importations des biens et services**, elles ont augmenté de 2,7% contre une baisse de 8,5% enregistré en 2019. Cette évolution tient notamment du dynamisme observé principalement dans les importations des services et, dans une moindre mesure, dans les importations des biens de consommation et intermédiaires.

## 1 | 2 Prix intérieurs

Au cours de l'année 2020, le taux d'inflation s'est inscrit en hausse. Cette situation s'est observée dans la plupart des fonctions qui contribuent à la confection de l'indice des prix national, dans un contexte de choc sanitaire.

### 1 | 2 | 1 Indice général des prix calculé par l'INS

Sur base de l'indice des prix élaboré par l'INS, une accélération du rythme de formation des prix intérieurs a été notée en 2020, comparativement à 2019. En effet, le taux d'inflation s'est situé à 15,76% contre un objectif de 7,00% et des réalisations de 4,59% en 2019 et de 7,23% en 2018. Le taux d'inflation annuel moyen a été de 10,99% contre celui de 4,7%, une année plus tôt.

Cette accélération a concerné toutes les fonctions de consommation, et en particulier celle des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, en raison de la désarticulation des chaînes d'approvisionnement, qui a réduit l'offre des biens et services sur le marché, et de la dépréciation du Franc Congolais face aux principales devises étrangères dans un contexte marqué par la pandémie de Covid-19.

Tableau 1 | 1 Evolution de l'inflation (INS)  
(en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*
Cible annuelle (a)	3,70	3,50	4,20	40,00	7,00	7,00	7,00
Inflation annuelle moyenne (b)	1,2	0,74	3,19	35,73	29,27	4,70	10,99
Inflation en cumul annuel (c)	1,03	0,81	11,24	54,71	7,23	4,59	15,76
Ecart (en points de pourcentage) (d) = (a) - (c)	2,67	2,69	-7,04	-14,71	-0,23	2,41	-8,76

Source : Banque Centrale du Congo, sur base de données de l'Institut National de la Statistique.  
\* Il s'agit d'une cible de moyen terme

En rythme infra-annuel, l'inflation a évolué en trois phases en 2020, à savoir :

- **de janvier à mars**: phase caractérisée par un taux d'inflation stable, en l'absence de chocs majeurs. Le taux

d'inflation, en moyenne mensuelle, s'est situé à 0,38 % contre 0,35 %, à la période correspondante de 2019 ;

- **d'avril à août**: période marquée par l'accélération de l'inflation, suite à l'apparition de Covid-19 à mi-mars, ainsi qu'aux mesures du gouvernement, notamment le confinement. La moyenne du taux d'inflation mensuel s'est établie à 2,25 %, avec un pic de 2,95 % en juillet, contre une moyenne mensuelle de 0,34 % à la même période de 2019 ;
- **de septembre à décembre 2020**: phase dominée par le retour à des taux d'inflation mensuels faible et stables, avec une moyenne mensuelle de 0,47 % contre 0,45 % à la période correspondante de 2019, grâce à la mise en application du pacte de stabilité signé en août entre le gouvernement et la Banque Centrale.

Cependant, il faut noter que, la crise provoquée par la Covid-19 est venue renforcée la pénurie structurelle de l'offre des denrées alimentaires de première nécessité observée déjà au pays, consécutive notamment au délabrement très avancé des routes, rail et des ponts, reliant les centres de production à ceux de consommation.

Tableau 1 | 2 Evolution mensuelle de l'inflation (INS)  
(en pourcentage)

	Janv.	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Taux mensuel 2020	0,51	0,26	0,88	2,20	2,30	2,55	2,95	1,26	0,29	0,46	0,34	0,78
Taux mensuel 2019	0,27	0,43	0,27	0,37	0,38	0,35	0,25	0,37	0,38	0,43	0,40	0,59
Taux en cumul annuel 2020	0,51	0,76	1,65	3,89	6,28	8,99	12,20	13,61	13,95	14,47	14,86	15,76
Taux en cumul annuel 2019	0,27	0,71	0,98	1,36	1,74	2,10	2,35	2,73	3,12	3,56	3,97	4,59

Source : Banque Centrale du Congo, sur base de données de l'Institut National de la Statistique.  
\* Il s'agit d'une cible de moyen terme.

## 1 | 2 | 2 Indice général des prix calculé par la BCC

L'Indice des Prix à la Consommation calculé par la BCC a indiqué également une forte accélération du rythme de formation des prix intérieurs en 2020, par rapport à 2019. En effet, le taux d'inflation s'est établi à 20,67 % contre 3,91 % l'année précédente, face à un objectif de 7,00 %.

Tableau 1 | 3 Evolution mensuelle de l'inflation (BCC)  
(en pourcentage)

	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Taux mensuel 2020	0,69	0,45	3,06	4,76	1,54	2,22	3,52	0,70	0,32	0,46	0,57	0,77
Taux mensuel 2019	0,60	0,42	0,27	0,32	0,30	0,22	0,19	0,21	0,21	0,28	0,30	0,53
Taux en cumul annuel 2020	0,69	1,14	4,24	9,20	10,88	13,34	17,33	18,15	18,52	19,07	19,75	20,67
Taux en cumul annuel 2019	0,60	1,01	1,28	1,61	1,91	2,13	2,32	2,54	2,76	3,05	3,36	3,91

Source : Banque Centrale du Congo.  
\* Il s'agit d'une cible de moyen terme

L'analyse infra-annuel de l'indice des prix à la consommation élaboré par la BCC, au cours de l'année 2020, subdivisée l'évolution de l'inflation en trois sous-périodes, exactement semblables avec celles de l'indice l'INS :

**Pour la sous-période de janvier à février 2020**, le taux d'inflation moyen mensuel s'est établi à 0,57 % contre 0,51 %, à la même période de 2019. Cette évolution résulte de la poursuite de la stabilité observée à fin décembre 2019 ;

**En ce qui concerne la sous-période de mars à août 2020**, elle a été marquée par des tensions sur le marché des biens et services. L'inflation, en moyenne mensuelle, s'est fixée à 2,63 % contre 0,25 % à la même période de l'année précédente ;

**S'agissant de la sous-période de septembre à décembre 2020**, elle a enregistré le retour à la stabilité de l'évolution des prix. Le taux d'inflation moyen mensuel de cette période a été de 0,53 % contre 0,33 % à la même période de 2019.

## Analyse par fonction de l'inflation nationale

L'analyse de différents postes de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) indique que, la pression observée sur les prix, est localisée principalement au niveau de: (i) « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » avec une contribution de 62,60 %, (ii) « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » pour une contribution de 8,20 % et « Santé » avec une contribution de 7,07 %.

Tableau 1 | 4 Contribution annuelle à l'inflation par fonction de consommation (BCC)

Numéro	FONCTIONS DE CONSOMMATION LIBELLES	Pondérations	Fin décembre		Contributions En pts En %
			2019	2020	
I.	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	52,32	104,54	130,11	12,83 62,06
II.	Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	1,25	101,88	116,57	0,18 0,85
III.	Articles d'habillement et chaussures	6,38	104,52	124,47	1,22 5,91
IV.	Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	11,71	102,82	117,93	1,70 8,20
V.	Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	2,88	103,99	119,17	0,42 2,03
VI.	Santé	4,31	105,28	140,63	1,46 7,07
VII.	Transports	8,09	102,18	116,13	1,08 5,24
VIII.	Communications	0,86	104,31	122,35	0,15 0,72
IX.	Loisir et culture	1,26	104,56	119,07	0,17 0,85
X.	Enseignement	4,66	101,42	113,24	0,53 2,56
XI.	Restaurants et hôtels	3,14	102,95	117,68	0,44 2,15
XII.	Biens et services divers	3,14	103,98	120,36	0,49 2,38
INDICE GENERAL		100,00	103,91	125,39	20,67 100,00

Source : Banque Centrale du Congo.

Cependant, étant donné que l'analyse des prix prend en compte les biens et les services, l'évolution des composantes de l'indice des prix, en 2020, a été caractérisée par la hausse des prix des biens que ceux des services.

En effet, la contribution de l'inflation des biens dans l'indice global a été de 79,36%, tandis que celle des services a été de 21,44%. Cet écart est observé par le fait que, la demande des biens sur le marché demeure élevée que celle des services, dans un contexte de vétusté des infrastructures et la baisse de pouvoir d'achat de la population.

## 1 | 2 | 2 Evolution des prix des carburants

L'évolution de la structure des prix des produits pétroliers a conduit à deux modifications des prix à la pompe, en 2020.

La première modification, opérée le 07 mai 2020, a consacré la baisse des prix des produits pétroliers dans toutes les trois zones (Ouest, Sud et Est) de commercialisation, suite à la baisse sensible des Prix Moyen Frontière Commercial (PMFC). Elle avait comme objectif, pour le Gouvernement, de conduire à la baisse des prix d'autres biens et services et, *in fine*, à l'amélioration du pouvoir d'achats de la population. Cette modification des prix s'est présentée comme suit :

- (i) à l'Ouest, le prix du litre d'essence était porté de 2.240 FC à 1.995 FC, celui de gasoil de 2.230 FC à 1.985 FC et celui de pétrole de 1.795 FC à 1.420 FC ;
- (ii) au Sud, le prix du litre d'essence était passé de 1.760 FC à 1.390 FC, celui de gasoil de 1.750 FC à 1.450 FC et celui de pétrole de 1.550 FC à 1.300 FC ;
- (iii) à l'Est, le prix du litre d'essence était ramené de 1.810 FC à 1.500 FC, celui de gasoil de 1.820 FC à 1.540 FC et celui de pétrole de 1.660 FC à 1.400 FC.

La deuxième modification, opérée le 12 août 2020, a conduit au maintien des prix du litre, à l'Ouest, à leurs niveaux de la structure du 07 mai, pour l'essence et le gasoil, mais elle s'est traduite par une augmentation dans les zones Est et Sud de la République, de la manière suivante :

- (ii) au Sud, le prix du litre d'essence est passé de 1.390 FC à 1.820 FC, celui de gasoil de 1.450 FC à 1.920 FC et celui de pétrole de 1.300 FC à 1.700 FC ;
- (iii) à l'Est, le prix du litre d'essence a augmenté de 1.500 FC à 1.950 FC, celui de gasoil de 1.540 FC à 1.970 FC et celui de pétrole de 1.400 FC à 1.630 FC.

Cette révision a été consécutive au dérapage des trois paramètres clés de la structure (PMF commercial, taux de change structure et le volume structure) au-delà des cibles, en raison de la crise de Covid-19. Cette modification à la hausse des prix a poursuivi deux objectifs : celui de

préserver le pouvoir d'achat des ménages et celui de veiller au bon fonctionnement des activités des sociétés pétrolières commerciales. Par cette décision, le Gouvernement a pris des mesures pour soulager, tant soit peu, la trésorerie des dites sociétés. Il s'agit, d'une part, du paiement d'une partie de la créance due aux sociétés pétrolières commerciales et, d'autre part, de l'accompagnement à travers les allègements fiscaux, notamment les droits de douanes et d'accises ainsi que l'exemption de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) à l'importation.

N'eut été ces mesures gouvernementales, la hausse des prix aurait été beaucoup plus importante, avec les effets néfastes de la pandémie de Covid-19 au sept premiers mois de l'année 2020.

Tableau 1 | 5 Evolution de la structure des prix des produits pétroliers (en CDF le litre)

Date de révision des prix	ESSENCE			PETROLE			GASOIL			FUEL OIL GPI GAZ	
	OUEST	EST	SUD	OUEST	EST	SUD	OUEST	EST	SUD	OUEST	OUEST
2013											
30 janvier	1 370,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 365,0	1 570,0	1 630,0	730,9	1 100,0
06 février	1 370,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 365,0	1 570,0	1 630,0	730,9	1 100,0
18 avril	1 370,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 365,0	1 570,0	1 630,0	887,3	1 100,0
09 août	1 400,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 390,0	1 570,0	1 630,0	683,7	1 100,0
20 novembre	1 400,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 390,0	1 570,0	1 630,0	683,7	1 100,0
2014											
11 juillet	1 475,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 465,0	1 570,0	1 630,0	751,0	1 100,0
01 septembre	1 525,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 515,0	1 570,0	1 630,0	687,0	1 100,0
2015											
26 janvier	1 440,0	1 500,0	1 440,0	1 100,0	1 350,0	1 400,0	1 430,0	1 480,0	1 430,0	466,1	1 050,0
2016											
29 août	1 490,0	1 500,0	1 440,0	1 150,0	1 350,0	1 400,0	1 480,0	1 480,0	1 430,0	466,1	1 050,0
30 août	1 540,0	1 320,0	1 280,0	1 200,0	1 180,0	1 140,0	1 530,0	1 330,0	1 270,0	461,6	1 150,0
2017											
25 février	1 615,0	1 380,0	1 340,0	1 250,0	1 230,0	1 200,0	1 605,0	1 390,0	1 330,0	659,6	1 200,0
10 mars	1 650,0	1 380,0	1 340,0	1 285,0	1 230,0	1 200,0	1 640,0	1 390,0	1 330,0	659,0	1 200,0
08 juin	1 730,0	1 420,0	1 400,0	1 340,0	1 260,0	1 255,0	1 720,0	1 430,0	1 390,0	703,9	1 250,0
2018											
26 janvier	1 810,0	1 450,0	1 415,0	1 400,0	1 290,0	1 260,0	1 800,0	1 460,0	1 395,0	705,1	1 300,0
19 mars	1 890,0	1 510,0	1 485,0	1 465,0	1 350,0	1 320,0	1 880,0	1 520,0	1 465,0	706,2	1 350,0
29 avril	1 980,0	1 580,0	1 555,0	1 535,0	1 410,0	1 380,0	1 970,0	1 590,0	1 530,0	706,2	1 350,0
30 septembre	2 110,0	1 790,0	1 750,0	1 665,0	1 640,0	1 540,0	2 100,0	1 800,0	1 740,0	885,3	1 400,0
18 novembre	2 240,0	1 810,0	1 760,0	1 795,0	1 660,0	1 550,0	2 230,0	1 820,0	1 750,0	1 014,0	1 450,0
2020											
07 mai	1 995,0	1 500,0	1 390,0	1 420,0	1 400,0	1 300,0	1 985,0	1 540,0	1 450,0	1 091,2	2 824,6
12 août	1 995,0	1 950,0	1 820,0	1 430,0	1 630,0	1 700,0	1 985,0	1 970,0	1 920,0	1 148,7	3 242,4

Source : Banque Centrale du Congo.

## 1 | 3 | Développement humain et durable

### 1 | 3 | 1 Indice de développement humain (IDH)

Selon le Rapport sur le développement humain 2020, l'Indice de Développement Humain pour la RDC s'est situé à 0,480 en 2019, valeur qui place le pays au 175<sup>ème</sup> rang sur 189 nations et territoires. Ce niveau de l'IDH est inférieur à la moyenne des pays du groupe à développement humain faible et de ceux de l'Afrique Subsaharienne, établie respectivement à 0,513 et 0,547.

En effet, d'après ce rapport, la RDC n'a pas connu d'améliorations significatives dans toutes les composantes de l'IDH. D'une année à l'autre, l'espérance de vie à la naissance en RDC a faiblement augmenté de 0,3 année. La durée moyenne de scolarisation, ainsi que la durée attendue de scolarisation n'ont quasiment pas bougé, et cela depuis 2017. Le RNB par habitant de la République Démocratique du Congo s'est accru de près de 0,7 % seulement entre 2018 et 2019.

Tableau 1 | 6 IDH de la RDC et ses composantes

	Valeur de l'IDH	Espérance de vie à la naissance (années)	Durée attendue de scolarisation (années)	Durée moyenne de scolarisation (années)	R.N.B par Habitant (\$ de 2017 en PPA)
Développement humain très élevé	0,898	79,6	16,3	12,2	44566
Développement humain élevé	0,753	75,3	14,0	8,4	14,255
Développement humain moyen	0,631	69,3	11,5	6,3	6153
Développement humain faible	0,513	61,4	9,4	4,9	2745
Afrique subsaharienne	0,547	61,5	10,1	5,8	3686
RDC	0,480	60,7	9,7	6,8	1063

Source : Programme de Nations Unies pour le Développement.

Ce rapport souligne que la pandémie de Covid-19 est la plus récente conséquence épouvantable de déséquilibre poussé à l'extrême, car elle pouvait faire basculer de millions de personnes dans l'extrême pauvreté et faire subir un sérieux contretemps en 2020 au développement humain. Aussi, a-t-il indiqué que, durant cette dernière décennie, la terre a traversé des crises qui ont toute fait ressortir la dégradation de la résilience des systèmes mondiaux.

Dans ce cadre, il préconise (i) une transformation juste qui favorise l'expansion de liberté humaine tout en réduisant les pressions exercées sur la planète et (ii) un ajustement de l'indice de développement humain qui prend en compte les pressions exercées sur la planète, l'amenant dans une nouvelle ère géologique.

## 1 | 3 | 2 Développement durable

Selon le rapport mondial sur les objectifs de développement durable, publié en 2020, les efforts déployés, jusqu'à présent, par les différentes nations n'ont pas suffi pour produire les changements tant espérés. Ce document qui donne un aperçu des efforts de mise œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) à travers le monde, révèle que cette situation remet en question la promesse faite aux générations actuelles et futures dans le cadre de l'agenda 2030.

Ce rapport illustre que la crise de Covid-19 a entraîné la première hausse de la pauvreté mondiale depuis des décennies, faisant basculer plus de 71,0 millions de personnes dans l'extrême pauvreté et ruinant ainsi tant d'années de progrès. En outre, bien que 2019 a été déclarée comme étant la deuxième année la plus chaude jamais enregistrée, la crise de Covid-19 devrait entraîner une baisse de 6,0 % des émissions de gaz à effet de serre. Toutefois, cette réduction demeure toujours inférieure à la cible, car pour limiter le réchauffement mondial à 1,5 °C comme prévu à l'accord de Paris, il faut une réduction annuelle de 7,6 %.

Sur le plan national, la République Démocratique du Congo n'est toujours pas sur la voie de réalisation des ODD d'ici à 2030. En effet, présentant déjà des résultats divergents en 2019, sur les trois piliers dudit agenda, le pays voit de nouveau sa trajectoire d'atteinte des ODD être perturbée, en 2020, par la survenance de la crise sanitaire, suite notamment à ses répercussions négatives sur le plan économique et social.

### • Sur le plan social

En dépit des efforts de l'Etat sur la mise œuvre de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Agents Publics de l'Etat (CNSSAP) et de la Stratégie Nationale de la Protection Sociale (SNPS), l'inclusion sociale demeure encore fiévreuse en RDC. L'extrême pauvreté, déjà en accroissement en 2019, devra augmenter en 2020, suite notamment à la morosité de la conjoncture nationale et internationale, ainsi qu'à la persistance des conflits dans la partie Est du pays. Il sied de rappeler que les résultats de l'étude lancée par la Fédération des Entreprises du Congo établit que, suite à la crise de Covid-19, une entreprise sur dix n'a pas maintenu son effectif du personnel, 21,1 % ont réduit de la moitié et 13,0 % ont gardé plus de la moitié.

La sous-alimentation chronique demeure présente en RDC, malgré ses multiples actions visant à assurer l'autosuffisance alimentaire. Par rapport à l'Afrique subsaharienne, la

prévalence de la sous-alimentation présente un taux 2,4 fois supérieur, faisant passer le nombre de personnes souffrant de l'insécurité alimentaire de 5,9 millions à 15,6 millions entre 2015 et 2019.

- **Sur le plan économique**

La croissance économique de la RDC, en 2020, est ressortie largement en deçà de la cible de 7,0% fixée par l'agenda 2030. En effet, elle s'est établie à 1,7%, niveau ne pouvant permettre de générer suffisamment d'emplois et de réduire les inégalités.

- **Sur le plan environnemental**

Sur les questions se rapportant à la préservation de l'environnement, la RDC a réitéré son engagement de faire de la lutte contre le changement climatique et de sauvegarde de la biodiversité ses préoccupations majeures. Dans ce cadre, le Gouvernement a mis un accent sur le rôle que joue la biodiversité congolaise dans l'équilibre climatique mondial, lors de ses différentes sorties en 2020. A cet effet, il a souhaité que tous les efforts consentis par la RDC pour la conservation de celle-ci soient compensés.



## 2 | Finances publiques

La République Démocratique du Congo, à l'instar d'autres Etats du monde, a vécu les effets néfastes de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 sur son économie et particulièrement sur les finances publiques. Cette situation a entraîné un choc du cadre macroéconomique avec un impact direct sur l'exécution du budget de l'Etat de l'exercice 2020.

Dans l'optique de contrer la pandémie, le Gouvernement de la République a mis en place, à partir du mois de mai 2020, un Programme Multisectoriel d'Urgence d'Atténuation des Impacts de Covid-19, contenant un train de mesures socioéconomiques idoines touchant le commerce extérieur, la fiscalité ainsi que la production et la distribution des biens et services.

L'activité économique étant en ralentissement, la trajectoire des finances publiques initialement définie a été substantiellement perturbée; ce qui a justifié au second semestre, le collectif budgétaire qui a réduit les prétentions de l'Etat de 43,0%, situant le budget révisé à 10.579,1 milliards de CDF.

Dans ce contexte, et pour compenser le manque à gagner et continuer à porter le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) adopté par le Parlement en décembre 2019, le Gouvernement a mis en œuvre des réformes visant notamment la lutte contre la corruption et le coulage des recettes.

Globalement, la situation intégrée des opérations financières des administrations publiques a affiché un import de 8.634,3 milliards de CDF au titre de recettes, soit 9,1% du PIB en 2020 contre 10,1% une année auparavant. Ainsi, la pression fiscale, à la clôture de l'exercice est tombée à 6,4% venant de 6,9% en 2019.

S'agissant des dépenses publiques, elles se sont accrues de 6,4% par rapport à l'année précédente, se situant à 9.528,6 milliards de CDF. Les dépenses courantes et celles en capital ont progressé de 2,2% et 12,3%, en raison notamment de la hausse de la masse salariale comparativement à leur niveau de 2019.

Ainsi, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est clôturée avec un déficit de 0,9% du PIB contre celui de 0,7% en 2019. Toutefois, à la différence des années antérieures, ce déficit a été principalement financé par des ressources tirées des appuis budgétaires du FMI et de la BAD à hauteur de

690,2 milliards, le financement monétaire de la BCC ayant été marginal.

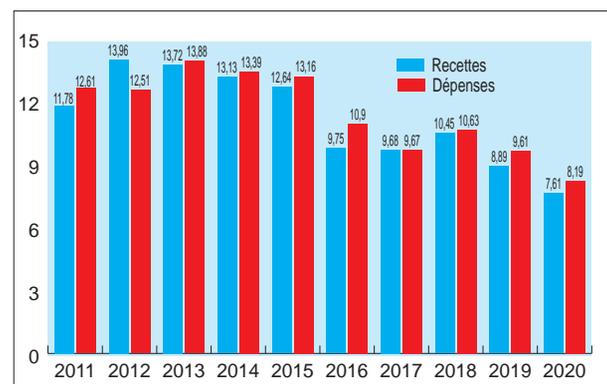
### 2|1 Opérations du cadre budgétaire

Dans le cadre de la résilience de l'économie nationale, le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo ont œuvré en faveur du soutien à la relance de l'activité économique, avec un focus sur les dépenses sociales et sécuritaires en vue de faire face aux effets pervers de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19.

C'est dans cette optique que la mise en œuvre efficace et efficiente de l'action publique a été au centre des initiatives entreprises par le Gouvernement visant notamment l'implémentation et l'élaboration des budgets programmes assortis des projets annuels de performance pour l'ensemble d'institutions et ministères, à l'horizon 2023.

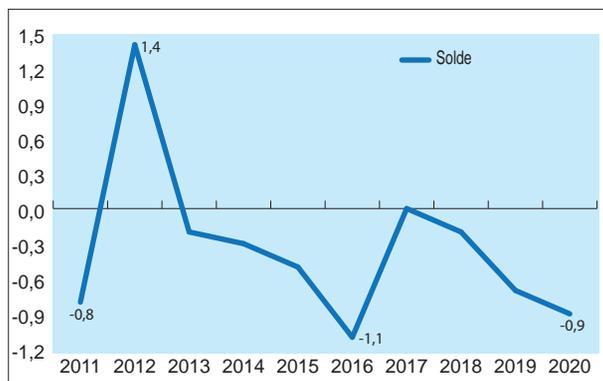
Au niveau des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat inscrites dans le cadre budgétaire s'est soldée par un déficit de 789,8 milliards de CDF contre celui de 594,8 milliards enregistré en 2019. Concernant son mode de financement, outre la monétisation par la Banque Centrale du Congo, les appuis budgétaires ainsi que les ressources tirées des émissions des bons du Trésor ont servi de moyens de financement sains.

Graphique 2|1 Evolution des opérations du cadre budgétaire (en pourcentage du PIB)



Source: Banque Centrale du Congo.  
Cf. Tableau 2|8

Comme l'indique le graphique ci-dessous, malgré le faible niveau des ressources, le Gouvernement a réalisé un niveau important de déficit contrairement à l'exercice 2019.

Graphique 2|2 Evolution du solde budgétaire  
(en pourcentage du PIB)

Source : Banque Centrale du Congo.

## 2|1|1 Recettes publiques

Les recettes du cadre budgétaire se sont chiffrées à 7.024,4 milliards de CDF contre une prévision annuelle de 9.788,5 milliards. Comparativement aux ressources recouvrées en 2019 de l'ordre de 7.382,1 milliards de CDF, il s'est dégagé une légère régression de 4,9 % d'une année à l'autre. Exprimées en ratio du PIB, ces ressources ont représenté 7,6 % contre 8,9 % en 2019. Pour ce qui est des appuis budgétaires, il importe de relever qu'au cours de l'exercice sous-revue, le Gouvernement de la République n'a bénéficié d'aucune assistance financière étrangère.

S'agissant de la composition des recettes, en l'absence des recettes exceptionnelles, les recettes fiscales ont contribué significativement dans l'ensemble de ressources mobilisées, soit 81,7 %. Les recettes non fiscales, quant à elles ont représenté 18,3 % du total.

Tableau 2|1 Structure des recettes publiques  
(en pourcentage du total des recettes)

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>1. Recettes fiscales</b>	<b>85,6</b>	<b>68,5</b>	<b>70,5</b>	<b>77,5</b>	<b>81,7</b>
Recettes des impôts sur le commerce extérieur	27,1	18,1	17,0	20,3	20,6
↳ Recettes des impôts sur les revenus	27,0	26,9	32,7	33,1	31,2
↳ Recettes des impôts sur les biens et services	30,3	22,5	19,7	22,5	27,1
↳ Autres recettes fiscales	1,2	1,1	1,2	1,6	2,7
<b>2. Recettes non fiscales</b>	<b>14,4</b>	<b>16,8</b>	<b>18,7</b>	<b>19,7</b>	<b>18,3</b>
<b>3. Recettes exceptionnelles</b>	<b>0,04</b>	<b>14,7</b>	<b>10,7</b>	<b>2,8</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Banque Centrale du Congo.  
(1) Cf. tableau 2|10.

### Recettes courantes

Les recettes courantes ont été mobilisées au-delà du niveau attendu. En effet, sur un montant prévisionnel de 6.337,8

milliards de CDF arrêté dans le Budget de l'Etat, les régies financières ont mobilisé 7.024,4 milliards. Cette plus-value s'explique par le bon comportement des recettes fiscales induit principalement par la méthode des droits, instaurée par l'administration fiscale. Rapportées au PIB, les recettes courantes ont représenté 7,6 % en 2020 contre 8,6 % en 2019. Concernant leur composition, les recettes fiscales et non fiscales ont représenté respectivement 81,7 % et 18,3 % du total.

L'analyse par poste des recettes fiscales révèle qu'en dépit de la révision à la baisse des prévisions budgétaires, les recettes des impôts tirées sur le commerce extérieur, celles grevées sur les revenus ainsi que celles tirées sur les biens et services ont enregistré des plus-values de 12,9 %, 22,9 % et 12,5 % dans le même ordre.

Par contre, les recettes non fiscales, quant à elles, ont baissé de 7,6 % par rapport au niveau programmé. Cette tendance a été attestée par les contreperformances réalisées dans toutes les rubriques.

### Recettes fiscales

#### Recettes des impôts sur le commerce extérieur

L'administration fiscale a prélevé 1.447,5 milliards de CDF sur les transactions en rapport avec le commerce extérieur contre 1.498,0 milliards en 2019. Exprimées en ratio de PIB, ces recettes ont représenté 1,6 % contre 1,8 % l'année d'avant. Cette situation s'explique principalement par les prévisions minimalistes des droits d'entrée.

En effet, les projections des ressources attendues au titre de droits d'entrée sont passées de 2.030,0 milliards de CDF en 2020 à 1.274,9 milliards au cours de l'année sous revue, soit une réduction de 62,8 %.

Cependant, les droits de sortie, prévus à 6,9 milliards de CDF, ont rapporté 14,7 milliards, niveau quasiment inchangé par rapport aux ressources collectées en 2019.

#### Recettes des impôts sur les revenus

Les recettes des impôts sur les revenus, constituées des traitements et salaires des personnes physiques ainsi que des bénéfices des sociétés et des entreprises, ont été évaluées à 2.192,9 milliards de CDF contre 2.442,5 milliards enregistrés en 2019. Rapportés au PIB, ces revenus ont représenté 1,6 % en 2020 contre 2,9 % une année auparavant.

Malgré le repli du niveau des recettes, l'analyse par poste

révèle la contribution significative de l'impôt sur les revenus à charge des personnes physiques dans le total. En effet, sur un montant prévisionnel de 936,5 milliards de CDF, cette catégorie d'impôt a ramené 1.474,3 milliards au Trésor public.

En revanche, les revenus des sociétés et entreprises ont régressé de 47,7% par rapport à leur réalisation de 2019 chiffrée à 1.506,0 milliards. Comparées à leurs prévisions de 703,0 milliards pour l'année sous analyse, il s'observe un léger dépassement de 15,6 milliards de CDF.

#### *Recettes des impôts sur les biens et services<sup>1</sup>*

Prévues à 1.694,2 milliards de CDF, les recettes tirées des impôts sur les biens et services se sont chiffrées à 1.905,7 milliards. Comparativement aux recettes collectées en 2019 de l'ordre de 1.661,8 milliards de CDF, il s'est dégagé un accroissement de 14,7%. Cet accroissement est induit principalement par le bon comportement des recettes au titre de TVA à l'intérieur. En effet, cette catégorie des recettes a enregistré une plus-value estimée à 14,6% par rapport à leur niveau programmé de 1.074,5 milliards de CDF pour l'année.

Concernant la structure de ces ressources, il y a lieu de relever que les recettes tirées de la TVA à l'intérieur et des droits de consommation ont contribué chacune à 64,6% et 30,6% du total. Rapprochées à leurs prévisions budgétaires, ces deux postes ont dégagé des taux de réalisation respectifs de 114,6% et 98,5% du total. S'agissant des autres rubriques, à savoir : « sociétés pétrolières » et « impôts sur le véhicule », leurs contributions ont été marginales, soit 2,5% et 2,3%.

#### *Autres recettes fiscales<sup>2</sup>*

Les autres recettes fiscales ont enregistré une moins-value de 18,5% par rapport à leurs prévisions chiffrées à 236,1 milliards de CDF. Cette situation s'explique notamment par le non-encaissement des ressources devant provenir des pétroliers d'un import de 93,2 milliards de CDF.

En termes de contribution, il y a lieu de relever que les rubriques « impôt exceptionnel sur la rémunération des expatriés à charge des employés » et « divers » ont contribué respectivement à 72,1% et 27,9%.

<sup>1</sup> Comprennent les ressources tirées des impôts et droits perçus sur la consommation, le chiffre d'affaires, les véhicules ainsi que la taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières appelée marge distribuable.

<sup>2</sup> Regroupent les impôts sur la propriété immobilière, les impôts exceptionnels sur les rémunérations des expatriés à charge des employeurs et les fonds spéciaux.

### Recettes non fiscales<sup>3</sup>

Prévues à 1.341,5 milliards de CDF, les recettes non fiscales se sont établies à 1.285,7 milliards. Comparées aux recettes de l'année 2019 chiffrée à 1.450,9 milliards, il se dégage un léger recul de 11,4%. Rapportées au PIB, elles ont représenté 1,4% en 2020 contre 1,8% une année auparavant.

L'analyse par poste a indiqué une prépondérance des recettes administratives, judiciaires et domaniales chiffrées à 1.140,9 milliards de CDF, soit 88,7% de l'ensemble de ressources collectées.

Par contre, les rubriques « portefeuille » et « royalties » ont contribué chacune à raison de 8,7% et 2,6% dans le même ordre.

### Recettes exceptionnelles

Hormis les produits des Bons du Trésor émis sur le marché intérieur, le Gouvernement de la République n'a pas bénéficié des prêts et dons projets ni d'appuis budgétaires, au cours de l'année sous revue.

## 2 | 1 | 2 Dépenses publiques

La gestion des dépenses de l'Etat, au cours de l'exercice 2020, a été basée notamment sur (i) l'exécution du Programme Multisectoriel d'Urgence d'Atténuation des Impacts de la Covid-19 adopté par le Gouvernement et (ii) la poursuite du financement de la gratuité de l'enseignement de base.

Malgré la mise en application du pacte de stabilité signé entre le Ministère de Finances et la Banque Centrale du Congo qui préconise la gestion sur base caisse, les dépenses publiques ont enregistré un dépassement de 1,5% par rapport à leur prévision budgétaire. Ces dépenses, chiffrées à 8.011,7 milliards de CDF, ont connu un accroissement de 5,3% par rapport à leur niveau de 2019 et ont représenté 9,6% du PIB contre 9,2% une année auparavant.

Toutefois, le niveau des dépenses en RDC demeure très faible comparativement à la moyenne de 22,0% du PIB observée en Afrique Subsaharienne.

### Dépenses Courantes

Les dépenses courantes du cadre budgétaire, pendant l'année sous examen, ont maintenu leur prépondérance, à l'instar des années antérieures. En effet, elles ont représenté

<sup>3</sup> Sont celles provenant de la parafiscalité, des recettes de portefeuille, administratives, domaniales et judiciaires.

92,6 % du montant des décaissements au cours de la période indiquée.

Prévues à 7.338,3 milliards, ces dépenses ont été exécutées à 98,2 % et ont enregistré un accroissement de 2,2 % par rapport à leur niveau de 2019.

## Analyse des dépenses courantes par nature

### *Dépenses pour biens et services*

Les dépenses pour biens et services ont progressé de 18,1 % par rapport à leur niveau de l'année précédente, s'établissant à 5.740,6 milliards de CDF. Elles ont représenté la part la plus élevée de dépenses courantes, en atteignant 79,4 % de l'ensemble de ces dépenses.

En outre, pendant que les « rémunérations » ont enregistré un accroissement de 31,6 %, la sous-rubrique « autres biens et services », quant à elle, a enregistré une baisse de 21,0 %, comparativement à l'année 2019.

### *Versement des intérêts sur la dette publique*

La charge financière de la dette publique, de la période sous analyse, a régressé de 87,1 % comparativement à son niveau de l'année précédente, s'établissant à 22,7 milliards de CDF. Ce recul des intérêts sur la dette s'est localisé tant au niveau de la dette domestique que de la dette extérieure avec des régressions respectives de 96,6 % et de 31,7 %, d'une année à l'autre. Rapportés à l'ensemble des dépenses courantes, ces frais financiers ont représenté une part de 0,3 %, laquelle a été la moindre de toutes les trois rubriques.

### *Subventions et transferts*

Les subventions et transferts ont enregistré une baisse de 28,1 %, d'une année à l'autre, s'établissant à 1.469,5 milliards de CDF. Cette baisse a été induite principalement par le recul de 30,0 % des subventions accordées aux organismes publics autres, lesquelles ont représenté 91,8 % de l'ensemble de subventions et transferts.

En outre, les dépenses allouées aux subventions et transferts ont représenté 20,3 % du total des dépenses courantes au cours de la période sous étude alors qu'elles avaient représenté 28,8 % de ces dépenses une année auparavant.

## Analyse des dépenses par service

La structure des dépenses courantes par service en 2020 reste dominée, comme dans les années précédentes, par les

charges allouées aux services communs<sup>4</sup>. En effet, la part des dépenses courantes affectée à ces services communs, durant l'année sous examen, a été de 84,1 % alors qu'elle a été de 82,9 % une année auparavant. Ces dépenses affectées aux services communs restent dominées par celles relatives à la rémunération des agents et fonctionnaires de l'Etat.

En outre, il convient de noter que ces dépenses ont enregistré un accroissement de 3,6 % comparativement à l'année précédente. Cette augmentation s'est principalement localisée au niveau du poste des dépenses communes, lesquelles, avec leur accroissement de 8,3 % d'une année à l'autre, ont représenté 79,6 % du total de ces dépenses des services communs durant l'année sous étude.

Les deux autres grandes rubriques, à savoir, les « Institutions politiques » et les « Ministères » ont représenté respectivement 6,5 % et 9,4 % des dépenses courantes alors qu'elles avaient représentées, dans le même ordre 7,1 % et 9,9 % des dépenses courantes l'année précédente. En plus, ces dépenses ont baissé de 7,0 % pour les institutions politiques et de 3,5 % pour les ministères comparativement à leurs niveaux de 2019. Le repli des dépenses allouées aux institutions politiques est principalement localisé dans les dépenses de la présidence, lesquelles ont chuté de 25,2 % d'une année à l'autre ; alors que la baisse de celles affectées aux ministères a été déterminante au niveau de la Défense Nationale dont les dépenses ont diminué de 30,8 %.

Malgré cette baisse des dépenses courantes affectées à l'ensemble de ministères, il sied de signaler des augmentations dans certains ministères, notamment celui de l'Education nationale, dont les charges se sont accrues de 259,5 %. Cet accroissement significatif est expliqué par la hausse des charges liées à la gratuité de l'enseignement primaire. Ainsi, l'enveloppe allouée à l'Education Nationale a été totalement consommée, atteignant 154,9 % des prévisions.

Tableau 2 | 2 Structure des dépenses courantes par ministère et institution (en pourcentage)

Rubriques	2016	2017	2018	2019	2020
Autres services	75,3	77,0	71,2	82,9	84,1
Institutions politiques	9,8	10,2	13,1	7,1	6,5
Finances	1,9	1,3	1,5	1,3	1,0
Défense Nationale	3,9	4,1	5,7	2,9	1,9
Affaires Etrangères	1,0	1,3	1,1	0,7	0,4
Travaux publics	0,1	0,2	0,1	0,0	0,1
Santé publique	0,9	0,3	0,5	0,2	0,2
Education Nationale	0,4	0,2	0,4	0,6	2,2
Autres ministères	6,7	5,5	6,5	4,2	3,5
Total	100	100	100	100	100

<sup>4</sup> Cette rubrique est reprise dans le tableau RA-II-18 sous l'appellation « Autres rubriques ». Sa composition ainsi que celle des autres sont détaillées dans ce tableau.

Source: Banque Centrale du Congo.

## Dépenses en capital

Les dépenses en capital ont connu une baisse significative de 35,2% comparativement à leur niveau de l'année précédente, s'établissant à 581,3 milliards de CDF. Rapportées aux prévisions budgétaires, elles ont été exécutées à concurrence de 23,7% contre 34,4% une année auparavant.

La baisse des dépenses en capital enregistrée en 2020 est corrélée avec celle enregistrée dans la rubrique concernant les dépenses en capital des « ministères » et des « Autres services », lesquelles ont régressé respectivement de 34,1% et de 100,0%. Les dépenses des Institutions politiques ont enregistré un accroissement de 15,1%, d'une année à l'autre.

En outre, les crédits alloués à ces trois principales rubriques, à savoir, les « Institutions politiques », les « Ministères » et les « Autres services » ont connu des taux d'exécution divergents respectivement de 401,1%, 24,4% et de 0,0%.

Par ailleurs, l'analyse des dépenses en capital par ministère indique la prépondérance de la part accordée au Ministère de la Santé Publique. Ce dernier a consommé 43,9% du total par rapport aux assignations budgétaires de l'année sous étude. Les dépenses d'investissement orientées au Ministère de la Santé Publique se sont accrues de 11,3%. Cet accroissement est expliqué par l'exécution du programme d'urgence du Gouvernement, lequel a été relatif à la lutte contre la pandémie à la COVID19.

Aussi, la diversité des flores et faunes ainsi que d'autres atouts touristiques que possède la RDC, n'a-t-elle pas été suffisamment pris en compte lorsqu'on considère la part de 0,07% des dépenses orientées vers le ministère de Tourisme et Hôtellerie dans l'ensemble de dépenses courantes avec un taux d'exécution de 3,8%. De même, la vision de la mise de l'économie congolaise sur le sentier de l'émergence n'a pas été reflétée en tenant compte de la part de 0,57% des dépenses allouées à la recherche scientifique dans les dépenses courantes. Ces dépenses ont affiché également un faible taux d'exécution de 16,7%, comparativement au crédit alloué.

## 2 | 1 | 3 Besoins et moyens de financement des opérations du cadre budgétaire

L'importance des charges relatives à la gratuité de l'enseignement de base ainsi que des investissements occasionnés par le programme du gouvernement concernant

les infrastructures a conduit le dénouement des opérations du cadre budgétaire à se solder par un déficit, lequel s'est situé à 789,8 milliards de CDF, représentant 1,2% du PIB en 2020, contre un déficit de 0,7% du PIB l'année précédente.

Ce déficit des opérations financières de l'Etat a été consécutif notamment à l'ampleur de dépenses liées à la crise mondiale sanitaire et financé notamment par le Bon du Trésor ainsi que par les avances de la Banque Centrale.

Tableau 2 | 3 Besoins de financement des opérations du cadre budgétaire  
(En milliards de CDF)

Année	Solde des opérations du Cadre budgétaire	Ajustement statistiques	Besoins de financement
2016	-431,1	-47,9	-479,1
2017	6,3	33,2	39,5
2018	-140,5	14,8	-123,1
2019	-594,82	-49,11	-643,93
2020	-789,8	-29,0	-818,7

Source: Banque Centrale du Congo.

## 2 | 2 Opérations à financement extérieur spécifique<sup>5</sup>

Au terme de l'exercice 2020, les opérations à financement extérieur spécifique en rapport avec les donations extérieures ont été estimées à 869,5 millions de USD contre 593,4 millions, une année plus tôt. Convertis en monnaie nationale, les fonds reçus des partenaires extérieurs ont représenté 1.610,0 milliards de CDF contre 977,8 milliards en 2019.

### 2 | 2 | 1 Recettes

Les subventions en provenance des bailleurs de fonds ont été constitués essentiellement des donations multilatérales à hauteur de 1.312,9 milliards de CDF et des donations bilatérales pour un import de 297,1 milliards, représentant respectivement 81,5% et 18,5% du total.

Concernant l'assistance financière des multilatéraux, le pays a bénéficié de l'appui de la Banque mondiale (560,1 milliards de CDF), des Nations Unies (326,6 milliards de CDF), la Commission Européenne (292,6 milliards de CDF) et de la Banque Africaine de Développement (133,5 milliards de CDF).

<sup>5</sup> Composées de toutes les opérations se rapportant aux donations et aux prêts extérieurs liés à des projets économiques et sociaux, les opérations à financement extérieur spécifique, s'exécutent en marge des opérations du cadre budgétaire.

S'agissant des contributions par pays, six pays ont assisté la RDC, à savoir : Royaume-Uni, Allemagne, Suisse, Suède, Japon et Canada.

## 2|2|2 Dépenses

Sur un import de 1.610,0 milliards reçus au titre des ressources extérieures, leur affectation a été orientée vers le financement des dépenses courantes et celles en capital à raison de 18,5 % et 81,5 % respectivement.

Concernant les dépenses courantes, chiffrées à 297,1 milliards de CDF, il a été observé une forte consommation au niveau de la rubrique « coopération technique, projets d'investissement et autres » avec une part de 79,1 % du total, suivie des postes « assistance et secours d'urgence » et « aide alimentaire » représentant respectivement 20,7 % et 0,2 %.

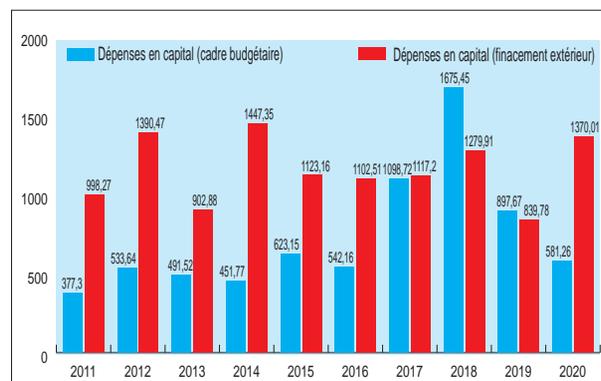
Quant aux dépenses en capital soutenues par l'aide extérieure, la part des aides multilatérales a été de 88,2 % alors que celle des aides bilatérales a représenté 11,8 %. Le partenaire multilatéral le plus prépondérant, dans les aides orientées vers l'investissement, a été la Banque mondiale avec une part de 61,2 % alors que le partenaire bilatéral le plus important, en termes de contribution dans les dons affectés aux dépenses en capital a été le Royaume-Uni dont la part a été de 94,1 %.

Tableau 2 | 4 Opérations à financement extérieur spécifique (en milliards de CDF)

Annee	Ressources	Dépenses courantes	Dépenses en capital
2015	1 286 930,7	163 769,3	1 123 161,4
2016	1 305 867,1	203 358,4	1 102 508,7
2017	2 174 602,1	284 763,8	1 889 838,3
2018	1 766 455,2	486 543,2	1 279 912,0
2019	977 773,0	137 988,1	839 784,9
2020	1 609 908,3	323 485,5	1 286 422,8

Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique 2 | 3 Evolution des dépenses en capital du cadre budgétaire et celles à financement extérieur (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

## 2 | 3 Analyse des arriérés de paiement en 2020

Au cours de l'exercice 2020, les Etats de Suivi Budgétaire affichent un montant de 9.573,6 milliards de CDF au titre d'engagements contre 9.604,9 milliards, une année auparavant.

Le rapprochement entre la liquidation chiffrée à 9.545,4 milliards de CDF et le paiement effectif situé à 7.468,9 milliards fait ressortir un niveau d'arriérés budgétaires de l'ordre de 2.076,5 milliards. A la période indiquée, les ordonnancements se sont établis à 7.600,6 milliards dont 98,3 % ont été effectivement payés.

### 2 | 3 | 1 Analyse par nature des dépenses

Comme à l'accoutumée, les arriérés de paiement ont été localisés pour l'essentiel dans les rubriques « transferts et interventions » et « dépenses du personnel » avec des parts respectives de 40,2 % et 25,0 % du total. Concernant les autres dépenses par nature, l'analyse par poste révèle que les arriérés enregistrés pour non-paiement des dépenses liés à « la dette publique en capital », « l'équipement », « la construction, réfection, réhabilitation et addition d'ouvrage » ainsi que « les biens et services » ont représenté respectivement 7,2 % ; 6,7 % ; 4,4 % et 3,9 %.

Tableau 2 | 5 Arriérés de paiement par nature des dépenses  
(en milliards de CDF)

Rubrique	Engagements(a)	Liquidations(b)	Ordonnancemnts <sup>©</sup>	Paiements(d)	Arriérés=(b)-(d)	En % du total
Dettes publiques en capital	537,7	537,7	389,7	388,7	149,1	7,2
Frais financiers	55,6	55,6	22,7	22,7	33,0	1,6
Dépenses du personnel	5 397,3	5 393,9	4 876,2	4 875,7	518,1	25,0
Biens et services	301,1	294,1	215,1	214,0	80,1	3,9
Dépenses de prestations	647,2	639,9	450,6	410,5	229,4	11,0
Transferts et interventions de l'Etat	1 924,9	1 918,7	1 130,6	1 083,8	834,9	40,2
Equipement	475,6	472,2	354,1	332,4	139,8	6,7
Construction, refection, réhabilitation addition d'ouvrage	234,1	233,2	161,7	141,1	92,1	4,4
TOTAL	9 573,6	9 545,4	7 600,6	7 468,882	2 076,5	100,0

Source: Etat de suivi Budgétaire 2020 (Ministère du Budget).

## 2 | 3 | 2 Analyse par fonction des dépenses

Les arriérés par fonction des dépenses restent dominés par des impayés localisés au niveau de « l'administration centrale publique », « la santé » et « l'enseignement » avec des parts respectives de 45,4 % ; 15,0 % et 14,0 % de l'ensemble de dotations budgétaires non exécutées au cours de la période sous revue.

Concernant les rubriques « affaires économiques », « ordre et sécurité » et « défense », leurs parts en termes d'arriérés ont représenté respectivement 8,6 % ; 6,7 % et 5,1 % dans le total.

S'agissant des autres postes des dépenses, leurs niveaux ont été faibles.

Tableau 2 | 6 Arriérés de paiement par fonction des dépenses  
(en milliards de CDF)

Rubrique	Engagements(a)	Liquidations(b)	Ordonnancemnts <sup>©</sup>	Paiements(d)	Arriérés=(b)-(d)	En % du total
Administration centrale publique	3 477,0	3 471,3	2 547,8	2 527,6	943,7	45,4
Défense	706,1	701,3	603,6	595,7	105,6	5,1
Ordre et sécurité	939,0	932,4	809,7	793,9	138,5	6,7
Affaires économiques	683,0	679,4	530,0	500,6	178,8	8,6
Protection de l'environnement	28,4	28,2	15,1	15,1	13,2	0,6
Logement et équipements collectifs	84,1	84,0	51,0	41,7	42,2	2,0
Santé	971,5	970,5	669,1	658,7	311,8	15,0
Réligion, culture, sports et loisirs	141,4	141,1	122,4	119,0	22,1	1,1
Enseignement	2 409,7	2 409,1	2 150,6	2 118,3	290,8	14,0
Protection sociale, affaires sociales	133,5	127,9	101,3	98,1	29,8	1,4
TOTAL	9 573,6	9 545,4	7 600,6	7 468,9	2 076,5	100,0

Source: Etats de suivi budgétaire 2020 (Ministère du Budget).



## 3 | Relations économiques extérieures

Les relations économiques extérieures se sont caractérisées, en 2020, par un léger recul du volume des échanges commerciaux entre la RDC et le reste du monde, suite principalement à l'évolution baissière des importations, sur fond de la propagation des effets de la pandémie de Covid-19. Les mesures internes de riposte à cette pandémie ont globalement contribué à réduire l'offre des devises sur le marché des changes, en dépit de l'encaissement des appuis budgétaires extérieurs.

En conséquence, le franc congolais s'est déprécié de 15,16% à l'indicatif et 14,57% au parallèle contre respectivement 2,2% et 2,9% en 2019. Ces dépréciations auraient été plus importantes n'eussent été les interventions indirectes opérées par l'Institut d'émission pour tempérer les pressions observées sur le marché des changes.

S'agissant de la dette extérieure, le stock de la dette publique extérieure, situé à 6,9 milliards de USD, a représenté 14,1% du PIB en 2020 contre 12,6% en 2019, soit un niveau soutenable par rapport au seuil d'endettement. Toutefois, le portefeuille comporte un risque majeur de change du fait de la part prépondérante de la dette publique en devises.

En ce qui concerne les donations extérieures en provenance des partenaires multilatéraux et bilatéraux, il convient d'indiquer la hausse de cette assistance, sous l'impulsion principale des partenaires multilatéraux.

Quant aux activités relatives à la coopération régionale, il y a lieu de noter le report de plusieurs rencontres prévues, en raison de la propagation des effets néfastes de la pandémie de Covid-19. Toutefois, sur le plan régional, il y a lieu de mentionner la tenue du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC, en visioconférence.

### 3 | 1 Commerce des biens

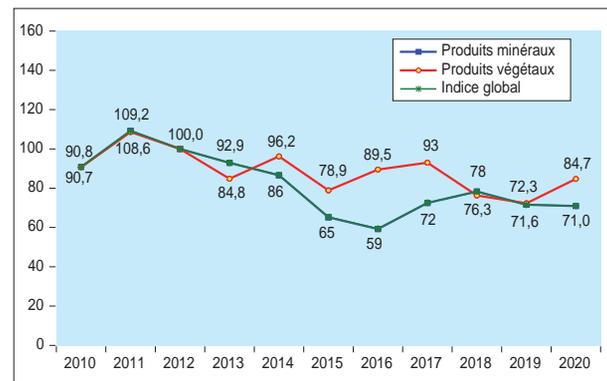
En 2020, la valeur des biens échangés avec le reste du monde a connu une baisse de 1,8%, se fixant à 25.654,0 millions de USD, soit 52,7% du PIB contre 50,8% observé une année plus tôt. Cette évolution du volume découle de la baisse des importations dans un contexte de hausse des exportations. La diminution des importations est consécutive à la réduction de l'offre internationale de certains produits, suite aux mesures de confinement prises par plusieurs pays pour juguler la pandémie.

Les exportations, dominées par les produits miniers, auraient subi le même sort n'eût été la pratique de cantonnement des travailleurs sur le lieu de production adoptée par les entreprises minières pour assurer la production en période de confinement. Le taux de couverture des importations par les exportations est passé de 101,9% en 2019 à 116,2%.

### 3 | 1 | 1 Cours des principales matières premières.

En dépit de la progression de l'indice des produits végétaux, la baisse de celui des produits minéraux a induit une détérioration de l'indice globale, se fixant à 71,0 points revenant de 71,6 points en 2019.

Graphique 3 | 1 Indice des cours de principaux produits (Base 2012=100)



Source : Banque centrale du Congo.

### Produits miniers et hydrocarbures

L'indice des cours mondiaux des principaux produits miniers et hydrocarbures exportés par la RDC s'est établi à 70,9 points contre 71,6 points enregistré en 2019, traduisant la baisse de la majorité des cours des produits exportés. En effet, à l'exception du cuivre, de l'or et de l'argent dont les cours moyens ont enregistré des hausses, tous les autres produits ont vu leurs cours baisser.

Tableau 3 | 1 Evolution des cours des produits miniers et hydrocarbures

Produits et Marchés	Cotation	2016	2017	2018	2019	2020
Cuivre Londres	USD/tm	4 861,8	6 155,0	6 527,6	6 003,7	6 157,4
Etain Londres	USD/tm	17 953,2	20 120,6	20 148,5	18 664,2	17 121,6
Zinc Londres	USD/tm	2 084,4	2 889,2	2 926,2	2 548,5	2 263,7
Diamant Kinshasa (CEEC) <sup>(1)</sup>	USD/carat	15,6	25,4	13,5	11,6	8,1
Cobalt Londres (LME) <sup>(2)</sup>	USD/lb	11,7	26,0	37,6	17,6	15,8
Londres (LME) <sup>(2)</sup>	USD/tonne	25 805,7	57 372,2	82 933,8	38 745,7	34 843,7
Londres (Boursorama) <sup>(3)</sup>	USD/tonne	32 483,0	57 713,4	74 054,3	33 265,4	31 450,6
Coltan Londres	USD/lb	59,6	69,4	95,0	66,6	60,0
Or New York	USD/o.t.	1 247,7	1 258,1	1 270,3	1 391,9	1 770,3
Pétrole New York	USD/baril	43,6	51,3	64,7	57,1	39,7
Argent New York	Cts/o.t.	1 708,4	1 705,3	1 571,6	1 620,4	2 057,0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Bourse Les Echos et de la Commission Interministérielle d'Harmonisation des Statistiques Minières.

(1) Prix implicite dégagé par le rapport entre la valeur et le volume exportés.

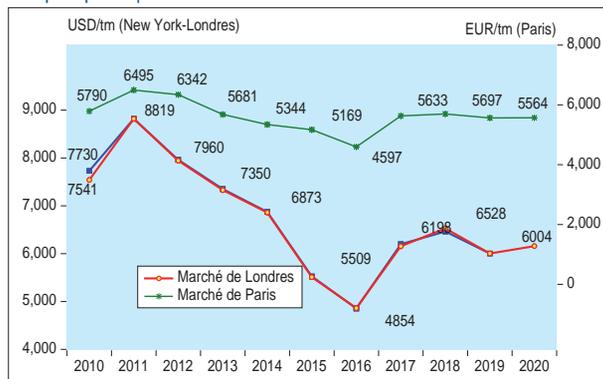
(2) Il s'agit du cobalt cathode dont la teneur est de 99,80 %.

(3) Il s'agit du cobalt brut.

Cf. Tableau 3 | 24

En effet, les cours moyens du cuivre sur les principaux marchés internationaux suivis par la Banque Centrale du Congo ont affiché des hausses. Sur le marché de Londres, il s'est situé à 6.157,4 USD la tonne métrique, soit 2,6% de plus qu'en 2019. A la base de cette évolution, la baisse de l'offre eu égard à la perturbation de la production du cuivre au Chili et au Pérou, suite aux mesures sévères prises par les gouvernements de ces pays pour lutter contre la pandémie. Par ailleurs, les perspectives d'amélioration de la demande mondiale, dues aux annonces des laboratoires pharmaceutiques du lancement des vaccins contre la Covid-19, explique également cette situation. Il sied de noter que la reprise économique de la Chine, premier pays à être frappé par la pandémie et à s'en être remis, a soutenu les cours tout au long de l'année.

Graphique 3 | 2 Cours du Cuivre sur les marchés mondiaux



Source : Banque centrale du Congo.

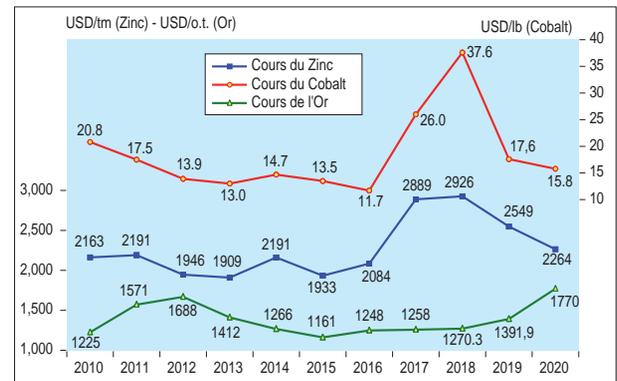
Le cours moyen de l'étain, en baisse annuel de 8,3%, a été affecté par la réduction de la demande mondiale au premier trimestre, induite par la pandémie de Covid-19.

Le cours moyen de l'argent s'est également inscrit en hausse en 2020, soit 26,9% de plus qu'en 2019, soutenu

principalement par la forte demande pour besoin de stockage, en vue de se prémunir des incertitudes économiques découlant de la pandémie. Il en est de même pour l'Or, son cours moyen a enregistré une hausse de 27,2% comparativement à 2019.

Le cours mondial moyen du zinc a, quant à lui, enregistré une fois de plus une baisse de 11,2% par rapport à son niveau de 2019. Il convient de préciser que les mesures drastiques prises par la Chine, foyer de la pandémie, pour enrayer la propagation de Covid-19, a contribué significativement à la baisse de la demande de ce métal. En outre, la surabondance de l'offre de ce produit sur le marché mondial a également contribué au recul de son cours moyen.

Graphique 3 | 3 Cours du Zinc, du Cobalt et de l'Or sur le marché de Londres



Source : Banque centrale du Congo.

Le cours moyen du cobalt (cathode) dont la teneur est de 99,8% affiche une baisse annuelle de 10,1% sur le London Metal Exchange (LME), consécutive principalement à la chute des ventes des véhicules électriques et au ralentissement de la demande du secteur aéronautique, où le métal est utilisé pour les aubes des turbines dans les réacteurs.

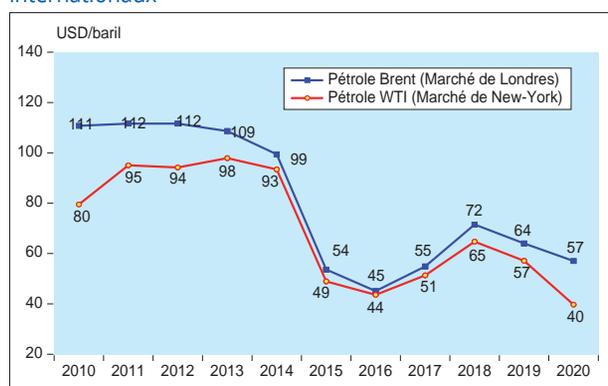
Le cours moyen du coltan a enregistré une baisse de 9,9%, suite à la contraction de la demande des géants de l'électronique, principaux consommateurs de ces minéraux.

Le cours moyen du diamant a affiché une baisse de 30,5% affecté également par les mesures de confinement imposées par la crise sanitaire. En effet, l'un de grands producteurs mondiaux du secteur, à défaut de production, avait été obligé de vendre une partie de son stock à des prix réduits pour attirer la clientèle qui se faisait rare avec la succession de confinements.

Pour ce qui est du cours moyen annuel du pétrole, il a affiché une baisse de 30,5% par rapport à son niveau de 2019. La baisse de la demande mondiale induite par la pandémie de Covid-19 est à la base de cette évolution. Au plus profond

de la crise, le cours du baril du Brent a chuté jusqu'à se fixer à 16,6 USD, niveau jamais atteint depuis plus de deux décennies.

Graphique 3|4 Cours du pétrole brut sur les marchés internationaux



Source : Banque centrale du Congo.

## Produits végétaux

En 2020, l'indice des cours de principaux produits végétaux exportés par la RDC a connu une hausse de 17,1% par rapport à 2019, se situant à 84,7 points. Cette évolution découle de la hausse des cours de l'huile de palme, du café arabica, du caoutchouc et du cacao. Les cours du reste des produits ont enregistré des baisses.

Tableau 3|2 Evolution des cours des produits végétaux

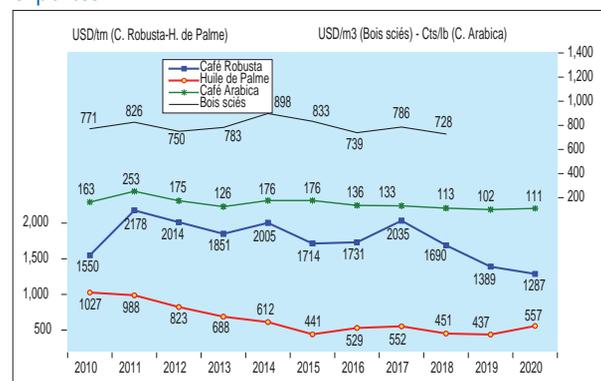
Produits et Marchés	Cotation	2016	2017	2018	2019	2020	
<b>Café</b>							
Robusta	Londres	USD/tonne	1 730,9	2 034,7	1 689,9	1 388,7	1 287,3
Arabica	New York	Cts/lb	136,4	133,0	113,1	101,6	111,0
<b>Cacao</b>							
	New York	USD/tonne	3 163,0	2 831,3	2 310,5	2 384,3	2 519,8
<b>(Marché à terme)</b>							
<b>Huile</b>							
de palme	Kuala Lumpur	EUR/tm	528,9	552,2	451,3	436,8	557,3
de palmistes	Kuala Lumpur	EUR/tm	857,5	951,1	758,3	865,5	720,1
Coton	New York	Cts/lb	65,6	73,6	82,1	67,4	64,1
Caoutchouc	Londres C.I.F.	Cts/Kg	163,9	199,6	155,8	165,6	176,1
<b>Bois Sapelli</b>							
Bois dur grume	Cameroun F.O.B.	USD/m <sup>3</sup>	299,0	384,2	461,0	371,3	367,6
Bois dur Scié	Cameroun F.O.B.	USD/m <sup>3</sup>	738,9	786,1	727,9	616,2	578,9

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Bourse Les Echos, Boursorama et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.  
Cf. Tableau 3|25.

Le cours moyen annuel de l'huile de palme a enregistré une hausse de 27,6%, atteignant son plus haut niveau depuis plusieurs années. A la base de cette évolution, la forte hausse de la demande en biocarburant renforcée par une amélioration de la compétitivité de cette huile eu égard à la baisse de la production d'autres oléagineux devenus trop coûteux.

La hausse du cours moyen annuel du café arabica est évaluée à 9,3%, laquelle a été consécutive à la baisse de la production résultant principalement : (i) des retards de récolte dus à une main d'œuvre réduite pour éviter la propagation de Covid-19 et (ii) des dégâts causés par les conditions météorologiques dans les grandes zones de production. Il s'agit notamment de la sécheresse prolongée au Brésil ainsi que les dégâts causés par l'ouragan IOTA sur les plantations d'Amérique centrale. Il sied de noter que la hausse des cours aurait été plus importante n'eût été la baisse de la consommation mondiale induite par les mesures de confinement.

Graphique 3|5 Cours de principaux produits végétaux exportés



Source : Banque centrale du Congo.

Le cours moyen du caoutchouc a augmenté de 6,3%, tiré par la demande chinoise, suite au redressement de son secteur automobile au dernier trimestre 2020. Par contre du côté de l'offre, les mesures de restriction à l'égard des mouvements transfrontaliers de la population ont impacté négativement la main d'œuvre dans les plantations d'hévéa et dans toute la filière.

Durant l'année sous examen, la hausse du cours moyen du cacao s'est établie à 5,7%. La perturbation de l'offre mondiale consécutive à l'adoption, par les deux principaux producteurs mondiaux, la Côte-d'Ivoire et le Ghana, du mécanisme de différentiel de revenu décent en faveur de leurs paysans ainsi que le ralentissement des activités de cacao en Côte-d'Ivoire, suite à des contestations politiques post-électorales, expliquent essentiellement cette évolution.

## 3|1|2 Destinations des exportations

En 2020, les trois principaux clients de la RDC sont restés les mêmes qu'en 2019. La Chine demeure en tête avec 51,0% des achats des produits de la RDC. Vient ensuite l'Afrique du Sud avec des achats représentant 14,3% du total et l'Union Européenne avec 1,7%.

Tableau 3|3 Exportations de la RDC par destination  
(en pourcentage du total)

Pays	2016	2017	2018	2019	2020 <sup>(a)</sup>
Chine	20,0	28,2	35,5	33,6	51,0
Afrique du Sud	18,5	21,3	20,1	26,5	14,3
Union Européenne	4,6	5,0	3,0	3,7	1,7
Autres	57,0	45,5	41,4	36,2	30,4

Source : Banque Centrale du Congo.

Cf. Tableau III.27.

La rubrique autres regroupe le reste des pays qui n'ont pas atteint chacun 1,0 % du total en 2020.

### 3|1|3 Provenances des importations

En 2020, les trois premiers fournisseurs de la RDC ont été la Chine dont les ventes ont représenté 17,0% du total des achats de la RDC, suivi de l'Afrique du Sud avec 13,3% des ventes et l'Union Européenne pour 10,1%. La structure est restée identique à celle de l'année précédente.

Tableau 3|4 Importations de la RDC par pays ou région de provenance  
(en pourcentage)

Pays	2016	2017	2018	2019	2020 <sup>(a)</sup>
Chine	10,9	8,6	11,9	16,2	17,0
Afrique du Sud	9,7	8,5	10,8	14,2	13,3
Union Européenne	17,7	19,4	12,1	13,1	10,1
Autres	61,7	63,6	65,2	50,6	54,6

Source : Banque Centrale du Congo.

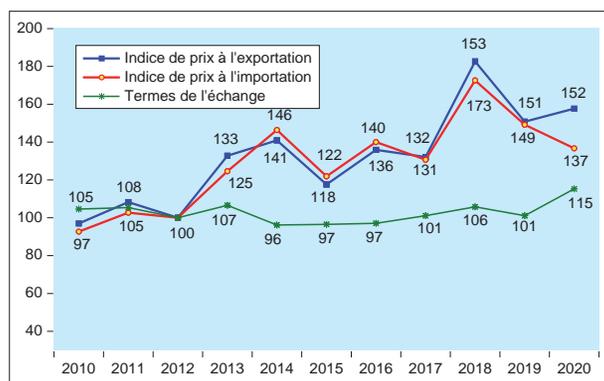
Cf. Tableau 3|28.

La rubrique autres regroupe le reste des pays qui n'ont pas atteint chacun 10,0 % du total en 2020.

### 3|1|4 Termes de l'échange

Il s'observe, en 2020, une amélioration des termes de l'échange de la RDC. En effet, ils se sont fixés à 115,3 venant de 101,1 en 2019, suite à la forte hausse des prix à l'exportation.

Graphique 3|6 Evolution des termes de l'échange  
(Base 2009=100)



Source : Banque centrale du Congo.

## 3|2 Politique de change

La Banque Centrale du Congo a mis en œuvre sa politique de change, dans un environnement économique particulièrement difficile, à la suite des effets de la pandémie de Covid-19, dont la propagation a débuté au début du mois de mars 2020. Cette pandémie a d'abord affecté l'économie mondiale en général et de façon particulière le commerce international, se traduisant par la réduction des flux de la balance des paiements.

Au plan interne, les effets de Covid-19 se sont transmis à l'économie congolaise par les canaux du commerce extérieur, des investissements étrangers et des donations extérieures. Cette situation est expliquée notamment par la baisse de la valeur des importations des biens de 8,3%, des transferts des fonds des migrants de 55,9% et la consommation des réserves des changes de 37,9%

En conséquence, le franc congolais s'est déprécié de 15,2% à l'indicatif et 14,6% au parallèle contre respectivement 2,2% et 2,9% en 2019. Ces dépréciations auraient été plus importantes n'eussent été les interventions indirectes opérées par l'Institut d'émission pour tempérer les pressions observées sur le marché des changes. Ces interventions, directes et indirectes, ont érodé sensiblement le niveau des réserves de change, lequel n'a représenté qu'environ 0,67 mois d'importations des biens et services contre 1,06 mois en 2019.

### 3|2|1 Objectifs de la politique de change

Dans un contexte de la propagation des effets négatifs de la Covid-19 sur l'économie nationale, et particulièrement sur le franc congolais, l'action de la Banque Centrale du Congo a porté essentiellement sur l'objectif de lissage des fluctuations du taux de change, principalement à travers l'utilisation des interventions directes et indirectes sur le marché.

Ce choix, de la Banque Centrale du Congo, porté sur l'objectif de lissage des fluctuations du taux de change au détriment de celui relatif à l'amélioration du niveau des réserves avait essentiellement pour but de préserver le pouvoir d'achat externe du franc congolais, afin notamment de maintenir la demande des ménages.

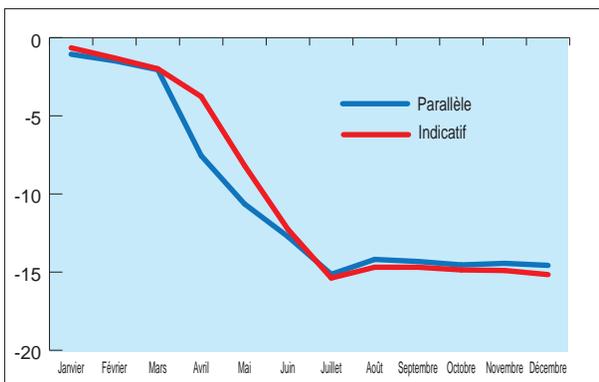
### 3|2|2 Evaluation des objectifs de la politique de change

#### Préservation de la stabilité à travers le lissage des fluctuations du taux de change

#### Taux de change indicatif et taux parallèle de Kinshasa

En 2020, les transactions sur le marché des changes congolais, se sont traduites par une perte plus profonde qu'en 2019, de la valeur externe du franc congolais. En effet, au 31 décembre 2020, il a été enregistré un taux de dépréciation de la monnaie nationale de 15,2% à l'indicatif et de 14,6% sur le marché parallèle de Kinshasa contre respectivement 2,2% et 2,9% en 2019.

Graphique 3|7 Variation cumulée des taux de change indicatif et parallèle (en %)



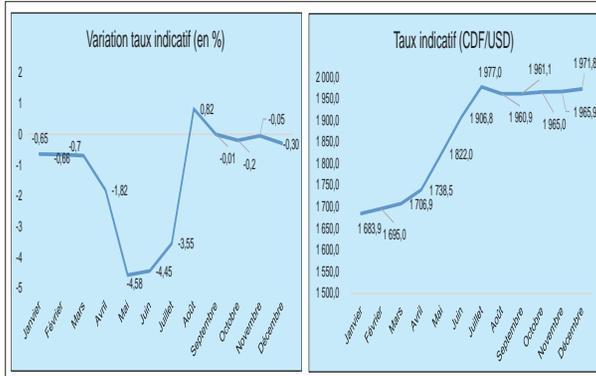
Source : Banque Centrale du Congo.

En effet, sur le segment indicatif, le taux de change s'est situé à 1.971,8 CDF le dollar américain à fin décembre 2020 contre 1.672,9 CDF une année auparavant, tandis qu'au parallèle, il s'est établi à 2.020,0 CDF le dollar américain à fin décembre 2020 venant de 1.725,7 CDF une année auparavant.

Par ailleurs, trois sous-périodes se dessinent par rapport à l'évolution du taux de change officiel au cours de l'année 2020 :

- la première, de janvier à mars 2020, marquée par une faible dépréciation de la monnaie nationale de 1,99%, en moyenne mensuelle, à l'indicatif et de 2,05% au parallèle. Cette situation s'explique par :
  - l'absence des chocs majeurs d'ordre interne ou externe;
  - la mise en œuvre d'une gestion prudente de la liquidité au niveau de la Banque Centrale;
- la deuxième, d'avril à juillet, dominée par une forte dépréciation du franc congolais, atteignant 13,66% à l'indicatif et 13,37% au parallèle. Cette forte perte de la valeur externe du franc congolais est expliquée par :
  - les effets négatifs dus à la crise de Covid-19 ayant induit une perturbation de l'activité au niveau mondial;
  - la transmission de ces effets sur l'économie nationale par les canaux du commerce extérieur, des investissements directs et des transferts des revenus;
  - les effets de certaines mesures internes de riposte pour éviter la propagation de la Covid-19. Ces chocs s'étaient traduits par :
    - la baisse de l'offre des biens et services;
    - la baisse de l'offre des devises;
    - la forte contraction des recettes publiques sur fond du maintien et voire de l'accroissement des dépenses publiques;
    - la faible attractivité du bon du Trésor.
- la troisième et dernière sous-période, d'août à décembre, a été caractérisée par le retour de la stabilité, la monnaie nationale ayant enregistré une appréciation de 0,26% à l'indicatif et 0,68% au marché parallèle de Kinshasa. Cette relative hausse de la valeur externe du franc congolais est justifiée par la mise en œuvre des mesures suivantes, notamment par le Gouvernement et la Banque Centrale :
  - la signature et la mise en œuvre du pacte de stabilité entre le Gouvernement et la Banque Centrale ;
  - le gel temporaire opéré dans le paiement des dépenses publiques dans le cadre de la stratégie de la résorption de la liquidité excédentaire sur le marché ;
  - l'absence de financement monétaire du déficit public depuis le mois de mai ;
  - l'interdiction d'affichages à la rue, du taux de change ;
  - le durcissement de la politique monétaire ; et
  - la mise en œuvre d'une gestion prudente de la liquidité bancaire par la Banque Centrale.

Graphique 3|8 Evolution mensuelle du taux de change et de sa variation



Source : Banque Centrale du Congo.

En outre, avec un écart-type de 7,9 points de pourcentage, la monnaie nationale a été plus volatile en 2020 comparativement à l'année 2019 au cours de laquelle l'écart-type n'était que de 1,5 point.

Sur le marché parallèle de Kinshasa, la volatilité a été plus forte également en 2020, avec un écart-type de 12,2 points de pourcentage contre 3,8 points en 2019.

### Aperçu sur l'évolution du taux de change parallèle en Provinces

En Provinces, le taux de change moyen a été de 1.939,5 CDF le dollar américain, à fin décembre 2020. Le taux le plus élevé a été enregistré dans le Bandundu, avec un niveau moyen de 2.020,7 CDF, tandis que le taux le plus bas l'a été à Goma avec 1.881,3 CDF.

Tableau 3|5 Evolution du taux de change parallèle en Provinces (CDF/USD)

	Lubumbashi	Matadi	Kananga	Mbuji-Mayi	Mbandaka	Kisangani	Bukavu	Goma	Bandundu	Kindu	Moyenne
Janvier	1 712,5	1 700,0	1 715,3	1 731,0	1 960,0	1 933,8	1 977,1	1 698,8	2 020,0	1 980,0	1 842,8
Février	1 720,0	1 740,0	1 730,0	1 745,0	1 960,0	1 933,8	1 977,1	1 703,4	2 020,0	1 980,0	1 850,9
Mars	1 721,4	1 740,0	1 743,2	1 757,7	1 960,0	1 933,8	1 977,1	1 725,0	2 020,0	1 980,0	1 855,8
Avril	1 754,2	1 743,3	1 776,4	1 765,0	1 960,0	1 933,8	1 977,1	1 745,3	2 020,0	1 980,0	1 865,5
Mai	1 830,0	1 803,5	1 865,5	1 868,8	1 960,0	1 933,8	1 977,1	1 851,3	2 020,0	1 980,0	1 909,0
Juin	1 926,4	1 873,8	1 927,9	1 915,0	1 960,0	1 933,8	1 977,1	1 933,6	2 020,0	1 980,0	1 944,8
Juillet	2 000,4	1 995,8	2 013,1	1 915,0	1 992,4	1 952,6	1 977,1	1 973,9	2 020,0	2 002,6	1 984,3
Août	2 012,1	1 980,1	1 971,9	1 918,3	1 982,4	1 926,3	1 977,1	1 992,9	2 020,0	1 998,2	1 977,9
Septembre	2 018,9	1 990,9	2 011,0	2 017,5	2 007,2	2 003,6	1 976,8	1 967,5	2 022,6	2 025,0	2 004,1
Octobre	2 018,9	2 007,3	2 012,1	2 017,4	2 014,8	2 005,1	1 993,7	1 983,9	2 025,5	2 035,5	2 011,4
Novembre	2 015,2	2 009,0	2 017,5	2 019,8	2 012,3	2 005,8	1 995,7	2 000,0	2 020,0	2 046,2	2 014,2
Décembre	2 015,4	2 003,6	2 020,0	2 016,2	2 012,8	2 008,8	1 997,6	2 000,0	2 020,0	2 043,3	2 013,8
Moyenne	1 895,4	1 882,3	1 900,3	1 890,6	1 981,8	1 958,7	1 981,7	1 881,3	2 020,7	2 002,6	1 939,5

Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, à l'instar de l'évolution à Kinshasa, le taux de change parallèle en provinces a retrouvé le sentier de la stabilité depuis le mois d'août, après la période de dérapage enregistré entre avril et juillet. Ainsi, trois phases ont également marqué l'évolution des taux en Provinces, à savoir :

- une phase de faible dépréciation de la monnaie nationale, soit une perte de valeur moyenne de 0,7 % entre les mois de janvier et mars 2020. Le franc congolais est demeuré stable à Mbandaka, Kisangani, Bukavu, Bandundu et Kindu ;
- une période d'accroissement de la dépréciation, avec un taux moyen de 6,5 % entre les mois d'avril et juillet, tirée par des pertes importantes de la valeur externe du Franc congolais observées à Lubumbashi (-13,9%), Matadi (-12,8%), Kananga (-13,4%), Mbuji-Mayi (-8,2%) et Goma (-12,6%) ;
- une phase de baisse de la dépréciation à 1,5 %, entre les mois d'août et décembre 2020. Des très faibles dépréciations du Franc congolais ont été alors observées à Lubumbashi, Matadi et Kananga ; tandis que la monnaie nationale est demeurée stable dans le Bandundu.

Tableau 3|6 Variation du taux de change parallèle en provinces (CDF/USD)

	Lubumbashi	Matadi	Kananga	Mbuji-Mayi	Mbandaka	Kisangani	Bukavu	Goma	Bandundu	Kindu	Moyenne
Janvier à Mars	-0,5	-2,3	-1,6	-1,5	0,0	0,0	0,0	-1,5	0,0	0,0	-0,7
Avril à Juillet	-13,9	-12,8	-13,4	-8,2	-1,6	-1,0	0,0	-12,6	0,0	-1,1	-6,5
Août à Décembre	-0,7	-0,4	-0,3	-5,0	-1,0	-2,8	-1,0	-1,3	0,0	-2,0	-1,5
Annuel	-15,0	-15,2	-15,1	-14,1	-2,6	-3,7	-1,0	-15,1	0,0	-3,1	-8,5

Source : Banque Centrale du Congo.

### Réserve de change

Au 31 décembre 2020, les réserves de change se sont situées à 708,9 millions de USD, soit 2,81 semaines d'importations des biens et services sur ressources propres.

Tableau 3|7 Evolution des réserves de change

Date	en millions de USD	Couverture en mois d'importation	Couverture en semaines d'importation
31-déc.-19	1141,3		1,1
31-janv.-20	785,5		0,7
28-févr.-20	696,4		0,6
31-mars-20	691,6		0,6
30-avr.-20	980,2		0,9
31-mai-20	923,1		0,8
29-juin-20	879,5		0,8
31-juil.-20	832,1		0,8
31-août-20	803,5		0,7
30-sept.-20	699,7		0,6
30-oct.-20	674,2		0,6
30-nov.-20	670,3		0,6
31-déc.-20	708,9		0,6

Source : Banque Centrale du Congo.

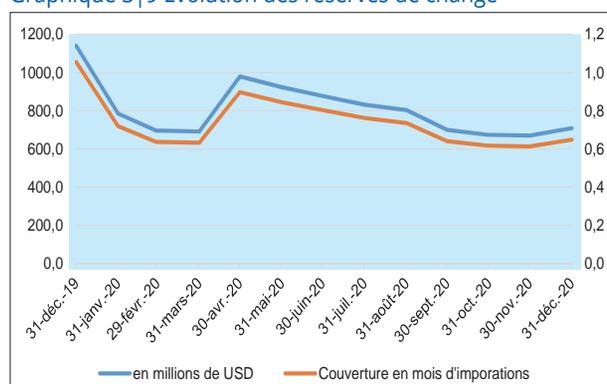
Par ailleurs, sur l'année, quatre périodes peuvent être distinguées par rapport à l'évolution de ces réserves, à savoir :

- La première, de janvier à mars, marquée par la baisse des réserves, consécutive aux interventions indirectes, sur fond de l'appui à la balance des paiements obtenu

du FMI en décembre 2019. A cet effet, les réserves sont passées de 1.141,3 millions de USD à 691,3 millions entre fin décembre 2019 et fin mars 2020 ;

- La deuxième, au mois d'avril, encaissement de l'appui budgétaire du FMI et rachat par la BCC. Cet encaissement a porté les réserves à 980,2 millions de USD à fin avril ;
- La troisième, de mai à novembre, caractérisée par une nouvelle phase de baisse des réserves, atteignant 670,3 millions de USD, à la suite des interventions directes et indirectes sur le marché pour tempérer les pressions sur le taux de change ;
- La quatrième, le mois de décembre, marqué par l'augmentation des réserves à 708,9 millions de USD résultant de l'encaissement d'une partie de l'appui budgétaire de la BAD.

Graphique 3|9 Evolution des réserves de change



Source : Banque Centrale du Congo.

### 3|3 Balance des paiements

En 2020, les transactions avec le reste du monde ont fait état d'un recul des besoins de financement, par rapport à l'année précédente, résultant de la baisse du déficit du compte des transactions courantes combiné à une hausse de l'excédent du compte capital.

#### 3|3|1 Compte courant et compte capital

Le solde cumulé du compte courant et celui de capital a renseigné un besoin de financement de 468,1 millions de USD en 2020 contre un besoin de 1.214,7 millions, une année plus tôt. Ce solde représente 1,0% du PIB contre 2,4% en 2019. Cette situation résulte de la diminution du déficit courant et de l'accroissement de l'excédent du compte capital.

Tableau 3|8 Composantes de la Balance des paiements (en millions de USD)

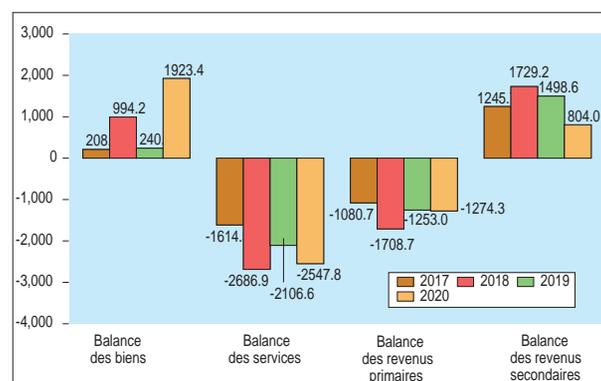
	2018	2019	2020 <sup>(a)</sup>
<b>I. Compte des transactions courantes</b>	<b>-1 672,3</b>	<b>-1 620,3</b>	<b>-1 094,7</b>
- Biens nets	994,2	240,8	1 923,4
- Services nets	-2 686,9	-2 106,6	-2 547,8
- Revenus primaires nets	-1 708,7	-1 253,0	-1 274,3
- Revenus secondaires nets	1 729,2	1 498,6	804,0
<b>II. Compte de capital</b>	<b>437,1</b>	<b>405,6</b>	<b>626,5</b>
- ACANFNP nettes <sup>(1)</sup>	-47,2	-22,4	-15,8
- Capitaux publics nets	523,7	533,7	687,8
- Capitaux privés nets	-39,3	-105,8	-45,5
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (I+II)	-1 235,2	-1 214,7	-468,1
<b>III. Compte financier</b>			
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (1+2+3+4+5)	<b>-1 442,1</b>	<b>-1 516,3</b>	<b>-126,9</b>
1. Investissements directs nets	-1 407,6	-1 354,1	-1 498,1
2. Investissements de portefeuille nets	38,3	46,1	39,4
3. Dérivés financiers (autres que les réserves) nets	0,0	0,0	0,0
4. Autres Investissements nets	-129,2	-644,0	1 501,0
5. Avoirs de réserves	56,4	435,8	-169,2
<b>Erreurs nettes et omissions</b>	<b>-206,9</b>	<b>-301,6</b>	<b>341,3</b>

Source : Banque Centrale du Congo.  
Cf. Tableau 3|33.

#### Compte courant

Le compte courant s'est soldé par un déficit, établi à 1.094,7 millions de USD en 2020, représentant 2,2% du PIB contre celui de 1.620,3 millions, soit 3,1% du PIB, en 2019. Le recul de ce déficit a découlé essentiellement de la hausse considérable de l'excédent de compte des biens.

Graphique 3|10 Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes (en millions de USD)



Source : Banque Centrale du Congo.  
Cf. Tableau 3|33.

#### Compte des biens

Le compte des biens a dégagé un excédent de 1.923,4 millions de USD, soit 3,9% du PIB en 2020 contre celui de 240,8 millions, soit 0,5% du PIB, en 2019. Cette évolution est justifiée par une baisse notable des importations

congolaises, d'une année à l'autre, face à l'accroissement des exportations.

### Exportations des biens

Après une baisse de 17,4% en 2019, les exportations des biens ont enregistré une hausse de 4,6% en 2020, à la faveur principalement du bon comportement de la rubrique « produits miniers et hydrocarbures » représentant 98,9% des exportations des biens. Par ailleurs, les exportations des « Produits agricoles » et « Produits Industriels et Energétiques » ont représenté respectivement 1,0% et 0,1% du total des exportations.

Tableau 3 | 9 Structure des exportations  
(en millions de USD, sauf indication contraire)

	2016		2017		2018		2019		2020 <sup>(4)</sup>	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
<b>PRODUITS MINIERES ET HYDROCARBURES</b>	<b>8 736,2</b>	<b>73,5</b>	<b>11 468,4</b>	<b>99,3</b>	<b>15 826,8</b>	<b>99,1</b>	<b>13 071,9</b>	<b>99,2</b>	<b>13 637,5</b>	<b>98,9</b>
Cuivre	4 982,9	41,9	6 272,6	54,3	7 436,1	46,6	8 226,9	62,4	9 412,0	68,3
Cobalt	1 807,2	15,2	3 368,8	29,2	6 350,7	39,8	2 561,6	19,4	2 244,5	16,3
Zinc	27,7	0,2	22,0	0,2	2,1	0,0	3,0	0,0	27,4	0,2
Or	1 219,5	10,3	1 086,8	9,4	1 100,9	6,9	1 387,2	10,5	1 202,0	8,7
Diamant	246,8	2,1	207,4	1,8	188,5	1,2	146,4	1,1	113,4	0,8
Pétrole brut	332,3	2,8	383,2	3,3	596,5	3,7	508,9	3,9	386,9	2,8
Autres <sup>(1)</sup>	119,9	1,0	127,6	1,1	151,9	1,0	238,0	1,8	251,2	1,8
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>	<b>500,5</b>	<b>4,2</b>	<b>74,3</b>	<b>0,6</b>	<b>124,0</b>	<b>0,8</b>	<b>100,7</b>	<b>0,8</b>	<b>139,8</b>	<b>1,0</b>
Café	41,8	0,4	27,0	0,2	24,7	0,2	25,8	0,2	27,0	0,2
Caoutchouc	0,0	0,0	0,4	0,0	13,0	0,1	11,5	0,1	4,5	0,0
Bois	401,1	3,4	32,0	0,3	57,0	0,4	27,7	0,2	32,9	0,2
Cacao	44,8	0,4	11,1	0,1	24,9	0,2	24,5	0,2	60,6	0,4
Autres <sup>(2)</sup>	12,8	0,1	3,8	0,0	4,4	0,0	11,1	0,1	14,9	0,1
<b>PRODUITS INDUSTRIELS ET ENERGETIQUES</b>	<b>16,0</b>	<b>0,1</b>	<b>5,5</b>	<b>0,0</b>	<b>16,1</b>	<b>0,1</b>	<b>10,9</b>	<b>0,1</b>	<b>11,4</b>	<b>0,1</b>
Ciment	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits chimiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Electricité	4,3	0,0	4,2	0,0	4,5	0,0	4,5	0,0	2,7	0,0
Autres <sup>(3)</sup>	11,7	0,1	1,3	0,0	11,6	0,1	6,4	0,0	8,7	0,1
<b>AJUSTEMENT<sup>(4)</sup></b>	<b>2 632,9</b>	<b>22,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>11 885,5</b>	<b>100,0</b>	<b>11 548,2</b>	<b>100,0</b>	<b>15 966,8</b>	<b>100,0</b>	<b>13 183,5</b>	<b>100,0</b>	<b>13 788,7</b>	<b>100,0</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) notamment Coltan, Plomb et Cassitérite.

(2) notamment thé et quinquina.

(3) notamment mitrilles ferreuses.

(4) Il s'agit des données issues de l'enquête annuelle de la balance des paiements et des exportations non classifiées.

Cf. Tableau 3 | 34.

### Exportations des produits miniers et hydrocarbures

Les exportations des produits miniers et hydrocarbures ont augmenté de 4,3%, s'établissant à 13.637,5 millions de USD en 2020, tirées principalement par la hausse des exportations du cuivre, lesquelles se sont accrues de 14,4%, se fixant à 9.412,0 millions de USD, représentant 68,3% du total des exportations.

La hausse de la valeur des exportations du cuivre se justifie

par l'augmentation tant du volume exporté que du prix observé au niveau mondial. En effet, le cours moyen du cuivre est passé de 6.003,7 USD la tonne en 2019 à 6.157,4 USD en 2020, expliqué par le recul de l'offre de ce métal, dans un contexte de la pandémie de Covid-19, face à une importante demande de l'Asie.

S'agissant du volume exporté, il a atteint 1.601,2 milles tonnes en 2020, enregistrant un accroissement de 6,3%, en raison notamment des mesures fortes prises par le Ministère des mines, autorisant le confinement d'une partie des travailleurs sur les sites d'exploitation.

Les exportations du cobalt ont connu un repli de 12,4% en 2020, s'établissant à 2.244,5 millions de USD, suite à la baisse du prix de ce produit sur le marché international. En 2020, le prix moyen annuel de la tonne du cobalt s'est établi à 34.843,7 USD, enregistrant une diminution de 10,1% par rapport à 2019.

S'agissant des exportations du pétrole brut, elles ont régressé de 24,0% en 2020, en raison principalement de la baisse du prix du baril au niveau mondial. En effet, le prix moyen annuel a reculé de 30,4%, se fixant à 39,7 USD le baril. Il sied de relever qu'au cours de l'année 2020, le prix du baril a atteint son plus bas niveau depuis plus de vingt ans, en raison de la baisse de la demande, dans un contexte de crise sanitaire.

Tableau 3 | 10 Variation annuelle des exportations des produits miniers et hydrocarbures  
(Variation en pourcentage)

	2016	2017	2018	2019	2020 <sup>(4)</sup>
<b>Produits miniers et hydrocarbures</b>	<b>-13,4</b>	<b>31,3</b>	<b>38,0</b>	<b>-17,4</b>	<b>4,3</b>
Cuivre	-13,5	25,9	18,6	10,6	14,4
Cobalt	-27,3	86,4	88,5	-59,7	-12,4
Zinc	12,3	-20,6	-90,4	39,7	828,7
Diamant	-2,9	-15,9	-9,1	-22,3	-22,5
Plomb	-85,8	-100,0	-	-	-
Or	13,7	-10,9	1,3	26,0	-13,4
Cassitérite	1 002 179,9	35,9	16,1	-23,8	173,5
Pétrole brut	-17,6	15,3	55,7	-14,7	-24,0
Autres <sup>(1)</sup>	-32,0	-27,2	25,1	217,6	-75,1

Source : Banque Centrale du Congo.

notamment Coltan.

Cf. Tableau 3 | 34.

### Exportations des produits agricoles et bois

Les exportations des produits agricoles se sont accrues de 38,9%, se situant à 139,8 millions de USD en 2020, influencées par la hausse des exportations du café, du bois et du cacao respectivement de 4,5%, 18,6% et 147,6%.

Les quantités exportées du café sont passées de 13.771,6 tonnes en 2019 à 13.963,0 tonnes en 2020. Celles du bois sont passées de 117,7 milliers de m<sup>3</sup> à 118,7 milliers, d'une année à l'autre. S'agissant du cacao, les quantités exportées ont sensiblement augmenté de 171,8 %, se fixant à 38.491,5 tonnes.

Tableau 3 | 11 Exportations des produits agricoles et bois

	Unité	2017	2018	2019	2020
Café	tonne	10 332,0	11 743,5	13 771,6	13 963,0
Cacao	tonne	7 510,6	15 474,0	14 163,0	38 491,5
Caoutchouc	tonne	424,1	14 914,4	11 379,4	6 843,3
Bois	m3	134 849,4	196 220,0	117 696,6	118 676,1
Quinquina	tonne	1 197,7	3 054,9	6 403,9	8 182,5

Source : Office National des Produits agricoles du Congo (ONAPAC), Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA) et Office Congolais de Contrôle (OCC).

### Exportations des produits industriels et énergétiques

Les exportations des produits industriels et énergétiques ont renseigné une progression de 4,4 % en 2020, s'établissant à 11,4 millions de USD, soutenues principalement par la hausse des exportations des « autres produits », particulièrement les mitrailles ferreuses.

### Importations

En 2020, les importations de la RDC ont connu un recul de 8,3 %, après celui de 13,6 % en 2019, induit par la baisse de toutes les composantes qui constituent les importations. Cette situation est, entre autre, une conséquence des mesures restrictives liées à la crise sanitaire.

Tableau 3 | 12 Structure des importations  
(en millions USD, sauf indication contraire)

	2016		2017		2018		2019		2020 <sup>(1)</sup>	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
<b>BIENS DE CONSOMMATION</b>	<b>4 050,6</b>	<b>33,3</b>	<b>3 144,1</b>	<b>27,7</b>	<b>3 555,2</b>	<b>23,7</b>	<b>3 042,5</b>	<b>23,5</b>	<b>2 898,9</b>	<b>22,4</b>
Alimentations et boissons	1 621,5	13,3	1 725,3	15,2	1 918,8	12,8	1 645,1	12,7	1 608,2	12,4
Tabacs, textiles et habillements	2 429,1	20,0	1 418,8	12,5	1 636,4	10,9	1 397,4	10,8	1 290,7	10,0
<b>ENERGIE</b>	<b>56,5</b>	<b>0,5</b>	<b>62,2</b>	<b>0,5</b>	<b>1 108,6</b>	<b>7,4</b>	<b>1 134,1</b>	<b>8,8</b>	<b>1 121,4</b>	<b>8,7</b>
Produits chimiques et colorants	49,5	0,4	57,9	0,5	776,8	5,2	742,8	5,7	732,5	5,7
Autres instruments et appareils	7,0	0,1	4,4	0,0	331,8	2,2	391,2	3,0	388,9	3,0
<b>MATIERES PREMIERES ET SEMI-PRODUITS</b>	<b>3 998,4</b>	<b>32,9</b>	<b>2 898,5</b>	<b>25,6</b>	<b>3 187,6</b>	<b>21,3</b>	<b>2 900,7</b>	<b>22,4</b>	<b>2 644,2</b>	<b>20,4</b>
Cuir, Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	1 619,0	13,3	823,4	7,3	884,3	5,9	839,1	6,5	756,5	5,8
Produits chimiques, colorants et autres	759,9	6,3	881,4	7,8	292,4	2,0	306,6	2,4	291,0	2,2
Agriculture, matériaux de construction et métalliques	1 619,5	13,3	1 193,8	10,5	2 010,9	13,4	1 755,1	13,6	1 596,6	12,3
<b>BIENS D'EQUIPEMENT</b>	<b>4 043,3</b>	<b>33,3</b>	<b>5 235,2</b>	<b>46,2</b>	<b>7 121,2</b>	<b>47,6</b>	<b>5 865,4</b>	<b>45,3</b>	<b>5 200,9</b>	<b>40,2</b>
Biens livrés et roulants destinés à l'agriculture	809,4	6,7	357,0	3,1	305,0	2,0	286,8	2,2	267,9	2,1
Matériels de transport	1 619,4	13,3	1 119,0	9,9	1 027,9	6,9	1 099,9	8,5	998,3	7,7
Machines pour industries spécialisées	811,7	6,7	3 261,3	28,8	5 287,5	35,3	4 091,3	31,6	3 599,4	27,8
Autres instruments et appareils	802,7	6,6	497,8	4,4	500,7	3,3	387,4	3,0	335,2	2,6
<b>TOTAL</b>	<b>12 148,8</b>	<b>100,0</b>	<b>11 340,0</b>	<b>100,0</b>	<b>14 972,7</b>	<b>100,0</b>	<b>12 942,7</b>	<b>100,0</b>	<b>11 865,3</b>	<b>91,7</b>

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA).

Cf. Tableau 3 | 35.

Les importations des biens de consommation ont reculé de 4,7 %, suite à la baisse de toutes les composantes de cette catégorie. En effet, la composante «Alimentations

et boissons» a connu une baisse de 2,2 %, s'établissant à 1.608,2 millions de USD en 2020. De même le poste «Tabacs, textiles et habillements» a diminué de 7,6 %, se fixant à 1.290,7 millions de USD.

Les importations « d'Energie » ont reculé de 1,1 % en 2020, revenant de 1.134,1 millions de USD en 2019. Les rubriques « Produits chimiques et colorants » et « Autres instruments et appareils » ont respectivement diminué de 1,4 % et 0,6 %.

S'agissant des importations des matières premières et semi-produits, elles ont enregistré une baisse de 8,8 % en 2020, tirées essentiellement par le recul des importations des produits métalliques.

Quant aux biens d'équipement, ils ont diminué en raison de l'évolution de la rubrique « Machines pour industries spécialisées », laquelle a enregistré une baisse de 12,0 %, dans un contexte de pandémie de Covid-19, occasionnant le ralentissement des activités de plusieurs entreprises de Bâtiment et Travaux Publics, et par conséquent, la suspension de nombreux marchés publics de travaux et de voirie.

### Compte des services

Le déficit du compte des services s'est accentué, d'une année à l'autre, passant de 4,1 % du PIB en 2019 à 5,2 % en 2020, suite à l'aggravation des déficits des rubriques « Services de pension et d'assurance », « Services financiers » et « Autres services aux entreprises » et « Biens et services non compris ailleurs ». Cette situation est expliquée globalement par la rareté de l'offre des services dictée par les mesures barrières pour lutter contre la pandémie.

En effet, le déficit des services d'Assurances s'est accru de 58,7 %, par rapport à 2019 où il s'était fixé à 476,2 millions de USD. Cette situation a résulté, entre autre, de l'évasion des primes d'assurances, sur fond d'insuffisance du marché des assurances à absorber les risques encourus par les opérateurs économiques et la population en RDC.

Le déficit des Services de bâtiment et travaux publics s'est établi à 65,4 millions de USD contre 16,1 millions en 2019. Il convient de relever qu'en dépit d'une baisse d'importations de biens d'équipements, ce déficit se justifie par la hausse des importations des services pour la poursuite des travaux dits des « 100 jours » lancés en mars 2019, visant notamment la construction des dispositifs routiers en vue de désengorger la ville province de Kinshasa.

S'agissant du déficit des Autres services aux entreprises, il est passé de 230,0 millions de USD à 546,8 millions, d'une année à l'autre, en raison de l'augmentation des importations des services connexes, notamment les services géologiques, infrastructures de mines et traitement des minerais, dans un contexte de cantonnement des travailleurs dans les zones de production.

Par ailleurs, chiffré à 107,8 millions de USD, le déficit des services financiers s'est aggravé de 147,0% en 2020, de même celui des biens et services publics non compris ailleurs s'est accru de 79,3%, se situant à -166,7 millions de USD.

Tableau 3 | 13 Evolution du solde des opérations sur les services  
(en millions USD)

	2016	2017	2018	2019	2020 <sup>(p)</sup>
Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	-	-	-	-	-
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	-	-	-	-	-
Transports	-708,5	-839,7	-1 245,6	-1 058,6	-1 052,5
Voyages	-55,5	-61,5	-54,3	-363,6	-122,9
Services de bâtiment et travaux publics	-19,4	-18,1	-73,3	-16,1	-65,4
Service de pension et d'assurance	-311,2	-373,1	-482,6	-300,1	-476,2
Services financiers	-32,1	-20,3	-114,5	-43,6	-107,8
Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	-	-	-	-	-
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	-429,0	5,5	-1,2	0,9	-0,5
Autres services aux entreprises	-181,7	-175,9	-595,3	-230,0	-546,8
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-2,5	-2,2	-9,5	-2,5	-8,9
Biens et services publics non inclus ailleurs	-221,5	-129,3	-110,7	-93,0	-166,7
<b>TOTAL</b>	<b>-1 961,5</b>	<b>-1 614,5</b>	<b>-2 686,9</b>	<b>-2 106,6</b>	<b>-2 547,8</b>

Source : Banque Centrale du Congo.  
Cf. Tableau 3 | 33.

## Compte des revenus primaires

Le compte des revenus primaires a renseigné un déficit représentant 2,6% du PIB en 2020 contre celui de 2,4% observé en 2019. Cette évolution découle de la hausse de 13,6% du déficit des revenus des placements, établis à 1.413,5 millions de USD.

De ce fait, les bénéfices distribués se sont élevés à 298,7 millions de USD, en baisse de 15,3% par rapport à 2019 et les revenus des titres de participation et fonds de placement se sont établis à 1.108,6 millions de USD contre 890,9 millions en 2019.

Tableau 3 | 14 Evolution du solde des revenus primaires  
(en millions USD)

	2016	2017	2018	2019	2020 <sup>(p)</sup>
Rémunération des salariés	-12,5	0,2	-7,4	-8,5	139,2
Revenus des placements	-600,9	-1 081,0	-1 701,3	-1 244,5	-1 413,5
<b>TOTAL</b>	<b>-613,5</b>	<b>-1 080,7</b>	<b>-1 708,7</b>	<b>-1 253,0</b>	<b>-1 274,3</b>

Source : Banque Centrale du Congo.  
Cf. Tableau 3 | 33.

## Compte des Revenus secondaires

Le compte des revenus secondaires, en 2019, s'est soldé par un excédent de 804,0 millions, représentant 1,7% du PIB contre 2,9% en 2019. Le recul de cet excédent, d'une année à l'autre, résulte essentiellement de la baisse de l'excédent des transferts privés reçus au profit des sociétés financières, sociétés non financières, ménages et Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM), lesquels ont connu une baisse de 75,7%. Cependant, les transferts publics reçus à titre des donations extérieures ont connu un accroissement de 44,2%.

Tableau 3 | 15 Evolution du solde des revenus secondaires  
(en millions USD)

	2016	2017	2018	2019	2020 <sup>(p)</sup>
Administrations publiques	1 178,5	702,1	812,9	366,8	529,1
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	155,6	543,6	916,3	1 131,8	275,0
<b>TOTAL</b>	<b>1 334,1</b>	<b>1 245,7</b>	<b>1 729,2</b>	<b>1 498,6</b>	<b>804,0</b>

Source : Banque Centrale du Congo.  
Cf. Tableau 3 | 33.

## Compte de capital

En 2020, le compte capital s'est soldé par un excédent de 626,5 millions de USD, soit 1,3% du PIB, contre celui de 405,6 millions, une année auparavant, représentant 0,8% du PIB. Cette évolution découle de l'accroissement des « autres transferts de capitaux publics » reçus du reste du monde, établis à 870,2 millions de USD, traduisant une hausse de 63,1% par rapport à 2019.

## 3 | 3 | 2 Compte financier

Le compte financier a indiqué un besoin de financement de 233,5 millions de USD en 2020 contre celui de 1.516,3 millions, une année plus tôt. Rapporté au PIB, ce besoin a représenté 0,5% contre 3,0% en 2019.

Ce besoin a été couvert par l'accroissement net des passifs financiers, résultant notamment des flux entrants des Investissements Directs Etrangers, soit 1.646,9 millions de USD et des recettes perçues au titre des préfinancements des exportations de 309,8 millions de USD.

Tableau 3 | 16 Evolution du compte de capital et d'opérations financières  
(en millions USD)

	2016	2017	2018	2019	2020 (p)
<b>I. Compte de capital</b>	<b>-46,3</b>	<b>465,3</b>	<b>437,1</b>	<b>405,6</b>	<b>626,5</b>
- ACANFP nettes (1)	-0,7	-20,3	-47,2	-22,4	-15,8
- Capitaux publics nets	1,5	498,4	523,7	533,7	687,8
- Capitaux privés nets	-47,2	-12,8	-39,3	-105,8	-45,5
<b>II. Compte financier</b>					
<b>Capacité (+) / Besoin (-) de financement (1+2+3+4+5)</b>	<b>-1 325,1</b>	<b>-926,6</b>	<b>-1 442,1</b>	<b>-1 516,3</b>	<b>-233,5</b>
<b>1. Investissements directs</b>	<b>-932,4</b>	<b>-1 048,0</b>	<b>-1 407,6</b>	<b>-1 354,1</b>	<b>-1 498,1</b>
- Acquisition nette d'actifs financiers	-	-	-	-	-
* Actions et parts dans les fonds de placement	-	-	-	-	-
* Instrument de dette	-	-	-	-	-
- Accroissement net des passifs financiers	932,4	1 048,0	1 407,6	1 354,1	1 498,1
* Actions et parts dans les fonds de placement	1 204,7	1 340,2	1 616,8	1 488,1	1 646,9
* Instrument de dette	-272,3	-292,2	-209,2	-133,9	-148,8
<b>2. Investissements de portefeuille</b>	<b>13,2</b>	<b>10,6</b>	<b>38,3</b>	<b>46,1</b>	<b>39,4</b>
- Acquisition nette d'actifs financiers	13,2	0,4	30,9	27,3	33,9
* Actions et parts dans les fonds de placement	13,2	0,4	30,9	27,3	33,9
* Titre de créance	-	-	-	-	-
- Accroissement net des passifs financiers	0,0	-10,2	-7,4	-18,8	-5,6
* Actions et parts dans les fonds de placement	0,0	-10,2	-7,4	-18,8	-5,6
* Titre de créance	-	-	-	-	-
<b>3. Dérivés financiers (autres que les réserves)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>4. Autres Investissements</b>	<b>197,0</b>	<b>134,7</b>	<b>-129,2</b>	<b>-644,0</b>	<b>1 515,3</b>
- Acquisition nette d'actifs financiers	386,5	688,9	-52,3	1 250,6	2 599,7
- Accroissement net des passifs financiers	189,5	554,3	76,9	1 894,6	1 084,4
<b>5. Avoirs de réserves</b>	<b>-603,0</b>	<b>-23,9</b>	<b>56,4</b>	<b>435,8</b>	<b>-290,1</b>
- Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Droits de tirage spéciaux	-225,5	-135,6	-72,0	35,4	-14,0
- Position de réserve au FMI	-	-	-	-	-
- Autres avoirs de réserve	-377,5	111,6	128,4	400,4	-276,1

Source : Banque Centrale du Congo.  
Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.  
Cf. Tableau 3 | 33.

### 3 | 4 Dette extérieure

Au 31 décembre 2020, le stock de la dette publique extérieure, situé à 6,9 milliards de USD, a représenté 14,1 % du PIB contre 12,6 % en 2019, soit un niveau soutenable par rapport au seuil d'endettement, lequel se situe autour de 60 à 70,0 % du PIB suivant notamment les critères de convergence de la plupart des Communautés Economiques Régionales (CER) en Afrique.

Par ailleurs, il ressort de l'analyse de la dette publique congolaise que son coût est à un niveau relativement bas, grâce à la forte concessionnalité du portefeuille. Ainsi, le pays est exposé au risque de refinancement et faiblement à celui de taux d'intérêt. Cependant, le portefeuille comporte un risque majeur de change du fait de la part prépondérante de la dette publique en devises.

### 3 | 4 | 1 Nouveaux emprunts extérieurs

Au cours de l'année 2020, la République Démocratique du Congo a contracté un seul nouvel emprunt FAD de UC 30,72 millions pour le financement du programme d'appui budgétaire en réponse à la crise de la Covid-19.

### 3 | 4 | 2 Tirages

A fin 2020, l'ensemble de tirages effectués par la République Démocratique du Congo s'est chiffré à 0,2 milliard de USD, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. L'essentiel de ces tirages a été effectué auprès des Institutions multilatérales.

Tableau 3 | 17 Tirages effectués en 2020  
(en millions de USD)

Désignation	2018	2019	2020
<b>CLUB DE KINSHASA</b>	<b>7,4</b>	<b>0,4</b>	<b>29,2</b>
<b>EXIM BANK OF CHINA</b>	<b>7,1</b>	<b>-</b>	<b>22,8</b>
- Financement du Projet de Réhabilitation de la piste de l'aéroport international de N'djili	7,1	-	22,8
<b>EXIM BANK OF INDIA</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>6,4</b>
- Financement du projet de Développement des lignes électriques et réseaux de distribution de l'électricité dans la province du Bandundu (Barrage hydroélectrique de Kakobola)	0,2	0,4	6,4
<b>INSTITUTIONS MULTILATERALES</b>	<b>220,0</b>	<b>600,8</b>	<b>200,4</b>
<b>BADEA</b>	<b>3,3</b>	<b>2,2</b>	<b>0,1</b>
- Financement du Projet de construction Réhabilitation et équipement des centres de santé à la RDC	0,7	2,1	-
- Financement du Projet de Développement de la riziculture de Masina	1,1	0,1	-
- Financement du Projet de Réhabilitation et de bitumage de quelques artères dans la Ville de Kinshasa	1,4	-	0,1
- Financement du Projet de Réhabilitation et équipement des Cliniques Universitaires de Kinshasa	0,0	-	-
<b>FAD</b>	<b>0,8</b>	<b>2,1</b>	<b>0,1</b>
- Financement du Projet d'aménagement de la route Batshamba-Tshikapa, section Lovua-Tshikapa	0,2	0,2	0,1
- Financement du Projet de renforcement des infrastructures socio-économiques dans la région du centre (PRISE) Projet n°P-CD-ECO-002	0,0	-	-
- Financement du Projet d'entrepreneuriat des jeunes dans l'agriculture et l'agro-business (PEJAB)	0,6	1,9	-
<b>IDA</b>	<b>177,4</b>	<b>224,2</b>	<b>198,3</b>
- Financement du Projet de Développement du système de santé pour améliorer les résultats à la santé maternelle et infantile (PDSS)	15,6	61,7	49,7
- Financement du Projet de facilitation des échanges commerciaux dans les grands lacs (Réhabilitation et renforcement des postes frontaliers de Nord et Sud Kivu)	2,7	9,4	-
- Financement additionnel pour le projet de réouverture et d'entretien des routes prioritaires	26,7	32,3	-
- Financement du Projet sur la qualité et la pertinence de l'enseignement secondaire et supérieur	15,7	23,6	28,2
- Financement additionnel du Projet de Développement du système de santé pour améliorer les résultats à la santé maternelle et infantile (PDSS-FA)	81,0	40,1	1,5
- Santé	-	-	14,5
- Financement additionnel du Projet d'Appui à la relance et à la réhabilitation du secteur agricole	5,2	28,9	19,5
- Financement additionnel du Projet d'accès et d'amélioration des services électriques (PAASE)	2,5	2,6	0,5
- Financement additionnel du Projet de Développement Urbain (PDU)	2,9	2,1	17,2
- Financement additionnel divers	-	-	36,7
- Financement du Projet de Relèvement de l'Est et Financement additionnel pour la relance de l'Est	9,0	9,5	14,8
- Financement du Projet de Développement agricole intégré de la région des grands lacs	16,2	7,8	10,9

Désignation	2018	2019	2020
- Financement du Projet d'appui au développement de petites et moyennes entreprises	-	6,3	4,7
<b>OFID</b>	<b>4,8</b>	<b>3,9</b>	<b>1,6</b>
- Financement du Projet de Développement de la riziculture de Masina	2,6	1,6	0,4
- Financement du Projet de Réhabilitation du réseau routier de la Ville-Province de Kinshasa	2,3	-	1,0
- Financement du Projet de Construction, réhabilitation et équipement des centres de santé	-	2,3	0,2
<b>BEI</b>	<b>33,7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Financement du Projet de Réhabilitation du complexe hydroélectrique d'Inga			
dans la province du Bas-Congo	12,7	-	-
- Financement du Projet de Réhabilitation du complexe hydroélectrique d'Inga			
dans la province du Bas-Congo	21,0	-	-
<b>FMI</b>	<b>-</b>	<b>368,4</b>	<b>0,3</b>
- Accord ad-réréendum sur l'assistance financière au titre de la facilité de crédit rapide	-	368,4	0,3
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>227,4</b>	<b>601,2</b>	<b>229,6</b>

Source : Direction Générale de la Dette Publique (DGDP)

### 3|4|3 Service de la dette extérieure

Le service de la dette publique extérieure effectué en 2020, s'est situé à 145,7 millions de USD contre une prévision de 247,1 millions. Il sied de noter que le pays n'a enregistré aucun arriéré en 2020.

Tableau 3|18 Service de la dette extérieure  
(en millions de USD)

Créanciers	Service prévu	Service effectué	Taux d'exécution
Institutions multilatérales	127,3	71,8	56,4
dont : - FMI	5,4	15,6	287,5
- Autres <sup>(1)</sup>	121,8	56,2	46,1
Club de Londres	3,9	3,9	0,0
Club de Kinshasa	106,4	58,3	54,8
Club de Paris	9,5	11,7	123,3
<b>Total</b>	<b>247,1</b>	<b>145,7</b>	<b>59,0</b>

Source : DGDP et Banque Centrale du Congo.  
Il s'agit de BAD, BADEA, BDGL, BEI, FAD, FIDA, IDA et OFID.  
Cf. Tableau 3|36.

### 3|4|4 Stock de la dette extérieure

Au 31 décembre 2020, le stock de la dette extérieure de République Démocratique du Congo s'est chiffré à 6.851,8 millions de USD, en hausse de 8,2% par rapport à son niveau de l'année précédente. Cette augmentation est expliquée par l'accroissement de la dette à moyen et long terme, notamment celle vis-à-vis des Institutions multilatérales et du Club de Kinshasa. Il sied de noter qu'en excluant l'import du passif conditionnel de 2.602,7 millions, le stock de la dette publique extérieure s'établirait à 4.249,1 millions de USD.

Tableau 3|19 Stock de la dette extérieure  
(en millions de USD)

	2016	2017	2018	2019	2020 <sup>(1)</sup>
<b>I. Dette à moyen et long terme</b>	<b>4 537,5</b>	<b>4 588,5</b>	<b>5 886,5</b>	<b>6 326,2</b>	<b>6 851,8</b>
- Club de Paris	52,2	38,5	28,8	73,1	67,1
- Club de Kinshasa	1 248,2	1 300,3	1 326,4	1 326,3	1 343,3
- Club de Londres	18,0	18,0	11,5	7,7	3,8
- Institutions multilatérales	1 913,5	1 926,1	1 915,9	2 316,5	2 835,0
- Passif Conditionnel <sup>(1)</sup>	1 305,6	1 305,6	2 604,0	2 602,7	2 602,7
<b>II. Dette à court terme</b>	<b>4,7</b>	<b>5,0</b>	<b>1,3</b>	<b>5,3</b>	<b>0,0</b>
- Divers BCC	4,7	5,0	1,3	5,3	0,0
<b>TOTAL GENERAL (I + II)</b>	<b>4 542,2</b>	<b>4 593,5</b>	<b>5 887,8</b>	<b>6 331,5</b>	<b>6 851,8</b>

Source : Banque Centrale du Congo et DGDP.

Cf. Tableau 3|36.

<sup>(1)</sup> Il s'agit de la dette extérieure privée, publiquement garantie (explicite et implicite) qui n'est renseignée qu'à titre purement indicatif aussi que celle-ci n'est pas appelée. A partir de 2018, la DGDP ne prend en compte que la dette publique appelée.

### 3|4 Donations extérieures

Les ressources extérieures non remboursables mobilisées auprès des partenaires multilatéraux et bilatéraux ont connu un afflux de 46,5% sur une année, se situant à 869,5 millions de USD en 2020, soit 1,8% du PIB, contre 593,4 millions l'année précédente. L'accroissement de l'enveloppe globale de décaissements procède de l'augmentation simultanée des donations en provenance des partenaires multilatéraux et bilatéraux.

Tableau 3|20 Provenance des donations extérieures  
d'origine publique  
(en millions de USD)

	2016	2017	2018	2019	2020 <sup>(1)</sup>
<b>Donations Multilatérales</b>	<b>910,8</b>	<b>911,1</b>	<b>691,1</b>	<b>511,8</b>	<b>709,1</b>
dont : - Banque Mondiale	500,3	571,9	331,2	309,8	302,5
- Commission Européenne	152,1	193,7	223,8	92,9	158,1
<b>Donations Bilatérales</b>	<b>381,8</b>	<b>572,4</b>	<b>397,6</b>	<b>81,6</b>	<b>160,4</b>
dont : - Royaume Uni	167,0	208,4	259,3	71,5	60,1
- USA	110,2	193,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total</b>	<b>1 292,6</b>	<b>1 483,4</b>	<b>1 088,7</b>	<b>593,4</b>	<b>869,5</b>

Source : Banque Centrale du Congo  
Cf. Tableau 3|37.

### 3|4|1 Assistance multilatérale

En 2020, les donations des institutions multilatérales ont totalisé 709,1 millions de USD, soit un accroissement de 38,5%, d'une année à autre. Ces donations ont été orientées principalement au financement du volet « coopération technique, projets d'investissement et autres », soit 80,1% du total.

Tableau 3 | 21 Types de donations d'origine multilatérale  
(en millions de USD)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres		Aide alimentaire		Assistance et Secours d'urgence	
	2019	2020 <sup>(a)</sup>	2019	2020 <sup>(a)</sup>	2019	2020 <sup>(a)</sup>
<b>Total</b>	<b>449,7</b>	<b>567,9</b>	<b>58,8</b>	<b>39,9</b>	<b>3,4</b>	<b>101,3</b>
Nations Unies	7,8	105,6	-	-	-	70,8
Commission Européenne	71,2	134,0	18,3	19,9	3,4	4,2
Banque Mondiale	275,1	270,0	34,7	16,2	-	16,3
BAD	88,1	58,3	5,7	3,8	-	10,0
Autres	7,5	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

### Nations-Unies

L'aide apportée par les Agences des Nations Unies à la RDC a connu une progression pendant la période sous analyse. Evaluée à 176,4 millions de USD contre 7,8 millions en 2019, ces ressources ont été orientées au financement des volets « coopération technique, projets d'investissement et autres » et « assistance et secours d'urgence ».

### Commission Européenne

L'assistance financière de la Commission Européenne a porté sur un total de 158,1 millions de USD en 2020 contre 92,9 millions de USD en 2019, soit une augmentation de 70,1 % sur une année. La quasi-totalité de l'enveloppe globale a été affectée au financement du volet « coopération technique, les projets d'investissement et autres ».

### Banque Mondiale

Les interventions de la Banque Mondiale, ont été évaluées à 302,5 millions de USD au cours de l'année sous analyse. Rapportées à l'année précédente, ces interventions ont baissé de 2,4 %. Ces donations ont représenté la plus grande fraction de l'aide extérieure d'origine multilatérale, soit 42,7 % du total et, ont concerné principalement le volet « coopération technique, projets d'investissement et autres ».

### Banque Africaine de Développement

En 2020, les appuis de la Banque Africaine de Développement ont été, en quasi-totalité, affectés au volet « coopération technique, projets et autres ». Cette assistance s'est chiffrée à 72,1 millions de USD contre 93,8 millions en 2019, en contraction de 23,1 % sur l'année sous analyse.

### 3 | 4 | 2 Assistance bilatérale

Au cours de l'année 2020, les partenaires bilatéraux ont décaissé 160,4 millions de USD au titre de l'aide extérieure,

soit une augmentation de 96,6 %. Il convient de noter que 95,3 % de ces aides ont été octroyées par le Royaume-Uni et les « Autres pays ». La majeure partie de l'assistance bilatérale a été orientée au financement du volet « coopération technique, projets d'investissement et autres ».

Tableau 3 | 22 Types de donations d'origine bilatérale

	Coopération technique, projets d'investissement et autres		Aide alimentaire		Assistance et Secours d'urgence	
	2019	2020 <sup>(a)</sup>	2019	2020 <sup>(a)</sup>	2019	2020 <sup>(a)</sup>
<b>Total</b>	<b>60,0</b>	<b>126,9</b>	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>	<b>21,6</b>	<b>33,2</b>
Belgique	-	-	-	-	-	-
USA	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	56,4	43,1	-	-	15,0	17,1
Canada	-	7,0	-	-	-	0,5
Chine	-	-	-	-	-	-
Autres pays	3,5	76,8	-	0,3	6,6	15,7

Source : Banque Centrale du Congo.

## 3 | 5 Coopération internationale

L'année 2020 s'est caractérisée par le report de plusieurs activités relevant de la coopération internationale, à la suite de la propagation de la pandémie de Covid-19. Toutefois, sur le plan régional et continental, il y a lieu de mentionner les activités réalisées au niveau de la SADC, à savoir le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement ainsi que la session stratégique du Comité des Gouverneurs des banques centrales de la SADC et de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA).

### 3 | 5 | 1 SADC

#### Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la SADC

Le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement s'est tenu le lundi 17 août 2020, précédé par la réunion du Conseil des Ministres de la SADC du 10 au 13 août 2020. Ces travaux, en visioconférence, se sont penchés notamment sur les points en rapport avec :

- l'état des finances ;
- l'impact socioéconomique de la Covid-19 et incidences de la maladie sur la région de la SADC.

#### Etat des finances

Réuni par vidéoconférence du 16 au 18 mars 2020, le Conseil des ministres avait approuvé : (i) les contributions annuelles des États membres s'élevant à 47,4 millions de USD, (ii) les contributions supplémentaires au capital d'amorçage

du dépôt régional de logistique de la SADC s'élevant à 3,3 millions et (iii) un plan d'action stratégique anti-corruption de la SADC de 48.000 USD. Au cours du Sommet, les États membres ont versé 14,9 millions de USD représentant 32 % des contributions annuelles, 0,83 million équivalent à 25 % des contributions supplémentaires des États membres au dépôt logistique régional et 20.975 USD, soit 44 %, pour ce qui est du Plan stratégique anti-corruption de la SADC.

De ce qui précède, le Sommet a : (i) félicité les États membres qui se sont acquittés de leurs contributions annuelles ; (ii) exhorté les États membres accusant des contributions en souffrance de s'en acquitter et (iii) noté que le Secrétariat, au 30 juin 2020, n'avait pas retiré du Fonds de réserve étant donné que les contributions annuelles des États membres de l'exercice financier 2020/21 s'élevaient à 15,8 millions de USD et étaient suffisantes pour couvrir les dépenses.

### Impact socioéconomique de la Covid-19 et incidences sur la région de la SADC

Au cours de sa réunion de mai 2020, le Conseil avait pris note du rapport préliminaire sur l'impact socio-économique de la pandémie de Covid-19 et de ses implications pour la région de la SADC et avait décidé notamment de charger :

- (iv) le Secrétariat d'examiner le rapport en tenant compte des décisions susmentionnées et de nouvelles données ; et de présenter les progrès réalisés assortis des recommandations concrètes à présenter à la réunion du Conseil des Ministres de la SADC en août 2020 ;
- (v) le Comité d'évaluation par les pairs d'examiner l'impact de la pandémie de Covid-19 sur le programme de convergence macroéconomique (CEM) et de présenter un rapport sur la question à la réunion du Conseil des ministres se tenant en août 2020 ; et
- (vi) le Secrétariat d'étudier la possibilité d'exploiter les ressources mondiales afin d'aider les États membres à atténuer les incidences socio-économiques de Covid-19.

Suivant le rapport présenté, l'économie mondiale devrait se contracter de 4,9 % en 2020, dans un contexte de baisse des prix des matières premières, ce qui affecterait notamment la sécurité alimentaire à travers le monde.

Par ailleurs, le Sommet a noté que le groupe d'examen par les pairs composés des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales s'est réuni en date du 15 juillet 2020 pour examiner un rapport sur l'impact de la pandémie de Covid-19 sur la performance des États membres face aux

objectifs de convergence macroéconomique. Le groupe a aussi examiné les rapports d'examen par les pairs de la République Démocratique du Congo et de la République-Unie de Tanzanie.

Le Sommet a noté également qu'en ce qui concerne le rapport sur l'impact de la pandémie de Covid-19 sur la performance des États membres face aux objectifs de convergence macroéconomique, le groupe a observé que :

- (iv) La croissance régionale entrevoit une baisse de 3,8 % en 2020. Tous les États membres devraient enregistrer une baisse de la croissance du PIB réel en 2020, à l'exception de Madagascar, du Malawi, du Mozambique et de la Tanzanie, dont les taux de croissance minimaux ne devraient pas dépasser 5,5 %.
- (v) La région devrait enregistrer une inflation moyenne de 27,7 % en 2020, principalement en raison des pressions inflationnistes au Zimbabwe. Toutefois, l'inflation moyenne excluant le Zimbabwe devrait atteindre 6,8 % en 2020. Tous les États membres, à l'exception de l'Angola, de la RDC, de Madagascar, du Malawi, de la Zambie et du Zimbabwe, devraient atteindre l'objectif régional d'inflation de 3 à 7 %.
- (vi) Le déficit budgétaire devrait doubler, passant de 3,3 % du PIB en 2019 à 7,4 % du PIB en 2020. Seuls l'Angola, la RDC et la Tanzanie devraient atteindre l'objectif régional de déficit budgétaire de 3 % du PIB en 2020.
- (vii) Toutefois, la dette publique devrait passer de 58,4 % du PIB en 2019 à 66,9 % du PIB en 2020. Six États membres seulement (Botswana, RDC, Eswatini, Lesotho, Madagascar et Tanzanie) devraient atteindre l'objectif régional de dette publique de 60 % du PIB en 2020.
- (viii) Les États membres devraient obtenir des résultats inférieurs aux indicateurs de convergence macroéconomique convenus. Un seul État membre (la Tanzanie) devrait atteindre les objectifs fixés pour les principaux indicateurs de convergence macroéconomique (inflation, déficit budgétaire et dette publique) en 2020, contre cinq États membres (RDC, Madagascar, Lesotho, Seychelles et Tanzanie) qui ont atteint les objectifs fixés concernant les principaux indicateurs de convergence macroéconomique en 2019.

De ce qui précède, le Sommet a décidé de :

- i. exhorter les États membres à revoir et à réaligner leurs feuilles de route ainsi que leurs plans d'action pour la

convergence macroéconomique dans le contexte de l'impact négatif de la Covid-19. Les feuilles de route et les plans d'action devraient donner la priorité aux investissements et canaliser les ressources limitées vers les secteurs économiques identifiés afin de relever leurs économies, de renforcer leur résilience, d'encourager la diversification économique et d'améliorer la compétitivité;

- ii. exhorter les Etats membres à assurer la viabilité et la gestion de la dette, y compris la conduite d'un contrôle régulier de la viabilité de la dette;
- iii. approuver un mécanisme renforcé de surveillance de la convergence macroéconomique qui intègre des données à haute fréquence afin de compléter, mais non de remplacer, le programme de convergence macroéconomique, de manière à donner fréquemment et en temps utile une idée de la situation économique des États membres en termes de stabilité des prix, des taux de change et de la stabilité financière ainsi que de la viabilité de la dette et du déficit budgétaire;
- iv. approuver le rapport sur l'impact socio-économique de la Covid-19 sur la région de la SADC et sa matrice sur les recommandations et les responsabilités, et charger le Secrétariat d'incorporer ces activités dans ses plans de travail et de faire rapport sur les progrès accomplis lors de sa prochaine réunion;
- v. entériner la décision du comité d'évaluation par les pairs approuvant les rapports d'évaluation des missions et les propositions de politiques recommandées pour la République Démocratique du Congo et la République-Unie de Tanzanie;
- vi. encourager la République Démocratique du Congo et la République-Unie de Tanzanie à mettre en œuvre les recommandations formulées par les équipes d'évaluation par les pairs et à rendre compte chaque année des progrès accomplis au sous-comité macroéconomique de la SADC lors de ses réunions régulières.

### Session stratégique du comité des gouverneurs des banques centrales de la SADC

Il s'est tenu, le 26 novembre 2020 en visioconférence, la Session Stratégique du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC, sous la présidence de l'Afrique du Sud.

Un seul point a constitué l'essentiel de cette rencontre virtuelle, à savoir: le réexamen des différentes initiatives proposées par les différents Sous-comités du CCBG, aux fins de se rendre compte si elles intègrent parfaitement les orientations des Gouverneurs en termes des mesures de suivi et de succès de la nouvelle Stratégie 2020-2023.

Ainsi, les Gouverneurs ont passé en revue les cinq domaines d'intervention stratégique que sont (i) favoriser l'intégrité financière, (ii) renforcer l'inclusion financière, (iii) surveiller la stabilité financière, (iv) promouvoir l'intégration des marchés financiers et (v) promouvoir la convergence macroéconomique.

S'agissant du premier domaine, **favoriser l'intégrité financière**, les Gouverneurs ont pris note des mesures de succès proposées pour évaluer la réussite des initiatives formulées par le sous-comité ad hoc en septembre 2020. Ces mesures concernent:

Pour le deuxième domaine d'intervention, qui est de **renforcer l'inclusion financière**, il a été rappelé que l'objectif poursuivi à ce stade est d'améliorer l'inclusion financière dans la région de la SADC. A cet effet, les initiatives suivantes avaient été proposées: (i) identifier les éléments du cadre SADC présentant un intérêt pour les banques centrales et développer un cadre de mise en œuvre pour traiter ces éléments, (ii) identifier et développer des services et produits financiers innovants qui facilitent l'accès aux services de paiement nationaux et régionaux pour promouvoir l'inclusion financière et (iii) améliorer la plateforme du système de paiement de la SADC pour inclure les institutions financières non bancaires sur la plate-forme actuelle.

Ainsi, les Gouverneurs ont adopté les mesures de succès portant notamment sur:

- i. l'élaboration de la matrice pour évaluer un meilleur accès aux services et produits financiers;
- ii. l'amélioration de la mise en œuvre de services et de produits financiers innovants qui facilitent l'accès aux services de paiement nationaux et régionaux pour promouvoir l'inclusion financière; et
- iii. l'amélioration du nouveau système de paiement de la SADC comprenant des institutions financières non bancaires mis en œuvre avec succès.

En ce qui concerne le domaine relatif à la **surveillance de la stabilité financière** dont l'objectif consiste à développer

un cadre de résolution des crises transfrontalières pour les pays de la SADC afin de soutenir la stabilité financière et de minimiser les effets négatifs de la contagion financière dans la région, les Gouverneurs ont échangé et adopté les mesures de succès ci-après :

- i. l'élaboration d'un tableau de bord d'indicateurs macroprudentiels;
- ii. l'élaboration et consolidation d'un cadre de surveillance transfrontalière;
- iii. la mise en place d'un cadre pour le partage d'informations pendant les crises;
- iv. la mise en place d'un cadre de résolution de crise transfrontalière, en l'occurrence les filets de sécurité.

Il convient de rappeler que les initiatives stratégiques de ce domaine portent notamment sur : le développement d'un tableau de bord d'indicateurs macroprudentiels pour mener des évaluations de la stabilité financière aux niveaux national et régional afin d'identifier les vulnérabilités des systèmes financiers susceptibles d'entraîner des risques systémiques ainsi que le développement d'un cadre de supervision transfrontalière et de supervision consolidée conforme à la loi type bancaire de la SADC.

Pour ce qui est du domaine relatif à la **promotion de l'intégration des marchés financiers**, les Gouverneurs, après échanges, ont notamment modifié la cinquième initiative proposée, de l'amélioration des options de financement du gouvernement à l'amélioration de la mobilisation des ressources du gouvernement.

Par ailleurs, ils ont pris note des mesures de succès ci-après :

- i. adoption d'un indice de développement des marchés financiers adopté par les pays membres de la SADC comme mesure pour assurer l'intégration financière dans les États membres et dans la région;
- ii. amélioration de la performance des pays par rapport à l'indice;

Quant au cinquième domaine d'intervention, à savoir **promouvoir la convergence macroéconomique** (MEC), le président du sous-comité macroéconomique a fait la présentation de l'objectif de la stratégie, les initiatives proposées ainsi que les mesures de succès. Ces dernières concernent :

- x. l'amélioration des performances des pays au regard des

critères de convergence macroéconomique dans le cadre des mandats des banques centrales;

- xi. l'augmentation du nombre de pays ayant respecté les critères MEC (inflation et réserves internationales),
- xii. l'identification des raisons de la réalisation / non-réalisation des cibles par chaque juridiction;
- xiii. la production et la présentation aux Gouverneurs de documents pertinents de recherche.

Après débats, les gouverneurs ont pris note des propositions des éléments en rapport avec ce domaine d'intervention.

### 3|5|2 Association des Banques Centrales Africaines (ABCA)

Au cours de l'année 2020, à l'exception de la Réunion Ordinaire du Bureau tenue le 23 février 2020 à Dakar, au Sénégal, toutes les activités de l'ABCA, notamment les séminaires continentaux, les réunions et conférences annuelles de la Communauté des Superviseurs Bancaires Africains (CSBA) et les réunions annuelles du Conseil des Gouverneurs ont été reportées suite à la crise sanitaire mondiale de la pandémie à covid-19.

#### Réunion ordinaire du Bureau

Au cours de cette réunion, le du Bureau de l'ABCA a examiné, entre autres, la mise en œuvre des décisions prises par le Conseil des Gouverneurs lors de sa 42<sup>ème</sup> réunion ordinaire, tenue le 1er août 2019, à Kigali, au Rwanda.

A cet égard, le Bureau a pris note notamment : (i) de l'adoption du rapport du Symposium 2019; (ii) de l'adoption du rapport de la 42<sup>ème</sup> réunion ordinaire du Conseil des Gouverneurs; (iii) de l'état de mise en œuvre des décisions prises par le Conseil des Gouverneurs du 1er août 2019, à Kigali, et félicité le Secrétariat de l'ABCA pour le taux élevé de leur mise en œuvre; (iv) des résultats obtenus dans la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA) et a encouragé les États membres à poursuivre leurs efforts afin d'améliorer les performances des pays pour le renforcement du processus d'intégration monétaire et économique sur le continent; (v) des présentations faites par les Présidents des Groupes de Travail de la Communauté des Superviseurs Bancaires Africains (CSBA) sur leurs activités; (vi) des commentaires des Communautés Economiques Régionales (CER) sur le soutien des critères de convergence macroéconomique du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA)

et la nécessité de parvenir à un consensus sur les critères à utiliser et (vii) des propositions d'amendement des Statuts de l'ABCA pour y inclure des dispositions relatives aux termes et conditions d'octroi du statut d'observateur et a demandé au Secrétariat de l'ABCA de soumettre les Statuts révisés au Conseil des Gouverneurs lors de sa prochaine réunion pour adoption.

Il a également examiné et approuvé les Termes de Référence (TDR) du projet portant sur l'élaboration d'un cadre d'intégration inter-régionale des systèmes de paiement et d'une stratégie inter-régionale d'intégration des paiements par téléphonie mobile, intégrant les observations des banques centrales membres, afin de permettre la mise en œuvre du projet. En outre, le Bureau en informera le Conseil des Gouverneurs lors de sa réunion d'août 2020.

Il a aussi sélectionné les sous-thèmes ci-après :

- pour le premier Séminaire Continental de l'année 2020 sur le thème : « Envois de fonds des travailleurs migrants, fluctuations des taux de change et gestion des réserves de change : opportunités de financement pour l'Afrique et implications pour les banques centrales africaines » :
  - a) Contribution des envois de fonds des migrants à l'amélioration du financement du développement en Afrique ;
  - b) Exploiter les Fintech pour une meilleure efficacité et conformité sur le marché des transferts de fonds ;
  - c) Impacts des envois de fonds sur les fluctuations des taux de change en Afrique et la consolidation des réserves de change dans un environnement de faibles taux d'intérêt mondiaux.
- pour le deuxième Séminaire Continental de l'année 2020 sur le thème : « Niveau élevé des prêts non performants en Afrique : déterminants et implications pour la stabilité financière et l'économie réelle dans la région » :
  - a) Augmentation des prêts bancaires non performants en Afrique : état des lieux et impact sur la stabilité financière ;
  - b) Interaction entre les prêts non performants (PNP) et l'inclusion financière ;
  - c) Résolution des prêts non performants : quelles stratégies pour les banques centrales africaines ?

## Réunion extraordinaire du Bureau

Cette réunion a connu la participation de toutes les banques centrales membres du Bureau de l'ABCA et de la Commission de l'Union Africaine (CUA). Au cours de cette activité, un accent particulier a été mis sur la crise économique et sanitaire mondiale sans précédent qui a profondément perturbé l'environnement économique mondial. D'où, la nécessité pour les banques centrales membres de poursuivre la mise en œuvre de politiques garantissant la stabilité économique des pays africains.

En substance, le Bureau a examiné et a pris note notamment des points ci-après :

- la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA). A ce sujet, il a encouragé les Sous-régions qui n'ont pas élaboré leur cadre de politique monétaire harmonisé à enclencher le processus, comme indiqué dans les étapes des critères de convergence de l'ABCA ;
- la confirmation de l'organisation de deux séminaires continentaux et de la réunion de la Communauté des Superviseurs Bancaires Africains (CSBA) entre mars et juillet 2021, à des dates à convenir entre le Secrétariat de l'ABCA et les banques centrales hôtes ;
- l'approbation de l'option d'organiser virtuellement les réunions de l'ABCA, au cas où la pandémie de covid-19 ne s'atténuerait pas pour permettre l'organisation des réunions en présentiel. Ainsi, il a été souligné que les banques centrales hôtes et le Secrétariat de l'ABCA prendront des dispositions organisationnelles et techniques nécessaires pour garantir le succès des réunions. En ce qui concerne les modalités des réunions annuelles 2021, des consultations auront lieu d'ici mars 2021 ;
- les travaux en cours sur le Projet relatif à l'intégration des systèmes de paiement sur le continent, ainsi que du webinaire conjoint entre l'ABCA, le Comité sur les Paiements et les Infrastructures de Marché (CPIM) de la Banque des Règlements Internationaux (BRI), la South African Reserve Bank (SARB) et le Groupe de la Banque Mondiale sur le thème : « Amélioration des paiements transfrontaliers : la voie à suivre » ;
- la présentation du Président du Groupe de travail sur l'intégration des systèmes de paiement portant sur l'état d'avancement des travaux du Groupe. A ce stade, il a été approuvé qu'une présentation soit faite lors de la prochaine session extraordinaire du Comité Technique Spécialisé (CTS) sur les Finances, les Affaires Monétaires,

la Planification Economique et l'Intégration régionale en décembre 2020;

- l'approbation de l'organisation d'une conférence annuelle sur les systèmes de paiement afin de permettre aux représentants des banques centrales d'échanger sur des sujets importants liés à l'intégration des systèmes de paiement.

## 4 | Monnaie, crédit et institutions financières

En 2020, la Banque Centrale du Congo a mené une politique monétaire prudente, en raison de la trajectoire imprévisible de la pandémie de Covid-19 et de ses conséquences. Dans ce contexte, la politique monétaire a été conduite de manière à contribuer à l'atténuation des effets néfastes de la crise liée au covid-19. Pour ce faire, elle s'est attelée à fournir, dans un premier temps, la liquidité adéquate aux banques pour mitiger les effets de cette crise et dans un deuxième temps, elle a été durcie pour contrer les perturbations observées sur les différents marchés.

Pour ce qui est du comportement des facteurs de la liquidité bancaire, il a été noté une injection annuelle en deçà de la programmation, impulsée essentiellement par les facteurs autonomes, particulièrement les avoirs intérieurs nets. Par contre, les facteurs institutionnels ont opéré une ponction supplémentaire, grâce essentiellement à la réserve obligatoire, en vue de préserver la stabilité du cadre macroéconomique. Toutefois, les objectifs intermédiaire et opératoire sont restés largement supérieurs à ceux programmés, induisant un dépassement de la cible d'inflation à moyen terme.

S'agissant de l'évolution du secteur bancaire, elle a été marquée par une progression sensible des dépôts des banques commerciales, plus particulièrement ceux en devises, dans un contexte de dépréciation de la monnaie nationale et d'accroissement des rapatriements des recettes des entreprises minières.

Ce quatrième titre présente et analyse (i) la conduite de la politique monétaire et les comportements de la liquidité bancaire, (ii) l'évolution des agrégats monétaires, (iii) le marché monétaire et (iv) la dynamique de l'activité bancaire.

### 4 | 1 Politique monétaire

En 2020, la politique monétaire a été conduite de façon prudente, dans un contexte difficile, marqué globalement par les effets nuisibles de la pandémie de Covid-19. Ce choc qui s'est transmis à l'économie nationale par le canal du commerce international, des investissements directs et des donations extérieures, s'est traduit sur le plan de l'orientation de la conduite de la politique monétaire par deux grandes évolutions: un assouplissement monétaire d'abord visant à atténuer l'impact négatif de la pandémie suivi, au second semestre, d'un resserrement suite à la forte dépréciation monétaire, induisant l'accélération de l'inflation.

Ainsi, la Banque centrale a procédé à la révision de son taux d'intérêt directeur à deux reprises. Quant aux coefficients de la réserve obligatoire, l'Institut d'Emission a procédé à la baisse du coefficient appliqué sur les dépôts à vue en monnaie nationale. Pour sa part, le Bon BCC a contribué à la régulation de la liquidité bancaire.

### 4 | 1 | 1 Cadre opérationnel et suivi de la politique monétaire

Par rapport à 2019, le cadre opérationnel de la politique monétaire est demeuré inchangé en 2020. La gamme d'instruments est restée constituée du taux d'intérêt sur le refinancement, des coefficients de la réserve obligatoire et des adjudications du bon de la Banque Centrale du Congo. Pour rappel:

- (vii) S'agissant du taux d'intérêt, ce dernier est appliqué sur les opérations de refinancement, à travers deux guichets, à savoir celui de prêt à court terme (avec une maturité de 7 jours) et celui des facilités permanentes (24 heures) ;
- (viii) Concernant les coefficients de la réserve obligatoire, ils sont discriminés suivant la monnaie et la maturité de dépôts ;
- (ix) Pour ce qui est des appels d'offres du Bon BCC, ils sont proposés suivant des fréquences hebdomadaire, mensuelle et trimestrielle; et
- (x) Les interventions sur le marché des changes, elles se font essentiellement au moyen des adjudications des devises.

Le Comité de politique monétaire assure la surveillance et prend des décisions au cours de ses réunions mensuelles.

### 4 | 1 | 2 Evaluation des facteurs de la liquidité bancaire

Au cours de l'année 2020, l'interaction entre les facteurs autonomes et institutionnels de la liquidité bancaire s'est traduite par une injection de 237,4 milliards de CDF contre une injection programmée de 308,2 milliards. L'essentiel de cette injection a été réalisée par les facteurs autonomes, avec un import de 603,9 milliards.

Tableau 4|1 Evolution des facteurs de la liquidité bancaire  
(flux en milliards de CDF)

	1 <sup>er</sup> semestre			2 <sup>ème</sup> semestre			2020		
	Prog.	Réal. flux	Ecart	Prog.	Réal. flux	Ecart	Prog.	Réal. flux	Ecart
Fact. autonomes (hors circul fiduc.)	264,4	294,9	30,5	216,5	309,0	92,5	480,9	603,9	123,0
Fact. Institutionnels	29,2	25,1	-4,1	143,5	341,4	197,9	172,7	366,5	193,8
Fact. Instit. Fact. Auton.	235,3	269,8	34,6	73,0	-32,4	-105,4	308,2	237,4	-70,8

Source : Banque Centrale du Congo.

## Facteurs autonomes de la liquidité

Les facteurs autonomes ont été à la base d'une injection excédentaire de 123,0 milliards de CDF, par rapport à un niveau attendu de 480,9 milliards. Cette injection est le fait des avoirs intérieurs nets, lesquels ont injecté 579,7 milliards de CDF, soit un dépassement de 114,1 milliards de CDF au-delà de leur cible. Cette expansion des avoirs intérieurs nets résulte principalement du comportement du crédit net à l'Etat et des soldes des comptes RME de la BCC auprès des banques commerciales.

Tableau 4|2 Evolution des facteurs autonomes de la liquidité  
(flux en milliards de CDF)

	1 <sup>er</sup> semestre			2 <sup>ème</sup> semestre			2020		
	Prog.	Réal. flux	Ecart	Prog.	Réal. flux	Ecart	Prog.	Réal. flux	Ecart
Fact. autonomes (hors circul fiduc.)	264,4	294,9	30,5	216,5	309,0	92,5	480,9	603,9	123,0
a) AEN	-66,2	384,0	450,2	81,6	-359,8	-441,3	15,3	24,2	8,9
b) AIN	330,7	-89,0	-419,7	135,0	668,8	533,8	465,6	579,7	114,1
. Crédits intérieurs	-14,9	76,9	91,8	336,1	466,2	130,1	321,2	543,1	221,9
* CNE	-140,3	-101,0	39,4	446,0	425,2	-20,8	305,7	324,3	18,6
* Créances sur BCM (RME)	141,0	152,5	11,5	-150,4	57,6	208,0	9,3	210,2	219,5
* Créances sur secteur privé	-15,6	25,4	40,9	40,5	-16,7	-57,1	24,9	8,7	-16,2
. APN hors Bons BCC	345,5	-166,0	-511,5	-201,1	202,6	403,7	144,4	36,6	-107,8

Source : Banque Centrale du Congo.

L'analyse infra annuelle révèle ce qui suit :

- Au premier semestre 2020, les facteurs autonomes ont entraîné une injection de la liquidité de 294,9 milliards, en dépassement de 30,5 milliards de CDF par rapport à la programmation. Cet afflux de la liquidité est localisé, principalement au niveau des avoirs extérieurs nets (AEN), lesquels ont connu une expansion de 384,0 milliards de CDF contre une ponction programmée de 66,2 milliards. Par contre, les avoirs intérieurs nets ont opéré une ponction de 89,0 milliards de CDF, alors qu'une injection de la liquidité était attendue.
- Au second semestre, les facteurs autonomes ont injecté de la liquidité à hauteur de 309,0 milliards de CDF contre une injection programmée de 216,5 milliards. Ce flux de liquidité a été expliqué par une expansion

des Avoirs Intérieurs Nets de 668,8 milliards, impulsée par le Crédit Net à l'Etat (CNE), dans un contexte des déséquilibres des finances publiques, ainsi que les autres postes nets. Il convient de noter qu'à la même période, les AEN ont ponctionné la liquidité bancaire à concurrence de 359,8 milliards de CDF.

## Réaction de la Politique monétaire

### Comportement des facteurs institutionnels

En réaction à la forte injection de la liquidité opérée par les facteurs autonomes, les instruments de politique monétaire ont réalisé une ponction au-delà du niveau programmé, en vue de contenir les tensions observées sur les marchés. En effet, ils ont ponctionné 366,5 milliards de CDF contre un objectif de 172,7 milliards. Cette situation tient essentiellement de retraits de la liquidité via la réserve obligatoire à hauteur de 533,6 milliards de CDF.

Tableau 4|3 Evolution des facteurs institutionnels de la liquidité  
(flux en milliards de CDF)

	1 <sup>er</sup> semestre			2 <sup>ème</sup> semestre			2020		
	Prog.	Réal. flux	Ecart	Prog.	Réal. flux	Ecart	Prog.	Réal. flux	Ecart
Fact. Institutionnels	29,2	25,1	-4,1	143,5	341,4	197,9	172,7	366,5	193,8
a) Encours Bons BCC	-30,0	-16,0	14,0	10,0	-24,0	-34,0	-20,0	-40,0	-20,0
b) Réserve Obligatoire	61,6	76,7	15,2	144,1	456,8	312,7	205,6	533,6	327,9
c) Encours refinancement	2,4	35,6	33,2	10,5	91,4	80,8	12,9	127,0	114,1
Fact. Instit. Fact. Auton.	235,3	269,8	34,6	73,0	-32,4	-105,4	308,2	237,4	-70,8

Source : Banque Centrale du Congo

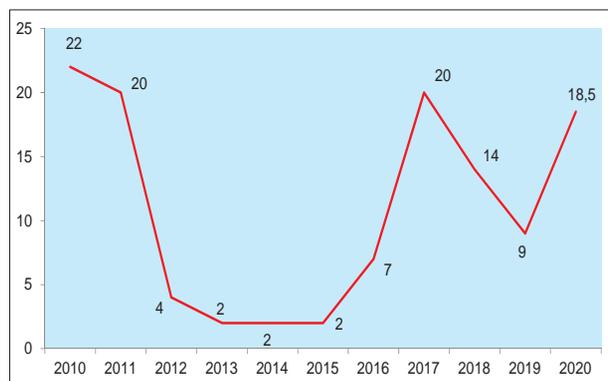
### Manipulation des instruments de la politique monétaire

Globalement, les instruments de la politique monétaire ont été manipulés avec prudence au regard du contexte particulier de la pandémie de Covid-19 et suivant l'évolution des fondamentaux de l'économie congolaise.

#### Taux directeur

Au cours de l'année 2020, l'Autorité monétaire a réajusté à deux reprises son taux directeur. Dans un premier temps, le taux a été révisé à la baisse, passant de 9,0 % à 7,5 %, en vue d'améliorer les conditions de financement de l'économie, touchée par les effets négatifs engendrés par la pandémie. Cependant, avec les tensions inflationnistes observées entre avril et juillet 2020, le Comité de politique monétaire de la BCC a relevé son taux directeur au mois d'août 2020 de 11,5 points de pourcentage, pour le situer à 18,5 %.

Graphique 4|1 Evolution du taux directeur (en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

### Coefficient de la réserve obligatoire

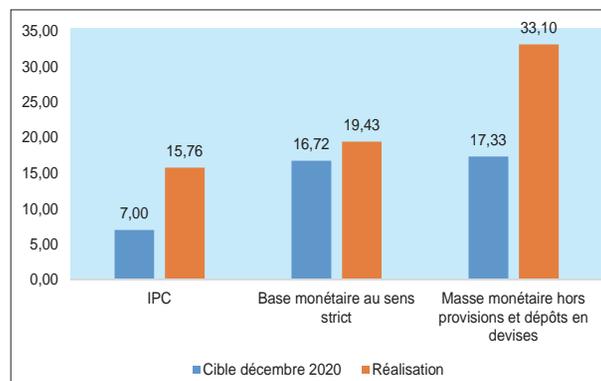
Globalement, les coefficients de la réserve obligatoire sont demeurés inchangés en 2020, excepté celui appliqué sur les dépôts à vue en monnaie nationale. En effet, ce dernier a été revu à la baisse, en mars 2020, passant de 2,0% à 0,0%. Cette décision de la BCC visait principalement la libération de la liquidité au profit des banques, dans un contexte d'incertitudes ainsi que des risques qui faisait peser la crise pandémique sur l'économie nationale en général et le secteur bancaire en particulier.

Pour ce qui est des coefficients de la réserve obligatoire sur les dépôts à terme et à vue en devises ainsi que les dépôts à terme en monnaie nationale, ils ont été maintenus, respectivement à 12,0%, 13,0% et 0,0%. Par ailleurs, même en l'absence de modification majeure, les coefficients de la réserve obligatoire ont globalement occasionné une ponction mécanique de la liquidité au-delà du flux programmé.

### 4|1|3 Etat des objectifs de la politique monétaire

En 2020, tous les objectifs de la politique monétaire ont été en dépassement de leurs cibles. En effet, le taux d'inflation, objectif final, s'est situé à 15,8% contre un objectif de moyen terme de 7,0% fixé par l'Institut d'Emission. De même, les objectifs intermédiaire et opératoire ont évolué au-delà de leurs niveaux programmés. La base monétaire au sens strict s'est accrue de 19,4% contre une croissance programmée de 16,7%. Quant à la masse monétaire hors provisions et dépôt en devises, elle a progressé de 33,1%, en dépassement par rapport à son objectif de 17,3%.

Graphique 4|2 Objectif de la politique monétaire (en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

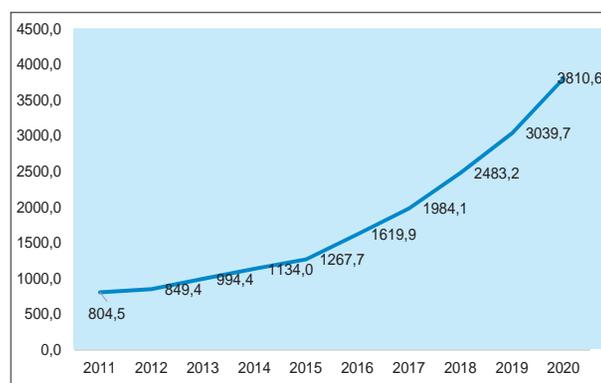
## 4|2 Evolution des agrégats monétaires

Les agrégats monétaires ont globalement évolué à la hausse durant l'année 2020. La progression de la masse monétaire est expliquée tant par l'augmentation des avoirs extérieurs nets que des avoirs intérieurs nets. Il en est de même des facteurs à la base de la dilatation de la base monétaire.

### 4|2|1 Base monétaire

En 2020, la base monétaire au sens large s'est accrue de 25,4% contre une hausse de 22,4%, une année plutôt. En effet, la monnaie centrale s'est établie à 3.810,6 milliards de CDF à fin 2020 venant de 3.039,7 milliards au 31 décembre 2019.

Graphique 4|3 Evolution de la Base monétaire (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

### Composantes de la base monétaire

L'accroissement de la base monétaire est essentiellement localisé au niveau de la circulation fiduciaire et des dépôts des banques, lesquels ont progressé respectivement de 26,6%

et 8,4%. Les dépôts en devises ont augmenté, passant de 5,7 milliards de CDF à 156,3 milliards, à la faveur de l'accroissement des dépôts des banques commerciales, en vue d'assurer la compensation de leurs opérations en devises dans le système de paiement.

Tableau 4|4 Composantes de la base monétaire  
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

	2016	2017	2018	2019	2020	Variation en %	
						2019	2020
Base monétaire	1619,9	1984,1	2483,2	3039,7	3810,6	22,4	25,4
Base monétaire au sens strict	1610,7	1952,4	2471,0	3028,0	3646,7	22,5	20,4
Circulation fiduciaire	1153,3	1454,8	1689,8	1933,6	2448,9	14,4	26,6
Dépôts des banques	438,8	477,9	767,7	1083,3	1174,2	41,1	8,4
Dépôts en devises	5,1	25,6	6,2	5,7	156,2	-8,6	2647,0
Provisions pour importation	4,1	6,1	6,0	6,0	7,8	0,1	29,8

Source : Banque Centrale du Congo

Les composantes les plus prédominantes de la monnaie centrale demeurent la circulation fiduciaire et les dépôts de banques, à hauteur respectivement de 64,3 % et 30,8 %, venant de 63,6 % et 35,6 % en 2019.

## Contreparties de la base monétaire

La progression de la base monétaire découle d'une hausse des avoirs intérieurs nets et de celle des avoirs extérieurs nets. En effet, sous l'impulsion de la progression du Crédit net à l'Etat, les avoirs intérieurs nets se sont accrus de 20,1 % pour s'établir à 4.470,8 milliards de CDF au 31 décembre 2020 alors que les avoirs extérieurs nets se sont fixés à -660,2 milliards, venant de -684,4 milliards une année auparavant.

Tableau 4|5 Contreparties de la base monétaire  
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

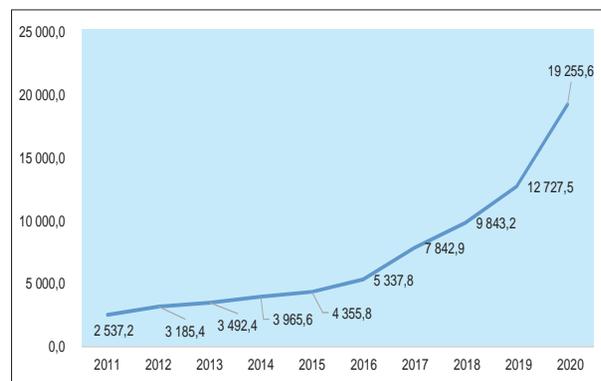
	2016	2017	2018	2019	2020	Variation en %	
						2019	2020
Avoirs extérieurs nets	-446,8	-596,3	-347,5	-684,4	-660,2	-96,9	3,5
Avoirs intérieurs nets	2066,7	2580,4	2830,7	3724,0	4470,8	31,6	20,1
Crédits Intérieurs	836,7	1135,3	1342,1	2163,7	2833,9	61,2	31,0
Crédits net à l'Etat	477,9	456,1	669,2	1230,9	1555,2	83,9	26,3
Créances sur les banques	346,8	661,2	647,1	906,1	1243,3	40,0	37,2
Autres postes nets	1230,0	1445,0	1488,6	1560,3	1636,9	4,8	4,9

Source : Banque Centrale du Congo.

## 4|2|2 Masse monétaire

En 2020, l'offre de monnaie a connu une augmentation de 51,3 % pour se fixer à 19.255,6 milliards de CDF. Cette variation résulte d'une progression des avoirs extérieurs nets ainsi que des avoirs intérieurs nets.

Graphique 4|4 Evolution de la Masse monétaire  
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

## Composantes de la masse monétaire

La progression de la masse monétaire est principalement localisée au niveau des dépôts en devises et de la circulation fiduciaire, lesquels se sont accrus de 58,0 % et 25,8 %, respectivement.

Les dépôts en devises ont représenté 86,8 % de la progression de la masse monétaire. Par contre, la circulation fiduciaire et les dépôts à vue ont représenté respectivement 7,0 % et 5,6 % de la croissance de la masse monétaire.

Tableau 4|6 Composantes de la masse monétaire  
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

	2016	2017	2018	2019	2020	Variation en %	
						2019	2020
Masse monétaire M2	5337,8	7842,9	9843,2	12727,5	19255,6	29,3	51,3
Monnaie et quasi-monnaie	5311,2	7812,8	9820,6	12649,8	19172,0	28,8	51,6
Circulation fiduciaire	1073,4	1354,5	1559,7	1772,9	2230,6	13,7	25,8
Dépôts à vue	601,4	709,9	835,8	1039,8	1408,2	24,4	35,4
Quasi-monnaie	3636,3	5748,5	7425,1	9837,0	15533,3	32,5	57,9
Dépôts à terme en MN	58,2	49,0	46,1	66,2	96,5	43,7	45,7
Dépôts en devises	3578,1	5699,5	7379,0	9770,8	15436,8	32,4	58,0
Provisions pour importations	26,6	30,1	22,6	77,7	83,5	243,8	7,5

Source : Banque Centrale du Congo

La composante « **dépôts en devises** » a représenté 80,2 % du total de la masse monétaire contre respectivement 11,6 % et 7,3 % pour la circulation fiduciaire et les dépôts à vue. Quant aux dépôts à terme en monnaie nationale, en dépit de la forte croissance annuelle de 43,7 %, ils n'ont représenté que 0,5 % du total de la masse monétaire.

## Contreparties de la masse monétaire

La forte progression de l'offre de monnaie est principalement expliquée par l'accroissement des avoirs extérieurs nets,

lesquels ont représenté 82,5 % de la hausse de la Masse monétaire. Quant aux avoirs intérieurs nets, ils ont contribué à raison de 17,5 % dans l'expansion de la liquidité.

Tableau 4|7 Contreparties de la masse monétaire  
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

	2016	2017	2018	2019	2020	Variation en %	
						2019	2020
Avoirs extérieurs nets	1069,1	2636,4	3374,7	4416,6	9801,9	30,9	121,9
Avoirs intérieurs nets	4268,7	5206,5	6468,5	8310,9	9453,7	28,5	13,8
Créances nettes sur l'Etat	352,8	342,1	447,9	994,7	1259,3	122,1	26,6
Créances au secteur privé	2410,4	2914,6	4248,5	4907,4	6194,9	15,5	26,2
Autres postes nets	1251,0	1639,9	1728,7	1918,0	1441,1	10,9	-24,9

Source : Banque Centrale du Congo.

La hausse des avoirs extérieurs nets est portée par les dépôts en devises des banques commerciales sous l'effet principalement des rapatriements des miniers dans un contexte d'une demande mondiale en quête d'offre des matières premières, en raison des mesures de restriction liées à la pandémie.

S'agissant des avoirs intérieurs nets, leur progression est principalement la résultante d'une hausse des créances nettes sur l'Etat de 26,6 %.

### 4|2|3 Evolution du multiplicateur monétaire

Le multiplicateur monétaire a poursuivi sa progression pour se fixer à 5,1 en 2020, venant de 4,2 en 2019. Cette situation est demeurée tributaire de la forte progression de la masse monétaire par rapport à la base monétaire, dans un contexte marqué par une forte dépréciation de la monnaie nationale, résultante de l'impact négatif de la pandémie sur l'économie nationale.

Graphique 4|5 Evolution du multiplicateur monétaire



Source : Banque Centrale du Congo.

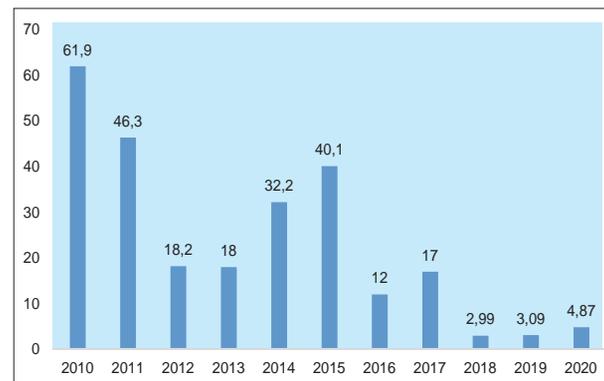
## 4|3 Marché monétaire

L'année 2020 a été marquée par le dynamisme des activités du marché monétaire dans sa globalité. Pour ce qui est des différents taux d'intérêt, ils sont demeurés linéaires jusqu'à fin juin. A partir du mois de juillet 2020, les taux ont affiché des hausses corrélativement à la hausse du taux directeur suite aux poussées inflationnistes.

### 4|3|1 Evolution des transactions

L'analyse de la profondeur du marché monétaire révèle un accroissement de ses activités de 4,87 % du PIB en 2020, soit une hausse de 1,78 point de pourcentage par rapport à 2019. Les volumes des opérations sur les marchés en banque, interbancaire et des Bons BCC ont représenté, en pourcentage du PIB, respectivement 2,24 %, 1,69 % et 0,94 % contre 0,03 %, 2,16 % et 0,9 % en 2019.

Graphique 4|6 Profondeur du marché monétaire  
(en pourcentage du PIB)



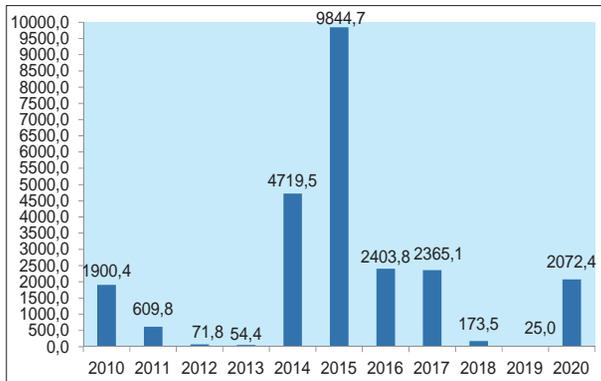
Source : Banque Centrale du Congo.

### Refinancement des banques

Le guichet de refinancement des banques a enregistré une hausse importante des transactions par rapport à l'année 2019, suite à l'assèchement de la liquidité observé, lequel s'est reflété par l'engouement des banques au guichet de prêts à court terme. En effet, en 2020, le volume des opérations s'est chiffré à 2.072,4 milliards de CDF alors qu'en 2019, il avait été enregistré une seule transaction de 25,0 milliards.

Par ailleurs, à fin décembre 2020, l'encours de refinancement accordé aux banques s'est élevé à 127,4 milliards de CDF, dégageant une injection de 127,0 milliards par rapport à fin 2019.

Graphique 4|7 Evolution du volume annuel du refinancement  
(en milliards de CDF)

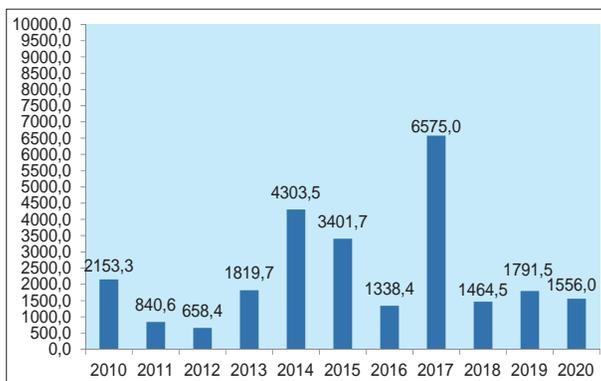


Source : Banque Centrale du Congo.

## Marché interbancaire

Le guichet interbancaire est demeuré dynamique en 2020, et ce, malgré un recul par rapport à 2019. En effet, il s'est dégagé un volume global annuel de 1.556,0 milliards de CDF, enregistrant une baisse annuelle de 235,5 milliards de CDF. Cette situation a résulté de l'assèchement de la liquidité bancaire, attesté par des avoirs libres négatifs des banques à partir du mois de juillet 2020.

Graphique 4|8 Volume annuel des transactions interbancaires  
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

## Marché des Bons BCC

En 2020, le Bon BCC a joué un rôle important dans la régulation de la liquidité. A fin décembre, l'encours s'est établi à 15,0 milliards, enregistrant une injection de 40,0 milliards de CDF par rapport à fin 2019.

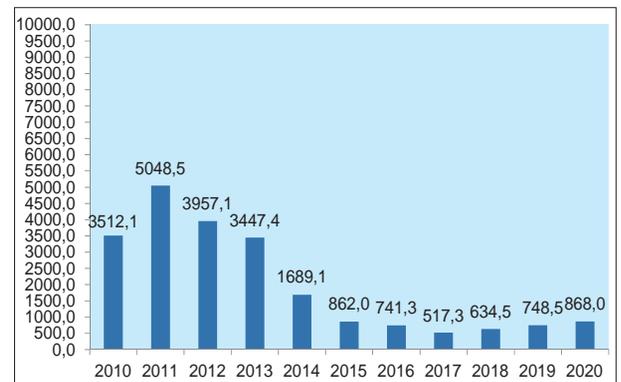
Tableau 4|8 Evolution de l'encours du Bon BCC  
(en milliards de CDF)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Bon BCC volume Encours	135,6	115,0	95,0	164,3	107,4	47,0	8,5	35,0	42,5	55,0	15,0
Variation cumulée de l'encours	79,04	-20,58	-20,00	69,26	-56,90	-60,36	-38,50	26,50	7,50	12,50	-40,00
TMP	18,16	15,24	0,20	1,72	1,82	0,47	4,22	15,13	1,57	2,00	12,00
Bon BCC volume retenu	3512,1	5048,5	3957,1	3447,4	1689,1	862,0	747,3	517,28	634,5	748,5	868,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, le volume des transactions s'est chiffré à 868,0 milliards de CDF, en hausse de 119,5 milliards de CDF par rapport à l'année 2019, traduisant la participation active des banques sur les guichets des trois maturités.

Graphique 4|9 Volume annuel des ventes des Bons BCC  
(en milliards de CDF)



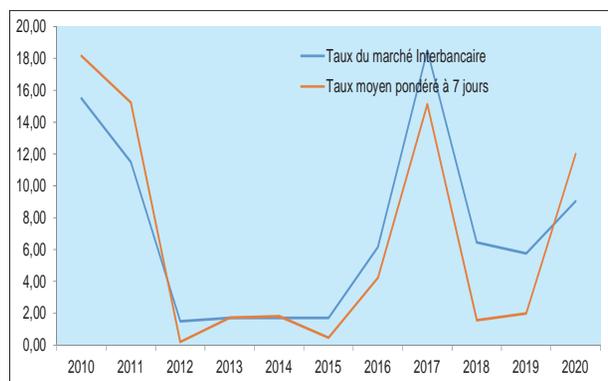
Source : Banque Centrale du Congo.

## 4|3|2 Comportement des taux d'intérêt

### Evolution des taux d'intérêt nominaux

Face aux tensions inflationnistes, la Banque Centrale a fini par relever son taux directeur pour le situer à 18,5 %. Dans ce contexte, le taux moyen pondéré sur le marché interbancaire a suivi la tendance du taux directeur en progressant de 17,4 points de pourcentage, passant de 3,80 % en décembre 2019 à 21,74 % à fin 2020.

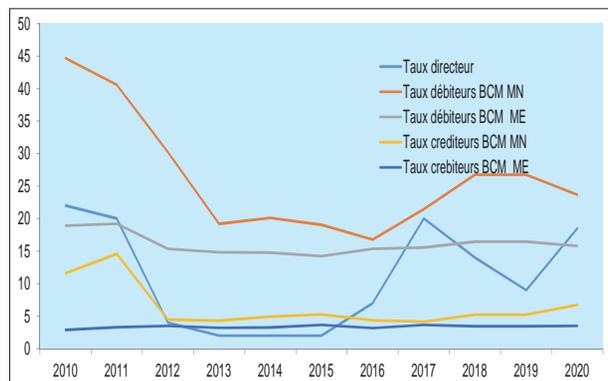
Graphique 4|10 Taux moyen pondéré du Bon BCC à 7 jours et du marché Interbancaire (en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Par contre, les taux débiteurs des banques en monnaie nationale ont été rigides à la baisse, restant linéaire au cours de l'année, à l'instar de l'année écoulée. En effet, ils se sont établis à 23,69 % et 15,81 % respectivement pour les opérations en monnaie nationale (MN) et monnaies étrangères (ME). Du côté des taux créditeurs en MN, ils ont enregistré des augmentations par rapport à 2020, soit 6,72 % et les taux créditeurs en ME à 3,49 %.

Graphique 4|11 Taux d'intérêt de la BCC et des banques commerciales (en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

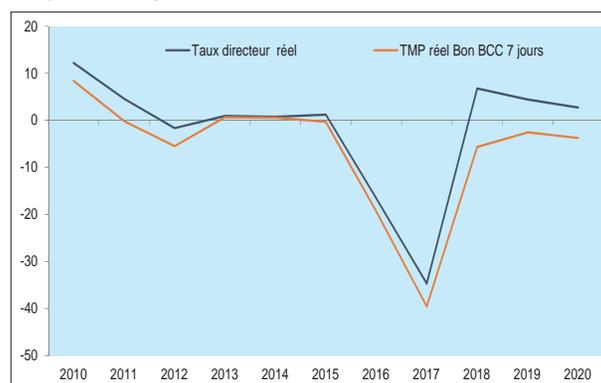
## Taux réels

En 2020, le principe de positivité du taux directeur a été observé, premièrement, de janvier à avril, puis d'août à décembre 2020. Cependant, de mai à juillet 2020, ce principe n'a été respecté en raison de la forte accélération du rythme de formation des prix intérieurs.

Quant aux taux moyens pondérés réels sur le Bon BCC, ils ont globalement été négatifs, à l'instar des taux créditeurs en monnaie étrangère des banques. Par contre, les taux

créditeurs en monnaie nationale ont enregistré des taux positifs uniquement au premier trimestre de 2020 et des taux négatifs le reste des mois de l'année. Au niveau des banques commerciales, les taux débiteurs en monnaie nationale et monnaie étrangère ont gardé leur positivité toute l'année 2020.

Graphique 4|12 Taux d'intérêt réels (en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

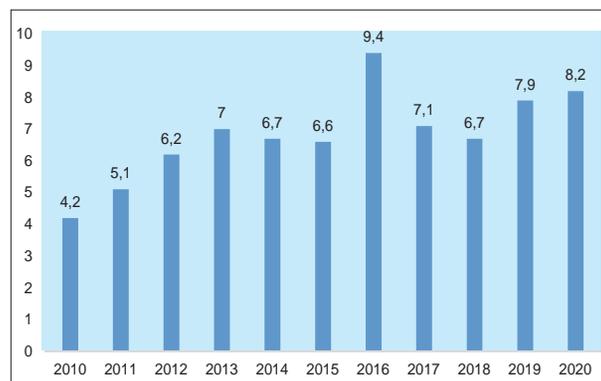
## 4|4 Activité bancaire

L'année 2020 a été marquée par le dynamisme de l'activité bancaire, attesté notamment par la croissance des crédits et des dépôts bancaires, et ce, en dépit d'un environnement économique difficile, consécutif à la crise sanitaire.

### 4|4|1 Encours global des crédits

L'encours global des crédits à l'économie s'est établi à 7.561,7 milliards de CDF à fin 2020, soit une hausse de 15,1 % par rapport à l'année précédente. Rapporté au PIB, le crédit à l'économie a représenté 8,2 % contre 7,9 % en 2019.

Graphique 4|13 Evolution de l'encours des crédits (En pourcentage du PIB)



Source : Banque Centrale du Congo.

En léger recul par rapport au total de crédit, le concours

à décaissement s'est établi à 6.037,4 milliards de CDF, représentant 79,8% du total des crédits octroyés contre 86,2% une année plutôt.

Graphique 4|14 Structure générale des crédits octroyés par le système bancaire (en pourcentage du total)

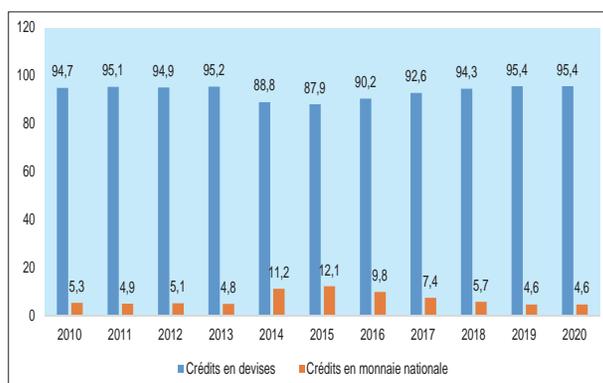


Source : Banque Centrale du Congo.

## Crédit à décaissement

Le crédit à décaissement alloué aux entreprises privées et aux ménages est resté dominé par le crédit en devise, dont la part a été de 95,4% de l'encours total, traduisant encore la forte préférence des devises et la dominance de la dollarisation.

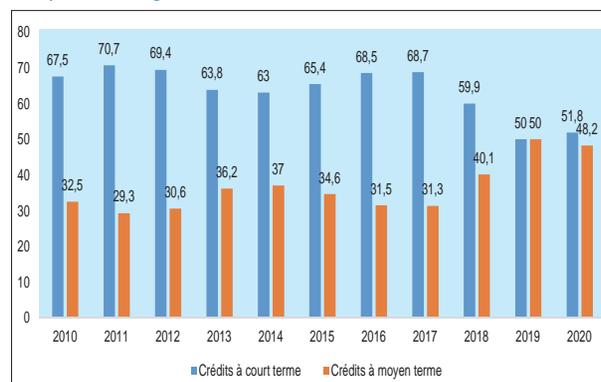
Graphique 4|15 Crédits à décaissement suivant la monnaie de règlement (en pourcentage du total)



Source : Banque Centrale du Congo.

La structure du crédit suivant la maturité s'est légèrement dégradée suite à une augmentation de la part du crédit à court terme dans le total. En effet, ce niveau est passé de 50% à 51,8% en 2020. Les perspectives de la hausse de risque suite à la covid-19 a poussé les institutions financières à privilégier le crédit à court terme. Toutefois la tendance de long terme sur dix ans indique une hausse de la part des crédits à moyen terme au détriment de celui à court terme.

Graphique 4|16 Structure du crédit suivant la maturité (en pourcentage du total)



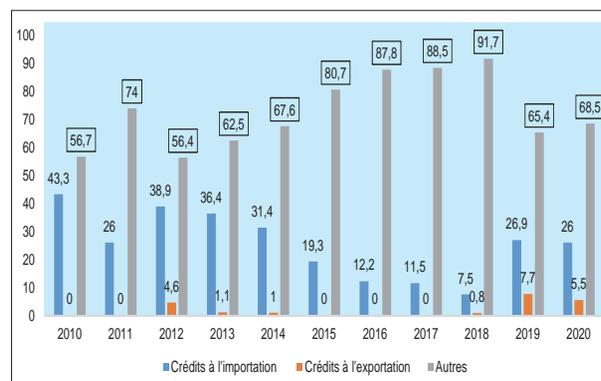
Source : Banque Centrale du Congo.

## Crédit d'engagement

Le crédit d'engagement s'est chiffré à 1.524,2 milliards de CDF en 2020, en baisse de 67,5% par rapport à la situation de 2019. La part de ce crédit dans le total des concours à l'économie s'est améliorée, s'établissant à 20,2% en 2020 contre 13,9% une année plutôt.

Les crédits documentaires à l'importation ont augmenté de 61,4%, se chiffrant à 395,7 milliards de CDF contre 245,1 milliards en 2019. Quant aux crédits documentaires à l'exportation, ils se sont situés à 83,9 milliards de CDF contre 70,1 milliards en 2019, soit un accroissement de 19,7%.

Graphique 4|17 Crédits d'engagement (en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

## 4|4|2 Encours global des dépôts

D'une année à l'autre, l'encours global des dépôts bancaires s'est accru de 54,6%, atteignant 16.789,2 milliards de

CDF contre un accroissement de 47,9 % en 2019, avec une prépondérance des dépôts à vue et en monnaie étrangère.

### Encours des dépôts par catégorie des déposants

Du point de vue de la catégorie des déposants, les dépôts ont été dominés par ceux des entreprises privées, et les ménages, lesquels ont représenté respectivement 46,1 % et 31,6 % du total. Quant aux entreprises publiques, les administrations publiques centrale et locale, elles ont représenté respectivement 9,2 %, 1,8 % et 1,1 %.

Tableau 4|9 Encours des dépôts par catégorie des déposants  
(en millions de CDF)

Rubrique	2018	2019	2020
Entreprises (Etablissements) Privées	2 898,90	4 402,30	7 736,49
Entreprises (Etablissements) Publiques	565,90	825,90	1 537,96
Ménages	3 343,80	4 387,80	5 309,70
Administration Publique Centrale	254,10	299,50	306,94
Administration Publique Locale	27,80	40,80	184,15
Autres	254,50	903,80	1 713,95
TOTAL GENERAL	7 345,00	10 860,10	16 789,20

Source : Banque Centrale du Congo.

### Encours des dépôts suivant l'horizon temporel

Les dépôts à vue, établis à 12.541,9 milliards de CDF en 2020, ont représenté 74,7 % du volume total des dépôts bancaires. D'une année à l'autre, les dépôts à vue et à terme se sont respectivement accrus de 69,5 % et 22,7 %.

Tableau 4|10 Evolution des dépôts bancaires  
(en milliards de CDF)

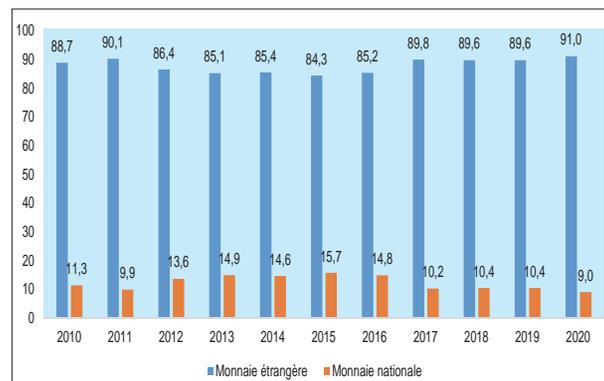
	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dépôts à vue	2 546,8	2 965,4	4 348,4	5 868,4	7 398,4	12 541,9
Dépôts à terme	989,2	1 248,7	1 830,9	1 476,6	3 461,7	4 247,3
Total	3 536,0	4 214,1	6 179,4	7 345,0	10 860,1	16 789,2

Source : Banque Centrale du Congo.

### Encours de dépôts suivant la monnaie de constitution

A l'instar des années précédentes, les dépôts demeurent dominés par ceux en devises, représentant 91,0 % du total en 2020 contre 89,6 % en 2019. Cette situation est expliquée par la forte dollarisation de l'économie nationale, laquelle se traduit par la forte préférence, par la clientèle, de la détention de la devise étrangère au détriment de la monnaie nationale.

Graphique 4|18 Structure des dépôts suivant la monnaie  
(en pourcentage du total)



Source : Banque Centrale du Congo.



## 5 | Perspectives macroéconomiques

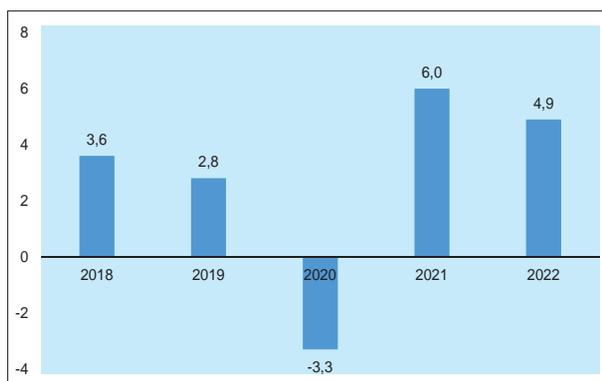
### 5|1 Perspectives économiques mondiales

Après une contraction en 2020, l'activité économique mondiale devrait se redresser à partir de 2021. Cette reprise serait consécutive aux effets combinés de l'assouplissement des mesures des restrictions, de l'accélération de la campagne de vaccination ainsi que du maintien des mesures de soutien monétaire et budgétaire. En effet, dans ses perspectives sur l'économie mondiale, publiées en juillet 2021, le FMI table sur une croissance du PIB mondial de 6,0% en 2021 et 4,9% en 2022.

Cette croissance serait portée par le dynamisme des économies avancées, avec la réouverture des activités facilitée par le déploiement de la vaccination contre la Covid-19 et la mise en œuvre des plans de relance économique vigoureux. En outre, l'allègement des restrictions sanitaires a conduit au raffermissement de la confiance des ménages, les incitant ainsi à dépenser davantage en provoquant la relance de la demande et de l'emploi.

Cependant, les services du FMI indiquent que la reprise attendue serait inégale entre les différentes régions, en raison des risques qui l'entourent, principalement du rythme de vaccination ainsi que des marges de manœuvres budgétaires dont disposent les différents gouvernements pour la mise en œuvre de leurs programmes de relance.

Graphique 5|1 Profil de la croissance économique mondiale  
(en pourcentage)



Source : Banque centrale du Congo, sur base des données du FMI.

Par ailleurs, il y a lieu de noter que la production mondiale en 2021 et 2022 resterait inférieure aux projections d'avant crise.

Les perspectives de la Banque mondiale, quant à elles,

renseignent également une reprise de l'économie mondiale à partir de 2021, soit la croissance la plus forte depuis 80 ans. L'activité économique mondiale pourrait croître de 5,6% en 2021, avant de décélérer à 4,3% en 2022. La plupart des pays qui ont connu une perte de leur revenu par habitant suite à la pandémie pourraient le retrouver à fin 2022, alors que les économies les moins avancées devraient mettre un peu plus de temps pour retrouver leur revenu par habitant d'avant la pandémie de Covid-19.

L'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE) table sur un raffermissement de la croissance mondiale en 2021, après la contraction de 2020. Pour l'OCDE, le PIB réel mondial devrait progresser de 5,8% en 2021 et ralentir en 2022 à 4,4%. Toutefois, cette reprise est tributaire de l'accélération du rythme de vaccination dans le monde entier ainsi que de la demande soutenue par des politiques budgétaires et monétaires expansionnistes.

### 5|1|1 Pays avancés

#### Activité économique

Les économies avancées devraient enregistrer une croissance remarquable en 2021, après une récession en 2020, grâce au déploiement progressif de vaccins efficaces et aux mesures de relance budgétaire, lesquels ont contribué à renforcer la demande et booster la croissance. Dans ce groupe de pays, le PIB réel devrait s'accroître de 5,6% et 4,0% l'année suivante contre une réalisation de 4,6% en 2020.

Pour l'année 2021, toutes les économies avancées devraient enregistrer une croissance économique positive: les Etats-Unis (7,0%), Zone-Euro (4,6%), Allemagne (3,6%), France (5,8%) et Japon (2,8%), alors que toutes ces économies avancées avaient connu une récession une année auparavant à l'exception de l'Irlande. Pour ce qui est de l'activité économique aux USA, elle devrait être portée par les mesures de soutien budgétaire et aides supplémentaires, lesquels devraient rehausser la croissance américaine de 0,3 point de croissance en 2021 et de 1,1 point en 2022, entraînant des retombées positives pour les partenaires commerciaux.

De même, un renforcement semblable de la dynamique est attendu pour l'Allemagne, l'Espagne, la France et l'Italie plus tard en 2021 et devrait se poursuivre en 2022.

Ceci conduirait à un dynamisme de l'activité économique pour l'ensemble de ces économies, attesté par les prévisions de croissance suivantes pour l'année 2022: Etats-Unis (+4,9%) ; Zone Euro (+4,3%) ; Allemagne (+4,1%) ; France (4,2%) et Japon (3,0%).

## Inflation

Après un ralentissement sensible de l'inflation en 2020, consécutif à la récession causée par la crise sanitaire, l'inflation dans les pays avancés pourrait connaître une accélération en 2021 atteignant 2,4% et 2,1% en 2022. Ce regain de l'inflation est la résultante de la relance de la demande suite au relâchement des mesures restrictives.

Dans la Zone euro, l'inflation devrait se situer à 1,8% et à 1,3%, respectivement en 2021 et 2022 contre 0,3% en 2020, niveau typiquement faible. Cette recrudescence de l'inflation est induite notamment par l'accélération de l'activité économique en 2021.

Aux Etats-Unis, l'inflation devrait passer de 4,0% en 2021 à 3,3% en 2022, suite aux prévisions de la reprise économique.

## 5 | 1 | 2 Pays émergents et en développement

### Activité économique

La croissance économique dans ce groupe des pays devrait s'établir à 6,3% en 2021 et à 5,2% en 2022. Le dynamisme des économies émergentes et en développement résulterait de la progression de la demande, de la hausse des prix des produits de base ainsi que de la reprise dans les pays avancés.

Cependant, il conviendrait de noter que, dans de nombreux pays, la reprise est freinée par la recrudescence de différentes variantes et vagues de Covid-19 ainsi que par le retard pris dans la vaccination, auxquels s'ajoute la suppression des mesures de soutien dans certains pays.

S'agissant particulièrement de l'économie chinoise, la plus grande économie émergente, elle devrait enregistrer un rebond de l'activité économique, après un ralentissement en 2020. En effet, son PIB réel devrait progresser de 8,1% en 2021 et 5,7% en 2022 contre 2,3% en 2020. Cette relance de la croissance serait consécutive au dynamisme de l'investissement et des exportations, combiné au redémarrage des projets d'infrastructures ainsi qu'au redressement observé de la demande étrangère.

En ce qui concerne l'Afrique Sub-saharienne, l'activité économique connaîtrait un regain en 2021 et 2022 après avoir connu, à l'instar des autres régions, une récession due aux conséquences néfastes de la Covid-19. En effet, son PIB réel devrait croître de 3,4% et de 4,1% respectivement en 2021 et en 2022 après une contraction de la production de 1,8% en 2020. Cependant, cette reprise s'avère insuffisante pour retrouver, à court terme, le niveau de revenu par habitant d'avant Covid-19.

La reprise de la croissance en Afrique subsaharienne serait à double vitesses, avec des variations considérables selon les pays. Les trois économies locomotives de la zone à savoir : le Nigéria, l'Afrique du Sud et l'Angola devraient renouer avec la croissance en 2021, à la faveur notamment de la hausse des prix des produits de base, mais cette reprise restera terne.

La croissance devrait rebondir à 2,5% au Nigéria, à 4,0% en Afrique du Sud et à 0,4% en Angola en 2021 puis à 2,6% ; à 2,2% et à 2,4% respectivement en 2022. Ces perspectives de croissance ont été plombées notamment par la lenteur du déploiement des vaccins, laquelle pèsera sur la situation économique régionale.

Par contre, dans le reste de la région, une croissance plus robuste est attendue en 2021 et 2022. Ce rebond de la croissance serait consécutif à la reprise de la consommation et des investissements privés portée par le retour de la confiance et d'une hausse des exportations.

### Inflation

L'inflation devrait se situer à 5,4% et 4,7%, respectivement en 2021 et 2022, après une réalisation de 5,1% en 2020. Dans certains pays émergents et pays en développement, l'inflation devrait demeurer élevée en 2022 notamment sous l'effet du maintien des pressions sur les prix des denrées alimentaires ainsi que des répercussions décalées du renchérissement des cours du pétrole pour les importateurs.

En Chine, l'inflation se fixerait à 1,2% en 2021 et à 1,9% en 2022. Ce niveau bas de l'inflation serait dû à la faiblesse du contenu en importations de la consommation chinoise et au faible impact de l'envolée des cours des matières premières importées sur son inflation.

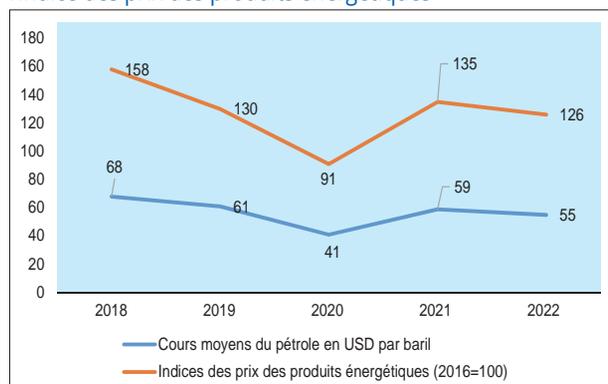
En plus, il convient de préciser que l'inflation en Afrique Sub-saharienne devrait ralentir, suite à l'atténuation des effets néfastes dus à la pandémie de Covid-19, après une accélération enregistrée en 2020 liée notamment aux dépréciations des monnaies locales. En effet, l'inflation devrait ralentir à 9,8% et s'établir à 7,8%, respectivement

en 2021 et 2022, après avoir atteint le niveau de 10,8 % en 2020.

### 5 | 1 | 3 Marchés des produits de base

L'indice des prix énergétiques, composé des indices du pétrole, du gaz naturel et du charbon pourrait grimper à 134,8 points en 2021 et à 126,5 points en 2022 et ce, après s'être fixé à 91,4 points en 2020. Cette hausse serait la conséquence du rebond de la demande des matières premières, consécutive à la reprise de l'activité économique dans le monde. Ainsi, le cours du pétrole, représentant la moyenne des trois principaux marchés, devrait atteindre des niveaux annuels moyens de 58,5 USD et 54,8 USD le baril respectivement en 2021 et 2022 contre 41,3 USD le baril en 2020.

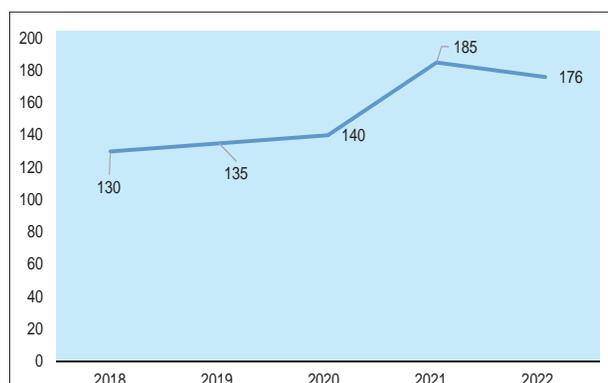
Graphique 5 | 2 Prévisions des cours du pétrole et de l'indice des prix des produits énergétiques



Source : Banque centrale du Congo, sur base des données du FMI.

D'autre part, composé des indices du cuivre, de l'aluminium, du minerai de fer, de l'étain, du nickel, du zinc, du plomb et de l'uranium, l'indice des prix des métaux, devrait s'établir à 184,7 points et 176,5 points, respectivement en 2021 et 2022 contre 139,9 points en 2020.

Graphique 5 | 3 Prévisions de l'indice des prix des métaux (en points)



Source : Banque centrale du Congo, sur base des données du FMI.

Pour ce qui concerne le cours du cuivre, principal produit d'exportation de pays, il devrait connaître une hausse significative pour se situer respectivement autour de 8.313,4 USD la tonne en 2021 et 8.188,0 USD en 2022.

### 5 | 1 | 4 Principaux risques pesant sur les perspectives mondiales

Plusieurs risques planent sur les perspectives de l'économie mondiale, selon le FMI, la Banque Mondiale et l'OCDE, à savoir :

- les incertitudes quant à la trajectoire de la pandémie de Covid-19 et au déploiement des vaccins dans l'ensemble de pays du monde entier devraient peser sur les projections. Un déploiement rapide des vaccins contre la pandémie de Covid-19 et ses variants, de plus en plus contagieux, devrait faciliter une reprise plus rapide et relever les prévisions, alors qu'une pandémie plus prolongée pourrait conduire à une révision à la baisse ;
- un resserrement des conditions financières extérieures qui porterait un double coup aux pays émergents et aux pays en développement, à l'effet de plomber la croissance mondiale en dessous du scénario de référence établi ;
- les divergences entre pays qui se creusent davantage dans l'ampleur et les mesures de soutien économique ;
- la hausse des prix des denrées alimentaires pouvant accentuer l'insécurité alimentaire dans les pays à faible revenu ;
- l'accélération de l'inflation plus que prévu, principalement dans les économies avancées qui pourrait amener les principales banques centrales à normaliser leurs politiques monétaires, avec le risque d'exercer les marchés financiers et les déséquilibres dans les économies émergentes et en développement.

Dans cet environnement d'incertitudes, il s'avère nécessaire de renforcer la coopération internationale, afin de garantir une croissance rapide, durable et partagée. En outre, les dirigeants sont appelés à poursuivre avec les mesures de soutien à l'économie, tout en gérant une marge de manœuvre budgétaire plus restreinte et des niveaux d'endettement plus élevé qu'avant la crise. Ces mesures devraient être mieux ciblées et bien adaptées à la conjoncture actuelle et aux caractéristiques structurelles de chaque pays.

S'agissant particulièrement du renforcement de la coopération internationale, les institutions financières internationales et d'autres organisations multilatérales, dont le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE, ont invité à la mutualisation des efforts pour un accès équitable

aux vaccins et la fourniture de l'aide financière aux plus vulnérables. Pour ce qui est de l'aide financière, il y a lieu de rappeler que de nombreux pays sont entrés dans cette crise avec des niveaux d'endettement trop élevés et des ressources trop insuffisantes pour accroître leurs dépenses sociales et de santé. La proposition du FMI d'une allocation générale de droits de tirage spéciaux (DTS) équivalant à 650 milliards de dollars répondra à un besoin mondial à long terme de compléter les avoirs de réserve existants.

De l'enveloppe globale de cette allocation générale de DTS, environ 275 milliards de dollars américains de l'allocation seraient destinés aux pays émergents et aux pays en développement, et 30 milliards de USD pour l'Afrique et 1,5 milliard pour la RDC.

Pour ce qui est des mesures de politiques macroéconomiques, la politique monétaire devrait demeurer accommodante pour soutenir une reprise solide et durable, d'une part, et préserver la confiance des marchés, d'autre part. Toutefois, les principales banques centrales devraient rester prudentes quant à l'orientation future de leurs politiques monétaires dans un contexte de hausse de l'inflation, bien que jugée transitoire par certains économistes. A cet effet, elles devraient communiquer très clairement, étant donné que la communication est un instrument important de la politique monétaire.

En ce qui concerne la politique budgétaire, les gouvernements devraient poursuivre avec leurs mesures de soutien aux ménages et aux entreprises, afin de stimuler la demande. En outre, les autorités devraient mettre l'accent sur les dépenses prioritaires contribuant à la promotion du capital humain, à savoir celles orientées vers la santé et l'éducation ainsi que les dépenses d'investissements en infrastructures et celles nécessaires à la transformation numérique.

## 5|2| Perspectives intérieures

### 5|2|1 Secteur réel

#### Perspectives de croissance économique

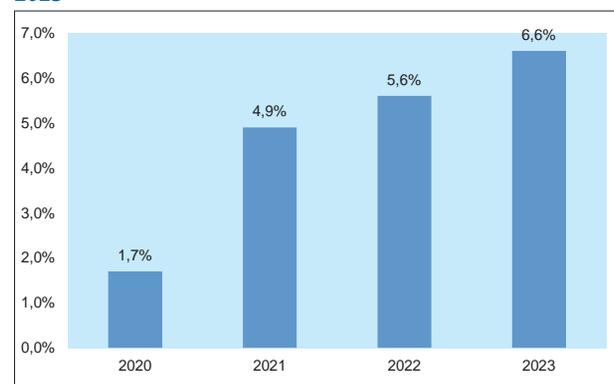
L'activité économique devrait se redresser en 2021 pour se situer à 4,9%, après une période de ralentissement enregistré en 2020, suite aux effets néfastes de la pandémie de covid-19. Une tendance analogue devrait s'observer en 2022 et 2023. En effet, le PIB réel devrait progresser de 5,6% et 6,6%, respectivement en 2022 et 2023.

Cette reprise attendue serait tributaire des effets conjugués de l'amélioration de l'environnement extérieur, attestée

par la hausse des cours mondiaux des matières premières exportées par la RDC, et intérieur avec la mise en œuvre des mesures convenues avec les services du FMI, dans le cadre du programme triennal appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC).

En outre, les politiques budgétaire et monétaire seraient accommodantes pour garantir une reprise rapide, durable et inclusive. Ces politiques macroéconomiques souples seraient accompagnées des réformes structurelles ambitieuses pour renforcer la résilience économique, en veillant à la diversification.

Graphique 5|4 Prédiction de la croissance du PIB réel 2021-2023



Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du CPCM.

Toutefois, il convient de relever que le redressement attendu au cours des années prochaines serait porté par le dynamisme du secteur primaire, particulièrement au niveau de la branche Extraction, ainsi que par le secteur tertiaire. Pour ce qui est de sa contribution à la croissance, la pandémie a exacerbé les faiblesses structurelles existantes, notamment celles liées au manque d'infrastructures de base et l'absence de financement. Les investissements sont limités dans le secteur secondaire.

**En effet**, la contribution du **secteur primaire** à la croissance serait de 3,8 points, 3,1 points et 3,1 points, respectivement en 2021, 2022 et 2023. Concernant la branche « Agriculture, élevage, chasse, forêt, pêche », sa contribution à la croissance serait marginale et passerait de 0,5 point en 2021 à 0,7 point en 2023, consécutivement à différents projets qui seront mis en œuvre par le Gouvernement.

Concernant l'industrie extractive, l'exécution du plan stratégique du développement du secteur minier, dans un contexte d'embellie des cours des matières premières, devrait permettre à ce secteur d'accroître davantage sa contribution à la croissance à la hauteur respectivement de 3,3 points, de 2,5 points et 2,4 points, respectivement en 2021, 2022 et 2023.

Le secteur minier devrait rester parmi les secteurs porteurs de croissance, avec une croissance moyenne de 8,0% l'an sur la période 2021-2023. La production du cuivre devrait se situer à 1.949.392 tonnes en 2021 avant d'atteindre 2.416.256 tonnes en 2024, consécutivement à l'entrée en production de la mine de KAMOA, avec une moyenne de production annuelle attendue à 282.000 tonnes. La production du cobalt passerait de 107.273 tonnes en 2021 à 141.363 tonnes en 2024.

Entre 2021 et 2023, le gouvernement compte augmenter la production des hydrocarbures par: (i) la réalisation de l'exploration dans le bassin de la côte ouest, (ii) le forage des nouveaux puits par les sociétés exploitantes, (iii) la signature des nouveaux contrats de production des hydrocarbures, (iv) l'accélération du processus de production du gaz méthane du Lac Kivu et (v) la valorisation des gaz brûlés à la torche de Moanda.

**S'agissant du secteur secondaire**, sa contribution à la croissance serait de 0,3 point de croissance en 2022 et 0,7 point en 2023 contre une contribution négative de 0,4 point en 2021. Ces résultats révèlent que les effets négatifs de la pandémie de Covid-19 tardent à se dissiper dans ce secteur, notamment au niveau de la branche «Industries manufacturières», laquelle devrait contribuer négativement à la croissance en 2021 (-0,4 point). Les contributions des branches «Bâtiments et Travaux Publics» et «Electricité, gaz, vapeur et eau» seraient nulles en 2021.

**Pour ce qui est du secteur tertiaire**, il devrait contribuer à la croissance de 1,3 point de croissance en 2021, de 2,2 points en 2022 et de 2,7 points en 2023. L'activité serait soutenue par le dynamisme attendu des branches «Transports et Télécommunications» et «Commerce de gros et de détail».

Tableau 5 | 1 Contributions des différents secteurs à la croissance du PIB réel (en points de croissance, aux prix de 2005)

Branches d'activité	2021	2022	2023
Secteur primaire	3,8	3,1	3,1
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	0,5	0,6	0,7
Extraction	3,3	2,5	2,4
Secteur secondaire	-0,4	0,3	0,7
Industries manufacturières	-0,4	0,1	0,3
Bâtiment et travaux publics	0,0	0,2	0,4
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,0	0,0	0,1
Secteur tertiaire	1,3	2,2	2,7
Transports et communications	0,6	1,2	1,4
Commerce de gros et de détail	0,6	0,7	0,8
Services marchands	0,1	0,2	0,4
Banques et assurances (services financiers)	0,0	0,1	0,1
Autres services marchands	0,2	0,2	0,3

Branches d'activité	2021	2022	2023
Services non marchands	-0,1	0,1	0,1
Education	0,0	0,0	0,0
Santé	0,0	0,0	0,0
Autres services non marchands	-0,1	0,1	0,1
Autres services	0,0	0,0	0,0
PIB au coût des facteurs	4,8	5,5	6,5
Taxes sur les produits	0,0	0,1	0,1
PIB aux prix constants	4,9	5,6	6,6

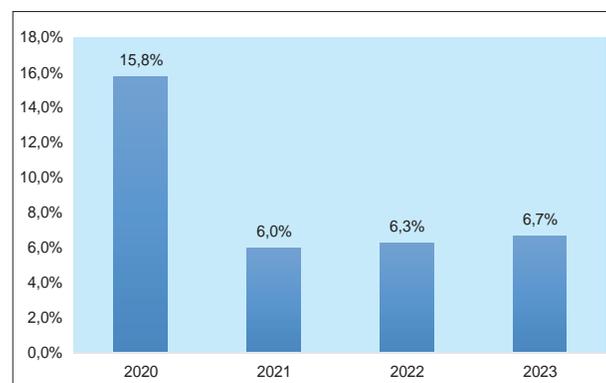
Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du CPCM.

## Prix intérieurs

Le rythme de formation des prix intérieurs au cours de prochaines années, en l'absence des chocs majeurs tant externe qu'interne, devrait être maîtrisé, en vue de maintenir la stabilité du cadre macroéconomique et créer les conditions favorables pour une reprise durable et inclusive. En rythme annuel, le taux d'inflation devrait s'établir en deçà de l'objectif de moyen terme fixé par la BCC de 7,0%, soit à 6,0% en 2021, avant de se situer à 6,3% et 6,7%, respectivement en 2022 et 2023.

Ces niveaux d'inflation, inférieurs à la cible, seraient tributaires de la poursuite du renforcement de la coordination des politiques macroéconomiques, laquelle a été consacrée par la Loi et renforcée par le pacte de stabilité. De même, la mise en œuvre du programme de stabilisation conclu avec le FMI devrait permettre de garantir une stabilité de l'économie.

Graphique 5 | 5 Prévion annuelle du taux d'inflation de 2021-2023



Source : Banque Centrale du Congo.

## 5 | 2 | 2 Secteur public

La gestion des finances publiques devrait s'inscrire dans la perspective de l'amélioration de la mobilisation des ressources intérieures conjuguée à la rationalisation des dépenses publiques, en mettant l'accent sur les dépenses sociales indispensables à la réalisation des objectifs de développement durable.

Ainsi, les opérations financières devraient se solder par de légers déficits, lesquels devraient être financés par les émissions des bons du Trésor et des appuis budgétaires attendus des partenaires au développement. Rapprochés au PIB, ces déficits représenteraient, 1,7 %, 1,2 % et 1,1 % du PIB respectivement en 2021, 2022 et 2023.

Tableau 5|2 Préviation des recettes et des dépenses publiques  
(en pourcentage au PIB)

Composantes	2021	2022	2023
Recettes et dons	11,2	12,2	13
Recettes fiscales et non fiscales	10,2	11,4	12,2
Recettes fiscales	7,4	8,5	9,5
Recettes non fiscales	2,8	2,8	2,8
Dons(courants)	1,0	0,8	0,8
Total dépenses	12,9	13,4	14,2
Dépenses courantes	9,5	9,4	9,6
Dépenses en capital	3,3	3,8	4,4
Solde général consolidé(base caisse)	-1,8	-1,6	-1,5

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du CPCM.

## Ressources publiques

Durant les trois années à venir, le Gouvernement devrait poursuivre une mobilisation plus accrue des ressources afin de soutenir les secteurs propices à la croissance. Ainsi, la mobilisation des recettes fiscales attendues sur la période de 2021 à 2023 passerait de 10,2 % à 12,2 % du PIB. Cette hausse serait attribuable aux performances attendues des régies financières, notamment la Direction Générale des Douanes et Accises(DGDA) et la Direction Générale des Impôts(DGI).

## Dépenses publiques

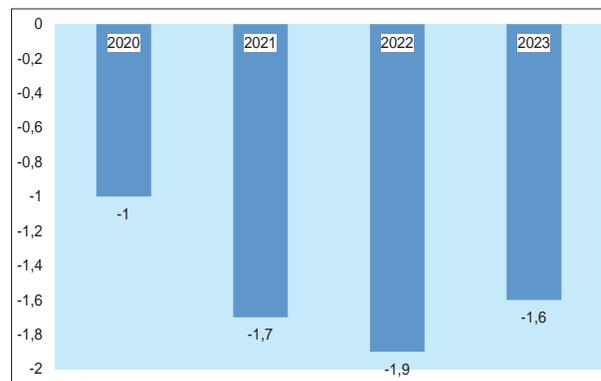
Les dépenses publiques devraient augmenter au cours de prochaines années. De ce fait, elles représenteraient 12,9 %, 13,4 %, et 14,2 % de 2021 à 2023. Cet accroissement serait consécutif notamment au niveau attendu des dépenses courantes qui pourrait passer de 9,5 % à 9,6 % du PIB entre 2021 et 2023.

## 5|2|3 Secteur extérieur

### Evolution de la balance des paiements

L'évolution des transactions entre la RDC et le reste du monde devrait faire naître un besoin de financement, bien qu'en recul, estimé respectivement à 1.136 millions de USD, 1.088 millions et 975 millions de 2021 à 2023. Rapporté au PIB, ce besoin de financement représenterait 1,7 %, 1,9 % et 1,6 % au cours de la période prévisionnelle.

Graphique 5|6 Capacité et besoin de financement prévisionnels de 2021 à 2023



(-) Besoin de financement (+) Capacité de financement.  
Source : Banque Centrale du Congo.

## Compte des transactions courantes

Le compte courant devrait afficher un déficit devant représenter près de 2,1 %, 1,8 % et 1,5 % du PIB, respectivement en 2021, 2022 et 2023. La tendance baissière observée serait expliquée principalement par l'amélioration de la balance des biens, alors que les revenus secondaires devraient croître.

Tableau 5|3 Balance des paiements

Composantes agrégées	En millions de USD			En pourcentage du PIB		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023
<b>I. Comptes des transactions courantes</b>	-1 136	-1 088	-975	-2,1	-1,8	-1,5
Biens nets	1943	2 206	2 313	3,5	3,7	3,6
Services nets	-2621	-2706	-2796	-4,8	-4,6	-4,3
Revenus secondaires nets	-1586	-1714	-1860	-2,9	-2,9	-2,9
Revenus secondaires nets	1128	1127	1369	2,1	1,9	2,1
<b>II. Compte de capital</b>	197	-46	-39	0,4	-0,1	-0,1
Capacité(+)/Besoin(-) de financement	-939	-1134	-1013	-1,9	-1,6	-1,5
<b>III. Compte financier</b>	-939	-1134	-1013	-1,9	-1,6	-1,5
- dont investissements directs nets	-1623	-1647	-1704	-3	-2,8	-2,7
<b>Erreurs et omissions nettes</b>	0	0	0	0	0	0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du CPCM.

## Compte de capital

Le compte de capital serait excédentaire, représentant 0,4 % du PIB, soit 197,0 millions de USD. En 2022 et 2023, le compte capital devrait enregistrer un déficit, respectivement de 46,0 millions et 39,0 millions de USD, soit un déficit de 0,1 % de PIB pour chacune ces deux années.

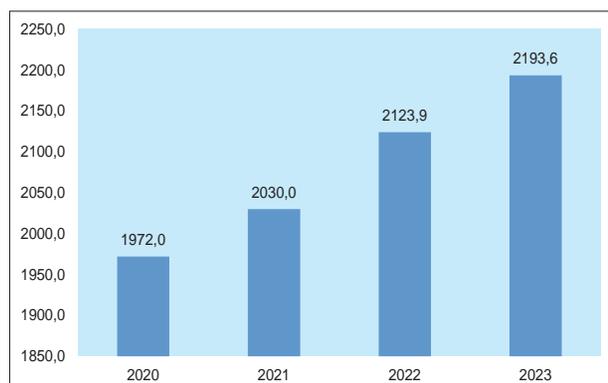
## Compte financier

L'entrée des capitaux sous forme d'accumulation des passifs, au titre d'Investissements Directs Etrangers (IDE), devrait permettre, sur la période prévisionnelle, de couvrir le besoin de financement qui serait observé de 2021 à 2023. Ces IDE représenteraient respectivement 3,0 %, 2,8 % et 2,7 % du PIB, soit une valeur se situant à 1.623,0 millions, 1.647,0 millions et 1.704,0 millions pour les trois prochaines années.

## Evolution du taux de change

Le marché de changes demeurerait relativement stable entre 2021 et 2023. En effet, la dépréciation de la monnaie se situerait autour de 2,9 % en 2021 et pourrait atteindre 4,4 % en 2022 et 3,2 % en 2023. Cette relative stabilité résulterait de la bonne coordination des politiques macroéconomiques, dans un contexte de mise en œuvre effective des mesures contenues dans le programme triennal conclu avec le FMI.

Graphique 5|7 Evolution du taux de change de 2021 à 2023 (en CDF le dollar US)



Source : Banque Centrale du Congo.

## 5|2|4 Secteur monétaire

### Conduite de la politique monétaire

L'orientation monétaire en 2021 serait accommodante, en raison des perspectives favorables, avec le ralentissement du rythme de formation des prix intérieurs, et ce, en l'absence d'un choc majeur anticipé. Toutefois, l'Institut d'Emission devrait demeurer prudente quant au changement d'orientation, afin d'éviter tout déséquilibre sur le marché des biens et services ainsi que celui des changes.

Par ailleurs, en vue d'optimiser l'utilisation de ses instruments face à différents chocs, tant internes qu'externes, et atteindre ses objectifs, la Banque Centrale du Congo entend poursuivre avec la réforme du cadre analytique et opérationnel de sa politique monétaire. De même, elle entend poursuivre avec

le processus de dédollarisation de l'économie congolaise pour renforcer l'efficacité de sa politique monétaire et améliorer le financement de l'économie.

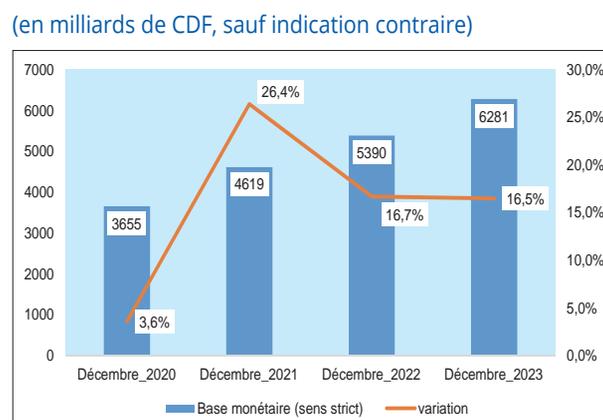
Il est attendu notamment ce qui suit :

- la constitution de la réserve obligatoire suivant la monnaie de dépôt;
- la signature du protocole d'accord avec le gouvernement sur la régularisation de ses créances, en vue de renforcer son indépendance financière;
- la poursuite de l'accumulation des réserves de change au moyen d'achats interbancaires et de transferts des RME à la BRI; et
- le non-recours au financement monétaire, suite au respect de la mise en œuvre du pacte de stabilité.

## Projection de la base monétaire

L'offre de monnaie centrale devrait enregistrer une augmentation de 26,4 % en 2021, de 16,7 % en 2022 et de 16,5 % en 2023. Cette hausse serait expliquée tant par une augmentation des Avoirs intérieurs nets (AIN) que des Avoirs extérieurs nets (AEN).

Graphique 5|8 Prévision de la base monétaire de 2021 à 2023 (en milliards de CDF, sauf indication contraire)



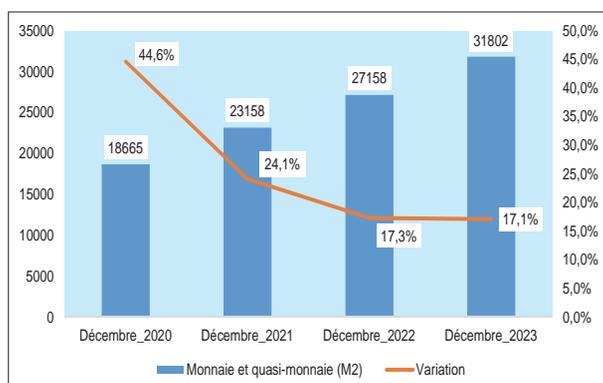
Source : Banque Centrale du Congo.

## Projection de la masse monétaire

L'évolution de la masse monétaire au sens large, pour les prochaines années, indiquerait une croissance annuelle de 24,1 % en 2021, de 17,3 % en 2022 et de 17,3 % en 2023. Cette hausse serait expliquée tant par une augmentation des Avoirs intérieurs nets (AIN) que des Avoirs extérieurs nets (AEN).

## Graphique 5|9 Prédiction de la masse monétaire de 2021 à 2023

(en milliards de CDF, sauf indication contraire)



Source : Banque Centrale du Congo.

## DEUXIEME PARTIE

---

### ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE



## 1 | Administration et cadres dirigeants de la Banque

### 1 | 1 Administration

Les organes d'administration et de contrôle de la Banque Centrale du Congo sont le Conseil de la Banque, le Gouverneur et le Collège des Commissaires aux comptes.

#### 1 | 1 | 1 Le conseil de la Banque

Le Conseil de la Banque était composé, à fin 2020, de :

- M. Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO, Gouverneur et Président ;
- M. Jules BONDOMBE ASSANGO, Vice-Gouverneur ;
- M. Roger MASAMBA MAKELA, Administrateur ;
- M. ISSA SELEMANI, Administrateur ;
- M. Omer TSHIUNZA MBIYE, Administrateur ;
- M. Albert YUMA MULIMBI, Administrateur ;
- Mme Mireille SULIA KITAMBALA, Administrateur.

Le Conseil de la Banque est l'organe qui conçoit, oriente la politique de la Banque et en contrôle la gestion. Il prend tout acte intéressant la Banque, notamment la définition et la mise en œuvre des politiques monétaire et de change, l'élaboration du budget et l'établissement des comptes annuels ainsi que la définition du statut des agents.

Conformément à son Règlement d'Ordre Intérieur, le Conseil de la Banque a tenu des réunions ordinaires au cours de l'exercice 2020, à l'issue desquelles aucune décision importante n'a été prise compte tenu du contexte marqué par la Covid-19.

#### 1 | 1 | 2 Le Gouverneur

Selon la nouvelle Loi organique du 13 décembre 2018, la Banque Centrale devrait être dirigée par un Gouverneur, assisté de deux Vice-Gouverneurs. Compte tenu de la non application de cette nouvelle Loi en 2020, le Gouverneur a été assisté par un Vice-Gouverneur. Dans l'exercice de ses fonctions, le Gouverneur prépare et met en œuvre les résolutions du Conseil d'Administration. Il assure également la gestion courante de l'Institut d'Emission et la mise en œuvre de la politique monétaire. Le poste du Gouverneur a été occupé par Monsieur Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO et celui du Vice-Gouverneur, par Monsieur Jules BONDOMBE ASSANGO. Cette Haute

Direction de la Banque Centrale est assistée par un cabinet de conseillers.

#### 1 | 1 | 3 Structures de contrôle

Outre le collège des Commissaires aux comptes prescrit par le législateur, la Banque Centrale dispose d'autres structures de contrôle, à savoir : le Comité d'Audit et la Direction de l'Audit Interne.

##### Collège des Commissaires aux Comptes

Le Collège des Commissaires aux comptes exerce un contrôle des opérations financières de la Banque. A cet égard, il vérifie les livres, les caisses, le portefeuille et les valeurs de la Banque. Il contrôle la régularité et la sincérité des inventaires. Il certifie également le bilan annuel et le tableau de formation des résultats.

Ce collège est composé de : Monsieur Nico MABA-TA NTANTU.

Monsieur Dany NKUVU ;

Monsieur André FOKO TOMENA.

##### Le Comité d'Audit et de Gouvernance

Le Comité d'Audit est un organe relevant du Conseil d'Administration de la Banque. Il a pour mission d'assurer le suivi de l'exécution des missions ponctuelles de contrôle ou d'enquête telles que reprises dans le planning de la Direction de l'Audit Interne.

Ce Comité est composé de quatre administrateurs ci-après :

*Coordonnateur :*

Monsieur Albert YUMA MULIMBI ;

*Membres :*

Monsieur Omer TSHIUNZA MBIYE ;

Monsieur MASAMBA MAKELA ;

Monsieur Issa SELEMANI.

##### Direction de l'Audit interne

L'audit interne est l'organe chargé de la prévention des risques et pertes, en vue de garantir l'efficacité, la transparence et la bonne gouvernance de la Banque. A cet effet, il (i) exerce une activité permanente de surveillance et de contrôle sur le fonctionnement et la gestion de l'Institut d'Emission et

((ii) propose à la Haute Direction des mesures susceptibles de contribuer à la prévention des cas de mauvaise gestion, à l'accroissement du rendement au sein de la Banque par la qualité de ses services et à l'amélioration de la fiabilité de l'information financière.

## 1 | 2 Cadres dirigeants de la Banque

A fin décembre 2020, la liste des Cadres dirigeants de la Banque se présente comme suit :

### 1 | 2 | 1 Haute Direction

M. Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO :  
Gouverneur

M. Jules BONDOMBE ASSANGO :  
Vice-Gouverneur

### 1 | 2 | 2 Cabinet du Gouverneur

M. N'SA ELONGO : Directeur de Cabinet

M. MAWAKANI SAMBA : Conseiller en charge  
du Suivi des Relations avec le Gouvernement et les  
Institutions financières Multilatérales ;

M. MALATA KAFUNDA : Conseiller en charge du  
Suivi de la Politique Monétaire ;

Mme NKONDI NSALA : Conseiller en charge de  
la Supervision bancaire et du Suivi des Institutions  
des Micro-Finances ;

M. EKETEBI MOYIDIBA NDJOLI : Conseiller en  
charge des Questions de gestion administrative ;

M. BAGALWA MURHULA : Conseiller en charge  
du Suivi des activités des Entités Provinciales et de la  
mise en cohérence des secteurs de l'économie ;

Mme ILUNGA KABUYA : Conseiller en charge de  
la Coopération régionale et du Suivi de l'assistance  
technique ;

M. N'KAMBUA MUKANKU : Conseiller en charge  
du Suivi de la Maintenance du Système d'Informa-  
tion et de l'implémentation des projets informa-  
tiques ;

M. KIBADHI MBUKA : Conseiller en charge de la  
Communication ;

Mme PUNGU LUAMBA : Conseiller en charge du  
Protocole et des Relations Publiques ;

M. SANGWA LUMBU : Conseiller en charge du  
Suivi des activités des Directions opérationnelles et  
des projets autres que les projets informatiques.

## 1 | 2 | 2 Directions et organes du siège

### Direction générale de la politique monétaire et des opérations bancaires

#### Direction Générale

M. KAYEMBE wa KAYEMBE : Directeur Général

#### Cellule de Coordination de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires

M. BORAUZIMA KABUNGU BOBO : Coordonnateur

#### Direction de la Trésorerie

M. MULAMBA MUSAFIRI : Responsable

Mme KAPIPA BIARUGA : Responsable-Adjoint

#### Direction des Analyses Economiques

M. MWANA NKWARA : Responsable

#### Direction de la Recherche et des Statistiques

M. DJAMBA TAMBWE ELUHU : Responsable

#### Direction des Opérations Bancaires et des Marchés

M. MUGANZA BEYA : Responsable

#### Sous-Direction des Opérations Bancaires

Mme MULENGEZI CHICHIBANJI : Responsable

#### Sous-Direction des Marchés

M. MBOMA NDONGO : Responsable

#### Direction des Systèmes de Paiement

M. SIAZO GINI : Responsable

M. LUBOA NGOVO : Responsable-Adjoint

#### Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers

M. KALUBI KAYEMBE : Responsable

#### Sous-Direction de Contrôle permanent des banques et autres intermédiaires financiers

M. KAVULA MUHETA : Responsable

#### Sous-Direction de Contrôle sur place

M. KALOMBO NSENDA : Responsable

#### Sous-Direction de Contrôle permanent de la Micro- finance

Mme NDAYA ILUNGA : Responsable

## Direction générale de l'administration et services techniques

### Direction Générale

M. MOSEI NSAMBI : Directeur Général

### Cellule de Coordination de la Direction Générale de l'Administration et Services Techniques

M. KAFUMBA WA KISUMBULE : Coordonnateur

### Direction des Ressources Humaines

Mme KAHAMBA SALIMA : Responsable

Mme EBAMBA NYALIWANGA : Responsable-Adjoint

### Direction de la Comptabilité et du Budget

M. OKENDE NGONGO : Responsable

M. UNYON PEWU ALI NEGA : Responsable-Adjoint

### Direction de l'Administration Générale

M. MUKINAYI TSHIMANGA : Responsable

M. MUNTU MAKUMBU : Responsable-Adjoint

### Sous-Direction des Approvisionnements

M. MASANGU ILUNGA : Responsable

### Direction de l'Informatique

M. BOLIPOMBO MBOMBO : Responsable

### Sous-Direction du Développement et Maintenance

M. BOSONGA EKILA : Responsable

### Sous-Direction de l'Infrastructure

M. BOFALA BEKANGA : Responsable

### Direction Juridique

M. RAMAZANI MWAMBO : Responsable

Mme LUNDULA SIFA : Responsable-Adjoint

## Structures autonomes

### Audit Interne

Mme SHABANI ANIFA : Auditeur Général

### Sous-Direction de Contrôle et Conformité

M. MPUNGA TSHIYOMBO : Responsable

### Sous-Direction de la Gestion des Risques

M. GERE KWAGALEME : Responsable

## Direction de l'Organisation et Planification

M. LUSAMBA NTUMBA : Responsable

## Direction de la Coordination du Réseau des Entités Provinciales

M. MUDIAYI MPINGA : Responsable

M. NTAMBUKA ZABIKA : Responsable-Adjoint

## Sous-Direction de la Sécurité du Siège et des Entités provinciales

M. BISIMWA NYUNDA : Responsable

## Caisse de Retraite

M. MUKIZA MUHIMA : Coordonnateur

## Hôtel des Monnaies

M. IPANGA MUNENGE : Directeur Responsable

## Sous-Direction de Contrôle et Sécurité de l'Hôtel des Monnaies

M. MUAMBA KABOTO : Responsable

## Direction Technique

M. NGONGO NGOYI BOSADI : Responsable

## Sous-Direction de la Production des Billets de banque

M. LYONZE MWILA : Responsable

## Sous-Direction de la Production des Documents de Sécurité

M. MASUMBUKO NGWENA : Responsable

## Sous-Direction de la Maintenance

M. MBANGU KASALUMUNA : Responsable

## Direction Commerciale

M. ILUNGA KAHIMBA : Responsable

## Directions provinciales

### Direction Provinciale de Lubumbashi

M. SANGWA MULOBEWA : Responsable

M. MATONDO MBWANGI : Responsable-Adjoint

### Direction Provinciale de Mbuji-Mayi

M. IMIDY PENE MALEMBA : Responsable

M. KALOMBO NTUMBA : Responsable-Adjoint

### Direction Provinciale de Kananga

M. LENGWE BIN KAUMBA : Responsable

M. SAKUNGU KAKOLA : Responsable Adjoint

**Direction Provinciale de Matadi**

M. YUMA BIN YUMA : Responsable

M. KABASELE TSHIPAMBA : Responsable-Adjoint

**Direction Provinciale de Bandundu**

M. KANDOLO DIAMAWA : Responsable

M. KAMPANGA KATEMBWE : Responsable-Adjoint

**Direction Provinciale de Mbandaka**

M. MABAKU KINSUMUNA : Responsable

M. UMBA DIBWE : Responsable-Adjoint

**Direction Provinciale de Kisangani**

M. AISSI YUMA MWANA : Responsable

M. BENGHEHYA NAMWIJIMA : Responsable-Adjoint ad intérim

**Direction Provinciale de Bukavu**

M. TSHILLATA TSHAHWA : Responsable

M. SAIDI KIBANDWA : Responsable Adjoint

**Direction Provinciale de Goma**

M. MULONGO KIBAWA : Responsable

M. MALEMP A BOSHABO : Responsable-Adjoint

**Direction Provinciale de Kindu**

M. NTAHONSIGAYE RUGIRA : Responsable

M. ADEITO KEMISA : Responsable-Adjoint

**Agences autonomes**

**Agence de Boende**

M. BOTAKA BOKANGA : Chef d'Agence

**Agence de Boma**

M. ONOYA KAHODI : Chef d'Agence

**Agence de Bumba**

M. KUMBU BADIANGA : Chef d'Agence

**Agence de Gbadolite**

M. KOYAKONZI AHONZIALA : Chef d'Agence

**Agence d'Ilebo**

M. TSHIBUABUA WA TSHIBUABUA : Chef d'Agence

**Agence d'Inongo**

M. EBENGO IYUMBUTA : Chef d'Agence

**Agence de Kalemie**

M. KABANGE NGOIE : Chef d'Agence

**Agence de Kamina**

M. KABALA NSENGA : Chef d'Agence

**Agence de Kasumbalesa**

Mme MUANJI BAPANGE : Chef d'Agence

**Agence de Kikwit**

M. MUYEBA KADENGA : Chef d'Agence

**Agence de Kongolo**

M. MUYUMBA KAHOZI : Chef d'Agence

**Agence de Tshikapa**

M. LAVU TALA TULA : Chef d'Agence

**Agence de Zongo**

M. BULAMBO MUKINGI : Chef d'Agence

**Agence de Buta**

M. KOMBO NGUKA : Chef d'Agence

## 2 | Activités de la banque

### 2 | 1 Gestion fiduciaire

En 2020, les prévisions des émissions monétaires ont été arrêtées à 720,0 milliards de CDF dans la programmation y relative, en proportion de 240,0 milliards pour les émissions à réaliser aux guichets du Siège et 480,0 milliards pour celles au profit des Entités Provinciales, soit respectivement 33,3 % et 66,7 %.

Quant aux destructions des billets impropres à la circulation, elles se sont inscrites en baisse durant l'exercice, expliquée principalement par le niveau marginal de destruction dans les provinces et la suspension du broyage au Siège, suite à la pandémie de Covid-19.

S'agissant des mouvements des fonds aux guichets du Siège, ils se sont traduits par des baisses tant au niveau des versements que des retraits.

#### 2 | 1 | 1 Emissions et destructions des signes monétaires

En 2020, les émissions monétaires ont enregistré une hausse comparativement à l'année précédente.

#### Emissions monétaires brutes

En 2020, les émissions monétaires se sont établies à 830,6 milliards de CDF en dépassement de 110,6 milliards par rapport aux prévisions et en progression de 38,2 % par rapport aux réalisations de 2019.

Cette situation est expliquée par l'importance des émissions au niveau des Entités Provinciales, sur fond d'un accroissement sensible des besoins en numéraire desdites Entités, suite notamment à la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19.

Tableau 2 | 1 Evolution des émissions monétaires  
(en milliards de CDF)

Rubrique	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2019	23,2	54,2	11,4	77,6	15,1	80	17,3	70,5	22,3	88,8	24,6	116,2	601,1
2020	10	77,6	26	137,2	36,8	151	30,9	116,1	34,4	98,1	43,4	69,1	830,6
Variation	-13,2	23,4	14,6	59,6	21,7	71	13,6	45,6	12,1	9,3	18,8	-47,1	229,5

Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, la part des billets neufs destinée aux paiements au siège est passée de 30,5 % à 26,0 %, d'une année à l'autre, tandis que celle affectée aux envois en provinces a été de 74,0 % contre 69,5 % en 2019.

Tableau 2 | 2 Répartition des billets émis entre Siège et Entités Provinciales  
(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2020	Siège	10	16,2	26	39,2	21,3	11,8	21,9	14,4	15,7	11,2	11,7	16,9	216,2
	Provinces	-	61,4	-	98	15,5	139,2	9	101,8	18,7	87	31,7	52,2	614,4
	<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>77,6</b>	<b>26</b>	<b>137,2</b>	<b>36,8</b>	<b>151</b>	<b>30,9</b>	<b>116,1</b>	<b>34,4</b>	<b>98,1</b>	<b>43,4</b>	<b>69,1</b>	<b>830,6</b>
2019	Siège	11,7	11,5	11,4	13,5	14,1	14,7	17,2	15,9	16,3	13,8	21	22,3	183,3
	Provinces	11,5	42,7	-	64,1	1,1	65,4	0,1	54,6	6	75	3,6	93,9	417,9
	<b>Total</b>	<b>23,2</b>	<b>54,2</b>	<b>11,4</b>	<b>77,6</b>	<b>15,1</b>	<b>80</b>	<b>17,3</b>	<b>70,5</b>	<b>22,3</b>	<b>88,8</b>	<b>24,6</b>	<b>116,2</b>	<b>601,1</b>
Variation	Siège	-1,7	4,8	14,6	25,7	7,2	-2,9	4,7	-1,6	-0,6	-2,6	-9,4	-5,4	33
	Provinces	-11,5	18,7	-	33,9	14,4	73,8	8,9	47,2	12,7	12	28,1	-41,7	196,5
	<b>Total</b>	<b>-13,2</b>	<b>23,5</b>	<b>14,6</b>	<b>59,6</b>	<b>21,6</b>	<b>71</b>	<b>13,6</b>	<b>45,6</b>	<b>12,1</b>	<b>9,3</b>	<b>18,7</b>	<b>-47,1</b>	<b>229,5</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

En outre, dans le total des décaissements, la part de ceux en faveur des banques agréées demeure prépondérante, attestant le fait que ces dernières constituent le canal privilégié pour la mise en circulation des billets neufs. Cette part est de 86,3 % du total des décaissements en 2020 contre 81,8 % en 2019.

Tableau 2 | 3 Répartition des paiements en billets neufs aux guichets du Siège  
(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2020	du Trésor	-	0,4	-	1,3	-	0	-	-	0	0	-	-	1,7
	de la BCC	1,7	2,9	1,9	7	4,3	4,1	2,8	-	0	0,4	0,9	1	27
	des Banques des Particuliers	8,3	12,8	24,1	30,9	16,6	7,4	19,2	14,3	15,7	10,7	10,8	15,9	186,7
	<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>16,2</b>	<b>26</b>	<b>39,2</b>	<b>21,3</b>	<b>11,8</b>	<b>21,9</b>	<b>14,4</b>	<b>15,7</b>	<b>11,2</b>	<b>11,7</b>	<b>16,9</b>	<b>216,2</b>
2019	du Trésor	-	-	-	-	-	-	-	0,4	-	-	-	0	0,4
	de la BCC	3,9	3,3	2,4	2,2	0,5	2,5	3,5	1,5	2	1,5	1,5	7,4	32,2
	des Banques des Particuliers	7,7	8,1	8,9	11,2	13,5	12,2	13,7	13,9	14,1	12,3	19,5	14,9	149,9
	<b>Total</b>	<b>11,7</b>	<b>11,5</b>	<b>11,4</b>	<b>13,5</b>	<b>14,1</b>	<b>14,7</b>	<b>17,2</b>	<b>15,9</b>	<b>16,1</b>	<b>13,9</b>	<b>21</b>	<b>22,3</b>	<b>183,3</b>
Variation	du Trésor	-	0,4	-	1,3	-	0	-	-0,4	0	0	-	0	1,3
	de la BCC	-2,2	-0,4	-0,6	4,8	3,8	1,7	-0,8	-1,5	-2	-1	-0,6	-6,4	-5,2
	des Banques des Particuliers	0,6	4,8	15,2	19,6	3,1	-4,7	5,5	0,4	1,6	-1,6	-8,7	1	36,8
	<b>Total</b>	<b>-1,7</b>	<b>4,8</b>	<b>14,6</b>	<b>25,7</b>	<b>7,2</b>	<b>-2,9</b>	<b>4,7</b>	<b>-1,6</b>	<b>-0,4</b>	<b>-2,8</b>	<b>-9,4</b>	<b>-5,4</b>	<b>33</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

S'agissant des coupures, il y a lieu de relever que trois des huit coupures qui ont été émises en 2020 ont enregistré des réalisations au-delà des montants prévus. Il s'agit des coupures de 20.000 FC, 10.000 FC et 1.000 FC, avec des taux d'exécution respectifs de 179,6 %, 137,4 % et 132,5 %.

La coupure modale de 1.000 FC a été émise à concurrence de 27,3 % en valeur et 39,7 % en volume, par rapport aux réalisations globales au 31 décembre 2020.

En valeur, les taux d'exécution des émissions en coupures de 50 FC à 500 FC et 5.000 FC ont été en dessous de 100,0 %, du fait de l'insuffisance des stocks.

Tableau 2|4 Ventilation par coupure des émissions monétaires  
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

Coupure	Programmation		Réalizations		Ecart		Taux d'exécution (Valeur)
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	
20 000 FC	120 400,00	6	216 180,00	10,8	95 780,00	4,8	179,60 %
10 000 FC	126 200,00	12,6	173 450,00	17,3	47 250,00	4,7	137,40 %
5 000 FC	135 800,00	27,2	109 815,00	22	-25 985,00	-5,2	80,90 %
1 000 FC	171 300,00	171,3	226 919,00	226,9	55 619,00	55,6	132,50 %
500 FC	137 000,00	274	90 597,00	181,2	-46 403,00	-92,8	66,10 %
200 FC	16 300,00	81,5	8 140,60	40,7	-8 159,40	-40,8	49,90 %
100 FC	8 400,00	84	3 697,30	37	-4 702,70	-47	44,00 %
50 FC	4 600,00	92	1 788,40	35,8	-2 811,60	-56,2	38,90 %
<b>Total</b>	<b>720 000,00</b>	<b>748,6</b>	<b>830 587,30</b>	<b>571,7</b>	<b>110 587,30</b>	<b>-176,9</b>	<b>115,40 %</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

## Destructions des signes monétaires

Le montant des billets impropres détruits en 2020 a été de 60,0 milliards de CDF, représentant un volume de 143,7 millions de billets, contre 379,1 milliards de CDF, soit 517,3 millions des billets, en 2019. Cette régression s'explique par le très faible niveau des destructions en provinces, notamment à Bukavu et Mbandaka, combiné à la suspension des broyages au Siège d'avril à août 2020, suite à la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19.

Tableau 2|5 Evolution des destructions des billets impropres à la circulation  
(en milliards de CDF)

Année	Rubrique	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2020	Siège	9,3	12,6	9,8	1,2	-	-	-	-	7,2	8,4	7,5	3,3	59,5
	Provinces	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,5
	<b>Total</b>	<b>9,3</b>	<b>12,6</b>	<b>9,8</b>	<b>1,2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7,2</b>	<b>8,4</b>	<b>7,5</b>	<b>3,8</b>
2019	Siège	5,1	4,6	4,7	4,3	10,6	7,4	6,5	13,6	13,2	16,7	13,4	14,9	115,2
	Provinces	-	0	115,4	25,7	23,6	20,9	20,4	-	-	15,4	25,2	17,3	263,9
	<b>Total</b>	<b>5,1</b>	<b>4,7</b>	<b>120,2</b>	<b>30,1</b>	<b>34,1</b>	<b>28,3</b>	<b>26,9</b>	<b>13,6</b>	<b>13,2</b>	<b>32,2</b>	<b>38,6</b>	<b>32,2</b>	<b>379,1</b>
Variation	Siège	4,2	8	5,1	-3,1	-10,6	-7,4	-6,5	-13,6	-6	-8,3	-5,9	-11,6	-55,7
	Provinces	-	0	-115,4	-25,7	-23,6	-20,9	-20,4	-	-	-15,4	-25,2	-16,8	-263,4
	<b>Total</b>	<b>4,2</b>	<b>8</b>	<b>-110,3</b>	<b>-28,9</b>	<b>-34,1</b>	<b>-28,3</b>	<b>-26,9</b>	<b>-13,6</b>	<b>-6</b>	<b>-23,7</b>	<b>-31,1</b>	<b>-28,4</b>	<b>-319,1</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

Entre les deux années, l'on note une diminution en valeur et en volume des billets impropres détruits pour toutes les coupures. Cette baisse a été plus importante en coupure de 500 FC, soit 86,9 millions de CDF pour 173,8 millions de billets.

Tableau 2|6 Ventilation par coupure des destructions des billets impropres à la circulation  
(en millions de CDF et en millions de billets)

Coupure	2019		2020		Variation	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	50 370,10	2,5	4 250,00	0,2	-46 120,10	-2,3
10 000 FC	53 484,00	5,3	5 465,00	0,5	-48 019,00	-4,8
5 000 FC	46 330,30	9,3	1 935,00	0,4	-44 395,30	-8,9
1 000 FC	100 513,90	100,5	19 887,00	19,9	-80 626,90	-80,6
500 FC	106 929,80	213,9	20 018,00	40	-86 911,80	-173,8
200 FC	13 106,30	65,5	4 670,40	23,4	-8 435,90	-42,2
100 FC	4 897,80	49	1 623,20	16,2	-3 274,70	-32,7
50 FC	3 416,30	68,3	2 152,80	43,1	-1 263,50	-25,3
20 FC	45,9	2,3	-	-	-45,9	-2,3
10 FC	7,1	0,7	-	-	-7,1	-0,7
<b>Total</b>	<b>379 101,60</b>	<b>517,3</b>	<b>60 001,40</b>	<b>143,7</b>	<b>-319 100,20</b>	<b>-373,6</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

## Emissions monétaires nettes

Les émissions monétaires nettes se sont fortement accrues de 247,1 %, se chiffrant à 770,6 milliards de CDF à fin décembre 2020 contre 222,0 milliards en 2019. La baisse sensible des destructions des billets impropres à la circulation explique principalement cette évolution à la hausse des émissions nettes.

Tableau 2|7 Evolution des émissions monétaires nettes  
(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2020	Emissions brutes	10	77,6	26	137,2	36,8	151	30,9	116,1	34,4	98,1	43,4	69,1	830,6
	Destructions	9,3	12,6	9,8	1,2	-	-	-	-	7,2	8,4	7,5	3,8	60
	Emissions nettes	0,7	65	16,2	136	36,8	151	30,9	116,1	27,2	89,7	35,9	65,2	770,6
2019	Emissions brutes	23,2	54,2	11,4	77,6	15,1	80	17,3	70,5	22,3	88,8	24,6	116,2	601,1
	Destructions	5,1	4,7	120,2	30,1	34,1	28,3	26,9	13,6	13,2	32,2	38,6	32,2	379,1
	Emissions nettes	18,1	49,5	-108,8	47,6	-19	51,7	-9,6	56,9	9,1	56,6	-14	83,9	222
Variation	Emissions brutes	-13,2	23,5	14,6	59,6	21,6	71	13,6	45,6	12,1	9,3	18,7	-47,1	229,5
	Destructions	4,2	8	-110,3	-28,9	-34,1	-28,3	-26,9	-13,6	-6	-23,7	-31,1	-28,4	-319,1
	Emissions nettes	-17,4	15,5	125	88,5	55,7	99,3	40,5	59,3	18,1	33,1	49,8	-18,7	548,6

Source : Banque Centrale du Congo.

## 2|1|2 Mouvements de fonds aux guichets du siège

### Versements

Au terme de l'année 2020, les versements effectués aux guichets du Siège se sont établis à 644,5 milliards de CDF contre 769,4 milliards une année plus tôt. Ces versements sont dominés par ceux des banques agréées, avec une part évaluée à 95,1 % contre 97,1 % en 2019.

Par ailleurs, bien qu'en baisse de 15,6% par rapport à 2019, les versements en coupure de 1.000 FC ont été les plus importants, représentant 28,9% du montant total des versements de 2020.

Tableau 2|8 Evolution des versements  
(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2020	du Trésor	0,9	1	1	0,4	0,4	0,3	0,5	4,2	4,9	2,2	3,8	4,8	24,4
	de la BCC	0,1	0,1	0,1	0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,9
	des Banques	84	47	50,9	24,1	48,6	58,8	57,3	41,4	51,1	61,3	45,2	42,8	612,7
	des Particuliers	0,6	0,3	0,6	3,8	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	6,5
	<b>Total</b>	<b>85,7</b>	<b>48,4</b>	<b>52,6</b>	<b>28,3</b>	<b>49,4</b>	<b>59,5</b>	<b>58</b>	<b>45,8</b>	<b>56,2</b>	<b>63,7</b>	<b>49,2</b>	<b>47,8</b>	<b>644,5</b>
2019	du Trésor	0,9	1,1	0,8	1,2	1	0,6	0,8	0,8	0,6	0,8	0,7	0,7	9,9
	de la BCC	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0	0	1
	des Banques	89	52,3	59,5	74,2	68,9	60,4	60,8	65,1	67,2	59,4	51,5	39,1	747,4
	des Particuliers	1,7	0,6	0,5	0,5	0,9	0,7	0,8	1,4	1	0,2	0,8	1,9	11,1
	<b>Total</b>	<b>91,7</b>	<b>54</b>	<b>60,9</b>	<b>75,9</b>	<b>70,9</b>	<b>61,8</b>	<b>62,6</b>	<b>67,4</b>	<b>68,9</b>	<b>60,4</b>	<b>53,2</b>	<b>41,6</b>	<b>769,4</b>
Variation	du Trésor	0	-0,1	0,2	-0,8	-0,5	-0,3	-0,3	3,4	4,2	1,4	3,1	4,2	14,5
	de la BCC	0,1	0	0	-0,1	-0,1	-0,1	0	0	0	0	0	0	-0,1
	des Banques	-4,9	-5,3	-8,6	-50,1	-20,3	-1,5	-3,6	-23,6	-16,1	2	-6,3	3,8	-134,7
	des Particuliers	-1,1	-0,2	0,1	3,3	-0,6	-0,5	-0,7	-1,3	-0,8	-0,1	-0,7	-1,8	-4,5
	<b>Total</b>	<b>-6</b>	<b>-5,6</b>	<b>-8,3</b>	<b>-47,7</b>	<b>-21,6</b>	<b>-2,4</b>	<b>-4,6</b>	<b>-21,6</b>	<b>-12,7</b>	<b>3,3</b>	<b>-4</b>	<b>6,2</b>	<b>-124,9</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

Les principales coupures ayant fait l'objet des versements restent celles de 5.000 FC et 50 FC. En effet, les versements en ces coupures se sont accrus respectivement de 108,2% et 31,1%.

Tableau 2|9 Ventilation par coupure des versements  
(en millions de CDF et en millions de billets)

Coupure	2019		2020		Variation	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	205 348,70	10,3	169 152,50	8,5	-36 196,20	-1,8
10 000 FC	182 766,80	18,3	167 793,60	16,8	-14 973,20	-1,5
5 000 FC	9 802,80	2	20 413,80	4,1	10 611,00	2,1
1 000 FC	220 361,30	220,4	185 965,70	186	-34 395,60	-34,4
500 FC	141 382,30	282,8	92 766,40	185,5	-48 615,90	-97,2
200 FC	6 997,10	35	5 494,00	27,5	-1 503,20	-7,5
100 FC	1 794,70	17,9	1 728,60	17,3	-66	-0,7
50 FC	921,1	18,4	1 207,80	24,2	286,7	5,7
<b>Total</b>	<b>769 374,80</b>	<b>605</b>	<b>644 522,40</b>	<b>469,7</b>	<b>-124 852,40</b>	<b>-135,3</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

## Retraits

En 2020, les retraits aux guichets du Siège se sont situés à 958,4 milliards de CDF, soit une régression de 4,7% par rapport à 2019. Cette baisse est justifiée principalement par une chute de 54,4% des retraits pour compte du Trésor Public.

Tableau 2|10 Evolution des retraits  
(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2020	du Trésor	28,4	22,2	20,2	25,1	5,4	5,6	5,6	2,6	5,1	19,8	11,4	22,4	173,8
	de la BCC	9	9,4	9,1	10	6,9	9,7	5,8	6,9	5,4	6,3	5,7	8	92,2
	des Banques	30,6	40,7	77,3	49	44,6	52,3	73,5	69,6	63,6	54,9	52	82	690,1
	des Particuliers	0,3	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	2,3
	<b>Total</b>	<b>68,2</b>	<b>72,5</b>	<b>106,7</b>	<b>84,3</b>	<b>57,2</b>	<b>67,8</b>	<b>85,1</b>	<b>79,2</b>	<b>74,2</b>	<b>81,2</b>	<b>69,3</b>	<b>112,7</b>	<b>958,4</b>
2019	du Trésor	62,5	26	41,1	53,4	37,6	29,7	26,3	26	19,2	25,7	17,9	15,6	381
	de la BCC	7,5	7,5	6,8	7,5	7,9	7,5	8,1	6,4	5	6	7,1	11,4	88,7
	des Banques	24,8	32	33,2	36,7	43,7	43,1	47,4	46,9	41,7	58,5	66,9	57,3	532,2
	des Particuliers	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,7	0,5	0,3	0,6	0,5	0,5	0,3	4
	<b>Total</b>	<b>94,9</b>	<b>65,7</b>	<b>81,2</b>	<b>97,7</b>	<b>89,3</b>	<b>81</b>	<b>82,3</b>	<b>79,6</b>	<b>66,5</b>	<b>90,7</b>	<b>92,4</b>	<b>84,6</b>	<b>1005,6</b>
Variation	du Trésor	-34,1	-3,8	-20,9	-28,3	-32,1	-24,2	-20,7	-23,4	-14,1	-5,9	-6,5	6,8	-207,2
	de la BCC	1,5	1,9	2,3	2,6	-1	2,1	-2,2	0,5	0,4	0,3	-1,4	-3,4	3,5
	des Banques	5,8	8,7	44,1	12,2	0,9	9,2	26,1	22,8	21,9	-3,6	-14,9	24,7	157,9
	des Particuliers	0,1	-0,1	0,1	0,1	0,2	-0,4	-0,4	-0,2	-0,5	-0,4	-0,4	0	-1,7
	<b>Total</b>	<b>-26,7</b>	<b>6,8</b>	<b>25,6</b>	<b>-13,4</b>	<b>-32</b>	<b>-13,3</b>	<b>2,8</b>	<b>-0,4</b>	<b>7,7</b>	<b>-9,5</b>	<b>-23,1</b>	<b>28,1</b>	<b>-47,5</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

En valeur, les retraits en coupure de 1.000 FC sont prépondérants, représentant 31,4%, soit CDF 301,1 milliards du total des retraits en 2020.

L'utilisation de petites coupures (200 FC, 100 FC et 50 FC) demeure faible dans les retraits en 2020. Ces dernières n'ont représenté que 1,0%, soit 10,0 milliards de CDF du montant total des retraits. Cette part était évaluée à 1,2% en 2019.

Tableau 2|11 Ventilation par coupure des retraits aux guichets du Siège  
(en millions de CDF et en millions de billets)

Coupure	2019		2020		Variation	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	262 103,50	13,1	252 615,70	12,6	-9 487,80	-0,5
10 000 FC	243 456,40	24,3	246 505,90	24,7	3 049,50	0,3
5 000 FC	3	0	27 001,10	5,4	26 998,10	5,4
1 000 FC	315 805,50	315,8	301 134,50	301,1	-14 671,00	-14,7
500 FC	172 438,70	344,9	121 146,00	242,3	-51 292,80	-102,6
200 FC	8 185,80	40,9	6 148,40	30,7	-2 037,40	-10,2
100 FC	1 763,90	17,6	2 357,80	23,6	593,9	5,9
50 FC	1 864,60	37,3	1 444,50	28,9	-420,2	-8,4
20 FC	0,2	0	-	-	-0,2	0
<b>Total</b>	<b>1 005 621,60</b>	<b>794</b>	<b>958 353,70</b>	<b>669,3</b>	<b>-47 267,90</b>	<b>-124,7</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

## 2|2 Opérations bancaires dénouées à la Banque Centrale du Congo

En 2020, la République Démocratique du Congo n'a pas été épargnée par la crise sanitaire. Cependant, le volume des opérations dénouées à la Banque Centrale traduit un léger accroissement de l'activité économique au pays, en dépit du ralentissement économique enregistré dans le monde. Cette hausse s'est reflétée par l'accroissement des transactions aux guichets de l'Institut d'Emission.

La Banque Centrale du Congo tient en ses livres les comptes courants des banques agréées en République Démocratique du Congo, en ses qualités de Banque des banques et d'agent de règlement des opérations de Compensation, à travers l'Automated Transfer System, ATS en sigle. Ces comptes ouverts pour les dix-sept banques commerciales agréées et opérationnelles permettent le dénouement des opérations de ces dernières dans les livres de l'Institut d'Emission. Il s'agit des opérations qui impactent les comptes de règlement de ces banques logés dans l'ATS via le compte passerelle de la Banque Centrale du Congo, notamment : les soldes de leurs mouvements journaliers à l'ATS, leurs retraits et versements des espèces aux guichets de la Banque Centrale du Congo, les différents guichets de refinancement leur offerts par cette dernière et toutes les autres transactions passées à la Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, la Banque Centrale du Congo dénoue également des opérations pour d'autres clients dont l'Etat congolais, à travers le Compte général du Trésor et autres sous comptes de l'Etat, certaines entreprises publiques et semi-publiques ainsi que certaines entreprises du secteur privé, les institutions financières non bancaires et les tiers.

### 2|2|1 Transactions des banques aux guichets de la BCC

Au cours de l'exercice 2020, le volume global des transactions des banques commerciales à la Banque Centrale du Congo s'est élevé à 19.358,59 milliards de CDF. Comparé à l'année 2019, ce volume des transactions a connu une hausse de 19,5 %, expliquée essentiellement par la hausse des opérations du Trésor public congolais dénouées aux guichets des banques commerciales.

Tableau 2|12 Volume des transactions des banques effectuées aux guichets de la BCC (en millions de CDF)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	Variation en %
Transactions effectuées via ATS	2 911 536,0	4 080 099,1	10 462 301,9	10 938 119,8	4,5
Transactions initiées par les banques	158 442,5	187 021,2	325 941,1	806 166,2	147,3
Transactions initiées par la BCC	2 753 093,5	3 893 077,9	10 136 360,7	10 131 953,6	-
dont pour compte du Trésor public	5 516 316,6	7 937 498,3	9 067 166,6	9 905 286,0	9,2
Transactions effectuées en espèces	2 913 219,0	5 149 365,9	5 710 322,6	6 382 049,7	11,8
Retraits des espèces	1 257 752,9	2 699 272,3	2 989 531,2	3 468 632,8	16,0
Versements des espèces	1 655 466,1	2 450 093,5	2 720 791,3	2 913 416,9	7,1
Refinancement	8 163 885,0	173 500,0	25 000,0	2 038 429,6	8 053,7
Facilités permanentes accordées	1 017 905,0	-	-	-	-
Prêts à court terme octroyés	7 145 980,0	173 500,0	25 000,0	2 038 429,6	8 053,7
Prêts à moyen terme octroyés	-	-	-	-	-
Autres transactions des banques	360 530,7	-	-	-	-
<b>Total volume des transactions</b>	<b>14 349 170,7</b>	<b>9 402 965,0</b>	<b>16 197 624,4</b>	<b>19 358 599,1</b>	<b>19,5</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

### 2|2|2 Transactions des autres clients aux guichets de la BCC

#### Virements bancaires effectués aux guichets de la BCC

Au cours de l'année 2020, les virements bancaires ordonnés par les titulaires des comptes en les livres de la BCC se sont chiffrés à 5.901.280,0 millions de CDF contre 3.032.778,0 millions de CDF en 2019, en hausse de 94,6 %. Ces virements bancaires sont constitués à 98 % des virements ordonnés par les opérations sur les comptes de l'Etat.

Tableau 2|13 Volume des virements bancaires effectués aux guichets de la BCC (en millions de CDF).

	2017	2018	2019	2020	Variation en %
Virements bancaires ordonnés par l'Etat	2 423 241,1	4 820 547,0	2 924 356,9	5 792 871,5	98,1
Virements bancaires ordonnés par la BCC	85 115,2	50 788,3	55 966,2	73 026,8	30,5
Virements bancaires ordonnés par les autres clients	134 909,0	93 866,6	52 454,9	35 381,7	- 32,5
<b>Total virements bancaires</b>	<b>2 643 265,2</b>	<b>4 965 202,0</b>	<b>3 032 778,0</b>	<b>5 901 280,0</b>	<b>94,6</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

#### Transferts d'espèces effectués aux guichets de la BCC

Les transferts de fonds effectués par les tiers, en utilisant les guichets de la Banque Centrale du Congo en 2020, se sont chiffrés à 67,2 milliards de CDF, soit une hausse de 38,6 % par rapport à 2019.

Cette situation est expliquée principalement par la forte concentration des transferts payés par voie de l'ATS par les messageries financières.

Tableau 2 | 14 Volume des transferts effectués aux guichets de la BCC  
(en millions de CDF)

	2017	2018	2019	2020	Variation en %
Transferts payés via la compensation	34 562,0	27 269,9	24 850,8	39 736,3	59,9
dont transferts des messageries financières	26 693,3	19 101,3	21 292,2	38 816,8	82,3
Transferts payés en espèces	18 050,1	19 995,0	23 626,2	27 463,8	16,2
Total	52 612,1	47 264,9	48 476,9	67 200,1	38,6

Source : Banque Centrale du Congo.

## 2 | 3 Gestion des réserves de change

La mission de détenir et de gérer les réserves officielles de change de la République est conférée à la Banque Centrale du Congo, par la Loi Organique n° 18/027 du 13 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, en son article 10.

Par ce fait, la Banque Centrale du Congo assure la bonne tenue et gestion des avoirs en devises de la RDC, avec comme objectif principal de préserver sa valeur afin de répondre aux besoins à court terme de couverture des dettes extérieures de l'Etat. C'est à travers la maîtrise de ses sources d'accumulation que la Banque pourra mettre en place des mesures devant permettre d'atteindre le niveau d'adéquation des réserves de change.

La gestion des réserves internationales de la République Démocratique du Congo par la Banque Centrale du Congo s'articule autour d'un cadre fonctionnel et organisationnel répondant aux exigences internationales en la matière, ainsi qu'un portefeuille de devises dont l'allocation stratégique est fonction des priorités du pays.

### 2 | 3 | 1 Cadre fonctionnel et structurel

La Banque Centrale du Congo, avec l'assistance technique de la Coopération allemande à travers son agence « GIZ », avait définie au cours de l'année 2012 l'organisation et la politique générale de gestion des réserves de change. C'est à cette occasion que fut signé l'Ordre de Service n° 226/12 du 30 novembre 2012 relatif à la Création du Comité de Gestion des Réserves de Change, CGRC en sigle.

Ainsi, l'organisation générale de la gestion des réserves est faite par certains organes de la Banque repartis à trois niveaux de gestion : (i) Niveau stratégique, niveau tactique et niveau opérationnel, de la manière suivante :

- Niveau stratégique: Conseil de la Banque, présidé par le Gouverneur ;
- Niveau tactique: Comité de gestion des réserves de change, présidé par le Directeur Général chargé de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires ; et
- Niveau opérationnel: Direction des Opérations Bancaires et des Marchés, servant également de Secrétariat technique du Comité de Gestion des Réserves de Change.

### 2 | 3 | 2 Gestion des réserves internationales par la BCC

La gestion des réserves internationales à la BCC est conduite selon les principes en la matière, en partant d'un Benchmark proposé, dans le respect des orientations et recommandations reçues du Comité de gestion des réserves de change, après validation par le Conseil de la Banque.

Afin de se prémunir contre les risques de change et de contrepartie, en 2020, les réserves de la Banque Centrale du Congo, constituées principalement en dollar américain et dans une moindre mesure en euro, sont restées logées dans des comptes ouverts auprès de la Banque des Règlements Internationaux (BRI).

### Volume des avoirs extérieurs bruts et réserves de la BCC

Les avoirs extérieurs détenus par la Banque Centrale du Congo se sont établis à 1.414,1 millions de USD à fin 2020, enregistrant une accumulation de 221,1 millions, par rapport à fin 2019. Cette hausse est consécutive aux rachats des devises auprès du Trésor public, ainsi qu'aux appuis budgétaires reçus du FMI et de la BAD, dans le cadre de la riposte à la crise sanitaire, respectivement de 361 millions et de 71 millions de USD.

Les réserves internationales de la RDC se sont situées à 708,9 millions de USD à fin 2020. Elles représentent 50,1 % des avoirs extérieurs de la République, le reste étant détenu en comptes RME auprès des banques locales.

Il convient de relever que les rachats des devises issues des recettes publiques ont constitué 86 % des recettes en devises en 2020 contre 59,4 % en 2019. Aussi, les rachats nets auprès du Trésor public (Rachats des recettes publiques encaissées en monnaies étrangères déduits des dépenses de l'Etat payées en devises) ont consommé les réserves internationales de 138 millions de USD en 2020

**Tableau 2 | 15 Evolution des réserves de la BCC  
(en millions de USD)**

	2017	2018	2019	2020	Variation en %
Avoirs extérieurs bruts	844,0	879,0	1 193,0	1 414,1	18,5
Réserves internationales	718,0	665,3	1 141,3	708,9	37,9
Réserves de change	605,6	647,8	1 058,9	669,7	36,8

Source : Banque Centrale du Congo.

### Allocation stratégique des réserves internationales

En 2020, les réserves internationales de la RDC étaient constituées à 95 % du dollar américain, venant de 93 % en 2019. La détention des réserves de change essentiellement en dollar américain, devise de référence, permet de se couvrir contre le risque de change.

**Tableau 2 | 16 Composition des réserves internationales de la BCC  
(en pourcentage du total)**

	Code ISO	2017	2018	2019	2020
Dollar américain	USD	88,0	97,0	93,0	95,0
Dollar australien	AUD	-	-	-	-
Droits de tirage spéciaux	XDR	11,0	2,0	5,0	3,0
Euro	EUR	1,0	1,0	2,0	2,0
<b>Total</b>		<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

## 2 | 4 Systèmes national de paiement

Ce chapitre s'articule autour de quatre points ci-après :

- (xi) évolution des activités du système de transfert automatisé (ATS) et du dépositaire central des titres (CSD) ;
- (xii) mise en œuvre des projets ;
- (xiii) difficultés rencontrées et pistes de solutions ;
- (xiv) perspectives.

### 2 | 4 | 1 Evolution des activités du système ATS et du CSD

Au cours de l'année 2020, le système ATS a été marqué par une contreperformance imputable principalement à la suspension du règlement en monnaies étrangères dans l'ATS, le temps d'examiner le dispositif de lutte contre le financement du terrorisme et le blanchement des capitaux pour son amélioration ou renforcement éventuel. En effet, au cours de cet exercice, le système ATS a reçu et traité un volume global de 265.411 ordres de paiement revenant

de 427.654 ordres de paiement enregistrés une année auparavant, soit un repli drastique de 37,9 %.

Ce volume annuel se compose de 260.324 opérations en monnaie nationale contre 254 462 opérations enregistrées une année avant, soit 2,3 % d'accroissement et de 5.087 opérations libellées en devises étrangères (USD et Euro) contre 173 192 transactions traitées au cours de l'année 2019, soit une importante baisse de 97 %. Sur ce volume de transactions traité dans l'ATS au cours de l'année sous analyse, 253.360 instructions ont été réglées avec succès, dont 252.430 en monnaie nationale, 876 transactions en USD et 54 transactions en EUR, soit un taux de succès de 95,46 %.

Pour l'année 2020, le système ATS a fonctionné avec 16 banques dont 953 utilisateurs ont été actifs et l'évolution de ses activités a connu trois phases ci-après :

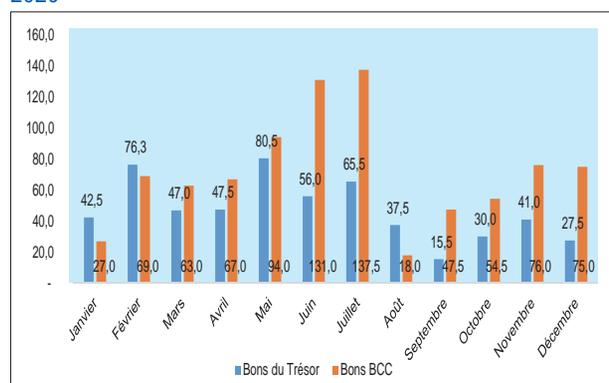
- (i) au premier trimestre, une évolution positive de l'activité du système ATS avec le dénouement de 63.982 ordres de paiement en CDF pour une valeur globale de 7.867,7 milliards, 876 instructions en dollar américain pour un montant de 502.613.851,62 et 54 ordres de paiement en euro pour une valeur de 35.258.696,76 ;
- (ii) au deuxième trimestre, un ralentissement du volume d'activités, suite à la suspension totale du compartiment en monnaies étrangères et le contexte de la persistante de la crise sanitaire. En effet, un volume de 56.776 instructions d'une valeur globale de 5.425 milliards de CDF a été réglé au cours de ce trimestre contre une moyenne trimestrielle de 61.158 ordres de paiement notée au cours de l'exercice précédent ;
- (iii) au troisième et quatrième trimestre, une évolution dense dans le système ATS, considérant le dénouement respectivement de 65.766 et 66.836 instructions de paiement libellées en CDF ;
- (iv) les taux de rejet financier et technique pour l'ensemble de l'année sont respectivement de 0,69 %, inférieur au seuil de 1 % et de 5,29 %, légèrement au-dessus du seuil normatif de 5 %. Le dépassement du taux des rejets techniques est expliqué par un nombre très élevé des rejets dans le compartiment en monnaies étrangères au cours du premier trimestre, s'établissant ainsi à 4.149 rejets dus au non-respect de la date valeur des instructions.

S'agissant du Dépositaire Central des Titres (CSD), il sied d'indiquer que l'activité d'émission des titres s'est déroulée

normalement de janvier à juillet 2020, période durant laquelle il a été levé les montants totaux en CDF de 415,3 milliards pour le Bons du Trésor et 588,5 milliards pour le Bons BCC. Cependant, pour la période allant du mois d'août à décembre 2020, il a été noté une contraction des émissions, justifiée par l'impact négatif de la crise sanitaire sur l'environnement économique national. La valeur des émissions dans cette seconde phase s'est élevée, en CDF, à 151,5 milliards pour le Bon du Trésor et 271 milliards pour le Bon BCC.

Ainsi, l'ensemble d'émissions durant l'année sous examen a atteint la valeur de 566,8 milliards de CDF pour le Bon du Trésor et de 859,5 milliards pour le Bon BCC. Les graphiques ci-dessous retracent lesdites émissions sur une base mensuelle.

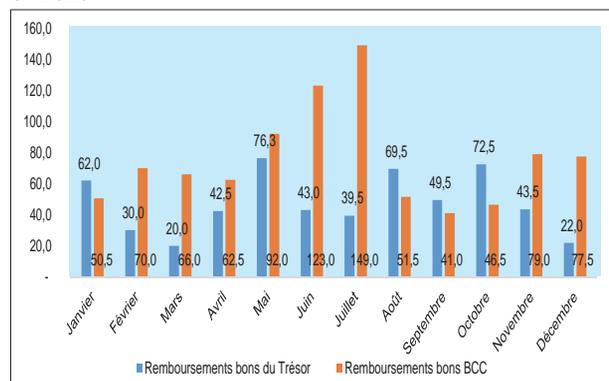
Graphique 2 | 1 Emissions Bon du Trésor et Bon BCC en 2020



Source : Banque Centrale du Congo.

Au titre de remboursement, il sied de relever qu'il a été enregistré au cours de l'année 2020 un montant total, en CDF, de 570,3 milliards pour le Bon du Trésor et 908,5 milliards en ce qui concerne le Bon BCC. Les détails des remboursements par mois sont repris dans les histogrammes ci-après :

Graphique 2 | 2 Remboursements Bon du Trésor et Bon BCC en 2020



Source : Banque Centrale du Congo.

Aussi, importe-t-il d'indiquer que l'encours dans le système CSD au 31 décembre 2020 s'est établi, en CDF, à 108,5 milliards pour le Bon du Trésor et 15 milliards pour le Bon BCC. En outre, il sied d'indiquer que l'année 2020 a été également marquée par la publication de l'Instruction n°46 définissant notamment les principes directeurs de démarchage d'ouverture et de tenue des comptes-titres. Cette Instruction consacre l'ouverture du marché des valeurs du Trésor aux tiers, clients professionnels et non professionnels dans le cadre de l'élargissement de la base d'investisseurs.

A la faveur de la publication de l'Instruction susmentionnée, quatre banques (UBA, ACCESS BANK, FBN BANK et BCDC) ont sollicité et reçu le statut de teneur conservateur afin d'intégrer dans leurs institutions respectives l'activité de gestion des titres de leurs clients. Dans ce cadre, il a été enregistré en 2020, pour la première fois, la participation au marché des valeurs du Trésor d'un client investisseur institutionnel, à hauteur de 5 milliards de CDF.

Enfin, il sied de relever que la Banque Centrale, en sa qualité d'Agence Nationale de Codification, a procédé durant l'année sous examen à l'attribution de 48 codes-titres pour le Bon du Trésor et 154 pour le Bon BCC.

## 2 | 4 | 2 Mise en œuvre des projets

Durant l'année 2020, la Banque Centrale a poursuivi la mise en œuvre du projet de modernisation de système national de paiement, à travers deux structures de gouvernance dénommées projet de modernisation du système national de paiement (PROMOSYS) et projet monétique national (PROMONAT).

Pour ce qui est du PROMOSYS, il convient de souligner la finalisation, durant l'année sous revue, des travaux relatifs au recouvrement des recettes de l'Etat par voie d'avis de crédit dans l'ATS, dont la mise en production effective a eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Par ailleurs, le Projet s'attèle à la poursuite des différentes activités, dont notamment :

- i. la mise en place de l'instrument Prélèvement automatique;
- ii. le développement de l'appliquet de la paie individuelle des agents BCC à travers le Système ATS;
- iii. l'adaptation du système CSD pour la prise en charge de (1) la codification de l'instrument Bon BCC, (2) du nouveau guichet prêt spécial et (3) la prise en charge de l'instrument des titres indexés au taux de change;

- iv. la mise en place d'un cadre opérationnel de surveillance avec le concours du Cabinet Africa Capital;
- v. l'implémentation de la Centrale des Incidents de Paiement.
- vi. Quant au projet PROMONAT, il sied de relever que durant l'année 2020, la Banque Centrale a publié deux textes réglementaires se rapportant à la monétique, à savoir :
  - i. l'Instruction n°42 du 09 mars 2020 relative aux règles applicables à la Monétique en RDC;
  - ii. l'Instruction n°48 du 20 novembre 2020 en rapport avec les règles de fonctionnement du Switch Monétique National.
  - iii. Il sied de relever que la fin de l'année 2020 a été marquée par le lancement officiel du Switch monétique national et du Centre de personnalisation des cartes de la Banque Centrale du Congo, en date du 23 décembre 2020, avec 4 banques ci-après : Access bank, BOA, UBA et Sofibanque.

Pour la gestion quotidienne des activités de ces infrastructures des marchés financiers, suivant l'ordre de service n° 180 du 28 octobre 2020, le service Centre de Traitement Monétique National a été créé au sein de la Banque Centrale du Congo dont les grandes attributions sont :

- i. L'interbancaire monétique entre les différentes institutions financières participant au switch monétique national;
- ii. L'interopérabilité totale et complète des services de paiements ou financiers entre ses membres;
- iii. L'interfaçage avec les réseaux de paiement internationaux, régionaux et les processeurs tiers;
- iv. La personnalisation et la logistique des cartes bancaires aux standards EMV (Europay Mastercard Visa) ;
- v. La compensation des transactions monétiques et électroniques admises sur le switch monétique national;
- vi. La gestion des litiges entre les membres;
- vii. La gestion de l'ensemble des applications et infrastructures du Switch monétique national;
- viii. Le développement et l'intégration des services à valeur ajoutée;
- ix. L'archivage électronique des données monétiques;
- x. La définition des spécifications de la carte Mosolo;
- xi. La certification des cartes Mosolo émises par les différents membres.

Au 31 décembre 2020, soit pendant la première semaine de son fonctionnement, le Switch Monétique National a enregistré 350 transactions dont 105 retraits, 37 paiements et 208 demandes de solde. Au titre de test Pilote, et en attendant la personnalisation des cartes bancaires sur demande des banques de la place, la BCC a personnalisé dans son centre 20 cartes bancaires sous le nom Mosolo pour le compte de AccessBank et Sofibanque. Ces cartes ont servi pour le dénouement des premières transactions financières initiées par ses porteurs, qui sont principalement les agents de la Banque Centrale du Congo, sur le réseau national de paiement de la RDC, dénommé MOSOLO

L'état d'avancement des travaux d'intégration des autres banques devant participer au Switch monétique national se présente comme suit :

- i. deux banques (Ecobank et Afriland bank) ont finalisé les tests d'intégration et sont en cours de migration pour la phase Pilote;
- ii. cinq banques (BGFI Bank, TMB, Rawbank, FBN Bank, Equity BCDC) sont dans la phase de tests UAT;
- iii. une banque (Citi bank) s'attèle au développement des interfaces de connexion au Switch monétique national;
- iv. trois banques (Advansbank, Solidaire banque, Standard Bank) n'ont pas à ce jour démarré le projet d'intégration au Switch monétique national.
- v. Pour ce qui est de la surveillance des systèmes et instruments de paiement, comme souligné ci-haut, l'année a été marquée par le recrutement du Cabinet international, AFRICAPITAL CONSULTING, avec lequel la Banque Centrale du Congo a signé le contrat de prestation intellectuelle n°11/CM/BCC/2020 pour la conception et la mise en œuvre d'un cadre opérationnel de surveillance des systèmes et instruments de paiement en RDC. En application des dispositions dudit contrat, le Cabinet précité a produit le premier lot de documents attendus. Il s'agit :
  - i. du rapport initial;
  - ii. du rapport sur le renforcement de la fonction de surveillance au sein de la BCC;
  - iii. des lignes directrices du cadre opérationnel de surveillance.

En outre, dans le cadre de l'appel à candidature pour le concours «RDC-innovations et services financiers» initié par la BCC et FSD Africa, sous un financement de la coopération britannique (UKAID), il a été procédé à la sélection de 6 candidats pour les deux volets, à savoir : (1)

l'innovation pour le développement économique et social, et (2) l'innovation pour la solidarité. Les 6 entreprises sélectionnées bénéficieront d'un financement de l'UKAID pour entamer la phase de prototypage. Parallèlement, l'UKAID a financé une formation des experts désignés de la Direction des Systèmes de Paiement dans le domaine de la régulation de l'innovation à l'Université de Cambridge.

En ce qui concerne les activités relatives aux agréments et autorisations, 17 autorisations et agréments ont été délivrés pour la mise en œuvre des services innovants dont cinq (5) aux banques commerciales (Access, Afriland, UBA, BCDC, RAWBANK), une (1) à l'institution de Microfinance (FINCA) et onze (11) aux agrégateurs (ABC PAYMENT, AGIS SA, AVADA, BAOBAB, CINETPAY, ECD, INFOSET, MSF Africa RDC, OKAPI, SWIM-IT, WOLF TECHNOLOGY).

S'agissant de la Centrale des Incidents de Paiement (CIP), un projet d'Instruction de la Banque Centrale du Congo est en rédaction, en vue de l'application effective des activités de prévention et de centralisation des incidents de paiement pour assurer le bon fonctionnement de Système National de Paiement.

En résumé, les niveaux de réalisation des travaux pour la mise en œuvre des projets majeurs de la BCC, dans le cadre du projet système national de paiement sont déclinés comme suit :

- 100 % pour le recouvrement des recettes de l'Etat par voie d'avis de crédit dans l'ATS ;
- 50 % pour les travaux liés à la CIP, faute de la finalisation du texte réglementaire et de l'acquisition d'un logiciel ad hoc ;
- 50 % de réalisation des travaux de surveillance avec le Cabinet AFRICAPITAL CONSULTING en exécution du contrat ad hoc ;
- 0 % de réalisation du projet de « bac à sable réglementaire » considérant le report de financement à l'exercice 2022, décidé par l'organisme FSD Africa ;
- 80 % d'exécution de la formation subventionnée par l'UKAID sur la régulation de l'innovation avec l'Université de Cambridge ;
- 80 % de l'exécution de la facturation automatique dans l'ATS. Seule la facturation automatique des opérations rejetées n'est pas prise en charge par l'ATS ;
- 100 % pour la mise en production du Switch monétique National et du Centre de personnalisation des cartes.

## 2|4|3 Difficultés rencontrées et pistes de solutions

Les activités relatives au projet de modernisation de système national de paiement ont été perturbées par la survenance de la pandémie de Covid-19. Les actions dont la réalisation a été impactée du fait de la persistance de la crise sanitaire, ont fait l'objet d'une révision des échéances.

Par ailleurs, il a été noté auprès de certaines banques des difficultés dans la manipulation des plateformes ATS et CSD, occasionnant entre autres des rejets techniques et financiers ainsi que la facturation des opérations exemptées du fait de l'usage des codes d'opérations (TTC) non appropriés. A cet effet, il est prévu des actions de formation de mise à niveau des utilisateurs de banques commerciales sur l'utilisation desdites plateformes ainsi que l'exploitation des manuels des opérations mis à leur disposition.

S'agissant du système monétique, les moyens doivent être mobilisés pour parvenir au fonctionnement 24 heures /24 et 7 jours /7. A ce titre la prise en charge est prévue par la BCC.

## 2|4|4 Perspectives

Au titre des actions à amorcer au courant de l'année 2021, il y a lieu de noter ce qui suit :

- la poursuite de l'automatisation du circuit de la paie individuelle ;
- le renforcement du cadre opérationnel de surveillance des systèmes et instruments de paiements ;
- l'activation du mécanisme de collecte des recettes de l'Etat en monnaie électronique ou par carte bancaire via le Switch Monétique National ;
- l'acquisition d'une solution clé à main pour la gestion de la Centrale des Incidents de Paiement ;
- la connexion du Switch monétique national aux passerelles de paiement régionales et internationales ;
- la poursuite de l'implémentation d'un cadre opérationnel et de la solution informatique de surveillance des systèmes et instruments de paiement.

## 2|5 Plan stratégique de la Banque Centrale du Congo

### 2|5|1 Vision et valeurs de la Banque

#### Vision

La Banque Centrale du Congo est une Institution financièrement solide et autonome, dotée d'une capacité institutionnelle renforcée, pour contribuer à la stabilité financière et au financement efficace de l'économie, en vue de l'émergence du pays.

#### Valeurs

Les valeurs que prône la Banque Centrale du Congo dans la réalisation de ses missions sont les suivantes: Probité, Intégrité, Honnêteté, Loyauté, Transparence, Responsabilité, Compétence, Crédibilité, Efficacité et Efficience.

### 2|5|2 Objectifs stratégiques

Dans le cadre de l'exécution de ses missions, la Banque Centrale du Congo poursuit trois objectifs stratégiques, à savoir :

- Objectif Stratégique n° 1: la stabilité monétaire et celle du système financier sont consolidées et améliorées et le financement de l'économie est renforcé;
- Objectif Stratégique n° 2: la gouvernance et la capacité institutionnelle de la Banque Centrale du Congo, en vue de rendre un service de qualité aux parties prenantes, sont renforcées;
- Objectif Stratégique n° 3: la solidité et l'autonomie financières de la Banque Centrale du Congo sont atteintes.

### 2|5|3 Clôture du plan stratégique

L'année 2020 étant celle de la fin du Plan Stratégique 2016-2020, elle a été totalement consacrée à la clôture effective dudit Plan.

De trois objectifs stratégiques ci-dessus découlent cent-quatre projets (ou objectifs immédiats) regroupés en dix-huit objectifs intermédiaires.

Les cent-quatre projets concernent tous les Organes du Siège et sont structurés en Plans Opérationnels. Ces Plans émanent des Organes de la Banque (Siège pour cet exercice stratégique) ainsi que de certains projets, tels que la

Commission Egalité Femme-Homme (EFH) et le Groupe chargé de la Recapitalisation de la Banque (RECAP).

Les étapes suivantes ont été suivies afin de clôturer le Plan Stratégique 2016-2020 :

- suivi de l'exécution des Plans Opérationnels au 30 novembre 2020;
- consolidation du Plan Stratégique au 30 novembre 2020;
- validation par le Comité de Gestion et de Stratégies, du Plan Stratégique consolidé au 30 novembre 2020;
- préparation du rapport d'évaluation du Plan Stratégique arrêté au 30 décembre 2020;
- élaboration du rapport de l'exercice 2016-2020;
- transmission du rapport de l'exercice 2016-2020 à Monsieur le Gouverneur.

### Consolidation du Plan Stratégique 2016-2020

Partant des différents Plans Opérationnels des Organes, la consolidation des cent-quatre projets (Annexe) se résume comme suit :

Rubrique	Réalisation
Projets achevés	: 18 soit 17 %
Projets non achevés	: 64 soit 62 %
Projets non commencés	: 22 soit 21 %

Cette réalisation est la résultante des activités accomplies par les Organes ayant participé à l'exercice stratégique.

La synthèse tirée des Plans Opérationnels se présente comme suit :

Organes	Nombre total de projets	Nombre de		
		Projets achevés (tx de réal. 100 %)	Projets non achevés (tx de réal. compris entre 1 et 99 %)	Nombre de Projets non commencés (tx de réal 0 %)
Direction de l'Administration Générale	08	01	05	02
Direction Juridique	06	05	01	00
Direction de Surveillance des Intermédiaires Financiers	10	03	05	02
Sous-Direction de la Sécurité	02	00	02	00
Direction des Ressources Humaines	06	02	01	03
Direction des Opérations Bancaires et des Marchés	07	00	03	04
Direction de l'Informatique	05	00	04	01
Audit Interne	13	03	06	04
Sous-Direction des Approvisionnements	01	00	0	01

Organes	Nombre total de projets	Nombre de Projets achevés (tx de réal. 100 %)	Projets non achevés (tx de réal. compris entre 1 et 99 %)	Nombre de Projets non commencés (tx de réal 0 %)
Direction de la Trésorerie	02	00	02	00
Direction des Analyses économiques	03	01	02	00
Direction de la Comptabilité et Budget	06	00	04	02
Direction de l'Organisation et Planification	08	00	07	01
Direction des Recherches et statistiques	10	00	10	00
Direction des Systèmes de paiements	08	02	06	00
Hôtel des Monnaies	03	01	02	00
<b>TOTAL</b>	<b>98</b>	<b>18 (17 %)</b>	<b>61 (62 %)</b>	<b>22 (21 %)</b>

Ce tableau présente un total de 98 projets au lieu de 104 prévus. La différence est justifiée par le fait que les projets EFH et RECAP inscrits dans le Plan ne sont pas présentés.

Le niveau de réalisation par Organe se présente comme suit :

ORGANE	% Réalisé
DIRECTION DE LA SURVEILLANCE DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS	98
DIRECTION JURIDIQUE	97
DIRECTION DE LA TRESORERIE	78
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	74
DIRECTION DE LA RECHERCHE ET DES STATISTIQUES	73
DIRECTION DU SYSTEME DE PAIEMENT	72
DIRECTION DES ANALYSES ECONOMIQUES	64
DIRECTION DE L'INFORMATIQUE	64
AUDIT INTERNE	59
DIRECTION DE L'ORGANISATION ET PLANIFICATION	52
HOTEL DES MONNAIES	44
DIRECTION DE LA COMPTABILITE ET DU BUDGET	43
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE	38
SOUS-DIRECTION DE LA SECURITE DU SIEGE	4
DIRECTION DES OPERATIONS BANCAIRES ET DES MARCHES	2
SOUS-DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS	0

Tenant compte de pourcentages réalisés au niveau des objectifs 1, 2 et 3, le Plan Stratégique 2016-2020 est exécuté à 57 %.

## 2 | 5 | 2 Apport du plan stratégique 2016-2020

En dépit de ce faible pourcentage constaté, il convient de signaler quelques réalisations de projets qui ont concouru à l'atteinte des objectifs stratégiques suivants :

### Objectif stratégique n°1

«La stabilité monétaire et celle du système financier sont consolidées et améliorées et le financement de l'économie est renforcé».

La réforme relative à la performance de la gestion de la

liquidité et la contribution au financement indirect de l'économie ont été réalisées moyennant les livrables résultant des projets de modélisation de la volatilité des cours de change ainsi que la régulation du système bancaire.

La réforme du renforcement de la stabilité du système financier national est atteinte suite à la réalisation des projets ci-après :

- d) le cadre juridique du secteur financier est renforcé;
- e) le système de notation des banques (CAMELS) est mis en place;
- f) le système de notation des COOPEC & IMF "GIRAFE" est mis en application;
- g) les procédures de résolution des crises bancaires sont mises en place;
- h) la contribution à l'élaboration et à la mise en place de la stratégie nationale de l'inclusion financière est assurée;
- i) les cadres légal, réglementaire et conventionnel du Système National des Paiements sont appliqués.

### Objectif stratégique n°2

«La gouvernance et la capacité institutionnelle de la Banque Centrale du Congo, en vue de rendre un service de qualité aux parties prenantes, sont renforcées».

Les projets ci-dessous ont permis à la Banque de contribuer à la formulation et à la mise en œuvre de la politique économique du pays :

- la Nouvelle Codification des Opérations de change est élaborée;
- les méthodologies et les concepts de production des statistiques de l'Indice des Prix à la Consommation suivant le manuel de 2004 sont adoptés;
- le premier rapport annuel sur la balance des paiements est publié;
- la contribution de la Banque à la ratification par l'Etat de la Convention des Nations Unies sur l'immunité juridictionnelle des Etats et de leurs biens est assurée.

L'une des réformes majeures attendue dans ce cadre, était l'adaptation des structures organiques et l'approche par processus. Ainsi, la restructuration de L'Entité en charge de la Gestion des Risques, la définition du statut du Gestionnaire de Risques et la restructuration du système de contrôle interne, ont induit l'atteinte de cet objectif.

Par ailleurs, à travers la surveillance et la sécurisation de la circulation des camions fourgons et véhicules de service, l'opérationnalisation du Comité de Sécurité, d'Hygiène et d'Embellissement des lieux de travail, ainsi que la définition de la stratégie en matière de genre et d'Egalité Femme-Homme, la Banque a renforcé sa responsabilité sociale.

Dans le cadre de la modernisation de la gestion des Ressources Humaines ainsi que la motivation du personnel, la démarche Gestion Prévisionnelle des Effectifs, des Emplois et des Compétences (GPEEC) à la Banque a été définie et ses outils sont élaborés, connus et appliqués.

La réforme relative à l'amélioration de la gouvernance régulatrice a été achevée au moyen de la réalisation des projets de renforcement et du suivi du cadre juridique du secteur financier, de la cohérence des textes de la Banque et de l'élaboration du Code Monétaire et Financier.

Le projet de la virtualisation du système informatique de la Banque a permis le renforcement de la gouvernance informatique et la maîtrise de l'outil informatique.

La pleine exploitation de la capacité de production installée est un indicateur clé du perfectionnement de la qualité de la circulation fiduciaire.

Le déploiement des infrastructures pour la connexion des participants au Système National des Paiements et les aménagements de Datacenter principal et de Secours ont permis d'améliorer la qualité des services bancaires rendus à la clientèle.

Dans le même registre d'amélioration du cadre de travail, le bâtiment abritant le Siège de la Banque a été totalement rénové. Les Directions Provinciales de Lubumbashi et Matadi ont été dotées des nouveaux bâtiments. Et les nouvelles provinces de LUALABA et TANGANYIKA ont bénéficié, elles aussi, des nouveaux bâtiments de la BCC.

### Objectif stratégique n°3

La solidité et l'autonomie financière de la Banque Centrale du Congo sont atteintes.

La réforme relative à la rationalisation des dépenses s'est achevée par la présentation au Gouvernement de l'impact financier des missions statutaires, secondaires et complémentaires confiées à la Banque ainsi que l'adaptation du processus de passation des marchés.

Dans le cadre de l'amélioration des recettes, l'éventail des

produits proposés par l'Hôtel des Monnaies a été élargi.

L'un des objectifs fixés, dans le cadre de l'amélioration de la planification stratégique à la Banque était celui de suivre et évaluer le Plan stratégique 2016-2020.

Dans ce cadre, le processus de clôture a été mis en place et appliqué.

## 2|6 Audit interne

L'audit interne est l'organe chargé de la prévention des risques et pertes, en vue de garantir l'efficacité, la transparence et la bonne gouvernance de la Banque. A cet effet, il (i) exerce une activité permanente de surveillance et de contrôle sur le fonctionnement et la gestion de l'Institut d'Emission et (ii) propose à la Haute Direction des mesures susceptibles de contribuer à la prévention des cas de mauvaise gestion, à l'accroissement du rendement au sein de la Banque par la qualité de ses services et à l'amélioration de la fiabilité de l'information financière.

A cet effet, le présent chapitre passe en revue les activités de cet organe au cours de l'année sous examen.

### 2|6|1 Activités traditionnelles d'audit interne

#### Exécution des missions d'audit

##### Missions d'audit interne

##### Revue des états financiers de la Banque pour l'exercice 2019

Comme chaque année, afin d'en mettre en évidence les biais éventuels et les corriger avant les interventions respectives de l'Auditeur externe et des Commissaires aux Comptes, la revue des états financiers clos au 31 décembre de l'exercice N-1 (en l'occurrence 2019) de la Banque Centrale a été réalisée et doublée d'une revue du système de contrôle interne de celle-ci. Nos diligences ont permis, d'une part, de proposer des ajustements sur lesdits états financiers et, d'autre part, de mettre en perspective les faiblesses de contrôle interne ayant une incidence sur ces états et qui en mitigent la fiabilité.

De part et d'autre, les travaux effectués ont porté sur la revue des comptes et sur l'analyse de résultat. Il ressort, des ajustements proposés à l'issue desdits travaux, que le total du bilan est passé de 6.064,2 milliards de CDF à 6.062,0 milliards de CDF, soit une diminution de 0,04 %.

Quant au résultat de la période, il est passé de CDF 50,8 milliards de CDF à 27,2 milliards de CDF, soit une régression de 46,46 %.

Par ailleurs, les observations et anomalies significatives suivantes ont été identifiées comme susceptibles d'entacher la sincérité et la fidélité des états financiers :

#### *Des observations sur les états financiers*

- un écart de 30,2 milliards de CDF, soit 18,0 millions de USD entre le solde comptable de 668,2 milliards de CDF du compte «5634010200: placements CT ME Correspondants locaux», et le montant total des extraits reçus desdits correspondants, soit 698, 4 milliards de CDF;
- l'enregistrement, dans le compte «2911000000: Valeurs immobilisées reçues en attente», des dépenses d'investissement en cours d'exécution, d'un import de 5,9 milliards de CDF, en lieu et place du compte «2312000000: Bâtiments administratifs en cours» ;
- des écarts de 2,2 milliards de CDF, dégagés à l'issue de l'analyse du compte TVA, entre les TVA collectées et celles déclarées;
- l'écart de 6,2 milliards de CDF entre le solde comptable du compte «ventes imprimés de valeur» et les justificatifs s'y rapportant.

#### *Des anomalies significatives non résolues*

- le non-enregistrement, en hors bilan du volet terme des opérations des swaps de devises, d'un import global de 564,6 milliards de CDF;
- les pertes de change d'un import total de 9,5 milliards de CDF, résultant des variations du cours des opérations de reconduction récurrente de swap de devises, non retracées dans le compte de charges;
- la persistance de la discordance entre le solde du Compte Général du Trésor Public «CGTP» en comptabilité générale et le solde de ses composantes en comptabilité auxiliaire dégage un écart de CDF 233 millions<sup>1</sup>;
- l'incomplétude de la situation financière de la Caisse de Retraite enregistrée dans les comptes de la Banque Centrale, notamment le DAT de l'ordre de 1,0 milliard

<sup>1</sup> La discordance avait été décelée depuis janvier 2018, à la clôture de l'exercice 2018; elle se chiffrait à CDF 241 millions; L'écart de CDF 233.905.104 se dégage en ajoutant au CGT qui se chiffre à CDF 894.005.840.523,64 le solde du compte suspens recettes de CDF 5.187.679.987.

Il s'agit notamment des dépenses engagées pour les travaux de construction et l'acquisition des mobiliers des bâtiments administratifs des Directions Provinciales de LUBUM-BASHI et de MATADI.

de CDF placé auprès d'Equity Bank, qui n'a pas été retracé en comptabilité;

- la non-prise en compte de l'ajustement proposé pour corriger l'écart de 16,0 millions de CDF sur le compte de produits «715301000: fonctionnement de la Centrale des risques» ;
- le laxisme dans le suivi des opérations en ME qui occasionne une accumulation des suspens en monnaies étrangères dans les comptes Sommes MAD BCC, Sommes MAD TP, Opérations débitrices et créditrices en attente, dont les soldes respectifs s'élèvent à 19,8 milliards de CDF, 3,9 milliards, 9,4 milliards et 7,3 milliards;
- la difficulté à retracer les pièces justificatives nécessaires à la régularisation des dépenses d'investissement logées dans les comptes suspens des immobilisations («2911000000: Valeurs immobilisations reçues en attente» et «2312000000 Bâtiments administratifs en cours») dont les soldes se chiffrent respectivement à 68,9 milliards de CDF et à 45,5 milliards, au 31 décembre 2019.

Les dysfonctionnements qui n'ont pas pu être corrigés, tant en termes de violations des dispositions légales et réglementaires (non-conformités) que des déficits opérationnels, techniques et des ressources, ont été rapportés à la Haute Direction et au Conseil pour des décisions au plus haut niveau et une prise en charge idoine.

Il en est ainsi, entre autres, de: (i) l'absence d'un Plan de Continuité d'Activités (PCA), (ii) la persistance de l'octroi des avances au Trésor, (iii) la garantie de la BCC auprès d'Afriland Bank en caution d'un prêt contracté par le Gouvernement, (iv) la récurrence des dysfonctionnements autour des actifs immobilisés, (v) l'absence ou l'obsolescence des normes et procédures dans certains secteurs/activités-clés, cœur de métier.

#### *Poursuite du processus de révision de la politique de planification et de conduite des missions d'audit*

Faisant suite aux études internes menées depuis 2017 au sein de l'Audit Interne sur l'élaboration et la mise en œuvre d'une nouvelle politique en matière de planification et de conduite des missions d'audit, le Plan pluriannuel d'audit 2019-2022, tel qu'approuvé par le Comité d'Audit et publié par l'Autorité Monétaire, porte non plus sur trois exercices mais sur quatre, aux fins de mieux couvrir tout l'univers d'audit de la Banque (découpé suivant 107 processus de l'ensemble des activités de l'Institut d'Emission dans son ensemble) et de mettre en œuvre des audits basés sur les risques et évaluant non plus les structures, mais les processus.

Les premiers audits suivant cette nouvelle politique ont été postposés en raison de la crise sanitaire.

### Suivi des recommandations d'audit

Outre le suivi de la mise en œuvre des recommandations d'audit propres à la Banque, il a été procédé, de concert avec les Directions concernées, un suivi de l'état des lieux de la mise en œuvre des observations antérieures de l'Auditeur externe sur les comptes de l'Institut d'Emission et sur son système de contrôle interne. Il sied de rappeler que certaines de ces recommandations d'audits interne et/ou externe portent sur des déficiences majeures, susceptibles d'entraver la continuité d'activité de la Banque ou, du moins, l'atteinte de ses objectifs de façon significative.

Enfin, étant donné que l'option de l'audit préalable de la **sécurité du Switch Monétaire Interbancaire du Congo** (avant sa mise en production, aux fins de rassurer toutes les parties prenantes sur la conformité aux référentiels et le respect des standards techniques recommandés aux switches monétaires à portée internationale) n'avait pas été levée par la Haute Direction, un suivi de la remédiation des faiblesses significatives relevées dans le rapport intermédiaire du Cabinet ATHENA sur l'audit de la sécurité du Système National des paiements, aux fins de couvrir autant que faire se peut les risques informatiques des deux projets (SNP et PROMONAT), a été assuré par l'Audit Interne.

### Certification des Etats Financiers de la Banque de l'exercice 2019

Après avoir exécuté selon les Normes internationales d'audit (ISA) et clôturé ses diligences d'audit portant sur les états financiers clos le 31 décembre 2019, le Cabinet DELOITTE Services Sarl, Auditeur externe de la Banque Centrale pour l'audit des états financiers des exercices 2019 à 2021, a présenté, dans son rapport final adressé au Conseil de la Banque, lesdits états financiers **certifié sans réserve**. Ce rapport illustre une image fidèle de la situation financière ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie de la Banque, moyennant quelques recommandations à l'adresse de la BCC sur les faiblesses identifiées, portant principalement sur :

- l'absence de plan de continuité des activités de la BCC ;
- les avances accordées au Trésor et la couverture (garantie et nantissement) des engagements du Trésor ;
- la non-mise à jour du plan comptable et des procédures de la BCC ;
- la gestion des immobilisations de la BCC ;

- l'augmentation significative des comptes d'attentes et de suspens débiteurs ;
- l'élaboration et le suivi du Budget d'investissement ;
- l'acquisition des biens immobiliers ;
- le suivi et la comptabilisation des engagements hors bilan ;
- les dysfonctionnements dans le processus de passation des marchés ;
- la comptabilisation et l'audit des opérations de la Caisse de Retraite.

Aux fins d'arriver à cette certification, l'Audit Interne de la Banque s'est employé à accompagner ces travaux, notamment en suivant et en s'assurant que les points de réserve exprimés par l'Auditeur externe dans son rapport préliminaire soient correctement pris en charge.

Enfin, une sonnette d'alarme a été tirée sur le risque significatif pour la conformité et l'image de la Banque que représente les retards enregistrés, à ce jour, dans la publication des états financiers certifiés et ce, de surcroît, à l'orée d'une probable relance du programme avec le Fonds Monétaire International. Ces retards ne permettent pas à la BCC, depuis plusieurs années de respecter le délai légal de publication des états financiers certifiés dans les quatre mois qui suivent la clôture comptable (cf. art. 83 de la loi organique BCC), ni même celui assigné par les recommandations de la Mission des Sauvegardes du FMI, qui fixent au 30 juin de l'année suivante le délai de publication sur le site officiel de la BCC des états financiers certifiés par l'Auditeur externe.

### Révision comptable par les Commissaires aux Comptes

Les Commissaires aux Comptes ont également conclu leurs travaux de certification des comptes annuels de la Banque au 31 décembre 2019 et de vérifications spécifiques et d'informations. Leur rapport adressé au Chef de l'Etat, conclut à la régularité, à la sincérité et à l'image fidèle du résultat des opérations de l'exercice passé en revue, donc à une **opinion sans réserve**.

### Professionnalisation de l'Audit Interne

En outre, nous avons entamé des travaux de revisitation de la technique de planification (suivant le nouveau profil des risques de la Banque) et d'exécution des missions d'audit interne (suivant la dernière version des Normes de l'IIA sur la pratique professionnelle de l'audit interne). En effet, il est prévu que le nouveau Plan d'audit de la Banque s'exécute,

pour plus de pertinence et d'efficience, à l'aune des audits des processus (de management, de réalisation et supports), et non plus des audits des structures de la Banque.

Enfin, dans le cadre de la professionnalisation collective des services d'audit interne, un processus d'informatisation des processus d'audit et de gestion des risques a été entamé, à travers l'accord d'une marge budgétaire pour acquérir une solution informatique efficace et adéquate aux exigences stratégiques et opérationnelles. Ce processus d'acquisition sera lancé incessamment, au terme de la révision de la politique de planification et d'exécution des missions d'audit interne.

### Suivi des recommandations de la Mission des sauvegardes du FMI

Depuis février 2020, l'Audit Interne de la Banque Centrale suit régulièrement, en synergie avec le Département Financier du FMI, la mise en œuvre des recommandations de la mission du Fonds sur les Sauvegardes de la BCC. A fin 2020, sur les vingt-deux (22) recommandations formulées par la Mission, seules **quatre** (4) ont été exécutées, **quinze** (15) sont en cours d'exécution et **trois** (3) dont les délais d'exécution ne sont pas encore échus.

Par ailleurs, **Six** (6) des recommandations en cours d'exécution concernent directement l'Audit Interne, suivant le tableau ci-après :

RECOMMANDATIONS DE LA MISSION DES SAUVEGARDES (Kinshasa, 03 au 13 février 2020)			
RECOMMANDATION	ECHEANCE	STATUT A FIN 2020	COMMENTAIRES
La BCC devrait se doter d'une fonction de « conformité » en vue d'assurer une intégrité et une responsabilité internes. Cette fonction devrait inclure : i) une politique de conformité et d'intégrité approuvée par le Conseil ; ii) l'obligation que les transactions et engagements significatifs, tels que l'octroi de crédits spéciaux, de garanties et de marchés publics, fassent l'objet d'un examen de conformité aux lois et aux règlements internes ; et iii) la présentation d'un rapport trimestriel au Conseil.	Décembre 2020	En cours d'exécution.	La <i>Conformité</i> (en ce compris les prérogatives de la <i>déontologie</i> et de la <i>LBC/FT</i> ) est dans ses esquisses. Sans préjudice de la recommandation relative à la concentration de l'Audit interne sur les missions d'assurance et de conseil, et du respect des lignes de maîtrise, et sous réserve des précautions nécessaires à l'indépendance des Auditeurs, cette fonction devrait être maternelle au sein de l'Audit Interne en attendant de creuser son sillon et de se doter des RH formées, jusqu'à sa maturité estimée <i>a priori</i> à trois ans. Un plan d'implémentation détaillé de cette fonction est en préparation <sup>2</sup> .

<sup>2</sup> L'absence de la fonction *compliance* à la BCC s'avère d'autant plus préjudiciable au moment où les opérations passées par ATS, en monnaie nationale et en monnaies étrangères, atteignent leur vitesse de croisière (la BCC n'est pas à l'abri d'une sanction des instances internationales ou étrangères, en raison des vulnérabilités non encore couvertes dans le dispositif de LBC/FTP). Le Déontologue veille au respect de la déontologie et à sa diffusion, rend compte du comportement des individus et met en place le système d'alerte éthique.

RECOMMANDATION	ECHEANCE	STATUT A FIN 2020	COMMENTAIRES
L'Audit interne devrait être restructuré pour se concentrer sur l'assurance des contrôles internes et repositionner l'inspection et la gestion des risques. Ces changements organisationnels devraient être inscrits dans une charte et un organigramme révisés de l'audit interne, puis soumis à l'adoption du conseil.	Décembre 2020	En cours d'exécution.	L'Audit Interne prépare les projets de nouveaux organigrammes qu'il soumettra au nouveau Comité d'Audit. Ces projets consacrent la précision et la séparation des attributions d'audit interne, de gestion des risques, de conformité et celles résiduelles d'inspection, à terme, en autant d'Entités organisationnelles.
L'Audit interne devrait élaborer un plan de renforcement des capacités à moyen terme, approuvé et suivi par le Comité d'Audit, afin d'aider un groupe restreint de membres du personnel d'Audit interne à acquérir des certifications professionnelles.	Décembre 2020.	En cours d'exécution.	Un projet de plan y relatif est en cours d'élaboration.
L'Audit interne devrait améliorer ses rapports au Comité d'audit en fournissant au moins chaque trimestre des indicateurs-clés sur les risques et la mise en œuvre des recommandations en matière d'audit interne et externe.	Août 2020.	En cours d'exécution.	La maquette finalisée du Rapport au Comité d'Audit assortie d'indicateurs clés, sera soumise à la validation du Comité d'Audit, une fois celui-ci constitué dans sa nouvelle composition.
Une fois pleinement constitué, le Conseil de la BCC devrait : approuver une charte de l'audit interne tenant compte du mandat de cette fonction conformément aux meilleures pratiques ; ii) veiller à ce que le Comité d'audit publie des rapports d'activité périodiques (trimestriels et annuels).	Décembre 2020.	En cours d'exécution.	Le projet de la Charte d'Audit interne mise à jour suivant les missions, pouvoirs et responsabilités, qui seront reconnus à l'Audit interne dans la configuration à venir, sera proposé à l'examen du Comité d'audit une fois constitué. Ladite Charte sera soumise à l'approbation de la Haute Direction et du Conseil, conformément aux normes de l'IIA et à la loi organique de la BCC.
Dans le cadre de sa deuxième itération de la cartographie des risques, fondée sur la nouvelle approche, la BCC devrait rationaliser son profil de risques afin de ramener le nombre de cas de risque à un niveau gérable.	Mars 2021.	En cours d'exécution.	La cartographie des risques de l'exercice 2020-2021, en cours d'élaboration, présente un profil rationalisé des risques de la BCC. Le rapport y afférent est également en cours d'élaboration.

### Renforcement du contrôle interne de la banque et suivi d'autres dossiers spécifiques

Il a été procédé au suivi de la mise en œuvre des dispositions de la *Charte de Contrôle interne de la Banque*, à travers :

- le suivi de la mise en œuvre des modalités d'application de la Charte de Contrôle interne, publiée par la Lettre Collective n° 02 du 26 janvier 2016, ainsi que ses **six (06) mesures d'application**, portant respectivement sur la **mise en place d'un mécanisme d'alerte éthique**, le **renforcement du contrôle opérationnel**, le dispositif de **lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme** au sein de la BCC, la **déclaration d'événements**, la **prévention des risques juridiques** et la **sécurité des personnes à la BCC** ;
- la poursuite des travaux préliminaires de renforcement du contrôle opérationnel au Siège et aux Entités Provinciales pilotes.

La Direction de l'Audit Interne a également piloté ou participé à plusieurs autres projets, dont ceux ci-après :

- suivi de l'évaluation des projets à exécuter par le Groupe Technique chargé de la mise en place du système informatisé de gestion des risques et d'audit (GTSIRAC) ; et
- travaux sur le plan d'actions de mise en œuvre de la Loi organique n° 10/027 du 13 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement de la BCC.

## 2|6|2 Activités de la gestion des risques

La Sous-Direction de la Gestion des Risques a réalisé plusieurs activités, qui ont essentiellement tourné autour des axes suivants :

### Mise à jour de la cartographie des risques opérationnels

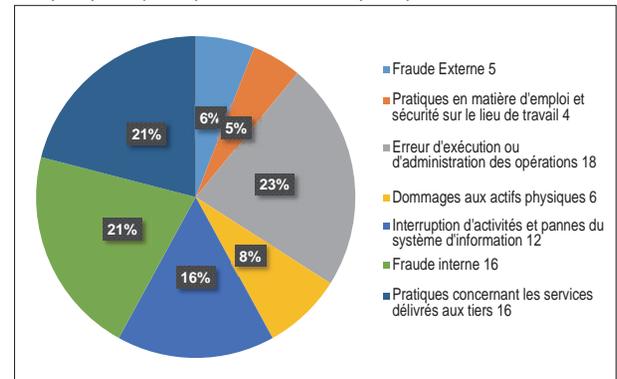
Depuis la présentation, du premier rapport général de cartographie des **risques opérationnels** ainsi que du profil général du risque à la Banque, à la fin de l'exercice 2018, le dispositif de gestion des risques de la BCC a poursuivi son déploiement en 2020 autour de quatre (4) composantes :

- iii. la **gouvernance des risques** (par le Comité d'Audit), qui a pour rôle de définir l'appétence aux risques (non définie à ce jour), de valider la politique de gestion des risques (non publiée à ce jour) et d'effectuer une surveillance attentive et régulière ;
- iv. l'**organisation de la gestion des risques**, qui fait référence à la structure qui anime le dispositif (la Sous-Direction de la Gestion des Risques) ainsi qu'à la définition claire des rôles et responsabilités des animateurs ;
- v. les **processus de gestion des risques** sont les modes opératoires permettant d'identifier, d'analyser, de mesurer et de maîtriser les risques de la BCC.
- vi. Les domaines de risques de la BCC sont les **risques opérationnels, financiers, sectoriels et stratégiques** ;
- vii. les **moyens** : les ressources humaines et les outils de travail, dont l'automatisation est toujours attendue.

La mise à jour de la cartographie des risques opérationnels et la sensibilisation à la démarche de gestion des risques de la BCC ainsi que l'optimisation de la démarche de rationalisation du nombre des risques identifiés se poursuivent.

La cartographie des risques opérationnels du Siège, de l'exercice 2020, renseigne **77 risques** au Siège, repartis comme indiqué dans le graphique ci-dessous :

Graphique 2|3 Répartition des risques par famille



Conformément à l'échelle du FMI et à la suite de l'évaluation du niveau de maturité du dispositif de gestion des risques de la BCC, ledit dispositif se trouve au niveau 2 sur 4. À cet effet, une feuille de route a été définie pour une mise à niveau du dispositif.

### Implémentation du dispositif de gestion des risques financiers

Les esquisses de la conception et de la mise en place du dispositif de gestion des risques financiers de la Banque Centrale se sont poursuivies.

En ce qui concerne les risques financiers, des esquisses de la conception et de la mise en place du dispositif de leur gestion ont été lancées et il a été initié un programme de coopération avec la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en vue de l'identification, l'évaluation et le traitement des risques ainsi que l'élaboration de la cartographie des risques financiers. Le dispositif y relatif se focalisera sur la mise en œuvre de la politique monétaire, la gestion des réserves de change, le système national des paiements et la gestion du marché financier en pleine implémentation.

Cependant, avec l'essor, à travers le monde, des monnaies dites *numériques*, notamment les *cryptomonnaies*, l'Institut d'Emission à travers la Direction de l'Audit Interne a mené des études pour la RDC, sur les opportunités économiques et monétaires liées à cette matière. Ceci, afin de permettre à la Banque Centrale d'anticiper les effets et de disposer d'une boîte à outils capable de dicter ses décisions le moment opportun, et de lui permettre de gérer les risques y afférents, en dépit de leur développement en dehors de toute réglementation. À cet effet, des présentations ont été

dispensées au Comité de Gestion et de Stratégies ainsi qu'au Staff Meeting, en attendant l'extension des réflexions auprès des directions concernées.

## Implémentation du dispositif global de gestion des risques

En vue d'une gestion des risques et remontée d'informations dynamique, l'Audit Interne a démarré le processus de déploiement des Services Contrôle et Prévention des Risques dans certaines Entités pilotes du Siège, en l'occurrence, les Directions de la Trésorerie, de la Comptabilité et du Budget, de l'Informatique, des Ressources Humaines, de la Sous-Direction de la Sécurité du Siège ainsi que des Entités Provinciales.

### 2|6|3 Compliance : processus de mise en place d'un dispositif LBC/FTP

Dans le cadre de compliance et ce, conformément à la *Loi n°04/016 du 19 juillet 2004 portant lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme* et à la réglementation en la matière, plusieurs faits marquants ont été enregistrés, à savoir :

- l'entame de la mise en œuvre du Plan d'action de la Banque Centrale en matière de LBC/FT et des dispositions de la Lettre Collective n° 031 du 08 novembre 2017 portant dispositif de LBC/FT à la BCC, par la désignation par la Haute Direction d'un Responsable du dispositif de LBC/FT de la Banque, le 03 janvier 2020 ;
- la participation des Experts de l'Audit Interne aux travaux respectifs de la Cellule Nationale des Renseignements Financiers, CENAREF en sigle, du Comité Consultatif de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux, en sigle COLUB et du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale, en sigle GABAC (notamment ceux relatifs à l'évaluation du dispositif national de LBC/FT par le GABAC<sup>3</sup>) ;
- l'élaboration d'un Protocole d'accord de collaboration avec la CENAREF ;
- la participation de la BCC à l'entame du processus d'opérationnalisation du Fonds de Lutte contre le Crime Organisé, FOLUCCO en sigle ;
- la poursuite du processus de mise en place d'un mécanisme d'alerte éthique à la BCC, à travers :

- le développement en interne d'un applicatif pour le recueillement des signalements et l'acquisition des téléphones portables, afin de permettre, à terme, à tout agent ou partie prenante de révéler les cas de fraude ou d'actes illicites ou dangereux préjudiciables aux intérêts de la Banque ou à l'intérêt général ;
- la préparation du passage à la phase-test et à la mise en production du prototype dédié.

## 2|7 Autres activités de la banque

### 2|7|1 Gestion courante

Dans le cadre de la gestion courante de la Banque, le Gouverneur a signé plusieurs Ordres de Service, dont les plus importants sont :

#### 1. Ordre de Service n°002/20 du 08 janvier 2020

Le présent Ordre de Service a porté nomination du Cabinet d'Audit et Expertises Comptables, en sigle « CAUDITEC », en qualité de Liquidateur de la Coopérative d'Épargne et de Crédit UDIPAK.

#### 2. Ordre de Service n°059/20 du 27 février 2020

Cet Ordre de Service a porté création du service Contrôle et Prévention des risques dans les Entités Provinciales de la Banque, assorti de ses attributions.

#### 3. Ordre de Service n°079/20 du 20 mars 2020

Le présent Ordre de Service a porté désignation du Comité de Représentant Provisoire de l'IMF PROCFIN s.a.

#### 4. Ordre de Service n°100/20 du 24 juin 2020

Le présent Ordre de Service a prorogé, pour une durée de soixante (60) jours, le mandat de l'équipe de représentation provisoire de la Banque Centrale du Congo auprès de l'IMF PROCFIN s.a.

#### 5. Ordre de Service n°104/20 du 29 juin 2020

Le présent Ordre de Service a prorogé, jusqu'au 31 décembre 2020, le mandat du Comité d'Administration Provisoire de la MECRECO et des MECRE en difficulté.

#### 6. Ordre de Service n°105/20 du 29 juin 2020

Cet Ordre de Service a prorogé, jusqu'au 30 septembre 2020, le mandat du Cabinet Elie NGOMO TONGBO BANGAYE en qualité de Liquidateur de la First International Bank RDC, en sigle FIBank RDC s.a.

#### 7. Ordre de Service n°106/20 du 29 juin 2020

Le présent Ordre de Service a prorogé, jusqu'au 31 décembre 2020, la mission assignée au Groupement ABLEGAL,

<sup>3</sup> Il sied de signaler que dans le processus d'évaluation mutuelle de la RDC par le GABAC, une Réunion dite Face-à-face a été tenue au SULTANI Hôtel, du 7 au 9 août 2019, aux fins de lever les dernières zones d'ombre entre les deux parties, avant la production du rapport de cette évaluation.

GBC, LUBALA & Associés, en sigle AGL, en qualité de Liquidateur de la Banque Congolaise.

#### 8. Ordre de Service n°113/20 du 14 juillet 2020

Cet Ordre de Service diffuse les nouvelles dispositions relatives à la catégorisation professionnelle à la Banque, en sigle CATPRO.

#### 9. Ordre de Service n°123/20 du 06 août 2020

Cet Ordre de Service a porté création au sein de certaines Directions et Sous-Directions du Siège, d'un Service appelé « Service Contrôle et Préventions des Risques ».

#### 10. Ordre de Service n°124/20 du 13 août 2020

Cet Ordre de Service a porté création du « Groupe de Travail chargé de la mise en œuvre de la réforme sur la collecte des recettes de l'Etat et du logiciel Isys-Régies » en sigle GT-REG.

#### 11. Ordre de Service n°129/20 du 18 août 2020

Le présent Ordre de Service diffuse les préalables se rapportant à la prévention, à la prise en charge des malades ainsi qu'aux conditions d'accès aux soins de santé de la Banque.

#### 12. Ordre de Service n°130/20 du 18 août 2020

Le présent Ordre de Service a porté réaménagement de l'Organigramme de la Direction des Ressources Humaines.

#### 13. Ordre de Service n°152/20 du 11 septembre 2020

Cet Ordre de Service a porté création du Groupe de Travail chargé de la mise en place du Plan de Continuité des Activités de la Banque.

#### 14. Ordre de Service n°167/20 du 30 septembre 2020

Le présent Ordre de Service a prorogé, pour une durée de trente (30) jours, le mandat de l'équipe de représentation provisoire de la Banque Centrale du Congo auprès de l'IMF PROCFIN s.a.

#### 15. Ordre de Service n°173/20 du 20 octobre 2020

Cet Ordre de Service a prorogé, jusqu'au 31 décembre 2020, le mandat du Cabinet Elie NGOMO TONGBO BANGAYE en qualité de Liquidateur de la First International Bank RDC, en sigle FIBank RDC s.a.

#### 16. Ordre de Service n°193/20 du 16 novembre 2020

Le présent Ordre de Service a porté nomination du Bureau d'Etudes et de Services, en sigle « BES », en qualité de Liquidateur de la Mutuelle d'Epargne et de Crédit pour le Développement Communautaire au Congo, en sigle MEC DECO/COOPEC.

#### 17. Ordre de Service n°232/20 du 30 décembre 2020

Cet Ordre de Service a prorogé, jusqu'au 30 juin 2021, le mandat du Comité d'Administration Provisoire de la MECRECO et des MECRE en difficulté.

#### 18. Ordre de Service n°233/20 du 30 décembre 2020

Cet Ordre de Service a prorogé, jusqu'au 30 juin 2021, le mandat du Cabinet Elie NGOMO TONGBO BANGAYE en qualité de Liquidateur de la First International Bank RDC, en sigle FIBank RDC s.a.

#### 19. Ordre de Service n°234/20 du 30 décembre 2020

Le présent Ordre de Service a prorogé, jusqu'au 30 juin 2021, la mission assignée au Groupement ABLEGAL, GBC, LUBALA & Associés, en sigle AGL, en qualité de Liquidateur de la Banque Congolaise.

## 2|7|2 Participation de la haute direction aux réunions internationales

Dans un contexte de la pandémie de Covid-19, les activités régionales et internationales auxquelles a pris part la Haute Direction se sont toutes déroulées en visioconférence. Il s'agit de :

- Avril 2020: Echange des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC sur les développements économiques et impact de la Covid-19 aussi bien à l'échelle mondiale, régionale que nationale;
- Mai 2020: 50<sup>ème</sup> réunion ordinaire du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC (CCBG);
- Juin 2020: Réunion du Bureau de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA);
- Juillet 2020: Panel d'examen par les pairs de la SADC (réunion conjointe des Ministres des Finances et Gouverneurs des Banques Centrales);
- Septembre 2020: 51<sup>ème</sup> réunion ordinaire du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC (CCBG);
- Octobre 2020: Assemblées Annuelles du Fonds Monétaire International et du Groupe de la Banque Mondiale;
- Novembre 2020: (i) Réunion du Bureau de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) et (ii) la Session Stratégique du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC (CCBG).

## 2 | 7 | 3 Mouvement du personnel, formation des agents et encadrement des stagiaires

### Personnel

#### Effectif de la Banque

A la clôture de l'année 2020, l'effectif total du personnel de la Banque Centrale s'est chiffré à 1.795 dont 1.261 agents au Siège et 534 agents, répartis dans les Entités Provinciales.

Comparé à 2019, il se dégage une diminution globale des effectifs de l'ordre de 19 unités.

Tableau 2 | 17 Evolution de l'effectif de la Banque

Localisation	déc-19		déc-20		Variation	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Siège	1 271	70,1	1 261	70,3	-10	52,6
Entités Provinciales	543	29,9	534	29,7	-9	47,4
<b>Total</b>	<b>1 814</b>	<b>100</b>	<b>1 795</b>	<b>100</b>	<b>-19</b>	<b>100</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, sur les 1.795 agents dénombrés à la fin de l'année 2020, seules 24 % sont de sexe féminin et 76 % du total des agents sont de sexe masculin. Comparativement à l'année 2019, il se dégage une diminution de 3 agents féminins et de 16 agents masculins, comme l'indique le tableau ci-dessous :

Tableau 2 | 18 Evolution du Personnel par Sexe

Sexe	Déc. 2019		Déc. 2020		Variation en	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Féminin	434	23,9	431	24	-3	15,8
Masculin	1 380	76,1	1 364	76	-16	84,2
<b>Total</b>	<b>1 814</b>	<b>100</b>	<b>1 795</b>	<b>100</b>	<b>-19</b>	<b>100</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

#### Répartition du Personnel par Organes

En 2020, l'effectif total de la Banque Centrale a été reparti de la manière suivante: 534 agents affectés en Province, 435 à la Direction Générale de l'Administration et Services Techniques, 431 à la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires et 395 aux Directions Autonomes du Sièges.

Tableau 2 | 19 Répartition du personnel du Siège

GRANDES STRUCTURES	ORGANES	EFFECTIF PAR SEXE			
		F	M	Total	%
DIRECTIONS AUTONOMES DU SIEGE	CAB. HAUTE DIRECTION	14	49	63	3,51 %
	AUDIT INTERNE	14	45	59	3,29 %
	CAISSE DE RETRAITE	8	5	13	0,72 %
	DOP	7	14	21	1,17 %
	DICREP	3	9	12	0,67 %
	S/D SECURITE	4	37	41	2,28 %
	HDM	21	165	186	10,36 %
<b>Sous-Total 1</b>		<b>71</b>	<b>324</b>	<b>395</b>	<b>22,01 %</b>
DIRECTION GENERALE DE LA POLITIQUE MONETAIRE ET DES OPERATIONS BANCAIRES	CELCO DG PMO	3	10	13	0,72 %
	DAE	14	26	40	2,23 %
	DSIF	28	61	89	4,96 %
	DRS	12	33	45	2,51 %
	DOBAMA	44	48	92	5,13 %
	DSP	5	33	38	2,12 %
	DT	38	76	114	6,35 %
<b>Sous-Total 2</b>		<b>144</b>	<b>287</b>	<b>431</b>	<b>24,01 %</b>
DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION ET SERVICES TECHNIQUES	CELCO DG AST	5	8	13	0,72 %
	DRH	43	55	98	5,46 %
	DJ	14	22	36	2,01 %
	DCB	21	38	59	3,29 %
	DAG	19	64	83	4,62 %
	DI	9	106	115	6,41 %
	S/D APPROV	12	19	31	1,73 %
<b>Sous-Total 3</b>		<b>123</b>	<b>312</b>	<b>435</b>	<b>24,23 %</b>
<b>TOTAL SIEGE</b>		<b>338</b>	<b>923</b>	<b>1261</b>	<b>70,25 %</b>
<b>%</b>		<b>26,8</b>	<b>73,2</b>	<b>100</b>	
ENTITES PROVINCIALES	DIPRO	79	324	403	22,45 %
	AA	14	117	131	7,30 %
<b>TOTAL PROVINCE</b>		<b>93</b>	<b>441</b>	<b>534</b>	<b>29,75 %</b>
<b>%</b>		<b>17,416</b>	<b>82,584</b>	<b>100</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>431</b>	<b>1364</b>	<b>1795</b>	<b>100 %</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

S'agissant de la répartition des effectifs du personnel par entités provinciales, il y a lieu de relever que près de la moitié de leurs effectifs, soit 259 ou 48,5 %, se retrouvent dans les Directions Provinciales de LUBUMBASHI (84), KISANGANI (54), KANANGA (42), BUKAVU (41) et MBUJI MAYI (38).

Tableau 2 | 20 Répartition du personnel des entités provinciales

ENTITE PROVINCIALE	EFFECTIF PAR SEXE				% eff. BCC
	F	M	Total	%	
DP BANDUNDU	3	20	23	4,31 %	1,28 %
AA INONGO	0	7	7	1,31 %	0,39 %
AA KIKWIT	0	9	9	1,69 %	0,50 %
DP BUKAVU	8	33	41	7,68 %	2,28 %
DP GOMA	6	28	34	6,37 %	1,89 %
DP KANANGA	8	34	42	7,87 %	2,34 %
AA ILEBO	0	8	8	1,50 %	0,45 %
AA TSHIKAPA	2	5	7	1,31 %	0,39 %

ENTITE PROVINCIALE	EFFECTIF PAR SEXE				% eff. BCC
	F	M	Total	%	
DP KINDU	0	27	27	5,06 %	1,50 %
DP KISANGANI	12	42	54	10,11 %	3,01 %
AA BUTA	0	8	8	1,50 %	0,45 %
DP LUBUMBASHI	26	58	84	15,73 %	4,68 %
AA KALEMIE	2	7	9	1,69 %	0,50 %
AA KAMINA	1	9	10	1,87 %	0,56 %
AA KASUMBALESA	4	7	11	2,06 %	0,61 %
AA KONGOLO	0	9	9	1,69 %	0,50 %
DP MATADI	6	31	37	6,93 %	2,06 %
AA BOMA	3	16	19	3,56 %	1,06 %
DP MBANDAKA	5	18	23	4,31 %	1,28 %
AA BOENDE	1	4	5	0,94 %	0,28 %
AA BUMBA	1	9	10	1,87 %	0,56 %
AA GBADOLITE	0	8	8	1,50 %	0,45 %
AA ZONGO	0	11	11	2,06 %	0,61 %
DP MBUJI-MAYI	5	33	38	7,12 %	2,12 %
<b>TOTAL</b>	<b>93</b>	<b>441</b>	<b>534</b>	<b>100 %</b>	<b>29,75 %</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

### Répartition du Personnel par Grade

En ce qui concerne la répartition des effectifs suivant les grades, leurs sous-totaux indiquent ce qui suit :

- 64,29 % des agents, soit près de 2/3, sont porteurs des grades de la 3<sup>ème</sup> catégorie ;
- 23,29 % des agents, soit presque le 1/4, sont porteurs des grades de la 2<sup>ème</sup> catégorie ;
- 7,08 % des agents sont porteurs des grades de la 4<sup>ème</sup> catégorie ;
- 4,18 % des agents sont porteurs des grades de la 1<sup>ère</sup> catégorie ;
- 1,17 % des agents sont porteurs des grades de la 5<sup>ème</sup> catégorie.

Pris séparément, le grade de « Chef de Bureau – Classe 1 » (Codifié 32.1), est celui revêtu par le plus grand nombre d'agents, c'est-à-dire 265 personnes, soit 14,76 % ou le 1/7<sup>ème</sup> de la population active de la Banque. Par ailleurs, aucun agent n'est porteur de l'un des grades suivants :

- grade du « Directeur Général – Classe 2 », soit 11.2 ;
- grade du « Rédacteur Adjoint Principal – Classe 2 », soit 43.2 ;
- grade du « Commis Principal – Classe 1 », soit 51.1 ;
- grade du « Commis Principal - Classe 2 », soit 51.2 ;
- grade du « Commis Principal – Classe 3 », soit 51.3.

Tableau 2 | 21 Répartition du Personnel actif par grade

	GRADE	CODE	SEXE		TOTAL	Pourcentage
			Féminin	Masculin		
	Directeur Général 1	11.1	0	1	1	0,06 %
	Directeur Général 2	11.2	0	0	0	0,00 %
	Directeur Général 3	11.3	0	3	3	0,17 %
	Directeur 1	12.1	2	7	9	0,50 %
CATEGORIE 1	Directeur 2	12.2	1	11	12	0,67 %
	Directeur 3	12.3	0	12	12	0,67 %
	Directeur Adjoint 1	13.1	3	13	16	0,89 %
	Directeur Adjoint 2	13.2	1	6	7	0,39 %
	Directeur Adjoint 3	13.3	4	11	15	0,84 %
	<b>Sous-Total 1</b>		<b>11</b>	<b>64</b>	<b>75</b>	<b>4,18 %</b>
	Chef de Service Principal 1	21.1	3	24	27	1,50 %
	Chef de Service Principal 2	21.2	4	10	14	0,78 %
	Chef de Service Principal 3	21.3	7	28	35	1,95 %
	Chef de Service 1	22.1	15	61	76	4,23 %
	Chef de Service 2	22.2	15	61	76	4,23 %
	Chef de Service 3	22.3	10	35	45	2,51 %
CATEGORIE 2	Chef de Service Adjoint Principal 1	23.1	6	3	9	0,50 %
	Chef de Service Adjoint Principal 2	23.2	8	6	14	0,78 %
	Chef de Service Adjoint Principal 3	23.3	13	25	38	2,12 %
	Chef de Service Adjoint 1	24.1	7	13	20	1,11 %
	Chef de Service Adjoint 2	24.2	10	13	23	1,28 %
	Chef de Service Adjoint 3	24.3	21	20	41	2,28 %
	<b>Sous-Total 2</b>		<b>119</b>	<b>299</b>	<b>418</b>	<b>23,29 %</b>
	Chef de Bureau Principal 1	31.1	7	3	10	0,56 %
	Chef de Bureau Principal 2	31.2	21	45	66	3,68 %
	Chef de Bureau Principal 3	31.3	39	134	173	9,64 %
	Chef de Bureau 1	32.1	60	205	265	14,76 %
	Chef de Bureau 2	32.2	24	45	69	3,84 %
	Chef de Bureau 3	32.3	23	93	116	6,46 %
CATEGORIE 3	Chef de Bureau Adjoint Principal 1	33.1	0	2	2	0,11 %
	Chef de Bureau Adjoint Principal 2	33.2	0	2	2	0,11 %
	Chef de Bureau Adjoint Principal 3	33.3	14	27	41	2,28 %
	Chef de Bureau Adjoint 1	34.1	43	136	179	9,97 %
	Chef de Bureau Adjoint 2	34.2	21	73	94	5,24 %
	Chef de Bureau Adjoint 3	34.3	31	106	137	7,63 %
	<b>Sous-Total 3</b>		<b>283</b>	<b>871</b>	<b>1154</b>	<b>64,29 %</b>
	Rédacteur Principal 1	41.1	0	9	9	0,50 %
	Rédacteur Principal 2	41.2	2	3	5	0,28 %
	Rédacteur Principal 3	41.3	5	7	12	0,67 %
	Rédacteur 1	42.1	2	21	23	1,28 %
CATEGORIE 4	Rédacteur 2	42.2	6	27	33	1,84 %
	Rédacteur 3	42.3	1	16	17	0,95 %
	Rédacteur Adjoint Principal 1	43.1	0	2	2	0,11 %
	Rédacteur Adjoint Principal 2	43.2	0	0	0	0,00 %
	Rédacteur Adjoint Principal 3	43.3	2	24	26	1,45 %
	<b>Sous-Total 4</b>		<b>18</b>	<b>109</b>	<b>127</b>	<b>7,08 %</b>
	Commis Principal 1	51.1	0	0	0	0,00 %
	Commis Principal 2	51.2	0	0	0	0,00 %
	Commis Principal 3	51.3	0	0	0	0,00 %
CATEGORIE 5	Commis 1	52.1	0	6	6	0,33 %
	Commis 2	52.2	0	8	8	0,45 %
	Commis 3	52.3	0	7	7	0,39 %
	<b>Sous-Total 5</b>		<b>0</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>1,17 %</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>431</b>	<b>1364</b>	<b>1795</b>	<b>100 %</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

Durant l'année 2020, la Banque Centrale a enregistré 20 départs pour raisons diverses contre 01 engagement tel que détaillés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 | 22 Mouvements du personnel

SITUATION	MOTIF	EFFECTIF SUIVANT LE MOIS												
		Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	TOTAL
SORTIE	Retraite	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
	Retraite antic.	1	1	-	-	1	1	1	-	-	-	-	-	5
	Décès	1	2	1	1	3	1	1	1	-	1	-	-	12
	Licenciement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
	Démission	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
	Détachement	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1
	Disponibilité	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Total Sortie		3	4	1	1	4	2	2	2	0	1	0	20	
ENTREE	Engagement	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	
	Réintégration	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0	
Total Entrée		0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	

Source : Banque Centrale du Congo.

### Répartition du personnel par niveau d'études

Au cours de l'année 2020, la répartition du personnel par niveau d'études se présente de la manière suivante :

Tableau 2 | 23 Répartition du personnel de la Banque par niveau d'études

NIVEAU D'ETUDES	Effectif par genre				
	F	M	Total	%	
Universitaire	Licence et plus (Bac + 5 & Plus)	152	501	653	36,4
	Graduat (BAC + 3)	102	260	362	20,2
Sous-total 1		254	761	1 015	56,5
%		25,0	75,0	100	
Non Universitaire	Diplôme d'Etat (Bac)	122	393	515	28,7
	Autres	55	210	265	14,8
Sous-total 2		177	603	780	43,5
%		22,7	77,3	100	
Total Général		431	1 364	1 795	100

Source : Banque Centrale du Congo.

Le tableau ci-dessus renseigne que 1.015 agents, soit 56,5 %, sur l'effectif global du personnel actif, ont au moins un diplôme de niveau supérieur et/ou universitaire contre 780 agents, soit 43,5 %, n'ayant pas de titre académique ou supérieur.

### Répartition du personnel par catégorie professionnel

Au regard du caractère « Elitiste » de l'Institut d'Emission, la répartition de l'effectif global est faite suivant les catégories professionnelles d'appartenance, et répond aux standards étant donné que la base de la pyramide est, en principe, constituée des agents qui exercent des emplois catégorisés soit, « Techniciens », soit « Professionnels ». Ainsi, près de la moitié des effectifs de la Banque, soit 48,4 % est constituée des techniciens et plus du quart, soit 29,0 %

par des professionnels. Les Managers constituent 14,7 % de cette population, alors que les Soutiens Administratifs ou Techniques ainsi que les Métiers Non Spécialisés représentent un ensemble de 7,9 %.

Tableau 2 | 24 Répartition du personnel actif de la Banque par catégorie professionnelle

Catégorie professionnelle	Effectif par genre				
	F	M	Total	%	
Managers	Cadre de Direction (CADIR)	8	70	78	4,3
	Responsable de Service (RS)	34	152	186	10,4
S/Total Man.		42	222	264	14,7
Professionnels	Assimilé au CADIR	5	19	24	1,3
	Principal Non CADIR	1	5	6	0,3
S/Total Prof.		126	394	520	29,0
Techniciens		244	624	868	48,4
Soutiens Administratifs ou Techniques (SAT)		19	98	117	6,5
Métiers Non Spécialisés (MNS)		0	26	26	1,4
Total général		431	1 364	1 795	100

Source : Banque Centrale du Congo.

### Répartition du personnel selon l'âge et l'ancienneté à la Banque

La comparaison des effectifs de la Banque Centrale du Congo selon l'âge renseigne que près du tiers des agents, c'est-à-dire 566 personnes (31,12 %), sont âgés de plus de 55 ans. S'agissant de l'ancienneté, un peu plus du tiers de l'effectif global, soit 599 personnes (33,02 %) est composé des agents qui totalisent plus de 25 ans de carrière. Toutefois, il y a lieu de relever que ces derniers peuvent, à tout moment, solliciter une demande d'admission à la retraite anticipée.

Tableau 2 | 25 Répartition du personnel actif selon l'âge et par ancienneté à la Banque

TRANCHE D'AGE	TRANCHE D'ANCIENNETE A LA BANQUE							Total	%
	0 à 5	6 à 10	11 à 15	16 à 20	21 à 25	26 à 30	31 et plus		
18 à 25 ans	1	-	-	-	-	-	-	1	0,06 %
26 à 30 ans	36	3	-	-	-	-	-	39	2,17 %
31 à 35 ans	90	95	9	-	-	-	-	194	10,81 %
36 à 40 ans	57	170	71	2	-	-	-	300	16,71 %
41 à 45 ans	39	92	95	12	4	-	-	242	13,48 %
46 à 50 ans	13	33	63	30	13	10	-	162	9,03 %
51 à 55 ans	5	13	50	39	39	60	30	236	13,15 %
56 à 60 ans	1	9	24	26	31	143	139	373	20,78 %
61 à 65 ans	-	-	9	17	14	75	133	248	13,82 %
Total	242	415	321	126	101	288	302	1 795	100 %
%	13,48 %	23,12 %	17,88 %	7,02 %	5,63 %	16,04 %	16,82 %	100 %	

Source : Banque Centrale du Congo.

### Formation et Accueil des stagiaires

En 2020, la Banque n'a pas organisé de session de formation suite à la pandémie de Covid-19 et de ce fait, n'a reçu de stagiaire dans ses installations.



## 3 | Comptes de la banque

Les comptes annuels de la Banque Centrale du Congo de l'exercice 2020 ont été essentiellement influencés par l'évolution des agrégats macro-économiques ci-après :

- le taux d'inflation moyen de 10,9 % contre 4,7 % à fin 2019 ;
- le taux directeur de 18,5 % contre 9,0 % à fin 2019 ;
- le taux de change moyen du dollar américain par rapport au franc congolais de USD 1 = CDF 1.851,5 en 2020 contre 1 USD = CDF 1.647,8 en 2019.

S'agissant de la taille du bilan de la Banque Centrale du Congo, elle est passée de 6.094.158 millions de CDF en 2019 à 6.852.357 millions en 2020, à la suite des variations enregistrées tant au niveau de l'actif que du passif.

Quant au résultat d'exploitation de la Banque, pour l'exercice 2020, il accuse un résultat négatif de 9.943 millions de CDF.

### 3 | 1 Bilan

L'analyse sommaire des comptes annuels de l'exercice 2020 montre que le total bilantaire s'est établi à 6.852.357 millions de CDF contre 6.094.158 millions de CDF à fin décembre 2019.

#### 3 | 1 | 1 Actif

Du point de vue de l'actif, l'évolution du total bilantaire a résulté des faits ci-après :

- l'augmentation des avoirs et créances en monnaies étrangères hors DTS, des avoirs et créances en monnaie nationale et des autres actifs, lesquels renseignent respectivement une hausse de 90.487 millions de CDF, 126.696 millions et 552.787 millions ;
- la diminution des avoirs et créances en DTS, de 11.771 millions de CDF.

Tableau 3 | 1 Actif du bilan de la Banque Centrale du Congo (en millions de CDF)

ACTIF	2019	2020	Variation
AVOIRS ET CREANCES EN OR ET ME HORS DTS	2 645 001	2 735 488	90 487
Avoirs et créances en Or	-	-	-
Avoirs et créances en ME	2 645 001	2 735 488	90 487
Titres en ME	-	-	-
AVOIRS ET CREANCES EN DTS	88 538	76 767	- 11 771
Avoirs et créances en DTS auprès du FMI	88 538	76 767	- 11 771
Avoirs et créances à vue en DTS auprès d'autres IFNR	-	-	-
AVOIRS ET CREANCES EN MN	1 249 498	1 376 194	126 696
Concours en MN aux établissements de crédit	-	126 696	126 696
Titres en MN	1 249 498	1 249 498	-
AUTRES ACTIFS	2 111 122	2 663 909	552 787
Immobilisations	378 921	441 298	62 377
Avoirs et créances divers	942 525	1 247 878	305 352
Régularisations et suspens	125 900	203 899	77 999
Autres actifs divers	663 775	770 834	107 059
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>6 094 158</b>	<b>6 852 357</b>	<b>758 199</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

#### 3 | 1 | 2 Passif

Quant au passif, la variation du bilan est expliquée par ce qui suit :

- l'augmentation (i) des engagements en monnaie nationale, (ii) des engagements en DTS et (iii) des fonds propres, respectivement de 580.504 millions de CDF, 347.145 millions et 47.004 millions ;
- la réduction (i) des engagements en or et monnaies étrangères hors DTS de 3.322 millions de CDF, (ii) des autres passifs de 159.917 millions, (iii) des provisions pour risques et charges de 31.432 millions ainsi que (iv) du résultat de l'exercice de 21.784 millions.

Tableau 3|2 Passif du bilan de la Banque Centrale du Congo  
(en millions de CDF)

PASSIF	2019	2020	Variation
ENGAGEMENTS EN MN	3 094 122	3 674 627	580 504
Billets et pièces en circulation	1 933 635	2 448 942	515 307
Dépôts en MN des résidents	1 105 411	1 210 609	105 198
Dépôts en MN des non-résidents	77	76	- 1
Réprises de liquidité	55 000	15 000	- 40 000
ENGAGEMENTS EN OR ET ME HORS DTS	203 732	200 410	- 3 322
Engagements en Or	-	-	-
Engagements en ME	203 732	200 410	- 3 322
ENGAGEMENTS EN DTS	1 895 061	2 242 205	347 145
Engagements en DTS envers le FMI	1 886 150	2 231 198	345 048
Engagements en DTS envers les autres IFNR	8 911	11 008	2 097
AUTRES PASSIFS	586 327	426 411	- 159 917
Engagements divers	46 643	199 734	153 091
Régularisations et suspens	37 242	214 310	177 068
Autres passifs divers	502 443	12 367	- 490 076
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	67 700	36 268	- 31 432
FONDS PROPRES	235 376	282 379	47 004
RESULTAT DE L'EXERCICE	11 841	- 9 943	- 21 784
TOTAL PASSIF	6 094 158	6 852 357	758 199

Source : Banque Centrale du Congo.

### 3|2 Comptes des pertes et profits

L'exercice 2020 s'est clôturé avec un déficit de 9.943 millions de CDF, en détérioration de 21.784 millions de CDF par rapport à l'exercice 2019. Ce résultat a découlé des produits de 562.697 millions de CDF contre des charges de 572.640 millions. Comparativement à l'exercice 2019, il a été observé une hausse aussi bien des produits que des charges.

Tableau 3|3 Tableau de formation du Résultat  
(en millions de CDF)

	2019	2020	Variation
1. Produits d'exploitation monétaire	76 427	96 476	20 049
2. Charges d'exploitation monétaire	74 701	70 459	- 4 242
3. MARGE D'EXPLOITATION MONETAIRE (3)=(1)-(2)	1 725	26 017	24 292
4. Produits d'exploitation bancaire	342 285	351 931	9 646
5. Charges d'exploitation bancaire	63 916	57 526	- 6 390
6. MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE (6)=(4)-(5)	278 369	294 404	16 035
7. Matières et fournitures consommées	13 292	13 796	504
8. Services consommés	62 903	81 423	18 520
9. VALEUR AJOUTEE (9)=(3)+(6)-(7)-(8)	203 899	225 203	21 304
10. Produits divers	8 442	8 776	334
11. Subvention d'exploitation	-	-	-
12. Reprises sur provisions exigibles	15 311	66 514	51 203
13. Charges diverses	62 867	62 355	- 511
14. Charges du personnel	168 022	203 578	35 556
15. Dotation aux provisions exigibles	10 474	35 082	24 608
16. RESULTAT BRUT D'EXPL. (16)=(9)+(10)+(11)+(12)-(13)-(14)-(15)	- 13 710	- 523	13 187
17. Reprises s'amortissement et provisions N-exigibles	3 615	6 094	2 479

	2019	2020	Variation
18. Dotation amortissement et provision N-exigibles	30 331	32 179	1 848
19. RESULTAT COURANT D'EXPL. (19)=(16)+(17)-(18)	- 40 427	- 26 609	13 818
20. Produits exceptionnels et hors-exploitation	80 928	32 907	- 48 021
21. Charges exceptionnelles et hors-exploitation	28 661	16 241	- 12 419
22. RESULTAT EXCEPT. ET H-EXPL. (22)=(20)-(21)	52 268	16 666	- 35 602
23. RESULTAT DE LA PERIODE A AFFECTER (23)=(19)+(22)	11 841	- 9 943	- 21 784

Source : Banque Centrale du Congo.

L'analyse par paliers du résultat révèle ce qui suit :

- la marge d'exploitation monétaire s'est chiffrée à 26.017 millions de CDF contre 1.725 millions en 2019, en raison d'une part, de l'encaissement des produits issus des opérations de refinancement et des opérations cambistes ainsi que, d'autre part, de la baisse des charges d'exploitation monétaire ;
- la marge d'exploitation bancaire s'est établie à 294.404 millions de CDF, en hausse de 16.036 millions par rapport à 2019, expliquée aussi bien par l'accroissement des produits d'exploitation bancaire que par la baisse des charges d'exploitation, d'une année à l'autre ;
- la valeur ajoutée s'est chiffrée à 225.203 millions de CDF contre 203.899 millions en 2019. La progression observée est justifiée par d'importantes variations positives notées sur la marge d'exploitation monétaire et la marge d'exploitation bancaire contre une faible augmentation des consommations intermédiaires ;
- le résultat brut d'exploitation s'est amélioré de 13.188 millions de CDF, d'une année à l'autre, s'établissant à -523 millions en 2020. Cette amélioration est justifiée par :
  - la hausse de la valeur ajoutée ;
  - l'accroissement des produits divers constitués des recettes issues des ventes d'imprimés de sécurité, d'imprimés ordinaires, des signes monétaires de collection, des publications et des prestations diverses ;
  - l'augmentation des reprises sur provisions exigibles ;
  - la baisse des charges diverses ;
- le résultat courant d'exploitation, soit -26.609 millions de CDF en 2020, est en amélioration par rapport à son niveau de 2019 établi à -40.427 millions. Cette situation est expliquée par le bon comportement du résultat brut d'exploitation, la hausse des reprises sur amortissements et provisions non exigibles, en dépit d'une hausse des dotations aux amortissements et provisions non exigibles.

3|3 Opinion de l'auditeur externe sur les états financiers de la Banque Centrale du Congo

**Deloitte.**

**BANQUE CENTRALE DU CONGO**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR EXTERNE**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2020



**Deloitte Services SARL**  
Commissariat aux comptes. Audit. Consulting.  
Expertise comptable. Juridique. Fiscal.  
Bureau de Kinshasa : Avenue Tombalbaye n°4239  
Kinshasa/Gombe ; Tel : +243 85 999 80 80  
Bureau de Lubumbashi : Avenue Kilela Balanda N°1134  
Lubumbashi; Tel: +243 84 84 39 360  
[www.deloitte.com](http://www.deloitte.com)

## BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC)

### RAPPORT DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2020

Au Conseil de la Banque Centrale du Congo,

#### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la Banque Centrale du Congo, comprenant le Bilan au 31 décembre 2020, le Tableau de Formation du Résultat et le Tableau des Flux de Trésorerie clos à cette date ainsi que des notes comprenant le résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

A notre avis, les états financiers ci-joints donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Banque Centrale du Congo au 31 décembre 2020, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux règles et principes comptables généralement admis en République Démocratique du Congo et aux dispositions légales applicables à la Banque Centrale du Congo.

#### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur indépendant relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport.

Nous sommes indépendants de la Banque Centrale du Congo conformément au Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le code de l'IESBA) ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en République Démocratique du Congo (RDC) et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles et le code de l'IESBA.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Nous portons à votre attention les observations suivantes :

#### Observations

##### Observation – Position débitrice du Compte Général du Trésor

Nous attirons l'attention sur la note **4.2.1.1** relative au solde débiteur des comptes du Trésor dans les livres de la Banque dont la position n'est pas conforme à l'article 67 de la loi n°18/027 du 13 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo.



#### **Observation - Capital social et recapitalisation de la BCC**

Nous attirons l'attention sur la note **10.1** relative au capital de la BCC et à l'application du principe de continuité d'exploitation pour la présentation des comptes malgré le retard pris par l'État dans la mise en œuvre du processus de restructuration financière (recapitalisation) de la Banque, l'absence de prise en charge par le Gouvernement des pertes cumulées et des écarts de conversion (respectivement CDF 1 571 599 millions et CDF 387 002 millions). Nous n'avons pas obtenu de lettre formelle de soutien de l'État Congolais à la Banque Centrale du Congo.

#### **Observation – Suspens débiteurs sur les opérations de crédit logement**

Nous attirons l'attention sur la note **4.3.2.1.5** qui met en évidence l'augmentation des suspens consécutive essentiellement aux opérations de crédit logement de CDF 35 983 millions comptabilisées provisoirement dans les suspens débiteurs en attente d'une imputation comptable appropriée.

#### **Observation – Comptabilisation des indemnités de fin de carrière**

Nous attirons l'attention sur la note **9.2** relative à l'évaluation et l'option retenue pour la comptabilisation de la provision pour indemnités de fin de carrière des agents de la Banque Centrale du Congo.

#### **Observation - Comptes hors Bilan : Engagements donnés sur les emprunts de l'Etat**

Nous attirons l'attention sur la note **12.2.1.2.2** relative aux engagements donnés en monnaies étrangères pour le compte du Trésor Public par la Banque en marge de l'article 16 de la loi organique N°18/027 du 13 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, qui interdit à la Banque de garantir les dettes et engagements de l'Etat, des provinces, des entités territoriales décentralisées et des entreprises ou organismes publics.

Ces observations ne modifient pas notre opinion.

#### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les comptes**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des comptes conformément aux normes et principes comptables admis en République Démocratique du Congo et aux dispositions légales applicables à la Banque Centrale du Congo, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation des comptes exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des comptes, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la banque à poursuivre son exploitation, ou de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de proposer la liquidation de la Banque ou la cessation de son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Banque Centrale du Congo.

#### **Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des comptes**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

## Deloitte.

Nos responsabilités pour l'audit des comptes annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport de l'auditeur externe.

Kinshasa, le 27 novembre 2021

Deloitte Services Sarl



Prof. Bob David NZOIMBENGHE L.  
Associé  
Expert-Comptable

# ANNEXE - TABLEAUX

---



## 1 | Développements économiques

Tableau 1 | 7 Contribution des différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut (en points de croissance, aux prix de 2005)

Branches d'activité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019(p)	2020e)
<b>Secteur primaire</b>	<b>3,2</b>	<b>5,5</b>	<b>2,0</b>	<b>0,4</b>	<b>2,2</b>	<b>4,7</b>	<b>0,77</b>	<b>3,09</b>
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	0,8	0,8	0,8	0,5	0,3	0,3	0,49	0,39
Extraction	2,4	4,7	1,3	-0,2	2,0	4,4	0,28	2,70
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1,7</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>0,4</b>	<b>1,2</b>	<b>0,70</b>	<b>1,55</b>	<b>-0,82</b>
Industries manufacturières	1,1	1,1	1,5	1,0	0,3	-0,1	0,69	-0,83
Bâtiment et travaux publics	0,6	0,0	-0,3	-0,7	0,8	0,8	0,85	-0,01
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,01	0,01
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>3,2</b>	<b>2,6</b>	<b>3,5</b>	<b>1,7</b>	<b>1,2</b>	<b>0,5</b>	<b>2,12</b>	<b>0,08</b>
Commerce	1,2	0,7	1,5	0,9	0,7	0,3	0,59	-0,48
Transports et télécommunications	1,2	0,8	1,2	0,4	0,3	-0,2	0,54	1,16
Autres services hors adm. publique	0,6	1,0	0,7	0,3	0,2	0,4	0,75	-0,43
Services d'administration publique	0,2	0,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,30	-0,21
SIFIM	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,07	0,03
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>8,1</b>	<b>9,3</b>	<b>6,7</b>	<b>2,5</b>	<b>4,6</b>	<b>5,8</b>	<b>4,44</b>	<b>2,35</b>
Taxes sur les produits	0,4	0,2	0,2	-0,1	-0,9	0,0	-0,05	-0,61
<b>PIB aux prix constants</b>	<b>8,5</b>	<b>9,5</b>	<b>6,9</b>	<b>2,4</b>	<b>3,7</b>	<b>5,8</b>	<b>4,38</b>	<b>1,74</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau 1 | 8 Parts relatives des composantes de la demande globale dans le PIB réel (en pourcentage au PIB aux prix de 2005)

Composantes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019(p)	2020(e)
<b>Demande intérieure</b>	<b>125,2</b>	<b>122,0</b>	<b>116,4</b>	<b>112,7</b>	<b>116,1</b>	<b>113,4</b>	<b>116,1</b>	<b>113,5</b>
Consommation	91,8	89,9	89,1	83,5	81,4	76,4	81,1	77,7
Investissements bruts	33,4	32,1	27,3	29,2	34,7	37,0	35,0	35,8
<b>Demande extérieure nette</b>	<b>-25,2</b>	<b>-22,0</b>	<b>-16,4</b>	<b>-12,7</b>	<b>-16,1</b>	<b>-13,4</b>	<b>-16,1</b>	<b>-13,5</b>
Exportations de biens et services	26,0	28,8	28,1	27,2	28,1	30,4	32,3	25,3
Importations de biens et services	-51,2	-50,8	-44,4	-39,8	-44,2	-43,7	-48,4	-38,7
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>100,0</b>							

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau 1 | 9 Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut  
(Valeurs ajoutées en millions de CDF aux prix de 2005)

Branches d'activité	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019(p)	2020(e)
<b>Secteur primaire</b>	<b>3 348 156,4</b>	<b>3 579 904,8</b>	<b>3 850 312,1</b>	<b>4 357 309,9</b>	<b>4 564 150,9</b>	<b>4 603 663,6</b>	<b>4 849 291,9</b>	<b>5 383 386,8</b>	<b>5 477 271,8</b>	<b>5 868 579,8</b>
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	1 505 702,3	1 557 695,7	1 623 832,3	1 700 798,4	1 780 002,3	1 838 031,4	1 867 631,5	1 897 024,4	1 956 662,5	2 006 207,5
Agriculture	1 448 545,8	1 498 331,1	1 562 980,1	1 624 998,6	1 699 109,5	1 751 841,8	1 781 700,3	1 812 154,3	1 868 838,6	1 926 082,8
vivrière	1 427 882,6	1 477 079,9	1 541 027,6	1 600 768,6	1 673 552,5	1 724 827,7	1 754 149,8	1 783 970,3	1 838 628,6	1 894 726,8
rente	20 663,2	21 251,2	21 952,5	24 230,0	25 557,0	27 014,1	27 550,5	28 184,0	30 210,0	31 356,0
sylviculture	54 567,8	56 685,3	58 097,9	72 938,7	77 816,8	83 021,1	82 667,4	81 508,1	84 360,9	76 557,6
élevage, pêche et chasse	2 588,7	2 679,3	2 754,4	2 861,1	3 076,0	3 168,5	3 263,8	3 361,9	3 463,0	3 567,1
Extraction	1 842 454,1	2 022 209,1	2 226 479,7	2 656 511,5	2 784 148,6	2 765 632,2	2 981 660,4	3 486 362,4	3 520 609,3	3 862 372,3
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1 208 122,4</b>	<b>1 301 608,0</b>	<b>1 444 709,1</b>	<b>1 551 625,9</b>	<b>1 672 750,0</b>	<b>1 713 350,6</b>	<b>1 843 837,4</b>	<b>1 923 817,3</b>	<b>2 111 770,7</b>	<b>2 007 621,3</b>
Industries manufacturières	854 944,6	899 584,8	990 025,7	1 088 390,4	1 237 851,7	1 344 870,4	1 378 148,7	1 366 482,5	1 450 009,0	1 345 497,0
Industries alimentaires, boissons et tabac	647 244,3	713 604,4	814 907,6	922 882,5	1 044 717,0	1 142 128,9	1 158 376,9	1 138 128,3	1 206 360,2	1 126 501,9
Autres industries manufacturières	207 700,3	185 980,4	175 118,1	165 507,9	193 134,7	202 741,5	219 771,8	228 354,2	243 648,7	218 995,0
Bâtiment et travaux publics	297 487,1	342 531,9	390 908,0	395 452,1	370 176,5	297 717,7	391 201,1	478 975,4	582 205,9	581 353,9
Electricité, gaz, vapeur et eau	55 690,7	59 491,3	63 775,4	67 783,4	64 721,8	70 762,5	74 487,6	78 359,3	79 555,8	80 770,5
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>3 153 358,8</b>	<b>3 364 379,5</b>	<b>3 636 116,2</b>	<b>3 880 315,4</b>	<b>4 232 857,0</b>	<b>4 421 320,2</b>	<b>4 552 969,8</b>	<b>4 605 408,4</b>	<b>4 861 953,1</b>	<b>4 872 045,0</b>
Commerce	1 122 474,3	1 248 576,3	1 350 938,3	1 415 698,1	1 569 026,6	1 669 686,1	1 749 343,7	1 780 599,5	1 852 713,8	1 792 231,0
Transports et télécommunications	992 482,1	1 050 624,7	1 150 781,0	1 220 218,4	1 339 108,5	1 386 116,7	1 422 861,3	1 402 765,7	1 468 162,5	1 615 436,3
Autres services hors adm. publique	751 967,6	784 186,6	835 326,1	926 120,3	997 374,1	1 028 076,9	1 049 135,3	1 100 546,6	1 191 997,7	1 137 795,3
Services d'administration publique	344 872,0	340 760,1	355 261,1	382 750,0	397 088,9	412 481,9	408 471,9	406 818,0	443 487,2	417 264,4
SIFIM	-58 437,3	-59 768,3	-56 190,2	-64 471,5	-69 741,1	-75 041,4	-76 842,4	-85 321,5	-94 405,0	-90 682,0
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>7 709 637,6</b>	<b>8 245 892,3</b>	<b>8 931 137,3</b>	<b>9 789 251,2</b>	<b>10 469 757,9</b>	<b>10 738 334,4</b>	<b>11 246 099,0</b>	<b>11 912 612,5</b>	<b>12 450 995,5</b>	<b>12 748 246,1</b>
Taxes sur les produits	226 757,5	252 947,2	288 570,0	303 589,0	321 122,1	311 459,7	215 515,1	216 196,1	209 604,2	132 068,5
<b>PIB à prix constants</b>	<b>7 936 395,2</b>	<b>8 498 839,5</b>	<b>9 219 707,4</b>	<b>10 092 840,2</b>	<b>10 790 880,0</b>	<b>11 049 794,1</b>	<b>11 461 614,2</b>	<b>12 128 808,6</b>	<b>12 660 599,7</b>	<b>12 880 314,6</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau 1 | 10 Croissances sectorielles et globale de l'activité économique  
(Variations en pourcentage, aux prix de 2005)

Branches d'activité	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019(p)	2020(e)
<b>Secteur primaire</b>	<b>13,8</b>	<b>6,9</b>	<b>7,6</b>	<b>13,2</b>	<b>4,7</b>	<b>0,9</b>	<b>5,34</b>	<b>11,01</b>	<b>1,74</b>	<b>7,14</b>
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	3,6	3,5	4,2	4,7	4,7	3,3	1,61	1,57	3,14	2,53
Agriculture	3,5	3,4	4,3	4,0	4,6	3,1	1,70	1,71	3,13	3,06
vivrière	3,5	3,4	4,3	3,9	4,5	3,1	1,70	1,70	3,06	3,05
rente	3,4	2,8	3,3	10,4	5,5	5,7	1,99	2,30	7,19	3,79
sylviculture	4,4	3,9	2,5	25,5	6,7	6,7	-0,43	-1,40	3,50	-9,25
élevage, pêche et chasse	2,5	3,5	2,8	3,9	7,5	3,0	3,01	3,01	3,01	3,01
Extraction	23,8	9,8	10,1	19,3	4,8	-0,7	7,81	16,93	0,98	9,71
<b>Secteur secondaire</b>	<b>5,1</b>	<b>7,7</b>	<b>11,0</b>	<b>7,4</b>	<b>7,8</b>	<b>2,4</b>	<b>7,62</b>	<b>4,34</b>	<b>9,77</b>	<b>-4,93</b>
Industries manufacturières	1,8	5,2	10,1	9,9	13,7	8,6	2,47	-0,85	6,11	-7,21
Industries alimentaires, boissons et tabac	-2,4	10,3	14,2	13,2	13,2	9,3	1,42	-1,75	6,00	-6,62
Autres industries manufacturières	17,5	-10,5	-5,8	-5,5	16,7	5,0	8,40	3,91	6,70	-10,12
Bâtiment et travaux publics	17,9	15,1	14,1	1,2	-6,4	-19,6	31,40	22,44	21,55	-0,15
Electricité, gaz, vapeur et eau	-3,2	6,8	7,2	6,3	-4,5	9,3	5,26	5,20	1,53	1,53
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>1,0</b>	<b>6,7</b>	<b>8,1</b>	<b>6,7</b>	<b>9,1</b>	<b>4,5</b>	<b>2,98</b>	<b>1,15</b>	<b>5,57</b>	<b>0,21</b>
Commerce	0,8	11,2	8,2	4,8	10,8	6,4	4,77	1,79	4,05	-3,26
Transports et télécommunications	0,6	5,9	9,5	6,0	9,7	3,5	2,65	-1,41	4,66	10,03
Autres services hors adm. publique	1,9	4,3	6,5	10,9	7,7	3,1	2,05	4,90	8,31	-4,55
Services d'administration publique	1,1	-1,2	4,3	7,7	3,7	3,9	-0,97	-0,40	9,01	-5,91
SIFIM	1,3	2,3	-6,0	14,7	8,2	7,6	2,40	11,03	10,65	-3,94
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>6,9</b>	<b>7,0</b>	<b>8,3</b>	<b>9,6</b>	<b>7,0</b>	<b>2,6</b>	<b>4,73</b>	<b>5,93</b>	<b>4,52</b>	<b>2,39</b>
Taxes sur les produits	6,3	11,5	14,1	5,2	5,8	-3,0	-30,80	0,32	-3,05	-36,99
<b>PIB aux prix constants</b>	<b>6,9</b>	<b>7,1</b>	<b>8,5</b>	<b>9,5</b>	<b>6,9</b>	<b>2,4</b>	<b>3,73</b>	<b>5,8</b>	<b>4,4</b>	<b>1,7</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau 1 | 11 Contribution des différents secteurs à la croissance économique  
 (en points de croissance)

Branches d'activité	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)
<b>Secteur primaire</b>	<b>5,5</b>	<b>2,9</b>	<b>3,2</b>	<b>5,5</b>	<b>2,0</b>	<b>0,4</b>	<b>2,2</b>	<b>4,7</b>	<b>0,8</b>	<b>3,1</b>
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4
Agriculture	0,7	0,6	0,8	0,7	0,7	0,5	0,3	0,3	0,5	0,5
vivrière	0,7	0,6	0,8	0,6	0,7	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4
rente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sylviculture	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
Elevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	4,8	2,3	2,4	4,7	1,3	-0,2	2,0	4,40	0,28	2,7
<b>Secteur secondaire</b>	<b>0,8</b>	<b>1,2</b>	<b>1,7</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>0,4</b>	<b>1,2</b>	<b>0,7</b>	<b>1,5</b>	<b>-0,8</b>
Industries manufacturières	0,2	0,6	1,1	1,1	1,5	1,0	0,3	-0,1	0,7	-0,8
Industries alimentaires, boissons et tabac	-0,2	0,8	1,2	1,2	1,2	0,9	0,1	-0,2	0,6	-0,6
Autres industries manufacturières	0,4	-0,3	-0,1	-0,1	0,3	0,1	0,2	0,1	0,1	-0,2
Bâtiment et travaux publics	0,6	0,6	0,6	0,0	-0,3	-0,7	0,8	0,8	0,9	0,0
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>0,4</b>	<b>2,7</b>	<b>3,2</b>	<b>2,6</b>	<b>3,5</b>	<b>1,7</b>	<b>1,2</b>	<b>0,5</b>	<b>2,1</b>	<b>0,1</b>
Commerce	0,1	1,6	1,2	0,7	1,5	0,9	0,7	0,3	0,6	-0,5
Transports et télécommunications	0,1	0,7	1,2	0,8	1,2	0,4	0,3	-0,2	0,5	1,2
Autres services hors adm. publique	0,2	0,4	0,6	1,0	0,7	0,3	0,2	0,4	0,8	-0,4
Services d'administration publique	0,1	-0,1	0,2	0,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,3	-0,2
SIFIM	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>6,7</b>	<b>6,8</b>	<b>8,1</b>	<b>9,3</b>	<b>6,7</b>	<b>2,5</b>	<b>4,6</b>	<b>5,8</b>	<b>4,4</b>	<b>2,3</b>
Taxes sur les produits	0,2	0,3	0,4	0,2	0,2	-0,1	-0,9	0,0	-0,1	-0,6
<b>PIB aux prix constants</b>	<b>6,9</b>	<b>7,1</b>	<b>8,5</b>	<b>9,5</b>	<b>6,9</b>	<b>2,4</b>	<b>3,7</b>	<b>5,8</b>	<b>4,4</b>	<b>1,7</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

 Tableau 1 | 12 Contribution des différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut  
 (en pourcentage)

Branches d'activité	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)
<b>Secteur primaire</b>	<b>79,6</b>	<b>41,2</b>	<b>37,5</b>	<b>58,1</b>	<b>29,6</b>	<b>15,3</b>	<b>59,6</b>	<b>80,1</b>	<b>17,7</b>	<b>178,1</b>
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	10,2	9,2	9,2	8,8	11,3	22,4	7,2	4,4	11,2	22,5
Agriculture	9,7	8,9	9,0	7,1	10,6	20,4	7,3	4,6	10,7	26,1
vivrière	9,6	8,7	8,9	6,8	10,4	19,8	7,1	4,5	10,3	25,5
rente	0,1	0,1	0,1	0,3	0,2	0,6	0,1	0,1	0,4	0,5
Sylviculture	0,4	0,4	0,2	1,7	0,7	2,0	-0,1	-0,2	0,5	-3,6
Elevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	69,5	32,0	28,3	49,3	18,3	-7,2	52,5	75,6	6,4	155,5
<b>Secteur secondaire</b>	<b>11,4</b>	<b>16,6</b>	<b>19,9</b>	<b>12,2</b>	<b>17,4</b>	<b>15,7</b>	<b>31,7</b>	<b>12,0</b>	<b>35,3</b>	<b>-47,4</b>
Industries manufacturières	2,9	7,9	12,5	11,3	21,4	41,3	8,1	-1,7	15,7	-47,6
Industries alimentaires, boissons et tabac	-3,1	11,8	14,1	12,4	17,5	37,6	3,9	-3,0	12,8	-36,3
Autres industries manufacturières	6,1	-3,9	-1,5	-1,1	4,0	3,7	4,1	1,3	2,9	-11,2
Bâtiment et travaux publics	8,8	8,0	6,7	0,5	-3,6	-28,0	22,7	13,2	19,4	-0,4
Electricité, gaz, vapeur et eau	-0,4	0,7	0,6	0,5	-0,4	2,3	0,9	0,6	0,2	0,6
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>6,3</b>	<b>37,5</b>	<b>37,7</b>	<b>28,0</b>	<b>50,5</b>	<b>72,8</b>	<b>32,0</b>	<b>7,9</b>	<b>48,2</b>	<b>4,6</b>
Commerce	1,8	22,4	14,2	7,4	22,0	38,9	19,3	4,7	13,6	-27,5
Transports et télécommunications	1,1	10,3	13,9	8,0	17,0	18,2	8,9	-3,0	12,3	67,0
Autres services hors adm. publique	2,8	5,7	7,1	10,4	10,2	11,9	5,1	7,7	17,2	-24,7
Services d'administration publique	0,7	-0,7	2,0	3,1	2,1	5,9	-1,0	-0,2	6,9	-11,9
SIFIM	-0,1	-0,2	0,5	-0,9	-0,8	-2,0	-0,4	-1,3	-1,7	1,7
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>97,4</b>	<b>95,3</b>	<b>95,1</b>	<b>98,3</b>	<b>97,5</b>	<b>103,7</b>	<b>123,3</b>	<b>99,9</b>	<b>101,2</b>	<b>135,3</b>
Taxes sur les produits	2,6	4,7	4,9	1,7	2,5	-3,7	-23,3	0,1	-1,2	-35,3
<b>PIB aux prix constants</b>	<b>100,0</b>									

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau 1 | 13 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit  
(en pourcentage du PIB à prix constants)

Branches d'activité	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)
<b>Secteur primaire</b>	<b>42,2</b>	<b>42,1</b>	<b>41,8</b>	<b>43,2</b>	<b>42,3</b>	<b>41,7</b>	<b>42,3</b>	<b>44,4</b>	<b>43,3</b>	<b>45,6</b>
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	19,0	18,3	17,6	16,9	16,5	16,6	16,3	15,6	15,5	15,6
Agriculture	18,3	17,6	17,0	16,1	15,7	15,9	15,5	14,9	14,8	15,0
vivrière	18,0	17,4	16,7	15,9	15,5	15,6	15,3	14,7	14,5	14,7
rente	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Sylviculture	0,7	0,7	0,6	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6
Elevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	23,2	23,8	24,1	26,3	25,8	25,0	26,0	28,7	27,8	30,0
<b>Secteur secondaire</b>	<b>15,2</b>	<b>15,3</b>	<b>15,7</b>	<b>15,4</b>	<b>15,5</b>	<b>15,5</b>	<b>16,1</b>	<b>15,9</b>	<b>16,7</b>	<b>15,6</b>
Industries manufacturières	10,8	10,6	10,7	10,8	11,5	12,2	12,0	11,3	11,5	10,4
Industries alimentaires, boissons et tabac	8,2	8,4	8,8	9,1	9,7	10,3	10,1	9,4	9,5	8,7
Autres industries manufacturières	2,6	2,2	1,9	1,6	1,8	1,8	1,9	1,9	1,9	1,7
Bâtiment et travaux publics	3,7	4,0	4,2	3,9	3,4	2,7	3,4	3,9	4,6	4,5
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>39,7</b>	<b>39,6</b>	<b>39,4</b>	<b>38,4</b>	<b>39,2</b>	<b>40,0</b>	<b>39,7</b>	<b>38,0</b>	<b>38,4</b>	<b>37,8</b>
Commerce	14,1	14,7	14,7	14,0	14,5	15,1	15,3	14,7	14,6	13,9
Transports et télécommunications	12,5	12,4	12,5	12,1	12,4	12,5	12,4	11,6	11,6	12,5
Autres services hors adm. publique	9,5	9,2	9,1	9,2	9,2	9,3	9,2	9,1	9,4	8,8
Services d'administration publique	4,3	4,0	3,9	3,8	3,7	3,7	3,6	3,4	3,5	3,2
SIFIM	-0,7	-0,7	-0,6	-0,6	-0,6	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>97,1</b>	<b>97,0</b>	<b>96,9</b>	<b>97,0</b>	<b>97,0</b>	<b>97,2</b>	<b>98,1</b>	<b>98,2</b>	<b>98,3</b>	<b>99,0</b>
Taxes sur les produits	2,9	3,0	3,1	3,0	3,0	2,8	1,9	1,8	1,7	1,0
<b>PIB aux prix constant</b>	<b>100,0</b>									

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau 1 | 14 Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut  
(en millions de CDF courants)

Branches d'activité	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)
<b>Secteur primaire</b>	<b>9 760 200,4</b>	<b>10 696 781,2</b>	<b>11 861 979,9</b>	<b>13 493 927,3</b>	<b>13 628 923,2</b>	<b>14 232 480,4</b>	<b>20 851 694,3</b>	<b>29 859 882,2</b>	<b>28 586 183,7</b>	<b>32 070 850,9</b>
Agriculture, Sylviculture, Chasse et Pêche	4 969 776,9	5 509 797,3	5 804 886,3	6 167 208,5	6 450 069,3	6 978 142,6	10 855 034,3	14 577 353,2	16 562 859,0	19 292 820,6
Agriculture	4 760 973,2	5 283 886,5	5 572 388,3	5 873 448,9	6 203 304,9	6 702 671,5	10 434 532,9	14 028 207,4	15 930 756,9	18 635 848,5
Vivrière	4 693 058,9	5 208 943,7	5 494 122,5	5 785 871,2	6 115 549,5	6 605 460,6	10 282 778,6	13 823 003,7	15 685 957,5	18 346 630,2
Rente	67 914,3	74 942,8	78 265,8	87 577,7	87 755,4	97 210,9	151 754,3	205 203,7	244 799,4	289 218,3
Sylviculture	200 295,2	216 462,1	222 678,1	283 418,2	235 524,0	263 336,9	401 369,3	523 096,3	602 558,3	622 431,9
Élevage, pêche et chasse	8 508,5	9 448,7	9 819,9	10 341,4	11 240,4	12 134,2	19 132,1	26 049,5	29 543,8	34 540,2
Industrie extractive	4 790 423,5	5 186 983,9	6 057 093,6	7 326 718,8	7 178 853,9	7 254 337,8	9 996 660,1	15 282 529,0	12 023 324,7	12 778 030,3
<b>Secteur secondaire</b>	<b>4 937 335,4</b>	<b>5 663 507,3</b>	<b>6 349 940,2</b>	<b>6 952 901,0</b>	<b>7 464 237,0</b>	<b>8 188 339,3</b>	<b>13 248 508,5</b>	<b>18 011 456,6</b>	<b>21 768 775,8</b>	<b>25 296 506,8</b>
Industries manufacturières	3 649 184,5	4 140 583,5	4 623 444,0	5 167 796,6	6 014 082,4	6 852 323,8	10 736 218,6	14 057 288,7	16 599 445,4	17 544 751,1
Agro industrielles	2 843 741,9	3 364 043,8	3 883 780,6	4 459 077,8	5 177 956,9	5 932 477,8	9 209 950,5	11 961 059,2	14 110 180,3	14 997 996,9
Autres industries manufacturières	805 442,6	776 539,7	739 663,4	708 718,8	836 125,5	919 846,0	1 526 268,1	2 096 229,5	2 489 265,1	2 546 754,2
Batiments et Travaux publics	1 055 675,0	1 264 563,2	1 448 504,5	1 485 564,5	1 163 849,7	980 965,9	1 973 039,2	3 193 154,3	4 319 768,2	7 066 587,9
Electricité, gaz et eau	232 475,9	258 360,6	277 991,7	299 539,9	286 304,9	355 049,6	539 250,8	761 013,6	849 562,2	685 167,9
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>7 673 851,3</b>	<b>8 730 280,4</b>	<b>9 513 006,7</b>	<b>10 296 062,0</b>	<b>11 364 784,4</b>	<b>12 399 597,8</b>	<b>18 137 417,1</b>	<b>24 325 872,6</b>	<b>28 516 496,7</b>	<b>32 084 819,1</b>
Commerce de gros et de détail	2 391 107,6	2 842 133,3	3 110 794,7	3 304 903,4	3 703 176,3	4 129 905,8	6 623 185,0	8 911 052,1	10 319 251,8	11 848 926,0
Transports et communications	2 360 802,2	2 701 538,0	2 985 169,9	3 208 974,4	3 582 392,5	3 859 941,4	4 716 354,8	6 238 320,1	7 120 488,3	8 281 251,2
Services marchands	1 697 812,7	1 889 868,8	2 027 802,5	2 279 221,3	2 514 884,4	2 716 312,2	4 242 936,4	5 881 942,3	7 089 688,9	7 702 856,3
Services non marchands	1 418 022,8	1 510 537,8	1 592 494,0	1 739 391,0	1 822 900,1	1 985 013,0	3 011 961,7	3 965 314,2	4 813 064,6	5 154 914,9
SIFIM	-193 894,0	-213 797,5	-203 254,4	-236 428,1	-258 568,8	-291 574,6	-457 020,8	-670 756,1	-825 997,0	-903 129,4
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>22 371 387,1</b>	<b>25 090 568,9</b>	<b>27 724 926,8</b>	<b>30 742 890,3</b>	<b>32 457 944,7</b>	<b>34 820 417,4</b>	<b>52 237 619,9</b>	<b>72 197 211,4</b>	<b>78 871 456,2</b>	<b>89 452 176,7</b>
Droits et Taxes sur les produits	1 388 037,5	1 863 987,9	2 326 252,4	2 481 098,07	2 653 285,3	2 696 975,0	2 886 705,4	3 787 741,9	4 176 882,4	2 861 381,9
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>23 759 424,6</b>	<b>26 954 556,8</b>	<b>30 051 179,2</b>	<b>33 223 988,4</b>	<b>35 111 230,0</b>	<b>37 517 392,4</b>	<b>55 124 325,3</b>	<b>75 984 953,3</b>	<b>83 048 338,6</b>	<b>92 313 558,6</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau 1 | 15 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit  
 (en pourcentage du PIB à prix courants)

Branches d'activité	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)
<b>Secteur primaire</b>	<b>41,1</b>	<b>39,7</b>	<b>39,5</b>	<b>40,6</b>	<b>38,8</b>	<b>37,9</b>	<b>37,8</b>	<b>39,3</b>	<b>34,4</b>	<b>34,7</b>
Agriculture, Sylviculture, Chasse et Pêche	20,9	20,4	19,3	18,6	18,4	18,6	19,7	19,2	19,9	20,9
Agriculture	20,0	19,6	18,5	17,7	17,7	17,9	18,9	18,5	19,2	20,2
Vivrière	19,8	19,3	18,3	17,4	17,4	17,6	18,7	18,2	18,9	19,9
Rente	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Sylviculture	0,8	0,8	0,7	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Élevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industrie extractive	20,2	19,2	20,2	22,1	20,4	19,3	18,1	20,1	14,5	13,8
<b>Secteur secondaire</b>	<b>20,8</b>	<b>21,0</b>	<b>21,1</b>	<b>20,9</b>	<b>21,3</b>	<b>21,8</b>	<b>24,0</b>	<b>23,7</b>	<b>26,2</b>	<b>27,4</b>
Industries manufacturières	15,4	15,4	15,4	15,6	17,1	18,3	19,5	18,5	20,0	19,0
Agro industrielles	12,0	12,5	12,9	13,4	14,7	15,8	16,7	15,7	17,0	16,2
Autres industries manufacturières	3,4	2,9	2,5	2,1	2,4	2,5	2,8	2,8	3,0	2,8
Batiments et Travaux publics	4,4	4,7	4,8	4,5	3,3	2,6	3,6	4,2	5,2	7,7
Electricité, gaz et eau	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8	0,9	1,0	1,0	1,0	0,7
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>32,3</b>	<b>32,4</b>	<b>31,7</b>	<b>31,0</b>	<b>32,4</b>	<b>33,1</b>	<b>32,9</b>	<b>32,0</b>	<b>34,3</b>	<b>34,8</b>
Commerce de gros et de détail	10,1	10,5	10,4	9,9	10,5	11,0	12,0	11,7	12,4	12,8
Transports et communications	9,9	10,0	9,9	9,7	10,2	10,3	8,6	8,2	8,6	9,0
Services marchands	7,1	7,0	6,7	6,9	7,2	7,2	7,7	7,7	8,5	8,3
Services non marchands	6,0	5,6	5,3	5,2	5,2	5,3	5,5	5,2	5,8	5,6
SIFIM	-0,8	-0,8	-0,7	-0,7	-0,7	-0,8	-0,8	-0,9	-1,0	-1,0
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>94,2</b>	<b>93,1</b>	<b>92,3</b>	<b>92,5</b>	<b>92,4</b>	<b>92,8</b>	<b>94,8</b>	<b>95,0</b>	<b>95,0</b>	<b>96,9</b>
Droits et Taxes sur les produits	5,8	6,9	7,7	7,5	7,6	7,2	5,2	5,0	5,0	3,1
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>100,0</b>									

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

 Tableau 1 | 16 Utilisation du Produit Intérieur Brut  
 (en millions de CDF aux prix de 2005)

Composantes	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)
<b>Demande intérieure</b>	<b>9 427 319,9</b>	<b>10 697 773,5</b>	<b>11 540 518,0</b>	<b>12 309 640,5</b>	<b>12 556 818,2</b>	<b>12 450 894,5</b>	<b>13 305 481,3</b>	<b>16 286 307,2</b>	<b>15 567 621,2</b>	<b>16 288 626,9</b>
<b>Consommation</b>	<b>6 421 701,6</b>	<b>7 598 263,7</b>	<b>8 463 528,9</b>	<b>9 084 945,8</b>	<b>9 635 918,2</b>	<b>9 277 569,5</b>	<b>9 327 143,1</b>	<b>11 078 824,4</b>	<b>10 577 856,6</b>	<b>10 019 968,6</b>
Secteur public	910 846,9	1 197 005,1	1 251 500,1	1 312 213,2	1 346 200,0	947 726,4	636 494,0	701 166,8	747 175,6	777 963,9
Secteur privé	5 510 854,7	6 401 258,7	7 212 028,9	7 772 732,6	8 289 718,2	8 329 843,1	8 690 649,1	10 377 657,6	9 830 681,0	9 242 004,7
<b>Investissements bruts</b>	<b>3 005 618,3</b>	<b>3 099 509,8</b>	<b>3 076 989,1</b>	<b>3 224 694,7</b>	<b>2 920 900,0</b>	<b>3 173 325,1</b>	<b>3 978 338,2</b>	<b>5 207 482,8</b>	<b>4 989 764,6</b>	<b>6 268 658,4</b>
FBCF	2 996 606,1	3 084 279,2	3 060 724,0	3 224 694,7	2 920 900,0	3 172 325,1	3 978 336,9	5 206 456,0	4 960 714,0	6 267 044,5
Secteur public	659 253,3	678 541,4	705 181,0	806 173,7	457 200,0	348 255,5	312 479,5	311 559,6	359 247,6	373 132,2
Secteur privé	2 337 352,8	2 405 737,8	2 355 543,0	2 418 521,0	2 463 700,0	2 824 069,6	3 665 857,4	4 894 896,4	4 601 466,5	5 893 912,2
Variation des stocks	9 012,1	15 230,6	16 265,1	0,0	0,0	1 000,0	1,3	1 026,8	29 050,5	1 613,9
<b>Demande extérieure nette</b>	<b>-1 490 924,7</b>	<b>-2 198 934,1</b>	<b>-2 320 810,7</b>	<b>-2 216 800,3</b>	<b>-1 765 938,2</b>	<b>-1 401 100,4</b>	<b>-1 843 867,1</b>	<b>-4 157 498,6</b>	<b>-2 907 021,5</b>	<b>-3 408 312,3</b>
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>1 946 072,8</b>	<b>2 168 294,6</b>	<b>2 396 542,6</b>	<b>2 909 088,4</b>	<b>3 028 300,0</b>	<b>3 001 784,1</b>	<b>3 222 242,3</b>	<b>3 681 237,1</b>	<b>3 734 347,6</b>	<b>4 032 961,7</b>
Exportations des biens	1 830 612,0	2 050 685,2	2 304 288,2	2 833 329,0	2 969 200,0	2 953 295,4	3 172 789,2	3 639 506,2	3 689 195,8	3 982 131,4
Produits miniers	1 526 996,2	1 736 160,4	1 981 223,4	2 443 792,2	2 574 900,0	2 557 775,2	2 768 643,7	3 237 288,7	3 269 088,9	3 586 435,6
Autres produits	303 615,8	314 524,8	323 064,8	389 536,8	394 300,0	395 520,2	404 145,4	402 217,5	420 106,9	395 695,8
Exportations des services	115 460,8	117 609,4	92 254,5	75 759,4	59 100,0	48 488,7	49 453,1	41 730,9	45 151,9	50 830,3
<b>Importations de biens et services</b>	<b>-3 436 997,5</b>	<b>-4 367 228,6</b>	<b>-4 717 353,3</b>	<b>-5 125 888,7</b>	<b>-4 794 238,2</b>	<b>-4 402 884,5</b>	<b>-5 066 109,4</b>	<b>-7 838 735,8</b>	<b>-6 641 369,1</b>	<b>-7 441 274,0</b>
Importations des biens	-3 150 584,8	-3 742 434,2	-3 894 596,0	-4 112 610,5	-4 028 177,5	-3 522 050,9	-4 035 627,4	-6 591 157,1	-5 663 240,1	-6 263 361,7
Consommations	-597 486,4	-664 609,8	-719 096,4	-753 567,7	-814 927,8	-1 006 161,7	-1 050 709,4	-1 143 896,1	-994 514,3	-698 813,9
Équipements	-1 800 000,0	-1 815 602,0	-1 805 988,2	-1 859 427,8	-1 685 815,3	-1 502 015,9	-1 712 212,1	-1 714 703,4	-1 371 152,1	-1 230 852,1
Intermédiaires	-753 098,3	-1 262 222,5	-1 369 511,4	-1 499 614,9	-1 527 434,4	-1 013 873,3	-1 272 706,0	-3 732 557,6	-3 297 573,8	-4 333 695,7
Importations des services	-286 412,7	-624 794,4	-822 757,3	-1 013 278,2	-766 060,7	-880 833,6	-1 030 482,0	-1 247 578,6	-978 129,0	-1 177 912,3
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>7 936 395,2</b>	<b>8 498 839,5</b>	<b>9 219 707,4</b>	<b>10 092 840,2</b>	<b>10 790 880,0</b>	<b>11 049 794,1</b>	<b>11 461 614,2</b>	<b>12 128 808,6</b>	<b>12 660 599,7</b>	<b>12 880 314,6</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau 1 | 17 Croissance des différentes composantes de la demande globale  
(en pourcentage)

Composantes	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)
<b>Demande intérieure</b>	<b>10,6</b>	<b>13,5</b>	<b>7,9</b>	<b>6,7</b>	<b>2,0</b>	<b>-0,8</b>	<b>6,9</b>	<b>22,4</b>	<b>-4,4</b>	<b>4,6</b>
<b>Consommation</b>	<b>-4,6</b>	<b>18,3</b>	<b>11,4</b>	<b>7,2</b>	<b>6,0</b>	<b>-4,1</b>	<b>1,1</b>	<b>18,8</b>	<b>-4,5</b>	<b>-5,3</b>
Consommation publique	5,8	31,4	4,6	4,9	2,6	-29,6	-32,8	10,2	6,6	4,1
Consommation privée	-6,2	16,2	12,7	7,6	6,5	0,1	5,0	19,4	-5,3	-6,0
<b>Investissements bruts</b>	<b>68,1</b>	<b>3,1</b>	<b>-0,7</b>	<b>5,2</b>	<b>-9,1</b>	<b>9,7</b>	<b>23,3</b>	<b>30,9</b>	<b>-4,2</b>	<b>25,6</b>
FBCF	68,1	2,9	-0,8	5,4	-9,4	10,5	23,3	30,9	-4,7	26,3
Secteur public	80,9	2,9	3,9	14,3	-43,3	-23,8	-29,7	-0,3	15,3	3,9
Secteur privé	64,8	2,9	-2,1	2,7	1,9	16,8	29,7	33,5	-6,0	28,1
Variation des stocks	55,9	69,0	6,8	-27,2	73,8	-95,1	-100,0	-	2 729,2	-94,4
<b>Demande extérieure nette</b>	<b>36,0</b>	<b>47,5</b>	<b>5,5</b>	<b>-4,5</b>	<b>-20,3</b>	<b>-20,7</b>	<b>31,6</b>	<b>125,5</b>	<b>-30,1</b>	<b>17,2</b>
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>25,0</b>	<b>11,4</b>	<b>10,5</b>	<b>21,4</b>	<b>4,1</b>	<b>-0,9</b>	<b>7,3</b>	<b>14,2</b>	<b>1,4</b>	<b>8,0</b>
Exportations des biens	23,5	12,0	12,4	23,0	4,8	-0,5	7,4	14,7	1,4	7,9
Produits miniers	28,3	13,7	14,1	23,3	5,4	-0,7	8,2	16,9	1,0	9,7
Autres produits	4,0	3,6	2,7	20,6	1,2	0,3	2,2	-0,5	4,4	-5,8
Exportations des services	55,5	1,9	-21,6	-17,9	-22,0	-18,0	2,0	-15,6	8,2	12,6
<b>Importations de biens et services</b>	<b>29,6</b>	<b>27,1</b>	<b>8,0</b>	<b>8,7</b>	<b>-6,5</b>	<b>-8,2</b>	<b>15,1</b>	<b>54,7</b>	<b>-15,3</b>	<b>12,0</b>
Importations des biens	31,8	18,8	4,1	5,6	-2,1	-12,6	14,6	63,3	-14,1	10,6
Consommations	0,8	11,2	8,2	4,8	8,1	23,5	4,4	8,9	-13,1	-29,7
Equipements	13,5	0,9	-0,5	3,0	-9,3	-10,9	14,0	0,1	-20,0	-10,2
Intermédiaires	257,5	67,6	8,5	9,5	1,9	-33,6	25,5	193,3	-11,7	31,4
Importations des services	8,9	118,1	31,7	23,2	-24,4	15,0	17,0	21,1	-21,6	20,4
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>6,9</b>	<b>7,1</b>	<b>8,5</b>	<b>9,5</b>	<b>6,9</b>	<b>2,4</b>	<b>3,7</b>	<b>5,8</b>	<b>4,4</b>	<b>1,7</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau 1 | 18 Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance du Produit Intérieur Brut  
(en points de croissance, aux prix de 2005)

Composantes	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)
<b>Demande intérieure</b>	<b>12,2</b>	<b>16,0</b>	<b>9,9</b>	<b>8,3</b>	<b>2,4</b>	<b>-1,0</b>	<b>7,7</b>	<b>26,0</b>	<b>-5,9</b>	<b>5,7</b>
<b>Consommation</b>	<b>-4,2</b>	<b>14,8</b>	<b>10,2</b>	<b>6,6</b>	<b>5,4</b>	<b>-3,6</b>	<b>0,9</b>	<b>15,3</b>	<b>-4,1</b>	<b>-4,4</b>
Consommation publique	0,7	3,6	0,6	0,7	0,3	-3,7	-2,8	0,6	0,4	0,2
Consommation privée	-4,9	11,2	9,5	6,0	5,0	0,1	3,8	14,7	-4,5	-4,6
<b>Investissements bruts</b>	<b>16,4</b>	<b>1,2</b>	<b>-0,3</b>	<b>1,7</b>	<b>-2,9</b>	<b>2,7</b>	<b>6,8</b>	<b>10,7</b>	<b>-1,8</b>	<b>10,1</b>
FBCF	16,4	1,1	-0,3	1,8	-3,0	2,8	6,8	10,7	-2,0	10,3
Secteur public	4,0	0,2	0,3	1,1	-3,5	-1,0	-0,9	0,0	0,4	0,1
Secteur privé	12,4	0,9	-0,6	0,7	0,4	3,8	7,7	10,7	-2,4	10,2
Variation des stocks	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	-0,2	0,0	0,0	0,2	-0,2
<b>Demande extérieure nette</b>	<b>-5,3</b>	<b>-8,9</b>	<b>-1,4</b>	<b>1,1</b>	<b>4,5</b>	<b>3,4</b>	<b>-4,0</b>	<b>-20,2</b>	<b>10,3</b>	<b>-4,0</b>
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>5,2</b>	<b>2,8</b>	<b>2,7</b>	<b>5,6</b>	<b>1,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>2,0</b>	<b>4,0</b>	<b>0,4</b>	<b>2,4</b>
Exportations des biens	4,7	2,8	3,0	5,7	1,3	-0,1	2,0	4,1	0,4	2,3
Produits miniers	4,5	2,6	2,9	5,0	1,3	-0,2	1,9	4,1	0,3	2,5
Autres produits	0,2	0,1	0,1	0,7	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	-0,2
Exportations des services	0,6	0,0	-0,3	-0,2	-0,2	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0
<b>Importations de biens et services</b>	<b>-10,6</b>	<b>-11,7</b>	<b>-4,1</b>	<b>-4,4</b>	<b>3,3</b>	<b>3,6</b>	<b>-6,0</b>	<b>-24,2</b>	<b>9,9</b>	<b>-6,3</b>
Importations des biens	-10,2	-7,5	-1,8	-2,4	0,8	4,7	-4,6	-22,3	7,7	-4,7
Consommations	-0,1	-0,8	-0,6	-0,4	-0,6	-1,8	-0,4	-0,8	1,2	2,3
Equipements	-2,9	-0,2	0,1	-0,6	1,7	1,7	-1,9	0,0	2,8	1,1
Intermédiaires	-7,3	-6,4	-1,3	-1,4	-0,3	4,8	-2,3	-21,5	3,6	-8,2
Importations des services	-0,3	-4,3	-2,3	-2,1	2,4	-1,1	-1,4	-1,9	2,2	-1,6
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>6,9</b>	<b>7,1</b>	<b>8,5</b>	<b>9,5</b>	<b>6,9</b>	<b>2,4</b>	<b>3,7</b>	<b>5,8</b>	<b>4,4</b>	<b>1,7</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau 1 | 19 Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance du Produit Intérieur Brut (en pourcentage, aux prix de 2005)

Composantes	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)
<b>Demande intérieure</b>	<b>189,0</b>	<b>177,3</b>	<b>225,9</b>	<b>116,9</b>	<b>88,1</b>	<b>35,4</b>	<b>-40,9</b>	<b>207,5</b>	<b>446,8</b>	<b>-135,1</b>	<b>328,2</b>
<b>Consommation</b>	<b>144,8</b>	<b>-61,1</b>	<b>209,2</b>	<b>120,0</b>	<b>71,2</b>	<b>78,9</b>	<b>-138,4</b>	<b>12,0</b>	<b>262,5</b>	<b>-94,2</b>	<b>-253,9</b>
Consommation publique	67,9	9,7	50,9	7,6	7,0	4,9	-153,9	-75,6	9,7	8,7	14,0
Consommation privée	76,9	-70,9	158,3	112,5	64,2	74,1	15,5	87,6	252,9	-102,9	-267,9
<b>Investissements bruts</b>	<b>44,2</b>	<b>238,5</b>	<b>16,7</b>	<b>-3,1</b>	<b>16,9</b>	<b>-43,5</b>	<b>97,5</b>	<b>195,5</b>	<b>184,2</b>	<b>-40,9</b>	<b>582,1</b>
FBCF	43,9	237,8	15,6	-3,3	18,8	-43,5	97,1	195,7	184,1	-46,2	594,6
Secteur public	-13,7	57,7	3,4	3,7	11,6	-50,0	-42,1	-8,7	-0,1	9,0	6,3
Secteur privé	57,6	180,1	12,2	-7,0	7,2	6,5	139,2	204,4	184,2	-55,2	588,2
Variation des stocks	0,3	0,6	1,1	0,1	-1,9	0,0	0,4	-0,2	0,2	5,3	-12,5
<b>Demande extérieure nette</b>	<b>-89</b>	<b>-77</b>	<b>-126</b>	<b>-17</b>	<b>12</b>	<b>65</b>	<b>141</b>	<b>-108</b>	<b>-347</b>	<b>235</b>	<b>-228</b>
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>88,2</b>	<b>76,3</b>	<b>39,5</b>	<b>31,7</b>	<b>58,7</b>	<b>17,1</b>	<b>-10,2</b>	<b>53,5</b>	<b>68,8</b>	<b>10,0</b>	<b>135,9</b>
Exportations des biens	106,3	68,2	39,1	35,2	60,6	19,5	-6,1	53,3	70,0	9,3	133,3
Produits miniers	104,6	65,9	37,2	34,0	53,0	18,8	-6,6	51,2	70,2	6,0	144,4
Autres produits	1,7	2,3	1,9	1,2	7,6	0,7	0,5	2,1	-0,3	3,4	-11,1
Exportations des services	-18,1	8,1	0,4	-3,5	-1,9	-2,4	-4,1	0,2	-1,2	0,6	2,6
<b>Importations de biens et services</b>	<b>-177,2</b>	<b>-153,6</b>	<b>-165,4</b>	<b>-48,6</b>	<b>-46,8</b>	<b>47,5</b>	<b>151,2</b>	<b>-161,0</b>	<b>-415,6</b>	<b>225,2</b>	<b>-364,1</b>
Importations des biens	-158,8	-149,0	-105,2	-21,1	-25,0	12,1	195,5	-124,7	-383,0	174,5	-273,1
Consommations	3,3	-0,9	-11,9	-7,6	-3,9	-8,8	-73,9	-10,8	-14,0	28,1	134,6
Equipements	-134,1	-41,8	-2,8	1,3	-6,1	24,9	71,0	-51,0	-0,4	64,6	63,9
Intermédiaires	-28,1	-106,3	-90,5	-14,9	-14,9	-4,0	198,4	-62,9	-368,7	81,8	-471,6
Importations des services	-18,4	-4,6	-60,2	-27,5	-21,8	35,4	-44,3	-36,3	-32,5	50,7	-90,9
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau 1 | 20 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale (en pourcentage du PIB aux prix de 2005)

Composantes	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)
<b>Demande intérieure</b>	<b>118,8</b>	<b>125,9</b>	<b>125,2</b>	<b>122,0</b>	<b>116,4</b>	<b>112,7</b>	<b>116,1</b>	<b>134,3</b>	<b>123,0</b>	<b>126,5</b>
<b>Consommation</b>	<b>80,9</b>	<b>89,4</b>	<b>91,8</b>	<b>89,9</b>	<b>89,1</b>	<b>83,5</b>	<b>81,4</b>	<b>91,3</b>	<b>83,5</b>	<b>77,8</b>
Secteur public	11,5	14,1	13,6	13,0	12,5	8,6	5,6	5,8	5,9	6,0
Secteur privé	69,4	75,3	78,2	76,9	76,6	74,9	75,8	85,6	77,6	71,8
<b>Investissements bruts</b>	<b>37,9</b>	<b>36,5</b>	<b>33,4</b>	<b>32,1</b>	<b>27,3</b>	<b>29,2</b>	<b>34,7</b>	<b>42,9</b>	<b>39,4</b>	<b>48,7</b>
FBCF	37,8	36,3	33,2	32,0	27,1	29,2	34,7	42,9	39,2	48,7
Secteur public	8,3	8,0	7,6	8,0	4,2	3,2	2,1	2,6	2,8	2,9
Secteur privé	29,5	28,3	25,5	24,0	22,8	26,0	32,6	40,4	36,3	45,8
Variation des stocks	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0
<b>Demande extérieure nette</b>	<b>-18,8</b>	<b>-25,9</b>	<b>-25,2</b>	<b>-22,0</b>	<b>-16,4</b>	<b>-12,7</b>	<b>-16,1</b>	<b>-34,3</b>	<b>-23,0</b>	<b>-26,5</b>
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>24,5</b>	<b>25,5</b>	<b>26,0</b>	<b>28,8</b>	<b>28,1</b>	<b>27,2</b>	<b>28,1</b>	<b>30,4</b>	<b>29,5</b>	<b>31,3</b>
Exportations des biens	23,1	24,1	25,0	28,1	27,5	26,7	27,7	30,0	29,1	30,9
Produits miniers	19,2	20,4	21,5	24,2	23,9	23,1	24,2	26,7	25,8	27,8
Autres produits	3,8	3,7	3,5	3,9	3,7	3,6	3,5	3,3	3,3	3,1
Exportations des services	1,5	1,4	1,0	0,8	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4
<b>Importations de biens et services</b>	<b>-43,3</b>	<b>-51,4</b>	<b>-51,2</b>	<b>-50,8</b>	<b>-44,4</b>	<b>-39,8</b>	<b>-44,2</b>	<b>-64,6</b>	<b>-52,5</b>	<b>-57,8</b>
Importations des biens	-39,7	-44,0	-42,2	-40,7	-37,3	-31,9	-35,2	-54,3	-44,7	-48,6
Consommations	-7,5	-7,8	-7,8	-7,5	-7,6	-9,1	-9,2	-9,4	-7,9	-5,4
Equipements	-22,7	-21,4	-19,6	-18,4	-15,6	-13,6	-14,9	-14,1	-10,8	-9,6
Intermédiaires	-9,5	-14,9	-14,9	-14,9	-14,2	-9,2	-11,1	-30,8	-26,0	-33,6
Importations des services	-3,6	-7,4	-8,9	-10,0	-7,1	-8,0	-9,0	-10,3	-7,7	-9,1
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>100,0</b>									

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau 1 | 21 Utilisation du Produit Intérieur Brut  
(en millions de CDF, à prix courants)

Composantes	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)
<b>Demande intérieure</b>	<b>25 224 647,1</b>	<b>28 772 828,6</b>	<b>31 425 787,0</b>	<b>36 140 766,4</b>	<b>37 248 522,8</b>	<b>39 765 037,1</b>	<b>57 185 947,0</b>	<b>78 731 542,3</b>	<b>86 122 766,1</b>	<b>93 469 548,2</b>
<b>Consommation</b>	<b>19 310 426,0</b>	<b>24 910 717,4</b>	<b>24 861 881,2</b>	<b>28 186 017,6</b>	<b>30 558 949,4</b>	<b>28 049 397,5</b>	<b>43 211 977,9</b>	<b>63 516 408,4</b>	<b>69 011 225,2</b>	<b>72 513 446,0</b>
Secteur public	1 916 069,0	2 108 186,0	2 459 701,0	2 764 823,0	4 083 731,0	3 672 843,5	4 412 466,0	6 760 346,3	7 101 844,3	7 436 564,0
Secteur privé	17 394 357,0	22 802 531,4	22 402 180,2	25 421 194,6	26 475 218,4	24 376 554,0	38 799 511,9	56 756 062,1	61 909 380,9	65 076 882,0
<b>Investissements bruts</b>	<b>5 914 221,1</b>	<b>3 862 111,2</b>	<b>6 563 905,8</b>	<b>7 954 748,7</b>	<b>6 689 573,4</b>	<b>11 715 639,6</b>	<b>13 973 969,1</b>	<b>15 215 133,8</b>	<b>17 111 540,9</b>	<b>20 956 102,2</b>
FBCF	5 895 984,8	3 840 476,3	6 532 886,8	7 915 846,8	6 624 177,4	11 645 716,2	13 872 154,4	15 079 554,5	16 896 403,3	20 675 477,5
Secteur public	758 319,0	533 537,0	617 054,0	1 927 552,0	1 746 314,9	1 644 672,7	2 988 561,9	2 955 359,21	1 737 451,80	1 867 680,08
Secteur privé	5 137 665,8	3 306 939,3	5 915 832,8	5 988 294,8	4 877 862,5	10 001 043,5	10 883 592,4	12 124 195,3	15 158 951,5	18 807 797,5
Variation des stocks	18 236,4	21 635,0	31 019,0	38 901,9	65 396,0	69 923,4	101 814,7	135 579,3	215 137,6	280 624,7
<b>Demande extérieure nette</b>	<b>-1 465 222,5</b>	<b>-1 818 271,8</b>	<b>-1 374 607,8</b>	<b>-2 916 778,0</b>	<b>-2 137 292,8</b>	<b>-2 247 644,7</b>	<b>-2 061 621,7</b>	<b>-2 746 589,0</b>	<b>-3 074 427,5</b>	<b>-1 155 989,6</b>
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>9 388 683,1</b>	<b>8 302 814,6</b>	<b>10 952 411,2</b>	<b>11 691 156,8</b>	<b>9 684 064,1</b>	<b>12 137 102,3</b>	<b>17 087 080,3</b>	<b>26 092 846,2</b>	<b>21 972 926,2</b>	<b>25 796 244,6</b>
Exportations des biens	8 708 848,8	8 038 321,5	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7	12 007 977,4	16 928 563,1	25 906 589,1	21 723 234,0	25 530 316,3
Produits miniers	7 679 153,0	7 057 018,8	9 559 650,4	10 173 720,5	8 964 237,4	8 490 489,7	16 249 959,0	24 711 420,5	20 700 846,4	24 534 001,9
Autres produits	1 029 695,8	981 302,7	1 120 456,6	1 226 177,4	559 308,3	3 517 487,7	678 604,1	1 195 168,6	1 022 387,7	996 314,4
Exportations des services	679 834,3	264 493,1	272 304,2	291 258,9	160 518,4	129 124,9	158 517,2	186 257,1	249 692,2	265 928,2
<b>Importations de biens et services</b>	<b>-10 853 905,7</b>	<b>-10 121 086,4</b>	<b>-12 327 019,0</b>	<b>-14 607 934,7</b>	<b>-11 821 357,0</b>	<b>-14 384 747,0</b>	<b>-19 148 702,0</b>	<b>-28 839 435,1</b>	<b>-25 047 353,7</b>	<b>-26 952 234,2</b>
Importations des biens	-8 197 364,0	-7 977 523,0	-9 940 207,4	-11 756 200,0	-9 791 929,3	-12 273 954,6	-16 623 429,7	-24 293 546,3	-21 326 432,0	-21 968 989,3
Consommations	-1 860 959,0	-1 720 603,9	-2 255 855,8	-3 477 772,8	-2 603 773,5	-4 092 355,0	-4 768 461,1	-5 013 321,7	-5 367 377,1	-5 367 377,1
Equipements	-5 069 681,2	-2 850 460,7	-5 405 102,2	-6 897 624,7	-6 319 750,4	-4 084 917,3	-7 674 273,5	-11 554 304,9	-9 664 779,1	-9 629 617,5
Intermédiaires	-1 266 723,8	-3 406 458,4	-2 279 249,3	-1 380 802,5	-868 405,5	-4 096 682,3	-4 340 225,8	-6 970 780,3	-6 648 331,2	-6 971 994,6
Importations des services	-2 656 541,6	-2 143 563,4	-2 386 811,6	-2 851 734,8	-2 029 427,6	-2 110 792,3	-2 525 272,3	-4 545 888,9	-3 720 921,7	-4 983 244,9
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>23 759 424,6</b>	<b>26 954 556,8</b>	<b>30 051 179,2</b>	<b>33 223 988,4</b>	<b>35 111 230,0</b>	<b>37 517 392,4</b>	<b>55 124 325,3</b>	<b>75 984 953,3</b>	<b>83 048 338,6</b>	<b>92 313 558,6</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau 1 | 22 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale  
(en pourcentage du PIB à prix courant)

Composantes	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019(p)	2020(e)
<b>Demande intérieure</b>	<b>106,2</b>	<b>106,7</b>	<b>104,6</b>	<b>108,8</b>	<b>106,1</b>	<b>106,0</b>	<b>103,7</b>	<b>103,6</b>	<b>103,7</b>	<b>101,3</b>
<b>Consommation</b>	<b>81,3</b>	<b>92,4</b>	<b>82,7</b>	<b>84,8</b>	<b>87,0</b>	<b>74,8</b>	<b>78,4</b>	<b>83,6</b>	<b>83,1</b>	<b>78,6</b>
Secteur public	8,1	7,8	8,2	8,3	11,6	9,8	8,0	8,9	8,6	8,1
Secteur privé	73,2	84,6	74,5	76,5	75,4	65,0	70,4	74,7	74,5	70,5
<b>Investissements bruts</b>	<b>24,9</b>	<b>14,3</b>	<b>21,8</b>	<b>23,9</b>	<b>19,1</b>	<b>31,2</b>	<b>25,3</b>	<b>20,0</b>	<b>20,6</b>	<b>22,7</b>
FBCF	24,8	14,2	21,7	23,8	18,9	31,0	25,2	19,8	20,3	22,4
Secteur public	3,2	2,0	2,1	5,8	5,0	4,4	5,4	3,9	2,1	2,0
Secteur privé	21,6	12,3	19,7	18,0	13,9	26,7	19,7	16,0	18,3	20,4
Variation des stocks	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
<b>Demande extérieure nette</b>	<b>-6,2</b>	<b>-6,7</b>	<b>-4,6</b>	<b>-8,8</b>	<b>-6,1</b>	<b>-6,0</b>	<b>-3,7</b>	<b>-3,6</b>	<b>-3,7</b>	<b>-1,3</b>
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>39,5</b>	<b>30,8</b>	<b>36,4</b>	<b>35,2</b>	<b>27,6</b>	<b>32,4</b>	<b>31,0</b>	<b>34,3</b>	<b>26,5</b>	<b>27,9</b>
Exportations des biens	36,7	29,8	35,5	34,3	27,1	32,0	30,7	34,1	26,2	27,7
Produits miniers	32,3	26,2	31,8	30,6	25,5	22,6	29,5	32,5	24,9	26,6
Autres produits	4,3	3,6	3,7	3,7	1,6	9,4	1,2	1,6	1,2	1,1
Exportations des services	2,9	1,0	0,9	0,9	0,5	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3
<b>Importations de biens et services</b>	<b>-45,7</b>	<b>-37,5</b>	<b>-41,0</b>	<b>-44,0</b>	<b>-33,7</b>	<b>-38,3</b>	<b>-34,7</b>	<b>-38,0</b>	<b>-30,2</b>	<b>-29,2</b>
Importations des biens	-34,5	-29,6	-33,1	-35,4	-27,9	-32,7	-30,2	-32,0	-25,7	-23,8
Consommations	-7,8	-6,4	-7,5	-10,5	-7,4	-10,9	-8,4	-7,6	-6,0	-5,8
Equipements	-21,3	-10,6	-18,0	-20,8	-18,0	-10,9	-13,9	-15,2	-11,6	-10,4
Intermédiaires	-5,3	-12,6	-7,6	-4,2	-2,5	-10,9	-7,9	-9,2	-8,0	-7,6
Importations des services	-11,2	-8,0	-7,9	-8,6	-5,8	-5,6	-4,6	-6,0	-4,5	-5,4
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>100,0</b>									

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau 1 | 23 Produit Intérieur Brut

Année	Estimations aux prix de 2005				Estimations à prix courants				Déflateur du PIB (2005 = 100)	Variation du déflateur du PI (en %)
	en millions de CDF	en millions de USD	Indice (2005 = 100)	Variations annuelles (en %)	en millions de CDF	en millions de USD	Indice (2005 = 100)	Variations annuelles (en %)		
1990	8 186 454,9	17 279,0	144,4	-6,6	0,0000373	15 559,58	0,0000000	94,8	0,0000000	108,5
1991	7 497 155,4	15 824,1	132,2	-8,4	0,0007735	14 887,19	0,0000000	1 975,4	0,0000000	2 166,3
1992	6 709 954,0	14 162,6	118,3	-10,5	0,0293734	13 650,42	0,0000005	3 697,5	0,0000004	4 143,0
1993	5 803 258,9	12 248,8	102,3	-13,5	0,4479538	17 866,21	0,0000079	1 425,0	0,0000077	1 663,3
1994	5 578 636,5	11 774,7	98,4	-3,9	115,3692934	9 662,80	0,0020347	25 654,7	0,0020681	26 691,7
1995	5 618 637,8	11 859,2	99,1	0,7	659,5575702	9 368,04	0,0116323	471,7	0,0117387	467,6
1996	5 556 071,7	11 727,1	98,0	-1,1	4 818,7326349	9 601,95	0,0849855	630,6	0,0867291	638,8
1997	5 255 549,5	11 092,8	92,7	-5,4	12 983,8400118	9 885,31	0,2289893	169,4	0,2470501	184,9
1998	5 164 264,5	10 900,1	91,1	-1,7	16 620,2208301	10 344,58	0,2931222	28,0	0,3218313	30,3
1999	4 943 744,8	10 434,7	87,2	-4,3	86 223,5289069	21 460,37	1,5206797	418,8	1,7440934	441,9
2000	4 602 626,4	9 714,7	81,2	-6,9	494 251,7814340	22 650,39	8,7168627	473,2	10,7384727	515,7
2001	4 505 970,9	9 510,7	79,5	-2,1	2 341 846,2277081	11 334,25	41,3019291	373,8	51,9720675	384,0
2002	4 662 260,0	9 840,5	82,2	3,5	3 198 119,2920301	9 230,20	56,4035737	36,6	68,5959011	32,0
2003	4 932 264,5	10 410,4	87,0	5,8	3 824 458,6933104	9 443,13	67,4499974	19,6	77,5396110	13,0
2004	5 259 764,4	11 101,7	92,8	6,6	4 327 493,6419573	10 864,97	76,3217642	13,2	82,2754269	6,1
2005	5 670 065,0	11 967,7	100,0	6,1	5 670 065,0000000	11 967,70	100,0000000	31,0	100,0000000	21,5
2006	5 971 768,0	12 604,5	105,3	5,3	6 767 519,5454000	14 459,04	119,3552375	19,4	113,3252254	13,3
2007	6 345 569,5	13 393,5	111,9	6,3	8 648 878,5137204	16 739,32	152,5357913	27,8	136,2979088	20,3
2008	6 740 637,9	14 227,3	118,9	6,2	11 067 568,5144426	19 724,03	195,1929742	28,0	164,1917073	20,5
2009	6 933 087,5	14 633,5	122,3	2,9	15 101 187,9014711	18 725,46	266,3318304	36,4	217,8133188	32,7
2010	7 425 889,7	15 673,7	131,0	7,1	19 536 676,9254905	21 567,21	344,5582533	29,4	263,0887034	20,8
2011	7 936 395,2	16 751,2	140,0	6,9	23 759 424,6000000	25 841,18	419,0326672	21,6	299,3730034	13,8
2012	8 498 839,5	17 938,3	149,9	7,1	26 954 556,8000000	29 318,77	475,3835591	13,4	317,1557347	5,9
2013	9 219 707,4	19 459,9	162,6	8,5	30 051 179,2000000	32 676,03	529,9970847	11,5	325,9450438	2,8
2014	10 092 840,2	21 302,8	178,0	9,5	33 223 988,3700000	35 909,04	585,9542769	10,6	329,1837350	1,0
2015	10 790 880,0	22 776,1	190,3	6,9	35 111 230,0000000	37 917,71	619,2385802	5,7	325,3787459	-1,2
2016	11 049 794,1	23 322,6	194,9	2,4	37 517 392,4000000	37 134,86	661,6748203	6,9	339,5302393	4,3
2017	11 461 614,2	24 191,8	202,1	3,7	55 124 325,3000000	37 604,18	972,1991776	46,9	480,9473129	41,7
2018	12 128 808,6	25 600,1	213,9	5,8	75 984 953,3000000	46 831,34	1 340,1072704	37,8	626,4832420	30,3
2019 <sup>(p)</sup>	12 660 599,7	26 722,5	223,3	4,4	83 048 338,6000000	50 400,75	1 464,6805389	9,3	655,9589632	4,7
2020 <sup>(e)</sup>	12 880 314,6	27 186,2	227,2	1,7	92 313 558,6000000	49 792,21	1 628,0864258	11,2	716,7026674	9,3

Source : Banque centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

 Tableau 1 | 24 Produit national brut et revenu national  
 (en millions de CDF courant)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019(p)	2020(e)
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>23 759 424,6</b>	<b>26 954 556,8</b>	<b>30 051 179,2</b>	<b>33 223 988,4</b>	<b>35 111 230,0</b>	<b>37 517 392,4</b>	<b>55 124 325,3</b>	<b>75 984 953,3</b>	<b>83 048 338,6</b>	<b>92 313 558,6</b>
Revenu des facteurs du reste du Monde	154 649,9	16 789,0	133 183,1	101 219,2	131 988,1	16 907,0	17 982,7	117 928,4	136 553,5	357 352,3
Revenu des facteurs au reste du Monde (-)	1 164 103,7	979 855,3	2 781 685,0	659 177,8	1 132 526,2	636 680,8	1 602 234,8	2 890 369,3	2 201 244,1	2 716 832,1
<b>Revenu national brut (1)</b>	<b>22 749 970,8</b>	<b>25 991 490,6</b>	<b>27 402 677,5</b>	<b>32 666 029,9</b>	<b>34 110 687,8</b>	<b>36 897 618,6</b>	<b>54 091 841,0</b>	<b>73 212 512,3</b>	<b>80 983 648,0</b>	<b>89 954 078,8</b>
Consommation de capital fixe (-)	712 782,7	808 636,7	901 535,4	996 728,4	1 075 494,8	1 247 784,9	1 810 998,3	2 494 502,3	2 575 856,5	2 863 229,8
<b>Revenu national net</b>	<b>22 037 188,1</b>	<b>25 182 853,9</b>	<b>26 501 142,1</b>	<b>31 669 301,5</b>	<b>33 035 193,0</b>	<b>35 649 833,7</b>	<b>52 280 842,7</b>	<b>70 718 010,0</b>	<b>78 407 791,6</b>	<b>87 090 849,0</b>
Transferts courants du reste du Monde	2 234 608,3	2 491 081,6	2 178 713,7	2 338 736,7	2 235 751,0	1 889 314,2	2 825 943,1	4 629 155,6	4 427 769,9	3 317 678,2
Transferts courants au reste du Monde (-)	937 369,6	868 563,8	1 014 678,5	457 808,5	471 858,9	541 455,3	999 884,8	1 823 506,7	1 958 469,0	1 829 006,9
<b>Revenu National disponible</b>	<b>23 334 426,7</b>	<b>26 805 371,7</b>	<b>27 665 177,3</b>	<b>33 550 229,6</b>	<b>34 799 085,2</b>	<b>36 997 692,6</b>	<b>54 106 900,9</b>	<b>73 523 658,9</b>	<b>80 877 092,5</b>	<b>88 579 520,3</b>
Consommation finale (-)	19 310 426,0	24 910 717,5	24 861 881,4	28 183 685,1	30 120 266,3	25 883 813,8	43 825 551,7	62 807 556,3	67 685 899,2	67 685 899,2
<b>Epargne nette</b>	<b>4 024 000,8</b>	<b>1 894 654,2</b>	<b>2 803 295,9</b>	<b>5 366 544,5</b>	<b>4 678 818,9</b>	<b>11 113 878,9</b>	<b>10 281 349,2</b>	<b>10 716 102,6</b>	<b>13 191 193,3</b>	<b>20 893 621,1</b>

Source : Banque centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau 1 | 25 Evolution des indices d'activité économique et des prix à la consommation des ménages  
( base 2015 = 100 )

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)
<i>I. VOLUME DE PRODUCTION</i>										
1. Production agricole, forêt, élevage, chasse et pêche	87,3	86,4	89,2	90,9	100,0	113,8	117,2	113	117,1	122,1
2. Production agricole	83,1	85,8	88,6	92,9	100,0	106,9	109,9	113,3	115,7	121,6
3. Production agricole vivrière	88,3	86,5	89,4	90,4	100,0	115,3	117,4	111,2	117	121,5
4. Production agricole de rente	90,9	86,8	89,7	89,2	100,0	120,2	121,9	111	118,5	122,5
5. Sylviculture	83,4	85,8	88,4	92,6	100,0	107,9	116,5	119,9	116,6	123,5
6. Elevage, pêche et chasse	83,8	86,3	88,8	92,4	100,0	108,2	117,2	120,7	125,6	130,0
7. Extraction	69,3	74,2	86,8	94	100,0	87,2	95,7	112,3	111,3	119,9
8. Extraction des métaux non ferreux	72,2	74,5	89,8	96,2	100,0	93,1	103,1	122,1	121,8	134,7
9. Autres produits d'extraction	56,5	72,7	73,7	84,5	100,0	61,1	63,1	69,2	65,1	58,4
10. Production de pétrole brut	103,8	103,6	101,3	101,4	100,0	95	91,4	101,8	99	99,4
11. Production manufacturière	110	113,7	110,4	99,7	100,0	100,6	100,5	100,6	101,8	96,1
12. Production industries alimentaires, boissons et tabacs	123,9	135,3	126,6	99,9	100,0	102,5	101,9	98,8	99	98,1
13. Production d'autres industries manufacturières	99,1	98	98,5	99,3	100,0	99,2	99,4	102	103,8	105,4
14. Production de ciment	114,5	103,6	112	82,6	100,0	63,5	225,6	262,9	277,28	306,6
15. Production d'eau	89,1	87,4	92,6	95,9	100,0	104,3	103,2	98,4	98,4	96,8
16. Production d'électricité	78,5	84,5	93,5	97,7	100,0	99,6	105,4	118,3	122,36	126,7
<i>II. VOLUME DE CONSOMMATION</i>										
1. Consommation d'eau	92,9	93,8	92,5	97	100,0	100,5	97,4	99,3	99,3	93,7
2. Consommation intérieure d'électricité	93,3	91,9	102,2	106,2	100,0	96,1	99,5	104,7	119	121,7
3. Consommation intérieure de ciment	105	96,8	95	73	100,0	57,8	162,5	267,1	297,2	465,8
4. Consommation des produits pétroliers	84,0	82,4	91,7	103,3	100,0	81,3	82,8	78,9	80,4	71,9
<i>III. VOLUME D'ACTIVITE DE TRANSPORT</i>										
1. Manutention dans les principaux ports	75,7	87,5	88,4	95,5	100,0	106,0	136,0	140,2	159,8	182,9
2. Trafic des marchandises et des personnes	97,2	94,6	93,8	99,8	100,0	79,4	50,5	50,2	50,9	34,9
<i>IV. PRIX</i>										
1. Indice des prix moyens à la consommation des produits pétroliers	97,0	104,2	105,6	107,0	100,0	97,7	98,0	117,7	133,5	142,9
2. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, B.C.C.	90,9	96,0	97,0	98,4	100,0	124,9	183,4	197,6	205,3	251,7
3. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, IRES	69,6	77,6	87,0	97,9	100,0	105,5	117,1	128,0	132,1	140,1
4. Indice des prix de détail dans les magasins de Kinshasa, IRES	70,0	76,2	87,9	99,7	100,0	101,0	105,8	110,8	112,4	112,1
5. Indice de cours de pétrole brut sur le marché de New-York	226,5	228,3	222,1	203,4	100,0	89,0	105,0	132,4	-	-
<i>V. Indice de volume du P.I.B.</i>	73,5	78,8	85,4	93,5	100,0	102,4	106,2	112,4	117,3	119,3

Source : Banque centrale du Congo sur base des données fournies par les structures contributrices.

Tableau 1 | 26 Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse  
 (en milliers de tonnes, sauf indication contraire )

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)
<b>I. CULTURES VIVRIERES</b>										
<b>Céréales</b>										
Maïs grains	1 893	1 938	1 986	2 035	2 086	2 138	2 191	2 245	2 301	2 358
Riz paddy	709	645	811	1 020	1 282	1 295	1 365	1 378	1 500	1 466
Millet & sorgho	45	46	46	46	46	46	47	48	48	49
Blé & orge	32	33	30	35	41	49	52	57	61	65
<b>Racines et tubercules</b>										
Manioc tubercules	32 139	33 033	33 938	34 868	35 823	36 804	37 813	38 848	39 913	41 006
Patate douce	440	453	465	478	491	504	505	533	533	562
Taro	66	66	68	68	68	68	68	68	68	69
Pomme de terre	96	98	99	100	100	101	102	105	108	111
Oignons, ails...	163	168	175	190	205	211	228	246	266	274
Igname	93	95	98	100	103	106	110	113	116	120
<b>Légumes et légumineuses</b>										
Haricots	238	247	248	249	250	251	252	253	253	254
Vandzou	10	10	10	11	11	11	12	12	12	13
Feuille de manioc	955	983	1 002	1 053	1 108	1 141	1 162	1 197	1 233	1 256
Tomates	145	150	158	169	181	187	197	211	226	233
Piments et poivre	103	106	109	120	132	146	161	178	196	216
Autres légumes	302	311	319	352	387	399	410	422	435	447
<b>Oléagineux</b>										
Arachides	397	405	413	422	430	439	447	456	465	474
Soja	20	20	20	21	21	22	23	23	24	25
Noix de palme (palmier à huile)	3 592	3 699	3 739	4 184	4 683	4 824	4 844	4 864	4 869	5 293
Autres oléagineux	118	122	136	142	148	155	161	168	176	183
<b>Fruits</b>										
Bananes plantains	2 258	2 935	3 815	4 960	5 551	5 718	5 779	5 952	5 977	6 002
Bananes douces	767	789	810	832	855	879	903	927	953	979
Autres fruits	722	728	734	741	747	754	761	783	787	790
<b>II. ELEVAGE</b>										
Bovins (en milliers de têtes)	842	893	947	1 003	1 064	1 127	1 195	1 267	1 343	1 423
Ovins (en milliers de têtes)	905	906	907	908	909	910	910	911	911	912
Caprins (en milliers de têtes)	4 058	4 064	4 070	4 074	4 079	4 083	4 087	4 091	4 091	4 099
Porcins (en milliers de têtes)	981	985	988	993	997	1 001	1 005	1 006	1 006	1 008
Volailles (en milliers de têtes)	20 128	20 188	20 249	20 309	20 370	20 430	20 492	20 512	20 533	20 635
Oeufs (en millions d'oeufs)	967	967	968	968	1 084	1 083	1 087	1 116	1 119	1 151
Lait (en millions de litres)	70	72	73	82	91	101	113	126	141	145
<b>III. SYLVICULTURE</b>										
Bois de chauffage	73 121	75 314	78 980	85 189	91 887	99 111	99 131	99 181	99 230	102 187
Charbon de bois	2 861	2 947	3 039	3 334	3 656	4 010	4 026	4 040	4 057	4 074
<b>IV. PECHE ET CHASSE</b>										
Poissons frais	417	430	442	456	469	483	498	512	529	539
Gibier	299	308	317	326	336	346	356	367	377	387

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 1 | 27 Production agro-industrielle

PRODUITS	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)
<b>PLANTES STIMULANTES</b>										
<b>Café robusta</b>	26 271	26 243	25 535	30 115	30 213	30 312	37 660	44 414	44 559	44 704
exportations : Source ONC	5 147	3 161	2 455	3 490	2 887	4 726	4 744	5 415	6 270	5 771
<b>Café arabica</b>	5 252	5 744	1 526	6 601	17 014	7 471	9 517	7 071	8 381	8 599
exportations	4 701	5 141	1 366	5 909	15 229	6 687	8 518	6 329	7 502	8 452
<b>Cacao</b>	3 156	5 355	7 158	7 570	13 230	18 402	6 146	18 475	22 058	26 337
exportations	2 643	4 485	5 995	6 340	11 081	15 413	5 148	15 474	26 408	36 991
<b>Thé</b>	2 615	3 508	3 933	4 331	4 350	4 369	4 388	4 407	4 427	4 446
<b>Tabac</b>	3 593	3 485	3 381	3 279	...	...	...	...	...	...
<b>BOIS</b>										
<b>Grumes ( m3)</b>	406 700	412 831	414 604	520 513	528 359	502 271	504 429	506 596	508 772	510 957
exportations	183 468	186 234	187 034	234 811	250 515	238 145	110 168	196 220	117 697	115 446
<b>OLEAGINEUX (t)</b>	10 485	8 487	11 278	15 497	16 668	17 480	18 079	18 959	19 609	20 564
<b>Huile de palme</b>	8 872	7 181	9 543	13 113	13 423	13 339	13 356	13 564	13 999	14 882
<b>Huile de palmistes</b>	456	1 362	1 087	1 438	1 654	2 077	2 072	2 053	2 093	2 169
exportations	418	1 249	996	1 319	1 361	1 360	1 358	1 345	1 371	1 421
<b>Tourteaux de palmistes</b>	9 170	9 488	9 803	10 136	10 477	10 831	11 195	11 573	11 963	12 366
<b>PLANTES TEXTILES ET DERIVEES</b>										
<b>Coton-fibres</b>	3 841	3 532	3 250	2 990	2 531	2 142	1 984	1 860	1 754	1 746
<b>Huile de coton</b>	53	49	46	42	39	36	32	29	25	25
<b>Tourteaux de coton</b>	291	268	247	228	210	193	176	160	144	153
<b>Fibres Urena-Punga</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>PLANTES MEDICINALES</b>										
<b>Quinquina</b>	3 000	2 790	2 595	2 413	2 293	2 304	2 316	2 327	2 339	2 351
exportations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>PLANTES A CAOUTCHOUC</b>										
<b>Caoutchouc</b>	3 562	3 413	1 985	2 108	2 355	2 596	2 536	17 414	15 073	15 214
exportations	1 817	1 740	1 012	1 075	1 346	1 324	1 293	14 914	12 910	7 372
<b>PLANTES SACCHARIFERES</b>										
<b>Canne à sucre</b>	1 938 412	1 996 565	2 056 462	2 118 156	2 181 700	2 247 151	2 252 769	2 258 401	2 264 047	2 269 028

Sources : Banque Centrale du Congo, ONC, Ministère de l'Agriculture, OCC et Fonds de Reconstruction du Capital Forestier.  
(1) Production exportée.

Tableau 1 | 28 Production minière et métallurgique

Produits	Unité	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020(e)
<b>Cuivre</b>	tonnes	499 198	619 942	922 016	1 030 129	1 039 007	1 023 687	1 094 638	1 221 648	1 420 386	1 601 208
dont : - Gécamines	tonnes	17 287	36 452	40 707	15 090	16 811	10 444	15 864	18 037	2 974	3 515
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	481 911	583 490	881 310	1 015 039	1 022 196	1 013 243	1 078 773	1 203 611	1 417 412	1 597 693
<b>Zinc</b>	tonnes	14 758	10 572	12 114	12 737	12 675	12 587	12 337	1 047	6 134	15 305
dont : - Gécamines	tonnes	12 342	10 572	9 938	9 460	6 319	9 028	9 163	777	1 194	2 979
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	2 416	-	2 176	3 277	6 356	3 559	3 174	269	4 940	12 326
<b>Cobalt</b>	tonnes	99 475	86 433	76 593	75 560	83 529	68 822	82 461	111 358	77 964	86 591
dont : - Gécamines	tonnes	716	1 522	878	163	1 041	39	184	241	1 509	14 339
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	98 759	84 911	75 715	75 397	82 488	68 783	82 277	111 117	76 455	72 252
<b>Or fin (t)</b>	kilos	414	4 529	6 112	23 937	31 791	30 664	31 586	36 777	31 586	31 501
<b>Diamant</b>	milliers de carats	18 598	19 724	16 899	14 933	15 789	15 523	18 891	15 131	18 891	16 560
dont : - MIBA et autres industriels	milliers de carats	997	569	246	244	1 505	3 146	3 488	3 202	3 488	6 484
- Artisanal	milliers de carats	17 601	19 154	16 653	14 689	14 284	12 377	15 404	11 929	15 404	10 076
<b>Cassitérite</b>	tonnes	18 598	18 981	6 231	7 295	8 304	11 824	17 682	16 273	17 364	17 202
<b>Wolframite</b>	tonnes	45	71	115	16	106	154	248	380	393	483
<b>Colombo-tantalite</b>	tonnes	383	586	500	1 140	2 102	2 414	1 996	2 267	2 320	2 497
<b>Pétrole brut</b>	milliers de barils	8 558	8 545	8 351	8 362	8 247	7 837	7 536	8 393	8 162	8 737
<b>Indice de la production minière et hydrocarbure (2015=100)</b>											
		73,2	74,1	85,7	94,3	100,0	90,6	102,4	122,6	117,2	117,2

Source : Ministère des mines.  
(1) Y compris la production artisanale.

Tableau 1 | 29 Principales productions manufacturières

	Unité	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019(p)	2020 (e)
<b>A. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABACS</b>											
<b>Industries alimentaires :</b>											
Lait pasteurisé	103 litres	70	72	74	77	79	81	84	86	89	90
Farine de maïs	tonnes	16 614	17 113	17 626	18 155	18 700	19 261	19 838	20 434	21 047	21 365
Farine de froment	tonnes	160 441	155 599	193 526	195 051	202 703	239 903	240 612	213 107	203 302	188 988
Riz décortiqué	tonnes	195	201	207	213	219	223	221	222	223	249
Sucre	tonnes	105 253	108 410	111 663	115 013	118 463	120 863	120 761	121 844	122 678	127 682
Chocolaterie, biscuiterie	tonnes	190	196	202	208	214	220	196	202	198	216
Pain	tonnes	196 318	203 189	210 300	217 661	225 279	233 164	241 325	249 771	258 513	263 089
Graisses et huiles de table	tonnes	1 422	1 465	1 509	1 554	1 601	1 649	1 544	1 518	1 456	1 635
Huiles de palme	tonnes	8 872	7 181	9 543	13 113	13 423	13 339	13 356	13 564	13 999	14 882
Margarine	tonnes	687	708	729	751	774	797	821	845	871	884
Aliments pour animaux	tonnes	25 235	25 992	26 772	27 575	28 402	29 254	30 132	31 036	31 967	32 451
Pêche lacustre	tonnes	980	1 009	1 040	1 071	1 103	1 136	1 170	1 205	1 242	1 260
<b>Industries des boissons :</b>											
Boissons alcoolisées	103 d'hl	4 104	4 663	4 838	5 095	4 850	4 679	4 464	4 250	4 746	4 423
Boissons gazeuses	103 d'hl	1 917	2 109	2 044	2 226	2 224	2 133	2 131	2 088	2 880	2 452
<b>Industries du tabac :</b>											
Cigarettes	106 d'unités	3 833	4 424	3 050	639	...	...	...	...	...	...
<b>B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>											
<b>Industries de tissu, confection et bonneterie :</b>											
Bonneterie	103 de pièces	73	71	69	67	65	63	61	59	57	55
Couvertures	103 de pièces	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sacs	103 de pièces	2 231	1 784	1 428	1 142	914	731	585	468	374	299
Toiles d'emballages	milliers de m	10	10	10	11	11	11	12	12	12	13
Tissus de coton (écrus, blanchis, teints)	milliers de m2	142	142	143	144	144	145	146	146	147	148
Tissus imprimés	milliers de m2	351	176	88	44	22	11	5	3	1	1
Tissus polyester	milliers de m2	77	39	19	10	5	2	1	1	0	0
Filatures	tonnes	86	68	55	44	35	28	22	18	14	11
<b>Industries des chaussures et cuirs :</b>											
Chaussures	103 de paires	2 745	1 647	988	593	356	213	129	124	74	76
<b>Industries de la chimie de consommation :</b>											
Savons	tonnes	9 240	9 517	9 802	10 097	10 399	10 711	11 033	11 364	11 705	12 056
Peintures, vernis, émaux	tonnes	44 389	45 720	47 092	48 505	49 960	51 459	53 002	54 592	56 230	57 917
Allumettes	cartons	140 439	144 653	148 992	153 462	158 066	162 808	151 196	153 499	149 113	153 114
Explosifs	tonnes	11	9	7	6	5	4	3	5	10	11
Acétylène	kilos	7 784	7 372	6 659	12 815	13 443	12 394	13 403	18 472	31 209	30 011
Oxygène	103 de m3	13	12	10	13	13	9	11	...	...	...
Chaux	kilos	6 894	7 741	5 500	4 000	4 050	4 331	4 100	4 385	4 151	4 439
<b>Industries de fabrication des produits pétroliers et raffinés :</b>											
Lubrifiants	litres	478 546	492 902	507 689	522 920	538 608	554 766	571 409	588 551	606 208	624 394
<b>Industries du plastique :</b>											
Pneus pour automobiles	103 de pièces	75	83	92	0	0	0	0	0	0	0
Casiers et bacs de 32 litres	103 de pièces	211	252	301	360	431	515	436	521	442	528
Divers articles plastiques	103 de pièces	2 656	2 735	2 817	2 902	2 989	3 266	3 368	3 738	3 992	4 624
<b>Industries des fabrications métalliques légères :</b>											
Articles galvanisés	103 de pièces	138	154	173	193	216	214	185	182	173	167
Machettes et houes	103 de pièces	182	187	193	199	205	211	199	196	193	187
Pelles et bêches	103 de pièces	25	26	27	28	28	29	28	27	27	26
Tôles galvanisées	103 de pièces	364	375	386	398	410	422	398	392	386	375
Articles de ménage en aluminium	tonnes	57	59	61	63	65	67	63	62	61	59
Valises et malles	pièces	148	153	157	161	166	170	161	159	157	153
Bouchons couronnes	106 de pièces	695	716	738	760	783	806	814	809	794	766
<b>Industries d'édition, d'imprimeries et reproduction :</b>											
Imprimés	103 de pièces	393	411	430	449	461	476	484	496	511	529
<b>Industries de fabrication de papier, carton et d'articles en papier et carton</b>											
Papiers et cartons	tonnes	503	518	534	550	569	584	597	614	629	644
Papiers hygiéniques	Sach. (30 roul.)	71 463	73 607	75 816	78 090	80 433	82 846	85 331	87 891	90 528	93 244

Source : Banque Centrale du Congo, Enquêtes économiques et conjoncturelles.

Tableau 1 | 30 Principales productions manufacturières

	Unité	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020(e)
<b>B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>											
<b>Industries des fabrications métal. lourdes :</b>											
Charpentes et constructions métalliques	tonnes	415,2	419,3	423,5	435,9	465,7	497,4	533,4	549,6	556,3	567,1
Chaudronnerie	tonnes	235,2	236,4	237,6	238,8	239,9	241,0	242,4	243,6	245,0	246,3
Fonderie fonte et acier	tonnes	104,0	101,2	103,4	106,7	113,4	120,3	127,8	132,3	134,8	138,6
Fonderie métaux non ferreux	tonnes	3,9	3,8	4,1	3,2	3,0	2,6	2,8	3,5	3,5	3,8
<b>Industrie du matériel de transport :</b>											
Réparations navales	pièces	26,2	34,0	36,1	41,0	47,3	33,0	32,7	24,9	25,2	26,8
Constructions navales	pièces	3,0	8,0	11,0	19,0	19,5	22,0	21,2	22,8	23,2	24,4
<b>Industries des minéraux non métalliques :</b>											
Ciment Portland normal	<sup>103</sup> de tonnes	456,61	413,18	446,61	329,21	398,7	253,2	899,5	1048,3	1382,1	1083,5
Ciment métallurgique	<sup>103</sup> de tonnes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits en béton	tonnes	1 246,2	1 294,7	1 346,2	1 399,1	1 454,4	1 511,8	1 573,7	1 637,5	1 704,0	1 772,0
Carrelages	milliers de m <sup>2</sup>	23,3	23,7	25,2	27,1	29,9	30,5	32,8	33,4	35,4	38,9
Fibro-ciment	milliers de m <sup>2</sup>	204,5	214,3	224,9	235,9	247,6	248,0	259,2	265,5	281,0	300,1
Concassés	<sup>103</sup> de tonnes	700,3	356,9	361,2	285,1	306,8	326,1	340,8	396,8	324,0	323,2
Bouteilles	<sup>103</sup> de pièces	31 131	40 585	44 580	38 860	28 263,9	23 677,1	20 527,1	23 853,4	26 978,0	26 407,3
<b>Industries de transformation de bois :</b>											
Tranchages	m <sup>3</sup>	3 792,6	3 924,3	4 069,4	4 215,3	4 368,8	4 526,7	4 690,9	4 860,7	5 036,9	4 860,0
Contreplaqués	m <sup>3</sup>	726,4	749,1	773,0	797,4	822,7	848,8	875,7	903,5	932,1	875,7
Bois sciés	m <sup>3</sup>	33 430,63	33 943,00	39 980,97	40 370,59	43 070,5	43 973,9	24 681,7	28 338,0	39 970,6	37 092,4
Matelas	<sup>106</sup> de pièces	3 535,6	3 641,7	3 751,0	3 863,5	3 979,4	4 098,8	4 221,7	4 348,4	4 478,9	4 348,4
Stylo à billes	<sup>103</sup> de pièces	6 772,7	7 460,2	8 221,9	9 059,1	9 982,8	11 000,0	12 121,1	13 356,4	14 717,6	15 249,6
Menuiserie métallique	tonnes	67,5	69,6	71,6	73,8	76,0	78,3	80,6	83,1	85,5	88,1
Mobiliers métalliques	pièces	697,1	733,5	774,6	816,6	861,6	908,7	958,6	1 011,1	1 066,5	1 086,9

Source : Banque Centrale du Congo, Enquêtes économiques et conjoncturelles.

Tableau 1 | 31 Indice de la production des industries manufacturières  
(base 2015 = 100)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)
<b>A. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABACS</b>										
Produits alimentaires	85,4	93,7	86,7	100,1	100,0	102,2	101,5	98,3	108,1	103,5
Boissons	84,5	85,3	93,8	96,6	100,0	108,0	109,7	107,0	107,3	106,8
Tabacs	85,1	95,7	97,3	103,5	100,0	96,3	93,2	89,6	108,8	100,2
Tabacs	86,6	100,0	68,9	-	-	-	-	-	-	-
<b>B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>										
Confection et bonneterie, tissage et impression de tissu	149,4	127,1	114,3	105,8	100,0	96,1	90,7	93,4	96,8	98,7
Chaussures et cuirs	248,4	191,6	151,5	122,2	100,0	82,9	69,6	59,1	50,8	44,1
Chimie de consommation	771,6	463,0	277,8	166,7	100,0	60,0	36,1	34,7	20,8	21,4
Fabrication des produits pétroliers raffinés	88,5	91,1	92,4	97,0	100,0	102,4	98,6	102,7	107,0	109,2
Plastique	88,8	91,5	94,3	97,1	100,0	103,0	106,1	109,3	112,6	115,9
Fabrications métalliques légères	86,0	89,8	93,9	95,4	100,0	110,6	111,3	124,6	129,7	150,7
Edition, imprimerie et reproduction	86,0	89,3	92,6	96,2	100,0	102,5	98,7	97,6	95,6	92,6
Fabrication des papiers, cartons et d'articles en papier et carton	85,3	89,2	93,3	97,5	100,0	103,2	105,0	107,6	110,9	114,9
Fabrication métalliques lourdes	88,8	91,5	94,3	97,1	100,0	103,0	106,1	109,3	112,5	115,9
Matériel de transport	92,2	92,5	93,5	95,4	100,0	104,8	110,3	113,0	114,3	116,3
Minéraux non métalliques	43,7	62,9	70,6	89,8	100,0	82,4	80,8	71,4	72,4	76,8
Transformation de bois	110,0	139,7	153,0	134,0	100,0	84,8	77,0	88,7	100,0	97,5
Autres non classées ailleurs	78,6	80,0	92,9	94,0	100,0	102,3	62,7	70,7	95,2	88,7
Autres non classées ailleurs	74,3	79,9	86,0	92,7	100,0	108,0	116,7	126,2	136,6	139,4
<b>C. INDICE GLOBAL</b>										
	117,7	110,3	100,5	102,9	100,0	99,2	96,1	95,9	102,4	101,1

Source : Banque Centrale du Congo, Enquêtes économiques et conjoncturelles.

Tableau 1 | 32 Production, exportation et consommation intérieure de ciment  
 (en tonnes)

ANNEES	PRODUCTION		CONSOMMATION		Variation des stocks
	Ciment Portland	Exportation (1)	Consommation (2)	Total	
2011	456 612	37 958	417 983	455 941	670
2012	413 181	29 807	385 206	415 012	-1 831
2013	446 610	26 894	420 975	447 868	-1 258
2014	329 205	12 573	316 911	329 484	-279
2015	398 749	1 122	397 970	399 092	-343
2016	253 201	-	229 967	229 967	23 234
2017	899 533	-	881 733	881 733	17 800
2018	1 049 158	-	1 045 199	1 045 199	3 959
2019 (a)	1 382 081	-	2 212 108	2 212 108	-830 026
2020 (a)	1 283 968	-	1 043 519	1 043 519	240 449

Source : Banque Centrale du Congo, Enquêtes économiques et conjoncturelles.

(1) Uniquement ciment Portland normal.

(2) Y compris ciment métallurgique.

 Tableau 1 | 33 Consommation de produits pétroliers  
 ( en m3 )

Produits	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (p)
Essence auto	338 792	341 677	387 838	422 105	407 197	362 760	357 980	388 868	484 574	497 149
Carburant aviation	181 155	174 889	184 031	181 129	152 802	142 381	144 337	153 349	165 969	122 787
Pétrole	10 909	5 609	3 286	2 643	2 029	1 100	1 040	2 558	3 525	16 671
Gasoil	497 887	489 039	545 903	643 502	637 604	482 290	503 611	777 800	791 607	838 082
Fuel oil	45 696	40 649	37 894	30 629	16 876	18 754	17 743	14 318	897	1 238
Huiles	2 107	2 959	660	5,00	11,00	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1 076 547</b>	<b>1 054 821</b>	<b>1 159 611</b>	<b>1 280 014</b>	<b>1 216 519</b>	<b>1 007 285</b>	<b>1 024 711</b>	<b>1 336 893</b>	<b>1 446 775</b>	<b>732 468</b>

Source : SEP-Congo.

Tableau 1 | 34 Production et consommation d'électricité par province  
( en milliers de Mwh )

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019(r)	2020(p)
<b>I. Production brute (1)</b>										
dont:										
centrales hydroélectriques	7 001	7 538	8 341	8 718	8 918	8 881	9 440	10 548	11 433	12 382
centrales thermiques	9	9	8	10	12	10	10	13	14	15
- Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Province Orientale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kivu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kasai Oriental et Kasai Occidental	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Equateur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Katanga	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total</b>	<b>7 010</b>	<b>7 547</b>	<b>8 349</b>	<b>8 728</b>	<b>8 930</b>	<b>8 891</b>	<b>9 450</b>	<b>10 561</b>	<b>11 448</b>	<b>12 397</b>
<b>II. Consommation</b>										
intérieure nette :										
- Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
dont : ville de Kinshasa	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
haute tension	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
basse tension	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
éclairage public	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Province Orientale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kivu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kasai Oriental et Kasai Occidental	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Equateur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Katanga	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Ajustements	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total</b>	<b>6 781</b>	<b>6 678</b>	<b>7 424</b>	<b>7 716</b>	<b>7 265</b>	<b>6 983</b>	<b>7 209</b>	<b>7 604</b>	<b>8 648</b>	<b>6 323</b>
<b>III. Exportations (3)</b>	<b>228</b>	<b>262</b>	<b>476</b>	<b>369</b>	<b>422</b>	<b>395</b>	<b>409</b>	<b>412</b>	<b>420</b>	<b>416</b>
<b>IV. Importations et Achats locaux (4)</b>	<b>21</b>	<b>19</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>22</b>	<b>23</b>	<b>24</b>
<b>V. Pertes (4)</b>	<b>23</b>	<b>626</b>	<b>470</b>	<b>664</b>	<b>1 262</b>	<b>1 533</b>	<b>1 852</b>	<b>2 568</b>	<b>2 402</b>	<b>5 682</b>

Source: S.N.E.L.

(1) I = II + III - IV + V non compris les autoproducteurs.

(2) Exportations nettes vers la Zambie, le Burundi, la République du Congo (Brazza), l'Angola et le Rwanda.

(3) En provenance notamment de la Zambie et de la SINELAC.

(4) Pertes en lignes et aux différents niveaux du système de distribution.

Tableau 1 | 35 Production et consommation d'eau et d'électricité

PERIODES	REGIDESO			S. N . EL .		
	( Eau potable )			( Electricité )		
	Production	Consommation	Nombre d'abonnés	Production	Consommation <sup>(1)</sup>	Nombre d'abonnés
	(en mios de m3)	(en mios de m3)		(en milliers de MWh)	(en milliers de MWh)	
2011	277 246	165 273	517 236	7 010	6 781	517 236
2012	271 760	166 868	528 182	7 547	6 678	528 182
2013	288 073	171 632	536 903	8 349	7 424	596 691
2014	298 329	176 377	552 735	8 728	7 716	777 122
2015	311 021	181 450	580 263	8 930	7 265	825 842
2016	324 241	178 798	600 759	8 891	6 983	864 088
2017	320 993	173 376	610 128	9 450	7 209	613 163
2018	306 199	176 715	619 280	10 561	7 604	662 704
2019 (r)	285 690	176 779	628 569	11 448	8 648	715 720
2020 (p)	281 119	176 442	722 854	12 397	6 323	844 550

Sources : REGIDESO et SNEL.

(1): Il s'agit de la consommation intérieure et de l'exportation.

Tableau 1 | 36 Activités de principaux organismes de transport  
(en millions d'unités)

Marchandises ( tkm )	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (r)	2020 (p)
<b>I. TRANSPORT FLUVIAL</b>	<b>82,44</b>	<b>87,15</b>	<b>84,79</b>	<b>83,62</b>	<b>86,95</b>	<b>84,04</b>	<b>84,66</b>	<b>84,91</b>	<b>84,57</b>	<b>85,96</b>
<b>1. ONATRA</b>	<b>82,44</b>	<b>87,15</b>	<b>84,79</b>	<b>83,62</b>	<b>86,95</b>	<b>84,04</b>	<b>84,66</b>	<b>84,91</b>	<b>84,57</b>	<b>85,96</b>
Voies fluviales	78,56	83,74	81,40	79,81	83,61	80,50	80,97	81,29	81,17	82,33
Bas-fleuve	3,88	3,41	3,39	3,80	3,34	3,54	3,69	3,61	3,40	3,64
<b>II. TRANSPORT FERROVIAIRE</b>	<b>96,23</b>	<b>77,90</b>	<b>70,23</b>	<b>68,85</b>	<b>55,58</b>	<b>55,64</b>	<b>89,11</b>	<b>94,01</b>	<b>48,05</b>	<b>35,26</b>
<b>1. S.N.C.C. (1)</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réseau Sud (OCS)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réseau Est (SFE)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>2. ONATRA (CFMK)</b>	<b>96,23</b>	<b>77,90</b>	<b>70,23</b>	<b>68,85</b>	<b>55,58</b>	<b>55,64</b>	<b>89,11</b>	<b>94,01</b>	<b>48,05</b>	<b>35,26</b>
<b>III. TRANSPORT AERIEN</b>	<b>50,98</b>	<b>59,32</b>	<b>61,28</b>	<b>67,00</b>	<b>71,27</b>	<b>76,81</b>	<b>95,53</b>	<b>118,84</b>	<b>142,04</b>	<b>158,41</b>
<b>IV. TRANSPORT ROUTIER</b>	<b>5 143,62</b>	<b>6 021,26</b>	<b>6 035,07</b>	<b>6 516,94</b>	<b>6 784,87</b>	<b>7 190,16</b>	<b>9 410,80</b>	<b>9 679,86</b>	<b>10 319,27</b>	<b>10 609,62</b>
<b>Total transport marchandises</b>	<b>5 373,28</b>	<b>6 245,62</b>	<b>6 251,37</b>	<b>6 736,40</b>	<b>6 998,66</b>	<b>7 406,65</b>	<b>9 680,10</b>	<b>9 977,61</b>	<b>10 593,94</b>	<b>10 889,25</b>
<b>Voyageurs ( Voyageurs km )</b>										
<b>I. TRANSPORT FLUVIAL</b>	<b>0,26</b>	<b>0,26</b>	<b>0,23</b>	<b>0,22</b>	<b>0,23</b>	<b>0,22</b>	<b>0,23</b>	<b>0,26</b>	<b>0,25</b>	<b>0,25</b>
<b>1. ONATRA</b>	<b>0,26</b>	<b>0,26</b>	<b>0,23</b>	<b>0,22</b>	<b>0,23</b>	<b>0,22</b>	<b>0,23</b>	<b>0,26</b>	<b>0,25</b>	<b>0,25</b>
Voies fluviales	0,23	0,23	0,19	0,18	0,19	0,18	0,19	0,21	0,20	0,21
Bas-fleuve	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,05	0,05	0,05
<b>II. TRANSPORT FERROVIAIRE</b>	<b>209,05</b>	<b>199,98</b>	<b>192,83</b>	<b>184,36</b>	<b>190,24</b>	<b>153,93</b>	<b>143,12</b>	<b>152,50</b>	<b>150,96</b>	<b>144,07</b>
<b>1. S.N.C.C.</b>	<b>142,61</b>	<b>141,61</b>	<b>139,61</b>	<b>139,61</b>	<b>141,27</b>	<b>139,33</b>	<b>140,21</b>	<b>140,52</b>	<b>140,74</b>	<b>141,09</b>
Réseau Sud (OCS)	142,61	141,61	139,61	139,61	141,27	139,33	140,21	140,52	140,74	141,09
Réseau Est (SFE).....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Réseau Nord (CFU).....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>2. ONATRA</b>	<b>66,44</b>	<b>58,37</b>	<b>53,22</b>	<b>44,75</b>	<b>48,96</b>	<b>14,61</b>	<b>2,91</b>	<b>11,98</b>	<b>10,22</b>	<b>2,98</b>
Voie ferrée (CFMK)	1,32	-	-	-	1,25	2,23	0,14	3,45	3,45	0,75
T.U.K.	65,13	58,37	53,22	44,75	47,71	12,37	2,77	8,53	6,77	2,23
<b>III. TRANSPORT AERIEN</b>	<b>489,25</b>	<b>550,41</b>	<b>649,79</b>	<b>750,12</b>	<b>874,94</b>	<b>984,88</b>	<b>994,56</b>	<b>1 007,35</b>	<b>1 018,78</b>	<b>1 031,11</b>
<b>IV. TRANSPORT ROUTIER</b>	<b>131,75</b>	<b>148,22</b>	<b>174,98</b>	<b>202,00</b>	<b>235,61</b>	<b>280,52</b>	<b>322,58</b>	<b>339,97</b>	<b>373,48</b>	<b>402,17</b>
<b>Total transport voyageurs</b>	<b>830,31</b>	<b>898,87</b>	<b>1 017,83</b>	<b>1 136,69</b>	<b>1 301,02</b>	<b>1 419,56</b>	<b>1 460,49</b>	<b>1 500,07</b>	<b>1 543,47</b>	<b>1 577,61</b>
<b>Indice de trafic des marchandises et des personnes ( 2015 = 100 )</b>										
	<b>75,67</b>	<b>87,53</b>	<b>88,38</b>	<b>95,50</b>	<b>100,00</b>	<b>106,11</b>	<b>136,10</b>	<b>140,25</b>	<b>148,59</b>	<b>152,67</b>

Sources : Rapports des sociétés de Transport.  
(1) Données indisponibles depuis 2005.

Tableau 1 | 37 Marchandises manutentionnées dans les principaux ports  
 ( en milliers de tonnes )

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (r)	2020 (p)
<b>Port de Matadi</b>	<b>2 792,2</b>	<b>2 653,0</b>	<b>2 694,5</b>	<b>2 911,1</b>	<b>2 944,2</b>	<b>2 331,6</b>	<b>1 435,2</b>	<b>1 403,0</b>	<b>1 531,8</b>	<b>1 597,1</b>
Entrées	2 287,8	2 211,0	2 297,0	2 478,4	2 538,0	1 968,8	1 216,2	1 169,8	1 293,2	1 342,5
Sorties	504,4	442,0	397,5	432,7	406,2	362,8	219,1	233,1	238,6	254,6
<b>Port public de Kinshasa</b>	<b>271,7</b>	<b>286,3</b>	<b>247,7</b>	<b>232,6</b>	<b>187,1</b>	<b>180,8</b>	<b>167,6</b>	<b>229,7</b>	<b>164,4</b>	<b>139,5</b>
Réseau fluvial	206,4	221,2	186,0	175,1	142,6	135,5	101,4	144,1	119,4	94,6
Chargement	64,5	83,7	80,1	59,6	54,2	45,0	28,0	29,8	28,5	17,8
Déchargement	142,0	137,5	105,9	115,5	88,4	90,4	73,4	114,3	90,9	76,8
<b>C.F.M.K.</b>	<b>65,2</b>	<b>65,1</b>	<b>61,7</b>	<b>57,5</b>	<b>44,4</b>	<b>45,4</b>	<b>66,2</b>	<b>85,6</b>	<b>45,0</b>	<b>44,9</b>
Chargement	9,5	13,2	11,0	10,3	9,5	14,3	11,3	8,7	6,1	2,6
Déchargement	55,8	51,9	50,7	47,2	34,9	31,1	54,9	77,0	38,9	42,3
<b>Port de Boma</b>	<b>189,8</b>	<b>228,9</b>	<b>194,2</b>	<b>186,2</b>	<b>192,9</b>	<b>135,2</b>	<b>119,9</b>	<b>101,9</b>	<b>14,7</b>	<b>93,3</b>
Chargement	22,33	29,11	28,88	19,40	16,03	16,14	12,23	12,70	11,81	9,83
Déchargement	167,47	199,82	165,36	166,78	176,89	119,09	107,65	89,21	2,93	83,50
<b>Port de Kalemie</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Déchargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Port de Kalundu</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Déchargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total</b>	<b>3 253,6</b>	<b>3 168,2</b>	<b>3 136,4</b>	<b>3 329,9</b>	<b>3 324,2</b>	<b>2 647,7</b>	<b>1 722,7</b>	<b>1 734,6</b>	<b>1 710,9</b>	<b>1 829,9</b>
<b>Indice de manutention (1)</b>										
(2015 = 100)	97,9	95,3	94,4	100,2	100,0	79,6	51,8	52,2	51,5	55,0

Sources : Rapports de l'ONATRA et de la S.N.C.C.

(1) Indice calculé par la Banque Centrale du Congo. Il ne comprend pas C.F.M.K.

Tableau 1 | 38 Communication téléphonique  
(en milliers)

PERIODES	Unités consommées	Sms	Mégas	
2018	Janvier	1 019 106	1 097 500	2 404 046
	Février	975 697	1 019 411	2 465 778
	Mars	1 155 174	1 194 621	2 926 658
	Avril	1 114 078	1 198 894	3 077 179
	Mai	1 209 704	1 332 156	3 239 826
	Juin	1 235 292	1 389 765	3 505 502
	Juillet	1 316 659	1 549 229	3 800 875
	Août	1 321 653	1 569 633	4 055 155
	Septembre	1 202 333	1 486 784	4 028 359
	Octobre	1 226 908	1 567 944	4 406 959
	Novembre	1 148 742	1 533 732	4 454 201
	Décembre	1 082 656	987 870	4 810 307
	Total 2018	14 008 001	15 927 540	43 174 846
	2019	Janvier	1 058 292	33 529
Février		882 762	49 445	4 632 791
Mars		979 470	51 369	5 292 274
Avril		955 671	833 298	5 603 841
Mai		980 678	995 983	6 097 829
Juin		972 756	972 344	6 680 082
Juillet		1 045 907	1 028 993	7 387 443
Août		1 029 368	998 314	7 509 251
Septembre		1 081 019	906 918	7 332 911
Octobre		1 126 212	892 028	7 574 644
Novembre		1 173 448	877 962	7 824 346
Décembre		1 222 819	864 601	8 082 280
Total 2019		12 508 403	8 504 784	76 083 624
2020		Janvier	1 075 266	1 007 168
	Février	1 036 318	1 018 456	6 488 146
	Mars	1 148 588	1 176 749	12 025 805
	Avril	1 002 664	1 171 121	12 643 312
	Mai	1 049 167	1 125 974	12 215 698
	Juin	1 042 579	1 123 328	17 615 932
	Juillet	1 099 668	1 152 410	14 460 674
	Août	1 101 302	1 230 620	14 347 956
	Septembre	1 111 575	1 315 878	14 423 469
	Octobre	1 139 850	1 340 747	15 390 956
	Novembre	1 084 194	1 326 026	15 866 037
	Décembre	1 157 354	1 382 896	18 004 155
	Total 2020	13 048 525	14 371 374	162 870 491

Source : Commission d'Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN), sur base des données de l'ARPTC.

## 2 | Finances publiques

Tableau 2 | 7 Importance relative des finances publiques dans l'économie

	En millions de CDF										En pourcentage du PIB									
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
1. Produit intérieur brut	23 759 424,6	26 954 556,9	30 051 179,4	33 224 281,1	35 111 230,0	37 517 392,4	55 124 325,3	75 984 953,3	83 048 338,6	92 313 558,6	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2. Dépenses publiques	4 145 516,8	4 940 888,0	5 460 203,6	5 791 807,4	5 285 980,8	5 393 526,1	7 504 587,0	9 844 030,0	8 954 697,8	9 424 014,6	17,4	18,3	18,2	17,4	15,1	14,4	13,6	13,0	10,8	10,2
Consommation publique	2 728 076,6	2 963 272,6	3 991 111,1	3 828 016,7	4 083 731,0	3 672 843,5	4 412 466,0	6 760 346,3	7 101 844,3	7 436 564,0	11,5	11,0	13,3	11,5	11,6	9,8	8,0	8,9	8,6	8,1
Formation brute de capital	1 375 570,3	1 924 107,7	1 394 396,6	1 899 120,3	1 746 314,9	1 644 672,7	2 988 561,9	2 955 359,2	1 737 451,8	1 867 680,1	5,8	7,1	4,6	5,7	5,0	4,4	5,4	3,9	2,1	2,0
Transferts à d'autres secteurs	41 869,9	53 507,7	74 695,9	64 670,4	79 088,4	76 009,9	103 559,1	128 324,4	115 401,7	119 770,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
3. Charge fiscale brute (Pression fiscale)	2 108 002,5	2 710 339,7	3 388 628,5	3 615 470,7	3 850 292,6	3 128 520,5	3 656 755,0	5 599 638,4	5 723 510,4	5 907 103,0	8,9	10,1	11,3	10,9	11,0	8,3	6,6	7,4	6,9	6,4
Commerce extérieur	799 369,7	1 074 830,0	1 391 069,6	1 449 722,5	1 452 753,1	990 976,5	963 915,7	1 352 180,0	1 498 041,1	1 615 991,5	3,4	4,0	4,6	4,4	4,1	2,6	1,7	1,8	1,8	1,8
Exportations	19 529,2	17 652,3	16 696,0	16 873,4	10 161,2	8 700,7	12 758,3	15 745,1	15 588,2	14 675,6	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Importations	779 343,3	1 057 177,7	1 374 373,6	1 432 849,1	982 275,8	982 275,8	951 157,4	1 336 435,0	1 482 452,9	1 432 848,9	3,3	3,9	4,6	4,3	2,8	2,6	1,7	1,8	1,8	1,6
Divers	497,2	-	-	-	-	-	-	-	-	168 467,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,2
Activités intérieures	1 308 632,8	1 635 509,7	1 997 558,9	2 165 748,2	2 397 539,4	2 137 544,0	2 692 839,3	4 247 458,4	4 225 469,3	4 291 111,5	5,5	6,1	6,6	6,5	6,8	5,7	4,9	5,6	5,1	4,6
Revenus	595 305,4	708 769,8	862 213,9	1 102 055,7	1 249 961,5	987 123,7	1 433 916,9	2 594 345,9	2 442 454,5	2 192 928,6	2,5	2,6	2,9	3,3	3,6	2,6	2,6	3,4	2,9	2,4
Biens et Services	693 090,9	882 143,3	1 026 077,1	1 012 073,5	1 097 215,1	1 106 568,1	1 199 688,8	1 561 411,7	1 661 814,9	1 905 662,5	2,9	3,3	3,4	3,0	3,1	2,9	2,2	2,1	2,0	2,1
Autres recettes fiscales	20 236,6	44 596,6	109 267,8	51 619,1	50 362,8	43 852,2	59 233,6	91 700,8	121 199,8	192 520,4	0,1	0,2	0,4	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Cotisations sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Charge fiscale nette <sup>(1)</sup>	2 066 132,6	2 656 832,0	3 313 932,6	3 550 800,3	3 771 204,1	3 052 510,6	3 553 195,9	5 471 314,0	5 608 108,7	5 787 332,6	8,7	9,9	11,0	10,7	10,7	8,1	6,4	7,2	6,8	6,3
5. Solde global <sup>(2)</sup>	-228 716,0	431 629,0	-104 849,0	-52 456,0	-216 148,0	-479 051,0	14 556,5	-105 798,3	-646 857,7	-787 387,7	-0,96	1,60	-0,35	-0,16	-0,62	-1,28	0,03	-0,14	-0,78	-0,85
Contribution des administrations																				
publiques	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	1 889 838,3	1 279 912,0	839 784,9	1 286 422,8	4,2	5,2	3,0	4,4	3,2	2,9	3,4	1,7	1,0	1,4
Acquisition directe des biens																				
de capital	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	1 889 838,3	1 279 912,0	839 784,9	1 286 422,8	4,2	5,2	3,0	4,4	3,2	2,9	3,4	1,7	1,0	1,4
Transferts d'équipements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Charge fiscale brute diminuée des transferts à d'autres secteurs.

(2) Cfr tableau II.8.

Tableau 2 | 8 Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques  
(en millions de CDF)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
1. Recettes totales plus dons	3 948 621,8	5 331 527,0	5 409 849,7	6 022 222,9	5 725 725,9	4 962 421,1	7 510 844,0	9 703 579,2	8 359 880,2	8 634 259,4
a) Recettes des administrations publiques <sup>(1)</sup>	2 799 655,0	3 762 379,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0	5 336 242,0	7 937 124,0	7 382 107,2	7 024 351,0
Cadre budgétaire	2 799 655,0	3 762 379,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0	5 336 242,0	7 937 124,0	7 382 107,2	7 024 351,0
Recettes courantes	2 755 341,0	3 633 721,0	4 053 514,2	4 347 496,5	4 415 544,2	3 655 157,0	4 552 402,0	7 086 586,0	7 174 441,2	7 024 351,0
Sécurité Sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Donations	1 148 966,8	1 569 148,0	1 288 245,5	1 659 591,4	1 286 930,7	1 305 867,1	2 174 602,1	1 766 455,2	977 773,0	1 609 908,3
Courantes <sup>(2)</sup>	150 696,5	178 680,3	385 364,9	212 245,0	163 769,3	203 358,4	284 763,8	486 543,2	137 988,1	323 485,5
En capital <sup>(3)</sup>	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	1 889 838,3	1 279 912,0	839 784,9	1 286 422,8
2. Dépenses courantes	2 769 946,5	3 016 780,3	4 065 807,0	4 209 047,8	4 162 819,4	3 748 853,4	4 516 025,1	6 888 670,8	7 217 245,8	7 556 334,5
Cadre budgétaire <sup>(4)</sup>	2 619 250,0	2 838 100,0	3 680 442,1	3 996 802,8	3 999 050,1	3 545 495,0	4 231 261,3	6 402 127,6	7 079 257,7	7 232 849,0
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A financement extérieur spécifique <sup>(5)</sup>	150 696,5	178 680,3	385 364,9	212 245,0	163 769,3	203 358,4	284 763,8	486 543,2	137 988,1	323 485,5
3. Epargne budgétaire <sup>(6)</sup>	180 405,0	924 279,0	441 162,1	350 693,7	416 494,1	109 662,0	321 140,7	684 458,4	95 183,5	-208 497,9
4. Dépenses en capital	1 375 570,3	1 924 107,7	1 394 396,6	1 899 120,3	1 746 314,9	1 644 672,7	2 988 561,9	2 955 359,2	1 737 451,8	1 867 680,1
Cadre budgétaire <sup>(7)</sup>	377 300,0	533 640,0	491 516,0	451 773,9	623 153,5	542 164,0	1 098 723,6	1 675 447,2	897 666,9	581 257,3
A financement extérieur spécifique <sup>(8)</sup>	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	1 889 838,3	1 279 912,0	839 784,9	1 286 422,8
5. Total dépenses = 2 + 4	4 145 516,8	4 940 888,0	5 460 203,6	6 108 168,2	5 909 134,3	5 393 526,1	7 504 587,0	9 844 030,0	8 954 697,6	9 424 014,6
Cadre budgétaire	2 996 550,0	3 371 740,0	4 171 958,1	4 448 576,8	4 622 203,6	4 087 659,0	5 329 984,9	8 077 574,8	7 976 924,6	7 814 106,3
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A financement extérieur spécifique <sup>(8)</sup>	1 148 966,8	1 569 148,0	1 288 245,5	1 659 591,4	1 286 930,7	1 305 867,1	2 174 602,1	1 766 455,2	977 773,0	1 609 908,3
6. Solde (1 - 5)	-196 895,0	390 639,0	-50 353,9	-85 945,3	-183 408,4	-431 105,0	6 257,0	-140 450,8	-594 817,4	-789 755,2
Cadre budgétaire	-196 895,0	390 639,0	-50 353,9	-85 945,3	-183 408,4	-431 105,0	6 257,0	-140 450,8	-594 817,4	-789 755,2
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A financement extérieur spécifique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7. Ajustement statistique <sup>(9)</sup>	-31 821,0	47 854,0	-54 495,1	33 489,3	-32 739,6	-47 946,0	8 299,5	34 652,5	-52 040,3	2 367,5
8. Solde global	-228 716,0	438 493,0	-104 849,0	-52 456,0	-216 148,0	-479 051,0	14 556,5	-105 798,3	-646 857,7	-787 387,7
9. Financement	228 716,0	-438 493,0	104 849,0	52 456,0	216 148,0	479 051,0	-14 556,5	105 798,3	646 857,7	787 387,7
Intérieur monétaire net	228 716,0	-438 493,0	104 849,0	52 456,0	216 148,0	479 051,0	-14 556,5	105 798,3	534 857,7	220 587,7
Banque Centrale du Congo	267 257,0	-305 092,0	63 212,0	4 644,0	194 469,0	511 006,0	-25 792,8	213 230,4	549 763,0	280 264,3
Banques commerciales	-38 541,0	-133 401,0	41 637,0	47 812,0	21 679,0	-31 955,0	11 236,3	-107 432,1	-14 905,3	-59 676,6
Int. non monét. net	-	-	-	-	-	-	-	-	112 000,0	566 800,0
Extérieur net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cf. tableau 2 | 10.

(2) Charges de la coopération technique supportées par le gouvernement et autres organismes publics donateurs ainsi que les dons divers provenant du secteur privé étranger : cf. tableaux 3 | 19 et 3 | 20.

(3) Donations destinées au financement des projets économiques et sociaux déterminés : cf. tableaux III. 19 & III. 20.

(4) Cf. tableau 2 | 18.

(5) Comprend les achats à crédit de matériel militaire et les charges de la coopération technique non supportées par l'Etat congolais.

(6) Différence entre les recettes et les dépenses courantes du cadre budgétaire.

(7) Cf. tableau 2 | 21.

(8) Comprend les achats à crédit ou à l'aide des donations du matériel et d'équipement, autres que militaires.

Les dépenses en monnaie locale liées à ces projets se retrouvent dans les opérations du cadre budgétaire.

(9) Montant à ajouter au point 6 pour avoir le montant du point 8.

Tableau 2 | 9 Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat<sup>(1)</sup>  
 (en millions de CDF)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>A.RECETTES FISCALES</b>	2 340 472,1	3 112 756,7	3 387 368,3	4 584 763,7	5 138 613,0	3 633 913,0	5 333 077,8	5 360 272,1	6 817 966,3	4 996 256,1
1.Impôts sur le commerce extérieur <sup>(2)</sup>	828 073,4	1 085 728,6	1 162 372,6	1 911 942,4	1 973 944,4	1 396 407,4	2 066 771,9	2 072 062,9	2 045 978,0	1 281 874,4
-Droits de sortie	11 936,0	18 643,6	16 492,5	16 640,6	104 261,7	16 891,5	8 168,5	11 200,1	15 997,9	6 935,9
-Droits d'entrée	815 601,2	1 067 085,0	1 145 880,1	1 895 301,8	1 869 682,7	1 379 516,0	2 058 603,4	2 060 862,8	2 029 980,1	1 274 938,6
-Divers	536,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.Impôts sur les revenus <sup>(3)</sup>	623 816,2	680 810,2	860 372,3	1 137 756,5	1 460 235,8	995 499,3	1 630 638,3	1 716 177,3	2 685 120,6	1 784 064,5
-Personnes physiques	288 101,9	448 353,1	535 894,8	702 637,3	772 670,7	573 034,3	1 107 440,2	942 371,0	1 145 108,4	1 081 026,0
-Sociétés et entreprises	335 714,3	232 457,1	277 762,1	390 899,9	687 565,1	422 465,1	523 198,1	773 806,3	1 540 012,2	703 038,5
-Amendes et accroissements	-	-	46 715,3	44 219,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.Impôts sur biens et services. <sup>(4)</sup>	717 685,8	1 126 061,5	1 148 658,3	1 294 877,5	1 444 101,5	1 128 605,1	1 477 310,2	1 397 450,9	1 818 389,2	1 694 222,2
4.Autres recettes fiscales	170 896,7	220 156,4	215 965,2	240 187,3	260 331,2	113 401,2	158 357,5	174 581,1	268 478,5	236 095,0
a. I.E.R à charge des employeurs	27 216,4	32 502,8	48 637,9	67 480,7	72 009,9	50 749,5	59 426,8	63 627,2	105 500,1	142 642,9
b. Impôts sur le patrimoine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Impôts sur propriété immobilière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
c. Fonds spéciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds de relance économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxes sur produits pétroliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d. Divers	4 769,2	2 738,6	2 780,8	3 186,0	3 816,2	1 840,9	2 419,4	1 882,8	1 808,3	285,3
e. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
f. Pétroliers	138 911,1	184 915,0	164 546,4	169 520,7	184 505,1	60 810,8	96 511,2	109 071,0	161 170,0	93 166,7
<b>B.RECETTES NON FISCALES</b>	944 559,7	1 147 535,5	1 213 993,2	895 631,3	865 577,5	659 727,8	957 859,6	1 242 895,7	1 475 888,6	1 341 525,8
1.Recettes adm, judiciaires et domaniales	491 537,6	747 829,1	789 945,8	565 978,0	615 522,0	586 930,5	846 367,3	1 138 492,9	1 290 486,5	1 095 296,1
2.Portefeuille	234 776,6	282 706,4	267 277,3	240 914,3	250 055,5	72 797,2	111 492,3	104 402,8	185 402,1	246 229,7
3.Divers <sup>(5)</sup>	218 245,5	117 000,0	156 770,1	88 739,0	-	0,0	-	-	-	-
<b>C.RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	3 011 566,2	2 348 879,0	1 833 303,1	1 968 609,2	1 582 028,5	1 203 830,8	3 932 375,1	2 324 708,0	1 311 014,1	3 450 750,7
1 Dons projets	1 319 538,2	1 621 939,2	866 994,8	1 587 193,3	1 531 043,3	606 238,1	1 951 297,6	1 372 527,1	879 354,6	1 734 248,5
2.Prêts projets	1 089 569,7	403 068,1	588 149,5	184 042,6	-	372 838,1	1 889 842,9	143 279,6	281 659,5	302 253,5
3.Ressources PPTE	345 119,0	293 450,7	293 450,7	40 373,3	50 985,2	30 406,7	6 134,3	8 541,3	-	-
4.Appui budgétaire	257 339,3	30 421,0	84 708,0	-	-	101 002,6	-	725 360,0	-	1 064 248,6
5.Autres(Remboursement BCC)	-	-	-	157 000,0	-	93 345,0	85 100,0	-	-	-
6.Produit des emprunts intérieurs	-	-	-	-	-	-	-	75 000,0	150 000,0	350 000,0
<b>D.BUDGETS POUR ORDRE<sup>(6)</sup></b>	449 726,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL (A+B+C+D)</b>	<b>6 746 324,0</b>	<b>6 609 171,2</b>	<b>6 434 664,6</b>	<b>7 449 004,2</b>	<b>7 586 219,0</b>	<b>5 497 471,6</b>	<b>10 223 312,6</b>	<b>8 927 875,8</b>	<b>9 604 869,1</b>	<b>9 788 532,7</b>

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget (Loi de Finances).

(1) Non compris le fonds de contrepartie.

(2) Cf. tableau 2 | 11.

(3) Cf. tableau 2 | 13.

(4) Cf. tableau 2 | 15.

(5) Bonus sur le contrat chinois, Pas de porte minier et vente de participations (CCT, CILU, CINAT, OKIMO).

(6) Il s'agit des recettes des provinces

Tableau 2 | 10 Recettes des Administrations Publiques  
(en millions de CDF)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
I.RECETTES DU CADRE BUDGET	2 799 655,0	3 762 378,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0	5 336 242,0	7 937 124,0	7 382 107,2	8 634 259,4
I.1 RECETTES COURANTES (1)	2 755 341,0	3 633 721,0	4 053 514,2	4 347 496,5	4 415 544,2	3 655 157,0	4 552 402,0	7 086 586,0	7 174 441,2	7 024 351,0
A.RECETTES FISCALES	2 108 002,5	2 710 339,7	3 388 628,5	3 615 470,7	3 850 292,6	3 128 520,5	3 656 755,0	5 599 638,4	5 723 510,4	5 738 636,0
1.Impôts sur lecommerce extérieur (2)	799 369,7	1 074 830,0	1 391 069,6	1 449 722,5	1 452 753,1	990 976,5	963 915,7	1 352 180,0	1 498 041,1	1 447 524,5
-Droits de sortie	19 529,2	17 652,3	16 696,0	16 873,4	10 161,2	8 700,7	12 758,3	15 745,1	15 588,2	14 675,6
-Droits d'entrée	779 343,3	1 057 177,7	1 374 373,6	1 432 849,1	1 442 592,0	982 275,8	951 157,4	1 336 435,0	1 482 452,9	1 432 848,9
-Divers	497,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.Impôts s/revenus	595 305,4	708 769,8	862 213,9	1 102 055,7	1 249 961,5	987 123,7	1 433 916,9	2 594 345,9	2 442 454,5	2 192 928,6
-Revenus des personnes physiques	302 001,2	432 323,0	525 699,9	582 680,4	568 227,9	562 374,4	799 422,1	1 083 552,4	936 451,2	1 474 291,9
-Revenus des sociétés et entreprises	278 566,8	250 751,1	305 665,6	491 190,6	681 733,6	424 749,3	634 494,9	1 510 793,5	1 506 003,3	718 636,7
-Amendes et accroiss.	14 737,4	25 695,7	30 848,4	28 184,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.Impôts s/biens et services(3)	693 090,9	882 143,3	1 026 077,1	1 012 073,5	1 097 215,1	1 106 568,1	1 199 688,8	1 561 411,7	1 661 814,9	1 905 662,5
4.Autres recettes fiscales	20 236,6	44 596,6	109 267,8	51 619,1	50 362,8	43 852,2	59 233,6	91 700,8	121 199,8	192 520,4
a. I.E.R à charge des employeurs	18 107,4	37 316,9	49 086,9	50 661,8	48 502,5	43 342,9	59 172,6	91 488,1	121 125,1	138 714,7
-Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b. Divers	2 129,2	7 279,7	60 180,9	957,3	1 860,3	509,3	61,0	212,8	74,7	53 805,7
c. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.RECETTES NON FISCALES	647 338,5	923 381,3	664 885,7	732 025,8	565 251,6	526 636,5	895 647,0	1 486 947,6	1 450 930,9	1 285 715,0
1.Recettes administratives, judiciaires et domaniale	353 656,0	599 476,7	434 147,0	505 619,0	450 442,5	436 230,7	709 387,5	1 199 695,7	1 218 456,7	1 140 927,6
2.Portefeuille	43 813,4	99 517,9	110 532,8	103 473,2	86 708,8	28 866,1	92 509,3	120 508,8	173 968,5	111 292,3
3.Royalties	85 415,6	54 383,9	62 679,9	58 676,6	28 100,3	11 918,6	48 008,7	45 194,1	58 503,7	33 495,1
5.Divers(4)	164 453,5	170 002,8	57 526,0	64 257,0	-	49 621,0	45 741,5	121 548,0	-	-
I.2 RECETTES EXCEPTIONNELLES	44 314,0	128 657,0	68 090,0	15 135,0	23 251,0	1 397,0	783 840,0	850 538,0	207 666,0	1 609 908,31
1 Dons projets	-	128 657,0	35 631,0	-	-	-	-	-	207 666,0	1 286 422,77
2.Prêts projets	-	-	-	120,0	-	-	-	-	-	323 485,54
3.Ressources PPTE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.Dons budgétaires	44 314,0	-	32 459,0	15 015,0	23 251,0	1 397,0	783 840,0	850 538,0	-	-
II.RECETTES DE LA SECURITE SOCIALE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A.Cotisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total (I + II)	2 799 655,0	3 762 378,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0	5 336 242,0	7 937 124,0	7 382 107,2	8 634 259,4

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère des Finances.

(1) Encaissements enregistrés dans les comptes du Trésor à la Banque non compris les recettes de fonds de contrepartie (A+B)

(2) Non compris la Gécamines.

(3) Cf. tableau 2 | 16.

(4) Bonus sur le contrat chinois, vente de participation et reliquat paie.

Tableau 2 | 11 Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur<sup>(1)</sup>  
 (en millions de CDF)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
A.DROITS DE SORTIE	11 936,0	18 643,6	16 492,5	16 640,6	104 261,7	16 891,5	8 168,5	11 200,1	15 997,9	6 935,9
1. Droits de sortie ordinaire .	10 724,3	14 513,1	16 362,5	14 674,8	104 160,6	16 790,3	7 120,3	10 151,8	14 010,1	6 911,3
-Produits minéraux	5 396,0	6 320,4	6 954,9	7 417,2	95 564,0	14 503,3	5 251,0	7 135,3	7 994,6	606,5
-Produits végétaux	3 001,8	5 993,0	7 008,6	7 242,6	8 596,5	2 287,0	1 869,2	3 016,5	6 015,5	6 304,8
-Autres produits	2 326,5	2 199,7	2 399,0	15,0	-	-	-	-	-	-
2. T.V.A à l'exportation(2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Amendes	1 211,7	4 130,5	130,0	1 965,8	101,1	101,1	1 048,3	1 048,3	1 987,8	24,5
B.DROITS D'ENTREE	815 601,2	1 067 085,0	1 145 880,1	1 895 301,8	1 869 682,7	1 379 516,0	2 058 603,4	2 060 862,8	2 029 980,1	1 274 938,6
1.Droits de douane	359 112,6	436 656,4	470 923,1	720 344,9	764 011,9	593 892,2	973 577,8	842 249,4	764 426,5	482 236,3
2. T.V.A à l'importation	437 093,8	575 000,0	663 906,9	1 174 933,5	1 097 326,1	784 738,7	1 082 763,2	1 216 351,1	1 263 741,8	792 019,4
3.Taxe statistique	3 889,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.Amendes	15 504,9	55 428,6	11 050,0	23,4	8 344,7	885,0	2 262,3	2 262,3	1 811,8	682,8
C. ENTREPOTS (3)	536,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL(A+B+C)	828 073,4	1 085 728,6	1 162 372,6	1 911 942,4	1 973 944,4	1 396 407,4	2 066 771,9	2 072 062,9	2 045 978,0	1 281 874,4

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget (Loi de Finances).

(1) Non compris la Gécamines.

(2) A partir de 2012, Taxe sur la valeur ajoutée

(3) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

 Tableau 2 | 12 Recettes des impôts sur le commerce extérieur<sup>(1)</sup>  
 (en millions de CDF)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
A.DROITS DE SORTIE	19 529,2	17 652,3	16 696,0	16 873,4	10 161,2	8 700,7	12 758,3	15 745,1	15 588,2	14 675,6
1. Droits de sortie ordinaire.	10 798,8	8 182,2	7 311,0	7 340,0	5 445,7	4 529,4	7 782,0	9 505,0	8 357,2	10 216,1
-Produits minéraux	4 939,5	3 245,2	2 551,4	2 870,0	3 238,1	2 774,1	5 917,6	4 780,2	2 673,3	1 933,4
-Produits végétaux	5 844,6	4 937,1	4 759,5	4 470,0	2 207,6	1 755,3	1 864,4	4 724,8	5 683,9	8 282,7
-Autres produits	14,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. T.V.A à l'exportation (2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.Taxe statistique	8 730,2	9 469,1	9 344,4	7 356,9	4 500,8	1 909,0	4 082,7	6 158,0	6 791,7	4 399,5
4. Amendes	0,2	1,0	40,7	2 176,5	214,6	2 262,3	893,6	82,1	439,2	60,0
B.DROITS D'ENTREE	779 343,3	1 057 177,7	1 374 373,6	1 432 849,1	1 442 592,0	982 275,8	951 157,4	1 336 435,0	1 482 452,9	1 432 848,9
1. Droits de douane	356 277,9	463 433,4	532 427,5	559 649,2	559 242,6	420 135,0	410 536,8	568 422,5	675 640,3	549 396,9
2. T.V.A à l'importation	403 322,8	590 679,3	840 588,0	873 054,8	879 549,0	561 977,7	538 173,2	766 231,7	805 491,4	882 273,1
3.Taxe statistique	13 097,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Amendes	6 645,6	3 065,0	1 358,1	145,1	3 800,4	163,1	2 447,3	1 780,8	1 321,2	1 178,9
C.ENTREPOTS (3)	497,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	799 369,7	1 074 830,0	1 391 069,6	1 449 722,5	1 452 753,1	990 976,5	963 915,7	1 352 180,0	1 498 041,1	1 447 524,5

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère des Finances.

(1) Non compris la Gécamines.

(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).

(3) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau 2 | 13 Prévisions des recettes des impôts sur les revenus<sup>(1)</sup>  
(en millions de CDF)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
A. REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES	288 101,9	448 353,1	535 894,8	702 637,3	772 670,7	573 034,3	1 107 440,2	942 371,0	1 145 108,4	1 081 026,0
1. Rémunérations	255 890,2	415 773,3	489 601,2	647 235,6	700 820,5	522 982,6	988 546,6	787 906,4	961 419,6	921 870,7
2. Revenus locatifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Revenus mobiliers	28 844,2	28 252,4	38 667,8	55 401,8	71 850,2	50 051,7	56 747,2	81 548,0	92 466,6	87 072,8
4. Professions libérales	3 367,5	4 327,3	7 625,8	0,0	0,0	0,0	62 146,3	72 916,7	91 222,2	72 082,5
B. REVENUS DES SOCIÉTÉ ET ENTREPRISE	335 714,3	232 457,1	277 762,1	390 899,9	687 565,1	422 465,1	523 198,1	773 806,3	1 540 012,2	703 038,5
1. Sociétés	300 235,5	200 576,4	237 034,8	324 749,4	614 311,2	351 482,7	476 308,0	730 459,3	1 520 735,7	695 981,0
2. Entreprises	35 478,8	31 880,7	40 727,3	66 150,5	73 253,9	70 982,4	46 890,1	43 347,0	19 276,5	7 057,5
C. AMENDES ET ACCROISSEMENTS	-	-	46 715,3	44 219,3	-	-	-	-	-	-
TOTAL	623 816,2	680 810,2	860 372,3	1 137 756,5	1 460 235,8	995 499,3	1 630 638,3	1 716 177,3	2 685 120,6	1 784 064,5

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.  
(1) Cf. note 1, tableau 2 | 12.

Tableau 2 | 14 Recettes des impôts sur les revenus<sup>(1)</sup>  
(en millions de CDF)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
A. REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUE	302 001,2	432 323,0	525 699,9	582 680,4	568 227,9	562 374,4	799 422,1	1 083 552,4	936 451,2	1 474 291,9
1. Rémunérations	273 629,0	391 793,1	478 375,7	532 023,7	515 016,4	508 929,3	659 395,3	816 379,2	726 149,8	983 789,1
2. Revenus locatifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Revenus mobiliers	27 052,8	37 918,3	45 671,6	50 656,7	53 211,5	53 445,1	65 016,6	164 488,2	119 766,4	386 033,9
4. Professions libérales	1 319,4	2 611,6	1 652,7	-	-	-	75 010,15	102 684,96	90 534,99	104 468,93
B. REVENUS DES SOCIÉTÉ ET ENTREPRISE	278 566,8	250 751,1	305 665,6	491 190,6	681 733,6	424 749,3	634 494,9	1 510 793,5	1 506 003,3	718 636,7
1. Sociétés	255 213,1	226 118,5	297 345,9	435 020,3	632 854,1	376 430,5	627 904,4	1 501 627,3	1 499 255,8	710 543,1
dont -Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Pétroliers	50 140,0	54 383,9	53 668,1	42 253,2	25 849,9	10 964,1	23 448,1	35 367,6	1 499 255,8	710 543,1
2. Entreprises	23 353,7	24 632,6	8 319,7	56 170,4	48 879,6	48 318,8	6 590,4	9 166,2	6 747,5	8 093,5
C. AMENDES ET ACCROISSEMENTS	14 737,4	25 695,7	30 848,4	28 184,6	-	-	-	-	-	-
TOTAL	595 305,4	708 769,8	862 213,9	1 102 055,7	1 249 961,5	987 123,7	1 433 916,9	2 594 345,9	2 442 454,5	2 192 928,6

Source: BCC sur base des données du Ministère des Finances.  
(1) Cf. note 1, tableau 2 | 12

Tableau 2 | 15 Prévisions des recettes des impôts sur les biens et services<sup>(1)</sup>  
(en millions de CDF)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
A. T.V.A. A L'INTERIEUR <sup>(2)</sup>	430 259,6	684 960,7	673 363,3	747 667,7	788 176,7	652 289,3	955 766,4	880 722,0	1 173 818,1	1 074 454,4
B. DROITS DE CONSOMMATION	258 668,1	413 440,8	470 356,7	543 809,8	604 134,7	438 865,7	462 601,8	478 257,2	599 404,2	592 053,9
1. Bières	54 006,7	101 016,3	119 174,8	138 245,1	160 002,1	142 128,1	146 685,5	144 993,0	212 125,2	178 417,4
2. Huiles minérales	-	-	352,86	-	3 858,7	1 729,8	2 494,5	9 517,8	9 889,7	10 606,4
3. Tabacs et allumettes	66 615,5	84 625,9	91 694,5	101 118,9	118 178,1	65 552,2	88 610,8	88 861,0	130 434,6	92 244,1
4. Autres produits <sup>(3)</sup>	125 948,0	187 357,7	257 314,6	304 122,2	320 694,8	228 054,5	224 741,0	234 815,2	246 796,6	310 785,8
5. Amendes	12 097,9	40 440,8	1 820,0	323,5	1 401,1	1 401,1	70,1	70,1	158,1	0,3
C. IMPOTS SUR VEHICUL <sup>(4)</sup>	28 758,1	27 659,9	4 938,3	3 400,1	51 790,2	37 450,1	58 941,9	38 471,7	45 167,0	27 714,0
TOTAL (A+B+C)	717 685,8	1 126 061,5	1 148 658,3	1 294 877,5	1 444 101,5	1 128 605,1	1 477 310,2	1 397 450,9	1 818 389,2	1 694 222,2

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.  
(1) Cf. note 1, tableau 2 | 12.

(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A.).

(3) Alcools et vins, eaux gazeuses et limonades, sucre, ciments, allumettes, parfums, liquides alcooliques.

(4) Vignette, plaques et taxe spéciale de circulation routière.

Tableau 2 | 16 Recettes des impôts sur les biens et services  
(en millions de CDF)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
A. T.V.A. A L'INTERIEUR <sup>(1)</sup>	387 754,0	539 181,9	593 970,0	582 746,0	640 137,8	622 186,6	705 823,6	944 230,3	1 022 753,6	1 231 605,6
B. DROITS DE CONSOMMATION	209 962,4	240 930,0	331 545,7	350 508,0	393 247,9	422 887,0	426 604,4	483 117,0	518 125,6	583 193,0
1. Bières	68 720,2	74 772,5	124 336,8	130 537,1	134 904,0	124 979,4	154 497,9	180 445,6	175 457,9	187 987,1
2. Huiles	-	-	-	-	1 388,9	5 560,6	6 906,2	7 557,5	7 495,9	10 535,3
3. Tabacs fabriqués	50 792,5	66 235,5	57 832,9	58 685,1	62 064,3	55 597,6	67 195,8	60 704,6	73 706,9	80 764,4
4. Autres produits <sup>(2)</sup>	90 154,4	99 558,9	149 350,7	161 260,6	194 812,7	236 649,4	197 644,8	234 362,4	261 393,8	298 982,1
5. Amendes	295,3	363,1	25,3	25,2	78,0	100,0	359,6	47,0	71,1	4 924,0
C. SOCIETES PETROLIERES <sup>(3)</sup>	91 751,9	99 517,9	98 208,0	77 319,7	47 303,0	20 063,4	42 908,0	64 719,7	71 380,0	46 237,8
C. IMPOTS SUR VEHICUL <sup>(4)</sup>	3 622,6	2 513,4	2 353,4	1 499,8	16 526,4	41 431,1	24 352,7	69 344,7	49 555,7	44 626,2
TOTAL	693 090,9	882 143,3	1 026 077,1	1 012 073,5	1 097 215,1	1 106 568,1	1 199 688,8	1 561 411,7	1 661 814,9	1 905 662,5

Source: BCC sur base des données du Ministère des Finances.

(1) Cf. note 2, tableau 2 | 12.

(2) Cf. note 3, tableau 2 | 15.

(3) Taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières

(4) Cf. note 4, tableau 2 | 15.

Tableau 2 | 18 Exécution des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution  
(en millions de CDF)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
I. Institutions politiques	319 585,1	398 452,3	374 288,6	329 974,7	306 351,8	347 482,4	429 890,7	841 329,0	504 539,7	469 372,0
Présidence de la Républ.	148 742,6	146 812,4	163 087,9	124 582,6	102 489,8	123 825,9	192 589,4	411 953,6	200 723,1	150 186,2
Assemblée Nationale & Sénat	110 146,7	129 889,8	108 832,8	114 111,8	105 938,9	92 941,2	120 482,8	158 124,5	143 434,6	191 965,1
Primature <sup>(1)</sup>	34 714,8	35 948,3	45 509,8	50 705,4	42 658,5	57 782,4	52 448,6	83 419,7	50 026,8	75 954,9
Organismes auxiliaires	25 981,0	5 005,6	12 662,4	17 499,8	20 435,6	-	-	-	-	-
Autres <sup>(2)</sup>	-	72 053,2	28 532,9	2 862,2	1 332,9	49 879,0	37 906,3	140 043,1	45 775,2	9 054,8
Serv. Techn. de la Prés.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Magistrature, Cours & Tribunaux	-	8 742,9	15 662,8	20 213,0	33 496,2	23 053,8	26 463,6	47 788,2	64 580,0	42 211,0
Ministère délégué à la Présidence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II. Ministères	340 561,1	533 796,2	513 559,7	382 815,3	425 406,9	526 988,5	544 655,0	1 004 468,8	702 890,3	678 532,1
Droits et Libertés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	618,9	589,6	324,7	59,3	301,4	62,6	1 145,4	3 486,5	1 295,3	1 617,4
Intérieur, affaires coutumières	38 430,4	37 538,5	49 890,5	37 752,2	47 123,1	76 859,3	69 401,7	142 047,3	82 728,3	72 131,8
Affaires Etrangères	21 830,5	43 480,6	21 710,4	18 077,6	25 072,3	34 405,0	55 318,8	68 855,2	51 371,9	32 440,7
Défense Nationale	116 405,7	163 481,8	161 386,1	119 240,0	136 377,0	139 932,3	172 406,3	362 627,6	202 091,0	139 875,6
Anciens Combattants	-	91,3	15,8	49,2	39,1	39,8	79,7	301,3	1 154,9	1 868,5
Justice	7 947,0	8 085,2	9 491,9	11 952,5	15 090,1	17 679,0	12 271,6	40 416,0	24 521,6	17 808,4
Finances	49 875,3	79 070,8	121 845,7	71 176,8	50 135,8	67 115,0	56 949,1	98 157,0	91 628,0	70 109,4
Economie Nationale	363,7	339,9	2 132,7	2 018,9	2 064,7	1 011,4	812,1	861,7	581,4	1 682,1
Petites et moyennes entreprises	329,2	148,4	122,9	144,6	1 497,7	1 090,6	531,2	796,3	768,1	2 248,5
Education Nationale	7 862,9	26 700,4	11 384,5	24 807,2	12 648,4	14 544,3	7 911,5	25 197,1	43 455,4	156 383,7
Information et Presse	1 743,0	1 259,5	2 033,1	1 943,9	3 204,5	5 088,3	2 518,7	6 650,9	1 019,0	2 704,4
Agriculture, pêche et élevage	4 622,7	1 658,9	1 720,3	1 749,7	825,2	8 000,1	721,2	2 739,9	1 935,2	13 961,1
Travaux Publics <sup>(3)</sup>	3 779,1	3 536,2	7 719,5	708,0	1 097,0	3 161,8	6 984,2	3 267,1	2 287,0	8 698,9
Mines, Industrie et Artisanat	1 257,8	1 326,7	1 430,3	1 212,8	2 376,2	491,6	474,9	2 081,7	719,2	3 282,6
Transports et Communications.	399,1	14 390,7	22 710,3	2 349,8	3 524,4	4 901,5	2 121,5	4 775,9	3 651,0	1 734,2
Fonction Publique	2 086,6	1 196,0	1 218,4	1 357,5	1 459,1	804,0	2 494,3	10 282,9	2 438,0	1 929,3
Postes, Téléphones Télégrammes.	484,5	672,2	990,2	950,8	1 526,8	343,8	722,9	11 523,2	467,2	896,5
Santé Publique	8 762,6	14 032,2	23 419,8	22 114,2	21 767,8	30 803,1	12 097,7	29 275,7	12 996,5	15 184,8
Développement rural	294,1	735,4	595,6	783,8	1 725,1	1 333,1	512,6	2 625,8	872,9	4 834,9
Culture et Arts	1 247,1	1 097,5	1 274,9	695,5	3 041,5	721,9	1 399,1	1 528,8	1 145,5	1 785,3
Travail et Prévoyance Sociale	512,6	824,6	1 855,0	1 794,1	1 040,2	3 792,9	1 021,8	2 016,2	2 543,0	2 745,0
Energie et hydrocarbure	201,2	812,9	1 928,8	2 312,6	2 677,0	1 485,2	1 839,6	3 141,0	4 094,5	5 452,3
Tourisme et hôtellerie	28,5	62,4	75,4	62,3	1 164,0	762,8	549,4	1 055,8	410,6	1 036,8
Sports, Loisirs et Jeunesse	17 798,8	16 675,5	18 989,5	11 646,4	22 801,9	25 933,3	35 102,1	59 156,6	73 552,3	5 818,5
Urbanisme, Habitat et Affaires Foncières.	802,4	690,8	1 273,7	1 014,0	2 234,2	1 405,4	1 658,0	5 078,1	1 931,9	3 939,2
Plan	2 485,5	2 601,2	2 921,1	2 390,0	2 185,1	6 674,9	2 257,9	4 072,4	2 419,3	6 983,4
Reconstruction	8,7	6,3	3,7	16,6	34,8	3,3	4,7	59,6	19,0	133,0
Portefeuille	919,0	1 349,9	633,7	467,3	265,2	137,2	115,8	976,3	529,8	1 581,8
Commerce	116,7	258,3	808,6	78,7	675,1	462,5	1 403,9	2 243,0	956,4	1 258,4
Environnement	427,2	890,2	952,7	1 098,7	972,5	1 522,5	811,6	791,1	796,1	1 577,6
Affaires sociales	292,0	1 954,2	704,1	670,4	990,9	643,1	995,2	3 010,7	4 735,0	3 180,7
Recherche scientifique	654,8	230,3	349,9	297,5	1 315,4	576,5	290,5	495,8	466,0	1 698,2
Condition Féminine & Famille	485,2	773,6	1 011,9	773,9	961,4	342,7	1 219,4	1 965,9	1 833,3	3 006,4
Budget	34 092,5	49 711,4	25 546,9	25 605,4	42 744,0	76 328,4	79 853,1	99 318,7	78 982,4	82 031,6
Coopération internationale	8 007,9	51 166,8	9 647,7	8 892,7	4 194,0	384,2	-	1 280,6	1 616,5	3 371,0
Relations avec le Parlement	280,9	223,1	219,6	108,0	1 349,3	1 347,4	2 235,4	2 206,6	838,9	854,4
Réformes institutionnelles	26,1	15,0	11,2	14,7	45,9	0,9	-	52,6	19,0	1 982,4
Rélation avec les Partis Politiques	104,1	82,8	90,2	99,5	150,6	0,8	-	49,7	19,0	156,9
Ministères non identifiés	4 976,8	6 035,3	5 118,4	6 328,1	8 708,2	209,7	8 422,1	-	0,0	546,4
III. Autres services	1 959 103,8	1 905 851,5	2 792 593,8	3 284 012,8	3 267 291,4	2 671 024,0	3 256 715,5	4 556 329,7	5 871 827,7	6 084 944,9
Villes et Provinces	348 568,4	170 441,0	203 963,1	170 100,4	236 283,1	164 904,2	134 712,4	199 704,0	151 178,1	257 975,2
Dettes Publiques	244 088,0	160 451,0	372 917,6	255 656,2	266 267,3	204 100,1	353 621,2	444 116,9	814 474,9	411 358,9
Dépenses communes <sup>(4)</sup>	1 111 170,0	1 293 459,0	1 463 767,0	1 609 074,7	2 384 279,0	1 987 697,2	2 261 275,4	2 819 097,0	4 471 326,8	4 844 407,3
Dépenses à ventiler	91 640,7	14 204,5	492 921,0	694 497,1	152 914,7	72 121,9	-	-	-	411 559,2
Subventions et transferts	104 361,9	176 820,0	246 056,3	303 989,0	177 883,4	198 044,5	186 084,2	443 745,2	384 476,4	91 105,5
Budget pour ordre	-	-	-	-	-	-	25 210,6	8 569,8	6 192,4	7 656,8
Dépenses exceptionnelles	59 274,8	90 476,0	12 968,8	250 695,4	49 664,0	44 156,1	295 811,7	641 096,8	44 179,1	60 882,1
Autres services (PPE)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 619 250,0</b>	<b>2 838 100,0</b>	<b>3 680 442,1</b>	<b>3 996 802,8</b>	<b>3 999 050,1</b>	<b>3 545 495,0</b>	<b>4 231 261,3</b>	<b>6 402 127,6</b>	<b>7 079 257,7</b>	<b>7 232 849,0</b>

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement

(2) Principalement les Services de Sécurité.

(3) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Conseil Economique et social, Conseil Supérieur de l'Audio-visuel et de la Communication, Commission Nationale des Droits de l'Homme - Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(4) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses communes.

**Tableau 2 | 19 Budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution**  
 (en millions de CDF)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
I. Institutions politiques	192 297,5	318 510,0	308 747,9	345 889,1	341 929,2	205 727,4	271 744,3	332 998,0	380 538,3	489 871,9
Présidence de la République.	31 370,7	50 000,0	53 000,0	63 191,5	65 694,7	43 028,5	50 694,7	58 056,7	64 520,9	121 777,8
Assemblée Nationale & Sénat	99 654,7	122 850,0	132 098,9	142 809,9	148 161,3	91 711,0	112 368,3	121 403,0	134 920,3	228 100,2
Primature <sup>(1)</sup>	17 806,6	19 380,0	17 827,7	19 140,6	19 814,9	12 078,9	23 812,9	34 319,4	37 284,7	53 505,6
Organismes auxiliaires <sup>(2)</sup>	3 713,4	7 200,0	8 500,0	15 656,9	15 822,1	-	-	-	-	-
Autres <sup>(3)</sup>	23 889,5	48 080,0	27 746,0	3 273,6	15 822,1	12 947,7	32 754,6	47 028,5	62 091,4	30 643,0
Magistrature, Cours & Tribunaux	15 862,6	71 000,0	69 575,4	101 816,6	76 614,2	45 961,3	52 113,8	72 190,3	81 721,0	55 845,3
Comité Directeur CPP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dialogue Inter Congolais	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II. Ministères	344 006,5	525 191,8	607 815,5	628 670,5	662 699,6	461 070,9	501 494,0	600 000,0	674 187,7	581 800,0
Administration du territoire.	59 940,0	76 416,0	92 376,4	102 571,6	108 277,9	77 584,3	78 326,7	83 717,6	13 752,2	65 946,1
Affaires Etrangères	14 404,4	14 713,0	19 928,6	2 300,0	23 300,0	15 862,6	14 911,0	16 966,5	102 367,7	10 181,8
Commerce	631,4	700,0	635,1	3 800,0	2 126,7	1 239,1	4 696,8	5 619,7	6 100,0	3 952,1
Défense Nationale	76 376,6	131 544,1	204 475,3	212 469,6	214 078,0	140 206,6	134 312,7	135 235,5	145 536,7	121 973,9
Anciens Combattants	515,0	621,0	744,1	800,0	801,8	563,7	1 163,7	1 860,1	2 500,0	2 854,4
Justice	6 052,2	25 000,0	18 977,8	21 750,0	23 119,1	13 832,7	13 075,6	13 998,5	14 713,1	8 547,5
Finances	15 315,2	20 000,0	23 640,8	25 517,4	25 849,6	13 753,9	12 861,7	13 789,5	21 893,8	22 015,5
Economie Nationale	3 338,6	3 000,0	2 915,0	3 050,0	3 015,5	2 415,7	3 023,5	3 946,3	4 531,6	2 974,4
Education Nationale <sup>(4)</sup>	40 150,0	91 661,0	86 366,7	90 200,0	92 741,0	63 899,7	65 790,8	118 482,2	114 932,1	101 283,2
Information et presse	2 047,4	2 500,0	2 235,5	2 377,0	2 036,4	1 344,3	1 952,1	2 874,9	3 700,0	2 306,4
Agriculture , Pêche & Elevage	7 816,0	10 000,0	10 164,6	10 850,0	9 745,5	10 164,0	17 989,5	20 078,8	23 721,9	40 104,3
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	4 328,7	3 000,0	3 488,0	3 708,0	8 473,8	6 030,3	5 801,9	9 347,0	7 415,6	4 871,5
Mines & Hydrocarbure	3 818,0	7 780,0	7 942,4	8 286,1	8 139,5	5 359,6	6 575,2	8 420,8	9 890,0	6 896,7
Transports et Communications.	1 785,5	1 900,0	2 766,8	3 500,0	3 519,7	2 051,4	2 659,2	3 808,4	5 000,0	3 293,3
Fonction Publique	5 367,2	7 000,0	6 248,8	6 976,0	6 981,9	5 294,2	5 902,0	6 824,8	9 250,0	5 142,6
Affaires sociales	1 549,5	2 000,0	2 198,2	2 500,0	2 019,9	4 013,8	4 621,6	5 544,4	8 357,4	10 669,0
Postes, Télégraphes, Télégrammes.	1 650,7	1 700,0	2 440,7	2 700,0	2 139,4	1 525,9	2 133,6	3 282,9	3 388,6	2 798,4
Santé Publique	18 201,0	27 870,0	31 219,4	30 000,0	31 413,6	24 897,0	25 504,8	26 427,6	28 902,5	53 448,6
Culture et Arts	1 999,5	1 762,5	1 625,1	2 180,0	3 197,4	2 061,7	2 669,5	3 592,3	3 708,0	3 691,3
Energie	1 085,2	1 200,0	1 389,7	1 450,0	1 513,6	4 599,2	5 207,0	6 129,8	6 463,8	3 517,9
Sports & Jeunesse	7 448,1	13 256,9	11 503,8	11 909,2	11 839,6	7 432,1	8 681,9	10 824,7	13 575,1	9 035,2
Affaires Foncières.	1 115,1	1 476,9	1 353,2	1 450,0	1 609,2	1 250,6	1 998,3	3 034,4	4 000,0	2 599,5
Travail et Prévoyance Sociales.	2 032,4	2 500,0	2 363,5	4 286,2	4 145,6	2 234,3	4 117,6	6 416,1	8 569,5	5 556,7
Portefeuille	1 713,8	2 000,0	1 740,3	1 860,0	1 870,9	1 697,2	2 304,9	3 227,8	4 500,0	3 190,3
Environnement	2 791,7	4 250,0	4 484,6	4 700,0	3 905,3	2 859,4	3 467,2	3 583,2	4 200,0	3 388,1
Développement rural	4 910,2	5 949,9	6 000,8	6 400,0	7 882,7	8 843,9	9 451,7	10 844,5	11 200,0	16 094,8
Plan	5 650,7	6 000,0	5 114,7	5 841,3	5 816,8	4 696,4	5 304,2	6 227,0	8 609,3	10 941,2
Recherche scientifique	1 815,8	1 900,0	1 697,6	2 000,0	3 235,8	2 209,4	2 817,2	3 740,0	4 104,1	5 355,1
Condition Féminine & Famille	1 830,2	2 350,0	1 903,5	2 100,0	1 667,1	3 635,8	4 243,6	5 166,4	5 332,8	3 324,2
Droits et libertés du Citoyen.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	1 109,2	1 400,0	1 204,0	1 300,0	1 122,0	1 030,9	3 003,6	3 931,4	4 000,0	2 288,4
Budget	12 134,6	25 000,0	24 114,6	23 514,6	22 960,9	13 870,3	12 928,1	13 850,9	24 827,7	16 689,5
Urbanisme et Habitat	4 598,8	4 608,7	4 369,5	4 500,0	-	-	3 223,9	4 146,7	4 500,0	3 004,9
Reconstruction	261,2	264,0	229,6	250,0	249,7	403,0	1 003,0	0,0	1 754,2	2 288,4
Coopération internationale	11 269,2	10 458,9	10 901,0	11 850,0	11 955,2	7 281,0	8 409,4	10 758,8	14 447,9	6 255,4
Relations avec le parlement	1 440,4	1 500,0	1 304,2	1 387,0	2 079,4	1 340,3	2 248,1	3 170,9	3 517,7	2 180,7
Réformes Institutionnelles	313,2	320,0	295,0	300,0	-	439,8	1 039,8	1 731,2	2 400,0	1 559,7
Relations avec partis politiques.	302,8	300,0	340,1	350,0	744,8	466,1	966,1	1 458,6	1 712,8	1 144,2
Petites et Moyennes Entreprises.	1 963,3	1 985,0	1 849,8	1 955,0	2 880,4	1 846,0	2 513,8	3 549,8	3 664,2	3 416,4
Tourisme et hôtellerie	568,2	600,0	532,9	600,0	1 788,8	1 415,1	2 022,9	2 945,7	4 077,0	3 253,3
Industrie	1 220,0	1 400,0	1 235,6	2 800,0	2 105,3	1 419,8	2 027,6	2 950,4	3 045,4	2 288,4
Ministères non identifiés	13 145,5	7 304,0	3 498,2	2 331,5	2 349,9	-	10 542,4	8 493,7	6 025,0	1 476,8
III. Autres services	3 934 420,8	3 583 607,2	3 008 937,8	3 627 879,0	3 716 632,5	3 521 120,3	5 021 017,6	5 374 468,8	5 666 428,3	6 266 659,6
Dette Publique	643 623,1	544 794,7	612 320,1	369 067,8	341 301,5	225 937,0	537 411,5	791 005,3	836 454,4	440 549,3
Villes et Provinces	833 040,0	973 221,0	212 400,0	212 400,0	241 698,1	212 400,0	240 000,0	240 000,0	240 000,0	414 246,5
Dépenses communes <sup>(5)</sup>	1 200 100,5	1 439 432,1	1 526 913,8	1 694 425,3	2 055 684,9	2 030 189,5	2 577 543,2	2 942 932,8	3 697 772,2	4 911 542,9
Budgets annexes	171 458,2	293 069,8	376 731,2	437 326,1	364 841,3	221 235,6	71 000,0	76 500,0	477 201,7	23 310,3
Dépenses pour ordre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses exceptionnelles	434 555,5	285 789,6	247 272,7	864 383,7	203 637,8	323 200,0	1 202 950,6	977 536,0	410 000,0	100 000,0
Autres services	651 643,5	47 300,0	33 300,0	50 276,1	509 468,9	508 158,1	392 112,3	346 494,8	5 000,0	377 010,6
<b>TOTAL</b>	<b>4 470 724,8</b>	<b>4 427 309,0</b>	<b>3 925 501,2</b>	<b>4 602 438,6</b>	<b>4 721 261,3</b>	<b>4 187 918,6</b>	<b>5 794 255,9</b>	<b>6 307 466,9</b>	<b>6 721 154,3</b>	<b>7 338 331,5</b>

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement.

(2) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(3) Y compris les dépenses de l'Office des Routes.

(4) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses centralisées, et le TVA remboursable

Tableau 2 | 21 Dépenses courantes de l'Etat par nature  
(en millions de CDF)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
I. Biens et services	2 086 980,1	2 215 632,5	2 912 557,9	3 399 221,6	3 403 022,6	3 014 862,4	3 025 477,3	4 307 751,6	4 859 083,8	5 740 632,8
1. Rémunérations	1 061 170,0	1 256 135,0	1 409 746,4	1 577 880,8	1 802 647,6	1 957 119,0	2 083 863,0	2 694 080,0	3 616 181,7	4 758 328,0
2. Autres biens et services	1 025 810,1	959 497,5	1 502 811,5	1 821 340,8	1 600 375,0	1 057 743,4	941 614,3	1 613 671,6	1 242 902,1	982 304,8
Fournitures et matériel <sup>(1)</sup>	106 465,7	209 639,6	111 729,2	167 808,8	196 565,3	153 497,5	152 037,4	359 065,2	233 879,4	213 988,8
Frais généraux et divers	78 710,5	104 338,4	64 874,1	108 244,7	121 984,9	251 592,9	378 562,2	949 421,9	208 733,4	173 219,4
Dépenses extérieures <sup>(2)</sup>	-	18 066,0	11 582,1	12 109,8	11 978,1	8 288,4	15 374,4	23 475,5	16 167,5	20 848,8
Provinces et villes	348 568,4	170 441,0	199 774,2	170 100,4	236 283,1	162 529,2	137 094,7	199 704,0	151 178,1	81 516,3
Organismes médicaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voyages	29 114,6	28 440,1	45 937,1	61 546,9	49 248,6	59 962,6	38 462,9	82 005,0	65 306,7	24 461,1
A ventiler	462 950,9	428 572,4	1 068 914,8	1 301 530,1	984 315,1	421 872,8	220 082,7	-	567 637,0	468 270,4
II. Versements d'intérêts	126 625,4	160 780,8	243 168,9	139 559,1	156 078,5	259 582,1	89 882,4	140 245,9	175 309,8	22 694,5
1. Sur dette intérieure	99 600,0	136 836,0	152 396,2	117 050,9	138 928,6	242 427,7	66 690,0	108 571,8	149 496,5	5 056,3
Découvert journalier <sup>(3)</sup>	99 600,0	136 836,0	152 396,2	117 050,9	138 928,6	242 427,7	66 690,0	108 571,8	149 496,5	5 056,3
Bons du Trésor	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Deette consolidée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Sur dette extérieure	27 025,4	23 944,8	90 772,7	22 508,2	17 150,0	17 154,4	23 192,4	31 674,1	25 813,3	17 638,3
Deette financière	27 025,4	23 944,8	90 772,7	22 508,2	17 150,0	17 154,4	23 192,4	31 674,1	25 813,3	17 638,3
Deette commerciale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A ventiler	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III. Subventions et transferts	405 644,5	461 686,7	524 715,3	470 320,4	439 949,0	271 050,6	1 115 901,6	1 954 130,1	2 044 864,2	1 469 521,6
1. Organismes publics <sup>(4)</sup>	363 774,6	408 179,0	450 019,4	405 650,0	360 860,5	195 040,7	1 012 342,5	1 825 805,7	1 929 462,5	1 349 751,2
2. Entreprises	-	-	21 033,4	16 949,5	17 113,6	11 721,7	12 054,0	8 569,8	6 192,4	7 656,8
3. Ménages	29 630,4	35 118,8	34 017,5	30 448,0	49 893,9	46 333,6	58 285,3	98 151,7	88 171,7	90 406,4
Bourses d'études	-	-	22,9	-	168,6	429,5	72,9	26,0	112,4	105,2
Pensions civiles et militaires	8 397,6	11 810,9	17 633,0	17 514,6	24 155,1	25 808,7	26 824,2	31 624,8	41 251,9	50 443,4
Soins médicaux	16 102,5	12 691,7	8 641,9	7 855,9	13 707,4	15 463,5	20 400,5	35 644,8	32 082,4	16 154,4
Divers <sup>(5)</sup>	5 130,3	10 616,2	7 719,7	5 077,5	11 862,8	4 632,0	10 987,8	30 856,1	14 725,1	23 703,4
4. A l'étranger <sup>(6)</sup>	12 239,5	18 388,9	19 645,0	17 273,0	12 080,9	17 954,5	33 219,8	21 602,9	21 037,5	21 707,3
Total	2 619 250,0	2 838 100,0	3 680 442,1	4 009 101,1	3 999 050,1	3 545 495,0	4 231 261,3	6 402 127,5	7 079 257,9	7 232 848,9

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.

(1) Non compris les achats de matériel civil durable. Y compris les achats d'équipements militaires.

(2) Principalement les représentations diplomatiques.

(3) A partir de 2010, il enregistre aussi les intérêts sur créances titrisées et les commissions.

(4) Organismes publics autres que les écoles et les formations médicales. A partir de 2005, il s'agit des subventions, retrocessions et autres interventions de l'Etat.

(5) Essentiellement les frais des transports pris en charge par l'Etat.

(6) Concerne les cotisations à des organismes internationaux.

Tableau 2 | 22 Budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition par ministère et institution  
 (en millions de CDF)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
I. Institutions politiques	11 095,5	41 739,0	15 962,7	32 960,5	12 305,2	17 406,4	11 631,1	42 836,0	44 515,9	5 309,2
Présidence de la République.	5 727,5	38 641,7	2 689,9	6 746,7	2 726,2	6 996,8	3 338,9	7 575,6	12 421,2	2 361,6
Assemblée Nationale & Sénat	3 379,5	2 615,2	501,4	10 772,5	5 434,2	9 395,3	2 553,2	9 965,2	12 604,0	1 164,8
Primature <sup>(1)</sup>	1 988,5	76,3	2 175,6	3 979,3	2 144,8	1 014,3	4 150,0	4 600,0	3 601,6	702,9
Organismes auxiliaires <sup>(2)</sup>								0,0		166,5
Autres <sup>(3)</sup>								18 926,1	5 517,7	200,8
Magistrature, Cours & Tribunaux	-	405,9	10 595,8	11 462,0	2 000,0	-	1 589,0	1 769,2	10 371,4	712,6
Comité Directeur CPP										
Dialogue Inter Congolais										
II. Ministères	2 183 592,5	2 023 745,2	1 584 115,8	1 496 914,1	1 718 376,1	1 292 146,6	574 998,3	2 143 148,6	1 998 228,6	2 292 922,6
Administration du territoire.	44 951,4	157 161,2	169 252,9	10 643,5	316 797,3	43 649,8	10 051,9	116 140,7	342 591,8	49 347,6
Affaires Etrangères	-	-	237,1	3 252,0	3 700,0	2 223,9	237,4	2 591,5	4 913,7	123,1
Commerce	275,1	159,0	500,0	1 943,0	7 909,1	1 956,0	495,8	7 237,7	12 778,2	9 990,6
Défense Nationale	22 882,8	11 006,1	7 115,2	72 569,4	21 688,6	10 452,9	2 784,0	3 700,0	8 006,4	3 861,7
Anciens Combattants	511,6	390,7	744,1	516,0	0,0	70,3	313,7	500,0	425,0	76,4
Justice	8 667,6	5 968,7	5 714,3	8 074,3	9 958,3	4 985,8	5 840,6	4 777,9	15 043,4	2 737,9
Finances	123 984,2	75 389,6	59 253,2	149 078,5	38 219,6	107 130,5	960,6	52 753,8	21 989,9	53 595,8
Economie Nationale	0,0	343,4	2 760,3	934,2	911,0	3 211,6	204,5	2 304,5	4 460,2	13 590,2
Education Nationale <sup>(4)</sup>	153 351,4	117 164,0	120 287,4	76 004,8	47 191,8	82 744,3	95 879,6	171 586,2	97 675,3	287 116,1
Information et presse	400,0	305,2	8 542,2	243,4	797,3	71 847,6	50,0	8 646,0	7 018,2	1 369,9
Agriculture, Pêche & Elevage	66 246,6	216 722,2	47 722,2	182 970,4	57 406,5	265 113,2	14 431,5	71 861,7	252 555,7	123 886,5
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	1 114 598,2	315 408,3	532 306,3	88 419,9	231 415,5	181 565,4	122 328,5	271 271,5	100 940,3	173 704,9
Mines & Hydrocarbure	3 669,3	12 187,6	1 000,0	27 743,1	74 925,9	6 068,6	1 010,3	44 721,4	85 014,5	11 938,8
Transports et Communications.	360 050,2	140 147,2	108 357,8	77 883,2	332 045,5	63 513,8	5 806,7	200 475,4	134 086,1	181 203,7
Fonction Publique	2 729,0	114,5	85,9	97 600,7	45 578,8	14 102,7	1 879,0	101 930,6	63 314,3	41 229,9
Affaires sociales	8 459,4	16 169,3	4 894,5	19 555,0	6 855,5	9 346,4	6 104,6	25 934,6	14 211,5	94 324,6
Postes, Télégraphes, Télégrammes.	4 284,9	1 409,0	1 893,9	70 278,1	86 820,4	24 832,0	0,0	28 844,0	6 625,3	6 107,4
Santé Publique	111 874,9	344 923,9	125 208,0	328 211,3	132 115,5	147 623,4	53 018,6	267 355,2	452 307,2	390 569,1
Culture et Arts	300,0	1 576,9	1 500,0	1 294,5	1 799,0	1 463,9	862,9	29 629,4	5 701,0	496,7
Energie	1 382,5	367 381,0	246 035,2	0,0	162 601,9	119 265,6	3 954,7	399 711,8	163 401,9	281 160,1
Sports & Jeunesse	1 000,0	1 232,1	5 092,2	1 398,8	3 602,1	4 355,8	24 185,4	6 023,6	10 520,5	2 693,7
Affaires Foncières.								3 055,8	2 937,4	143,0
Travail et Prévoyance Sociales.	261,4	199,9	5 015,9	4 818,6	3 624,0	3 199,8	4 717,1	12 286,3	15 018,1	6 542,6
Portefeuille	1 331,9	11 617,6	7 561,6	7 063,7	3 598,3	5 693,8	888,8	12 708,2	14 387,0	908,7
Environnement	80 057,9	31 567,6	10 362,9	47 543,8	0,0	70 902,1	2 227,4	38 180,9	16 375,0	17 600,8
Développement rural	38 657,5	30 939,4	25 497,7	165 991,5	42 187,6	12 953,3	136 352,7	40 689,8	30 602,5	31 225,6
Plan	11 441,5	124 713,4	53 378,5	31 185,8	12 317,4	10 808,0	4 510,1	40 783,5	23 316,8	240 401,5
Recherche scientifique	3 602,1	1 294,3	2 403,6	2 414,9	3 154,5	4 465,1	1 218,6	6 548,7	12 946,6	19 505,7
Condition Féminine & Famille	1 900,0	25 600,0	11 931,5	8 969,6	42 427,6	14 641,4	1 516,5	39 758,3	7 867,0	8 866,3
Droits et libertés du Citoyen.										812,63
Droits humains								500,0	461,6	
Budget	8 182,1	3 890,8	4 555,7	5 000,0	4 739,9	3 819,7	9 287,8	11 042,2	11 476,7	60 529,4
Urbanisme et Habitat	8 443,1	8 660,8	13 525,9	4 812,1	21 084,8	0,0	456,1	49 877,0	13 132,0	26 329,7
Reconstruction	95,9	101,6	1 379,8	0,0	1 630,6	140,0	50,0	0,0	450,0	10,6
Coopération internationale									790,0	20,6
Relations avec le parlement								500,0	700,0	9,2
Réformes Institutionnelles									466,9	6,8
Relations avec partis politiques.								200,0	500,0	15,1
Petites et Moyennes Entreprises.	-	-	-	500,0	1 271,7	-	63 373,0	27 636,5	12 750,0	52 288,0
Tourisme et hôtellerie								7 281,4	13 875,0	1 237,1
Industrie								24 787,6	5 043,5	44 408,7
Ministères non identifiés								9 315,0	11 552,5	52 936,1
III. Autres services	80 911,3	116 377,9	909 084,9	1 316 691,1	1 134 276,4	-	3 842 427,2	434 424,3	566 919,6	151 969,3
Villes et Provinces								374 424,3	566 919,6	136 969,3
Budgets annexes										
Dépenses exceptionnelles										
Autres services	80 911,3	116 377,9	909 084,9	1 316 691,1	1 134 276,4	-	3 842 427,2	60 000,0	0,0	15 000,0
TOTAL	2 275 599,3	2 181 862,2	2 509 163,4	2 846 565,7	2 864 957,6	1 309 553,0	4 429 056,7	2 620 408,9	2 609 664,1	2 450 201,1

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement.

(2) Principalement les Services de Sécurité.

(3) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Conseil Economique et social, Conseil Supérieur de l'Audio-visuel et de la Communication, Commission Nationale des Droits de l'homme

Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(4) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses communes.

Tableau 2 | 23 Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat. Répartition par ministère et institution  
(en millions de CDF)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
I. Institutions politiques	18 426,9	3 944,3	29 317,0	17 217,5	3 026,8	2 909,2	1 036,3	85 517,2	18 488,0	21 294,3
Présidence de la République.	4 565,1	1 814,2	27 751,2	9 677,2	1 850,2	2 857,1	1 036,3	17 470,3	9 172,0	8 256,3
Assemblée Nationale & Sénat	12 847,5	0,0	617,5	0,0	905,3	0,0	0,0	2 751,5	3 727,7	3 445,8
Primature <sup>(1)</sup>	1 014,3	2 130,1	948,3	7 540,3	271,2	52,1	0,0	1 900,8	3 822,2	9 350,2
Organismes auxiliaires <sup>(2)</sup>										0,0
Autres <sup>(3)</sup>								63 324,6	756,0	6,0
Magistrature, Cours & Tribunaux								70,0	1 010,1	236,0
Comité Directeur CPP										
Dialogue Inter Congolais										
II. Ministères	261 651,8	355 176,7	323 436,2	281 515,5	502 893,6	539 254,9	999 216,0	731 400,1	849 442,2	559 963,0
Intérieur et Administration du territoire.	2 420,3	12 044,0	3 262,7	6 277,0	19 290,0	28 013,3	64 358,7	36 990,0	40 217,9	7 584,1
Affaires Etrangères	4 013,1	933,2	0,0	120,1	537,5	1 705,2	154,4	2 213,4	1 707,7	550,2
Commerce	22 688,4	665,0	0,0	0,0	2 184,6	601,8	0,0	284,9	342,3	2 191,8
Défense Nationale	4 801,9	31 201,8	12 275,2	13 290,7	4 975,6	5 911,8	11 739,0	20 773,8	1 553,9	10 800,1
Anciens Combattants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	787,5	595,6	0,0
Justice	268,9	135,6	321,1	297,1	4 071,7	12 830,8	8 203,9	0,0	14 670,4	8 673,8
Finances	44 116,2	4 605,4	58 944,5	33 855,1	10 059,1	33 729,9	28 942,9	56 245,3	57 844,0	24 081,7
Economie Nationale								160,5	0,0	37,7
Education Nationale <sup>(4)</sup>	5 148,1	2 379,1	18 925,5	30 603,1	33 968,4	30 360,2	20 523,5	71 654,5	82 579,3	39 934,8
Information et presse	8 510,5	23,7	0,0	0,0	1 081,5	574,5	0,0	4 761,6	1 020,0	531,6
Agriculture, Pêche et Elevage	3 980,1	27 082,4	33 471,4	73 157,2	27 467,8	9 995,2	6 282,0	49 510,6	60 094,2	32 617,8
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	160 237,0	41 870,7	119 848,0	32 810,3	131 282,9	67 128,1	138 463,3	115 154,8	196 962,5	89 460,8
Mines & Hydrocarbone	0,0	212,8	1 130,9	120,0	2 978,0	0,0	15 510,8	8 950,6	11 017,5	28,1
Transports et Communications.	973,1	15 599,5	32 974,9	41 426,8	102 657,8	258 638,7	54 193,6	71 386,4	43 710,4	42 247,1
Fonction Publique	0,0	0,0	40,1	644,3	11 835,6	6 977,9	47 967,8	33 398,4	28 304,3	35 228,3
Affaires sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	468,9	0,0	1 326,9	2 203,1	392,1
Postes, Télégraphes, Télégrammes.	690,2	0,0	6 518,0	672,1	801,8	5 415,8	7 288,2	5 616,7	5 300,5	15 996,0
Santé Publique	1 381,1	17 478,2	31 356,2	33 324,3	10 337,4	12 874,7	204 335,8	97 376,0	153 886,9	171 440,4
Culture et Arts	61,9	146,1	168,1	1 364,5	1 414,6	339,3	30,0	537,6	346,1	200,0
Energie	51,7	192 066,2	0,0	0,0	99 966,0	17 065,3	271 662,4	54 794,1	22 310,2	9 620,8
Sports & Jeunesse	11,0	66,7	0,0	6 170,8	4 807,4	5 362,5	0,0	1 815,8	580,0	20 463,6
Affaires Foncières.								243,0	93,0	0,0
Travail et Prévoyance Sociales.								1 103,0	1 629,9	1 393,3
Portefeuille								1 245,3	2 308,6	670,4
Environnement	115,3	0,0	0,0	0,0	5 088,9	11 805,6	20 255,9	34 297,7	15 738,3	
Développement rural	0,0	38,3	645,7	57,1	7 968,1	9 102,8	46 213,6	8 220,8	3 363,5	4 560,6
Plan	1 104,5	7 238,6	1 698,5	6 029,1	3 575,4	10 425,2	17 957,6	10 842,8	13 536,0	8 558,1
Recherche scientifique	111,8	528,2	709,6	0,0	0,0	566,9	0,0	367,3	210,7	3 253,1
Condition Féminine & Famille	0,0	66,7	0,0	356,7	1 465,5	7 621,6	15 529,9	6 487,7	208,3	10 443,2
Droits et libertés du Citoyen.										
Droits humains								0,0		1 685,5
Budget	966,7	794,5	1 080,0	814,2	2 306,9	650,5	1 634,9	2 407,9	1 052,5	1 206,6
Urbanisme et Habitat	0,0	0,0	65,8	125,0	12 771,0	1 088,2	17 968,1	17 823,4	79 900,3	5 935,4
Reconstruction									0,0	49,0
Coopération internationale									0,0	0,0
Relations avec le parlement								0,0	0,0	166,2
Réformes Institutionnelles								0,0	0,0	0,0
Relations avec partis politiques.								0,0	0,0	0,0
Petites et Moyennes Entreprises.								1 188,3	4 278,0	5 753,4
Tourisme et hôtellerie								604,4	125,0	46,5
Industrie								9 695,3	789,6	4 161,0
Ministères non identifiés								3 133,8	961,9	0,0
III. Autres services	97 221,3	174 519,0	138 762,8	153 040,9	117 233,1	0,0	98 471,4	858 529,9	29 736,8	0,0
Villes et Provinces								37 964,1	29 736,8	
Budgets annexes										
Dépenses exceptionnelles										
Autres services	97 221,3	174 519,0	138 762,8	153 040,9	117 233,1	0,0	98 471,4	820 565,8		
TOTAL	377 300,0	533 640,0	491 516,0	451 773,9	623 153,5	542 164,0	1 098 723,6	1 675 447,2	897 666,9	581 257,3

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget (1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement.

(2) Principalement les Services de Sécurité.

(3) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Conseil Economique et social, Conseil Supérieur de l'Audio-visuel et de la Communication, Commission Nationale des Droits de l'homme

Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(4) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses communes.

Tableau 2 | 24 Encours de la dette publique libellée en monnaie nationale  
(en millions de CDF)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
A. Auprès des institutions monétaires	-486 648,0	-925 141,0	-820 292,0	-767 836,0	-551 688,0	17 793,7	3 237,2	109 035,5	643 893,2	864 480,9
Banque Centrale du Congo	-394 023,0	-699 115,0	-635 903,0	-631 259,0	-436 790,0	142 941,7	117 148,9	330 379,3	880 142,4	1 160 406,7
Banques commerciales	-92 625,0	-226 026,0	-184 389,0	-136 577,0	-114 898,0	-125 148,0	-113 911,7	-221 343,9	-236 249,2	-295 925,8
B. Auprès des institutions financières et des organismes sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-486 648,0	-925 141,0	-820 292,0	-767 836,0	-551 688,0	17 793,7	3 237,2	109 035,5	643 893,2	864 480,9

Source : Banque Centrale du Congo.



## 3 | Relations économiques extérieures

**Tableau 3 | 23 Cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise**

Produits et Marchés	Cotation	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	
Cuivre	New York	USD/tm	8 819,1	7 960,3	7 349,8	6 873,0	5 523,0	4 854,0	6 197,7	6 462,8	6 003,6	6 181,1
	Londres	USD/tm	8 818,8	7 943,6	7 329,5	6 859,9	5 509,0	4 861,8	6 155,0	6 527,6	6 003,7	6 157,4
	Paris	EUR/tm	6 494,7	6 341,9	5 680,9	5 344,2	5 169,4	4 596,9	5 632,9	5 697,3	5 564,4	5 570,1
Etain	Londres	USD/tm	26 094,9	21 104,1	22 341,0	21 897,2	16 085,7	17 953,2	20 120,6	20 148,5	18 664,2	17 121,6
Zinc	Londres	USD/tm	2 190,5	1 946,0	1 909,9	2 160,9	1 933,0	2 084,4	2 889,2	2 926,2	2 548,5	2 263,7
Diamant	Kinshasa (CEEC)(1)	USD/carat	20,0	13,2	14,4	14,5	15,0	15,6	25,4	13,5	11,6	8,1
Cobalt	Londres (LME) (2)	USD/lb	17,5	13,9	13,0	14,7	13,5	11,7	26,0	37,6	17,6	15,8
	Londres (LME) (2)	USD/tonne	38 653,4	30 706,4	28 697,6	32 538,6	29 823,4	25 805,7	57 372,2	82 933,8	38 745,7	34 843,7
	Londres (Boursorama)(3)	USD/tonne	26 666,7	25 332,1	26 500,0	32 000,0	24 700,0	32 483,0	57 713,4	74 054,3	33 265,4	31 450,6
Coltan	Londres	USD/lb	125,4	117,1	115,0	92,3	78,0	59,6	69,4	95,0	66,6	60,0
Or	New York	USD/lo.t.	1 570,8	1 668,0	1 411,7	1 266,4	1 161,1	1 247,7	1 258,1	1 270,3	1 391,9	1 770,3
Pétrole	New York (3)	USD/baril	95,1	94,2	97,9	93,4	48,9	43,6	51,3	64,7	57,1	39,7
Argent	New York	Cts/lo.t.	3 515,8	3 120,5	2 389,2	1 908,8	1 572,0	1 708,4	1 705,3	1 571,6	1 620,4	2 057,0

Sources : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Bourse Les Echos et du CEEC.

(1) Prix implicite dégagé par le rapport de la valeur et le volume exportés.

(2) Il s'agit du cobalt cathode dont la teneur est de 99,80 %.

(3) Il s'agit du cobalt brut.

**Tableau 3 | 24 Cours de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise**

Produits et Marchés	Cotation	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	
Café												
Robusta	Londres	USD/tonne	2 178,4	2 013,8	1 850,6	2 004,5	1 714,2	1 730,9	2 034,7	1 689,9	1 388,7	1 287,3
Arabica	New York	Cts/lb	253,4	174,6	126,0	176,4	132,9	136,4	133,0	113,1	101,6	111,0
Cacao	New York	USD/tonne	2 929,1	2 237,7	2 210,0	2 210,0	2 918,7	3 163,0	2 831,3	2 310,5	2 384,3	2 519,8
(Marché à terme)												
Huile												
de palme	Kuala Lumpur	EUR/tm	743,2	640,0	517,6	611,8	441,0	528,9	552,2	451,3	436,8	557,3
de palmistes	Kuala Lumpur	EUR/tm	917,6	864,1	901,7	894,5	774,6	857,5	951,1	758,3	865,5	720,1
Coton	New York	Cts/lb	137,1	79,9	83,3	76,6	63,3	65,6	73,6	82,1	67,4	64,1
Caoutchouc (1)	Londres C.I.F.	Cts/Kg	483,3	336,2	279,7	196,5	155,6	163,9	199,6	155,8	165,6	176,1
Bois Sapelli												
Bois dur grume	Cameroun F.O.B.	USD/m <sup>3</sup>	306,2	287,4	311,2	282,0	246,0	299,0	384,2	461,0	371,3	367,6
Bois dur Scié	Cameroun F.O.B.	USD/m <sup>3</sup>	826,2	750,0	782,5	897,9	833,3	738,9	786,1	727,9	616,2	578,9

Sources : Bourse Les Echos et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.

(1) Avant 2011, Pence/kg.

**Tableau 3 | 25 Evolution des indices des cours des matières premières**

(Base 2012 = 100)

Périodes	Données exprimées en USD		
	Indice de produits minéraux	Indice de produits végétaux	Indice global <sup>(1)</sup>
2011	109,2	108,6	109,2
2012	100,0	100,0	100,0
2013	92,9	84,8	92,9
2014	86,6	96,2	86,7
2015	65,2	78,9	65,3
2016	59,2	89,5	59,4
2017	72,5	93,0	72,6
2018	78,3	76,3	78,2
2019	71,6	72,3	71,6
2020	70,9	84,7	71,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Indice pondéré suivant l'importance de chaque produit exporté.

Tableau 3| 26 Répartition des exportations par principaux pays de destination <sup>(1)</sup>  
(en millions de USD)

PAYS	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (p)
1. Union Européenne	1 971,3	1 887,3	2 456,9	562,9	448,2	541,4	571,8	479,5	494,2	230,2
Belgique et Luxembourg	740,0	730,2	967,8	330,2	283,2	360,9	415,6	353,2	360,4	106,0
France	177,9	179,7	262,7	16,2	13,7	10,8	5,0	3,9	4,0	3,5
Italie	36,0	35,6	50,4	5,2	3,4	6,9	4,0	6,3	3,6	1,8
Allemagne	25,9	25,1	34,8	35,1	23,1	30,3	29,5	27,6	12,2	6,7
Pays-Bas	84,3	79,0	100,0	2,7	6,9	27,6	16,8	10,7	5,5	8,7
Royaume-Uni	10,1	9,1	16,3	151,2	95,8	87,8	91,8	69,7	79,5	10,5
Irlande, Danemark et Grèce	4,9	4,5	8,5	2,3	0,7	3,0	0,8	0,3	0,4	1,4
Portugal	74,0	68,9	84,9	3,2	2,7	2,3	1,6	2,8	2,0	0,9
Espagne	8,2	7,8	12,3	5,6	8,4	11,0	3,9	4,0	4,3	2,7
Autres pays de l'U.E.	809,9	747,3	919,3	11,2	10,1	0,9	2,8	1,0	22,3	87,9
2. Amérique du Nord	477,3	451,5	612,5	522,9	462,0	492,5	477,3	460,1	272,8	15,8
3. Japon	51,5	45,5	64,4	0,7	0,3	0,7	0,2	1,0	1,1	1,8
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	16,0	14,3	23,9	755,6	675,3	599,1	561,0	439,5	209,2	348,8
Sous-total (1+2+3+4)	2 516,0	2 398,5	3 157,8	1 842,1	1 585,9	1 633,7	1 610,3	1 380,1	977,3	596,6
5. Destinations diverses	6 955,9	6 344,8	8 455,2	10 479,1	8 698,9	10 251,8	9 937,9	14 586,7	12 206,2	13 192,1
Chine <sup>(2)</sup>	2 164,6	2 833,4	2 760,0	2 823,0	2 647,0	2 379,4	3 260,0	5 661,4	4 428,6	7 030,6
Brésil <sup>(3)</sup>	203,5	193,0	270,7	-	-	-	-	-	0,0	0,0
Afrique du Sud <sup>(3)</sup>	602,3	700,5	902,5	2 007,9	2 103,4	2 194,4	2 457,8	3 211,6	3 491,3	1 967,4
Autres pays	3 985,5	2 617,8	4 522,1	5 648,3	3 948,5	5 678,0	4 220,1	5 713,7	4 286,3	4 194,1
Total	9 471,9	8 743,4	11 613,0	12 321,2	10 284,8	11 885,5	11 548,2	15 966,8	13 183,5	13 788,7

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de l'ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).

(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

Tableau 3| 26 bis Répartition des exportations par principaux pays de destination <sup>(1)</sup>  
(en millions de CDF)

PAYS	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (p)
1. Union Européenne	1 812 468,1	1 735 118,3	2 259 575,8	520 796,9	415 024,8	546 981,2	838 268,1	778 008,8	814 264,9	426 161,7
Belgique et Luxembourg	680 389,8	671 330,9	890 052,7	305 489,2	262 239,2	364 585,6	609 304,7	573 138,8	593 812,0	196 279,4
France	163 554,3	165 214,2	241 566,0	15 009,7	12 662,0	10 910,8	7 363,3	6 326,4	6 551,7	6 571,8
Italie	33 090,4	32 751,6	46 324,6	4 839,1	3 192,0	7 009,2	5 844,0	10 163,8	5 886,8	3 290,9
Allemagne	23 800,0	23 112,1	31 969,6	32 494,4	21 397,0	30 620,7	43 262,1	44 850,8	20 157,8	12 396,4
Pays-Bas	77 548,4	72 663,6	91 979,3	2 499,6	6 400,4	27 838,3	24 604,8	17 409,3	9 063,5	16 039,9
Royaume-Uni	9 306,6	8 388,7	14 993,2	139 865,0	88 748,1	88 675,3	134 579,9	113 019,6	131 046,8	19 508,8
Irlande, Danemark et Grèce	4 493,0	4 105,9	7 803,3	2 130,2	684,1	3 040,3	1 168,5	419,9	578,7	2 567,0
Portugal	68 045,3	63 385,6	78 077,2	2 930,5	2 526,8	2 278,7	2 346,7	4 503,6	3 364,1	1 635,7
Espagne	7 544,3	7 162,9	11 355,9	5 183,8	7 789,9	11 115,8	5 745,9	6 515,9	7 101,1	5 037,4
Autres pays de l'U.E.	744 695,9	687 002,8	845 454,0	10 355,4	9 385,3	906,3	4 048,1	1 660,6	36 702,4	162 834,4
2. Amérique du Nord	438 809,4	415 095,3	563 300,2	483 820,5	427 846,6	497 557,0	699 625,9	746 504,5	449 494,8	29 269,5
3. Japon	47 379,8	41 793,1	59 255,9	603,3	281,8	729,5	240,9	1 674,1	1 816,3	3 290,9
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	14 668,1	13 115,1	21 975,4	699 115,9	625 353,8	605 302,8	822 413,0	713 064,9	344 712,3	645 829,6
Sous-total (1+2+3+4)	2 313 325,4	2 205 121,8	2 904 107,3	1 704 336,6	1 468 507,0	1 650 570,5	2 360 547,9	2 239 252,3	1 610 288,3	1 104 551,7
5. Destinations diverses	6 395 523,4	5 833 199,8	7 775 999,8	9 695 561,4	8 055 038,7	10 357 425,6	14 568 015,6	23 667 336,8	20 112 945,8	24 425 765,1
Chine <sup>(2)</sup>	1 990 228,2	2 604 964,2	2 538 290,5	2 611 913,8	2 451 082,2	2 403 867,5	4 778 865,6	9 185 823,5	7 297 240,8	13 017 501,3
Brésil <sup>(3)</sup>	187 132,0	177 475,6	248 909,3	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0
Afrique du Sud <sup>(3)</sup>	231 814,0	644 023,8	829 957,9	1 857 728,4	1 947 700,7	2 217 029,9	3 602 842,2	5 210 938,3	5 752 890,9	3 642 788,9
Autres pays	3 986 349,3	2 406 736,2	4 158 842,1	5 225 919,2	3 656 255,8	5 736 528,2	6 186 307,8	9 270 575,0	7 062 814,0	7 765 474,9
Total	8 708 848,8	8 038 321,5	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7	12 007 996,1	16 928 563,6	25 906 589,1	21 723 234,0	25 530 316,7
Taux de change moyen USD/CDF	919,4	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5	1 647,8	1 851,5

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de l'ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).

(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

**Tableau 3 | 27 Répartition des importations par principaux pays de provenance (1)**  
 (en millions de USD)

PAYS	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (p)
1. Union Européenne	2 015,3	2 007,3	2 462,8	2 949,0	2 480,5	2 152,5	2 198,9	1 815,1	1 691,3	1 193,8
Belgique et Luxembourg	740,7	731,7	897,8	938,4	832,8	692,7	662,8	614,2	554,9	337,9
France	351,2	357,4	438,5	516,7	438,0	500,5	469,3	364,9	328,8	206,7
Italie	181,2	179,7	220,5	123,5	75,2	92,0	75,2	72,7	83,8	58,3
Allemagne	221,8	220,6	270,7	257,3	190,5	154,5	138,7	123,6	134,3	68,5
Pays-Bas	244,3	239,4	293,8	491,8	349,1	252,2	208,7	191,9	259,2	150,5
Royaume-Uni	50,1	50,2	61,6	100,6	117,2	156,8	152,8	123,9	100,3	101,6
Irlande, Danemark et Grèce	19,7	24,5	30,1	79,1	194,4	91,9	107,0	68,4	54,6	48,1
Portugal	20,7	20,8	25,5	39,4	21,1	23,0	25,5	13,8	11,4	7,4
Espagne	38,6	38,0	46,7	144,3	85,3	57,8	51,6	44,8	54,3	82,9
Autres pays de l'U.E.	146,9	144,8	177,6	258,0	177,0	131,1	307,4	196,8	109,8	131,8
2. Amérique du Nord	285,9	286,3	351,2	348,3	323,9	419,0	371,5	362,8	327,6	187,4
3. Japon	71,2	68,9	84,5	47,0	41,5	19,7	42,8	31,6	34,2	21,2
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	94,0	94,3	115,7	546,4	420,3	540,0	509,0	435,4	349,1	291,4
Sous-total (1+2+3+4)	2 466,4	2 456,8	3 014,3	3 890,8	3 266,2	3 131,2	3 122,2	2 644,9	2 402,2	1 693,8
5. Provenances diverses	6 449,2	6 220,5	7 794,2	8 815,5	7 308,4	9 017,6	8 217,8	12 327,8	10 540,5	10 171,4
Chine <sup>(2)</sup>	1 825,4	1 543,6	1 950,0	1 362,0	1 413,0	1 319,1	970,0	1 774,4	2 098,9	2 013,1
Brésil <sup>(3)</sup>	77,7	80,0	98,5	72,6	36,9	56,6	61,3	52,1	44,5	94,1
Afrique du Sud <sup>(3)</sup>	955,7	1 226,3	1 272,3	1 349,8	1 298,8	1 176,0	964,3	1 621,3	1 842,8	1 580,3
Autres pays	3 590,4	3 370,5	4 473,3	6 031,1	4 559,7	6 465,8	6 222,2	8 880,0	6 554,2	6 483,8
Total	8 915,6	8 677,2	10 808,4	12 706,3	10 574,6	12 148,8	11 340,0	14 972,7	12 942,7	11 865,3

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de l'ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).

(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

**Tableau 3 | 27 bis Répartition des importations par principaux pays de provenance (1)**  
 (en millions de CDF)

PAYS	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (p)
1. Union Européenne	1 852 949,7	1 845 415,2	2 264 960,9	2 728 521,3	2 296 943,0	2 174 653,7	3 223 419,4	2 945 080,1	2 786 861,4	2 210 453,3
Belgique et Luxembourg	681 049,8	672 739,2	825 683,0	868 245,7	771 149,1	699 851,2	971 543,7	996 499,7	914 375,5	625 592,1
France	322 901,6	328 605,9	403 312,7	478 024,6	405 601,2	505 647,8	687 887,5	592 050,9	541 745,6	382 770,3
Italie	166 607,2	165 202,6	202 760,5	114 231,7	69 674,4	92 995,1	110 207,1	118 033,5	138 049,0	107 998,4
Allemagne	203 956,9	202 835,7	248 949,3	238 103,1	176 371,2	156 070,1	203 386,4	200 513,4	221 290,0	126 894,8
Pays-Bas	224 635,5	220 133,8	270 180,1	454 996,4	323 266,6	254 840,5	305 985,1	311 385,0	427 024,0	278 615,6
Royaume-Uni	46 045,6	46 193,8	56 695,8	93 059,2	108 524,3	158 366,2	224 040,9	201 089,2	165 322,5	188 184,9
Irlande, Danemark et Grèce	18 092,6	22 549,0	27 675,4	73 157,1	179 988,4	92 869,5	156 805,8	111 041,1	89 939,1	89 082,9
Portugal	19 073,9	19 115,5	23 461,3	36 454,0	19 554,8	23 226,9	37 355,3	22 395,3	18 840,2	13 662,5
Espagne	35 492,0	34 959,7	42 907,6	133 498,7	78 942,8	58 366,6	75 651,5	72 697,1	89 420,3	153 541,4
Autres pays de l'U.E.	135 094,5	133 080,1	163 335,2	238 750,7	163 870,1	132 419,8	450 556,1	319 374,9	180 855,3	244 110,4
2. Amérique du Nord	262 901,1	263 186,9	323 021,1	322 257,5	299 944,0	423 365,9	544 561,6	588 647,7	539 790,0	346 891,0
3. Japon	65 444,5	63 354,4	77 757,7	43 515,7	38 395,0	19 879,3	62 688,5	51 231,4	56 287,6	39 299,0
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	86 428,5	86 702,4	106 413,7	505 561,3	389 180,5	545 572,6	746 159,3	706 403,3	575 290,5	539 583,4
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	2 267 723,7	2 258 658,9	2 772 153,4	3 599 855,7	3 024 462,5	3 163 471,5	4 576 828,9	4 291 362,5	3 958 229,6	3 136 226,7
5. Provenances diverses	5 929 640,3	5 718 864,1	7 168 054,0	8 156 344,3	6 767 466,8	9 110 502,2	12 046 601,3	20 002 183,8	17 368 202,5	18 832 762,9
Chine <sup>(2)</sup>	1 678 337,3	1 419 147,3	1 793 357,4	1 260 158,2	1 308 416,8	1 332 736,0	1 421 932,4	2 879 002,1	3 458 439,3	3 727 404,0
Brésil <sup>(3)</sup>	71 411,3	73 584,9	90 591,5	67 129,2	34 161,3	57 204,0	89 890,4	84 602,9	73 399,2	174 233,9
Afrique du Sud <sup>(3)</sup>	136 495,4	1 127 429,1	1 170 133,6	1 248 883,4	1 202 641,1	1 188 099,7	1 413 586,6	2 630 518,4	3 036 557,1	2 926 048,7
Autres pays	4 043 396,3	3 098 702,8	4 113 971,6	5 580 173,5	4 222 247,6	6 532 462,5	9 121 191,9	14 408 060,4	10 799 807,0	12 005 076,3
Total	8 197 364,0	7 977 523,0	9 940 207,4	11 756 200,0	9 791 929,3	12 273 973,7	16 623 430,2	24 293 546,3	21 326 432,0	21 968 989,6
Taux de change moyen USD/CDF	919,4	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5	1 647,8	1 851,5

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de l'ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).

(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

Tableau 3|28 Balance des biens

Périodes	Millions de CDF			Millions de USD		
	Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde
	F.O.B.	F.O.B.		F.O.B.	F.O.B.	
2011	8 708 848,8	8 197 364,0	511 484,8	9 471,9	8 915,6	556,3
2012	8 038 321,5	7 977 523,0	60 798,6	8 743,4	8 677,2	66,1
2013	10 680 107,0	9 940 207,4	739 899,6	11 613,0	10 808,4	804,5
2014	11 399 897,9	11 756 200,0	-356 302,0	12 321,2	12 706,3	-385,1
2015	9 523 545,7	9 791 929,3	-268 383,7	10 284,8	10 574,6	-289,8
2016	12 007 977,4	12 273 954,6	-265 977,2	11 885,5	12 148,8	-263,3
2017	16 928 563,1	16 623 429,7	305 133,4	11 548,2	11 340,0	208,2
2018	25 906 589,1	24 293 546,3	1 613 042,8	15 966,8	14 972,7	994,2
2019	21 723 234,0	21 326 432,0	396 802,0	13 183,5	12 942,7	240,8
2020 <sup>(a)</sup>	25 530 316,3	21 968 989,3	3 561 327,1	13 788,7	11 865,3	1 923,4

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau 3|29 Evolution des termes de l'échange  
(Base : 2012 = 100)

Périodes	Données exprimées en USD			Données exprimées en CDF			
	Indices		Termes de l'échange	Indices		Termes de l'échange	
	A l'export	A l'import		A l'export	A l'import		
2011		108,3	102,7	105,4	108,3	102,8	105,4
2012		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2013		132,8	124,6	106,6	132,9	124,6	106,6
2014		140,9	146,4	96,2	141,8	147,4	96,2
2015		117,6	121,9	96,5	118,5	122,7	96,5
2016		135,9	140,0	97,1	149,4	153,9	97,1
2017		132,1	130,7	101,1	210,6	208,4	101,1
2018		182,6	172,6	105,8	322,3	304,5	105,8
2019		150,8	149,2	101,1	270,2	267,3	101,1
2020 <sup>(a)</sup>		157,7	136,7	115,3	317,6	275,4	115,3

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau 3 | 30 Cours interbancaires des devises  
(Moyennes mensuelles en CDF)

PERIODES	1	1	1	1	100	100	1	1	1	1	100	100	100	1	100	100	1
	USD	GBP	CAD	CHF	JPY	XAF	DTS	EUR	ZAR	AUD	AOA	BIF	RWF	ZMW	TZS	UGX	CNY
2011																	
Janvier	920,15	1 451,12	925,48	959,60	1 111,46	187,21	1 421,65	1 227,99	132,68	...	...	...	...	...	...	...	...
Février	925,16	1 490,84	932,22	988,33	1 122,46	192,50	1 446,78	1 262,69	128,30	...	...	...	...	...	...	...	...
Mars	920,70	1 489,14	942,95	1 001,08	1 127,51	196,30	1 453,83	1 285,21	132,85	...	...	...	...	...	...	...	...
Avril	921,60	1 506,53	961,36	1 024,77	1 106,32	202,65	1 470,76	1 329,47	136,84	...	...	...	...	...	...	...	...
Mai	925,97	1 513,80	957,91	1 079,88	1 136,61	198,46	1 480,66	1 329,60	136,48	...	...	...	...	...	...	...	...
Juin	923,49	1 500,35	944,66	1 098,36	1 147,93	202,61	1 476,83	1 328,94	135,98	...	...	...	...	...	...	...	...
Juillet	922,74	1 487,57	964,44	1 117,89	1 160,04	200,85	1 471,17	1 317,34	135,62	...	...	...	...	...	...	...	...
Août	921,00	1 507,63	938,74	1 180,74	1 196,04	201,35	1 480,07	1 320,63	130,24	...	...	...	...	...	...	...	...
Septembre	921,86	1 459,55	922,95	1 063,94	1 202,38	194,09	1 456,49	1 273,15	123,17	...	...	...	...	...	...	...	...
Octobre	920,83	1 449,05	901,74	1 029,61	1 202,22	192,07	1 446,37	1 260,77	115,91	...	...	...	...	...	...	...	...
Novembre	911,69	1 441,63	889,80	1 006,20	1 176,41	188,74	1 429,75	1 237,90	112,05	...	...	...	...	...	...	...	...
Décembre	898,12	1 401,74	797,47	964,11	1 164,80	180,02	1 393,90	1 184,20	111,53	...	...	...	...	...	...	...	...
2012																	
Janvier	917,79	1 422,35	905,43	977,92	977,92	180,50	1 408,13	1 184,03	114,43	...	...	...	...	...	...	...	...
Février	920,60	1 453,65	922,20	1 016,32	1 016,32	185,42	1 425,30	1 216,15	119,98	...	...	...	...	...	...	...	...
Mars	921,55	1 457,65	927,63	1 009,00	1 009,00	185,56	1 420,54	1 216,90	121,21	...	...	...	...	...	...	...	...
Avril	922,00	1 461,81	927,92	1 009,24	1 009,24	185,05	1 422,40	1 213,32	117,73	...	...	...	...	...	...	...	...
Mai	923,57	1 472,44	916,27	986,64	986,64	180,75	1 415,55	1 185,50	113,77	...	...	...	...	...	...	...	...
Juin	921,77	1 432,77	896,08	961,03	961,03	175,97	1 394,83	1 154,24	109,68	...	...	...	...	...	...	...	...
Juillet	920,06	1 434,33	906,03	942,44	942,44	172,58	1 386,73	1 132,02	111,55	...	...	...	...	...	...	...	...
Août	919,08	1 443,86	925,36	948,16	948,16	173,65	1 389,86	1 139,10	111,32	...	...	...	...	...	...	...	...
Septembre	918,44	1 477,96	937,91	931,82	931,82	179,90	1 410,98	1 180,04	110,90	...	...	...	...	...	...	...	...
Octobre	916,83	1 474,90	930,58	982,95	982,95	181,36	1 412,63	1 189,62	106,18	...	...	...	...	...	...	...	...
Novembre	915,71	1 461,67	918,28	974,63	974,63	179,10	1 400,53	1 174,85	105,69	...	...	...	...	...	...	...	...
Décembre	914,93	1 459,66	928,71	1 003,21	1 003,21	182,96	1 408,10	1 200,17	105,82	...	...	...	...	...	...	...	...
2013																	
Janvier	915,96	1 462,42	922,86	991,81	1 030,76	185,63	1 406,68	1 217,62	104,28	961,41	...	...	...	...	...	...	...
Février	917,84	1 425,50	910,79	998,50	986,65	187,32	1 403,07	1 228,75	103,27	947,96	...	...	...	...	...	...	...
Mars	917,22	1 383,08	894,72	970,49	965,87	181,43	1 369,82	1 190,12	99,89	948,08	...	...	...	...	...	...	...
Avril	917,47	1 403,40	900,24	978,39	940,84	181,86	1 380,05	1 192,94	100,29	953,15	...	...	...	...	...	...	...
Mai	918,85	1 406,25	901,66	962,55	911,91	182,01	1 377,92	1 193,93	98,76	912,83	...	...	...	...	...	...	...
Juin	918,44	1 421,56	891,06	982,14	942,31	184,57	1 390,14	1 210,71	91,76	867,99	...	...	...	...	...	...	...
Juillet	918,05	1 393,29	879,30	970,28	920,61	182,92	1 379,59	1 199,88	92,61	842,16	...	...	...	...	...	...	...
Août	917,98	1 423,92	880,67	987,05	939,57	186,48	1 394,67	1 223,20	91,30	830,35	...	...	...	...	...	...	...
Septembre	919,26	1 454,89	885,27	993,44	926,02	186,89	1 398,86	1 225,94	92,14	852,02	...	...	...	...	...	...	...
Octobre	923,24	1 486,29	891,42	1 023,08	944,51	192,00	1 421,09	1 259,39	93,11	877,90	...	...	...	...	...	...	...
Novembre	925,13	1 485,17	882,86	1 013,02	926,39	190,25	1 415,90	1 247,97	90,74	864,06	...	...	...	...	...	...	...
Décembre	926,63	1 516,42	871,40	1038,00	894,88	193,68	1 425,39	1 270,45	89,36	829,29	...	...	...	...	...	...	...
2014																	
Janvier	927,77	1 527,15	849,36	1 026,72	892,79	192,73	1 424,67	1 264,21	85,73	825,71	...	...	...	...	...	...	...
Février	927,37	1 534,60	838,85	1 035,95	908,39	192,94	1 427,66	1 265,61	84,32	831,63	...	...	...	...	...	...	...
Mars	926,01	1 539,84	833,50	1 051,64	905,15	195,21	1 433,05	1 280,48	86,16	838,78	...	...	...	...	...	...	...
Avril	924,29	1 547,04	840,55	1 046,75	901,50	194,54	1 430,74	1 276,09	87,71	860,96	...	...	...	...	...	...	...
Mai	924,77	1 557,99	848,57	1 041,17	908,51	193,70	1 430,50	1 270,60	88,80	859,41	...	...	...	...	...	...	...
Juin	925,03	1 561,42	853,15	1 031,75	905,91	188,34	1 425,25	1 255,19	86,65	865,42	...	...	...	...	...	...	...
Juillet	924,07	1 577,88	862,03	1 030,28	908,74	190,84	1 424,66	1 251,85	86,74	867,87	...	...	...	...	...	...	...
Août	924,58	1 545,68	845,85	1 015,97	897,98	187,73	1 411,36	1 231,44	86,63	860,19	...	...	...	...	...	...	...
Septembre	924,29	1 507,99	840,86	989,21	863,94	182,12	1 387,71	1 194,64	84,46	840,32	...	...	...	...	...	...	...
Octobre	925,05	1 485,97	825,22	970,91	857,28	178,76	1 375,24	1 172,58	83,51	813,69	...	...	...	...	...	...	...
Novembre	924,34	1 458,20	816,70	957,37	797,29	175,79	1 356,43	1 152,76	83,38	799,74	...	...	...	...	...	...	...
Décembre	925,14	1 433,39	800,82	949,54	775,13	174,06	1 347,96	1 155,82	80,64	766,50	...	...	...	...	...	...	...
2015																	
Janvier	925,40	1 406,68	773,63	943,26	783,52	165,18	1 319,94	1 083,54	80,02	751,10	...	...	...	...	...	...	...
Février	925,29	1 417,87	739,49	989,59	779,61	161,05	1 306,96	1 050,34	79,87	720,25	...	...	...	...	...	...	...
Mars	925,58	1 387,06	734,33	946,30	769,37	152,99	1 283,15	1 003,88	76,66	716,43	...	...	...	...	...	...	...
Avril	925,46	1 383,30	748,80	964,21	774,44	153,00	1 279,73	999,40	77,20	715,24	...	...	...	...	...	...	...
Mai	924,77	1 429,18	760,26	993,01	766,55	157,40	1 298,69	1 032,50	77,33	730,58	...	...	...	...	...	...	...
Juin	925,61	1 437,99	748,68	991,93	747,05	158,18	1 299,72	1 050,53	75,09	713,98	...	...	...	...	...	...	...
Juillet	925,50	1 440,57	721,88	971,80	750,50	155,28	1 291,31	1 018,59	74,40	687,17	...	...	...	...	...	...	...
Août	925,57	1 443,61	704,67	957,10	751,76	157,13	1 297,69	1 030,68	71,88	675,94	...	...	...	...	...	...	...
Septembre	926,26	1 421,59	698,75	952,70	770,39	158,47	1 301,97	1 039,50	67,98	654,01	...	...	...	...	...	...	...
Octobre	927,33	1 404,27	709,05	957,44	772,49	158,78	1 303,79	1 041,54	68,83	643,19	...	...	...	...	...	...	...
Novembre	927,75	1 391,64	699,13	920,56	757,58	152,04	1 282,31	997,34	65,78	662,52	...	...	...	...	...	...	...
Décembre	927,31	1 391,54	677,75	930,56	761,03	153,75	1 285,11	1 008,53	62,15	671,68	...	...	...	...	...	...	...
2016																	
Janvier	928,25	1 340,94	654,63	923,09	784,18	153,70	1 282,85	1 008,19	57,22	655,55	...	...	...	...	...	...	...
Février	930,02	1 330,73	671,91	935,08	807,83	157,14	1 295,99	1 030,74	58,88	662,03	...	...	...	...	...	...	...
Mars	936,15	1 330,45	705,79	952,30	828,96	158,48	1 305,27	1 039,53	60,05	699,84	...	...	...	...	...	...	...
Avril	945,33	1 351,89	735,96	981,14	860,58	163,40	1 331,78	1 071,81	64,59	724,51	...	...	...	...	...	...	...
Mai	951,92	1 383,93	736,42	974,70	875,19	164,25	1 343,75	1 077,39	69,52	697,51	...	...	...	...	...	...	...
Juin	963,75	1 387,83	763,84	993,55	904,48	165,15	1 358,67	1 083,38	63,75	712,55	...	...	...	...	...	...	...
Juillet	990,98	1 304,32	760,54	1 008,91	952,01	167,19	1 377,93	1 096,70	68,56	746,90	...	...	...	...	...	...	...

PERIODES	1	1	1	1	100	100	1	1	1	1	100	100	100	1	100	100	1
	USD	GBP	CAD	CHF	JPY	XAF	DTS	EUR	ZAR	AUD	AOA	BIF	RWF	ZMW	TZS	UGX	CNY
Août	1 010,48	1 323,79	777,19	1 041,08	626,39	172,69	1 413,96	1 132,76	73,48	771,46	...	...	...	...	...	...	...
Septembre	1 033,91	1 360,13	788,18	1 060,48	1 012,72	176,62	1 446,66	1 158,56	73,16	782,29	...	...	...	...	...	...	...
Octobre	1 087,72	1 344,35	822,39	1 102,06	1 048,64	182,91	1 502,00	1 194,93	77,99	828,60	...	...	...	...	...	...	...
Novembre	1 144,80	1 421,09	851,12	1 150,09	1 060,63	188,58	1 563,64	1 236,98	82,22	862,81	...	...	...	...	...	...	...
Décembre	1 200,33	1 499,39	898,11	1 176,24	1 034,42	192,92	1 616,90	1 265,44	86,52	883,07	...	...	...	...	...	...	...
2017																	
Janvier	1 249,08	1 540,42	943,01	1 236,26	1 083,73	201,94	1 686,26	1 324,63	92,04	928,75	...	...	...	...	...	...	...
Février	1 299,03	1 621,57	992,12	1 297,74	1 148,68	210,89	1 760,75	1 378,33	98,40	990,40	...	...	...	...	...	...	...
Mars	1 339,97	1 654,15	1 001,77	1 337,67	1 186,33	214,40	1 815,79	1 432,04	103,87	1 021,92	...	...	...	...	...	...	...
Avril	1 385,24	1 747,79	1 032,58	1 384,32	1 257,51	226,08	1 884,95	1 483,20	103,17	1 044,71	...	...	...	...	...	...	...
Mai	1 418,18	1 832,98	1 042,19	1 435,21	1 263,14	238,73	1 949,40	1 565,98	106,98	1 054,20	...	...	...	...	...	...	...
Juin	1 461,65	1 869,83	1 095,71	1 508,99	1 320,37	250,05	2 021,58	1 640,21	113,01	1 102,46	...	...	...	...	...	...	...
Juillet	1 569,81	2 037,12	1 234,00	1 635,07	1 394,98	275,30	2 189,29	1 805,81	119,37	1 221,96	...	...	...	...	...	...	...
Août	1 548,27	2 005,54	1 232,03	1 603,61	1 410,34	278,58	2 184,13	1 827,38	109,70	1 225,33	...	...	...	...	...	...	...
Septembre	1 561,44	2 076,39	1 270,08	1 622,75	1 411,63	283,73	2 217,37	1 861,16	89,44	1 245,29	...	...	...	...	...	...	...
Octobre	1 570,84	2 074,27	1 248,10	1 602,36	1 391,86	281,78	2 214,38	1 848,35	87,00	1 224,26	...	...	...	...	...	...	...
Novembre	1 579,06	2 085,47	1 234,81	1 591,64	1 399,12	282,38	2 224,18	1 852,28	84,77	1 204,08	...	...	...	...	...	...	...
Décembre	1 589,67	2 130,01	1 244,55	1 609,16	1 408,64	286,73	2 249,52	1 880,82	90,09	1 213,84	...	...	...	...	...	...	...
2018																	
Janvier	1 599,54	2 208,16	1 285,61	1 663,42	1 441,76	297,04	2 298,92	1 948,46	94,58	1 270,65	...	...	...	...	...	...	...
Février	1 611,99	2 252,70	1 283,44	1 723,99	1 491,69	303,40	2 340,62	1 990,20	97,48	1 269,88	...	...	...	...	...	...	...
Mars	1 616,53	2 257,56	1 250,75	1 706,28	1 523,31	303,78	2 348,52	1 992,63	97,72	1 254,88	...	...	...	...	...	...	...
Avril	1 617,84	2 288,91	1 273,91	1 683,18	1 511,88	303,89	2 351,57	1 993,37	95,47	1 249,83	...	...	...	...	...	...	...
Mai	1 619,22	2 181,95	1 257,90	1 623,90	1 476,76	294,03	2 308,58	1 914,33	112,62	1 218,21	...	...	...	...	...	...	...
Juin	1 623,75	2 156,91	1 239,69	1 640,74	1 476,83	288,99	2 295,94	1 895,67	122,29	1 218,24	...	...	...	...	...	...	...
Juillet	1 625,43	2 139,20	1 235,93	1 633,41	1 458,79	289,37	2 283,99	1 898,12	122,02	1 202,36	...	...	...	...	...	...	...
Août	1 627,91	2 095,95	1 248,10	1 647,04	1 466,75	286,55	2 271,51	1 879,63	114,38	1 193,87	...	...	...	...	...	...	...
Septembre	1 629,67	2 128,23	1 268,89	1 684,34	1 456,66	289,91	2 282,68	1 901,72	110,24	1 174,22	...	...	...	...	...	...	...
Octobre	1 631,27	2 126,25	1 257,09	1 644,24	1 446,13	286,04	2 270,17	1 876,26	112,72	1 158,98	...	...	...	...	...	...	...
Novembre	1 632,27	2 105,90	1 237,71	1 630,46	1 441,65	282,84	2 260,21	1 855,29	115,55	1 182,01	...	...	...	...	...	...	...
Décembre	1 632,63	2 068,57	1 215,21	1 643,98	1 451,26	282,98	2 260,73	1 856,24	114,81	1 174,36	...	...	...	...	...	...	...
2019																	
Janvier	1 637,21	2 106,04	1 228,44	1 655,15	1 499,43	284,94	2 280,97	1 869,10	117,73	1 168,54	...	...	...	...	...	...	...
Février	1 637,09	2 127,20	1 240,39	1 636,37	1 484,88	283,73	2 279,45	1 861,12	118,76	1 172,22	...	...	...	...	...	...	...
Mars	1 639,05	2 161,24	1 227,74	1 639,11	1 482,77	282,84	2 281,90	1 855,30	114,34	1 161,57	...	...	...	...	...	...	...
Avril	1 639,40	2 137,33	1 225,56	1 628,45	1 468,88	280,84	2 273,97	1 842,21	115,87	1 168,25	...	...	...	...	...	...	...
Mai	1 640,64	2 109,60	1 219,84	1 622,77	1 491,03	279,98	2 267,51	1 836,58	112,78	1 140,45	498,91	89,32	181,36	119,54	71,43	43,65	237,69
Juin	1 643,64	2 082,65	1 234,71	1 660,25	1 519,78	282,73	2 276,37	1 854,59	112,49	1 140,73	486,81	89,06	181,29	125,87	71,49	43,96	238,12
Juillet	1 638,82	2 058,64	1 255,76	1 669,11	1 522,52	281,92	2 276,57	1 849,30	116,83	1 151,53	476,89	93,42	180,36	128,78	71,64	63,43	0,00
Août	1 652,09	2 008,24	1 244,72	1 685,16	1 550,11	280,34	2 268,82	1 838,73	109,29	1 118,56	459,87	89,58	180,39	126,74	71,85	44,72	234,28
Septembre	1 653,78	2 041,54	1 248,16	1 668,35	1 539,85	277,71	2 263,22	1 821,69	111,85	1 126,08	451,38	89,32	179,62	125,76	71,94	44,99	232,34
Octobre	1 653,93	2 086,70	1 253,38	1 664,40	1 529,70	278,50	2 268,08	1 826,88	111,57	1 122,72	394,34	88,92	179,20	125,42	71,90	44,74	232,90
Novembre	1 658,32	2 137,28	1 253,49	1 670,29	1 523,77	279,58	2 280,51	1 833,61	112,75	1 133,90	349,98	88,54	178,96	119,12	72,01	44,65	236,20
Décembre	1 668,53	2 184,83	1 265,72	1 694,91	1 528,50	279,50	2 300,16	1 853,10	115,83	1 146,86	350,90	88,98	178,60	115,94	72,61	45,40	237,79
2020																	
Janvier	1 678,96	2 193,89	1 283,32	1 729,39	1 536,02	284,11	2 316,24	1 863,56	117,07	1 152,62	343,60	89,17	178,63	117,13	72,90	45,60	242,18
Février	1 687,16	2 188,29	1 271,11	1 727,72	1 532,94	280,52	2 310,19	1 840,09	112,96	1 126,61	341,13	89,45	179,09	114,60	73,07	45,92	241,13
Mars	1 710,26	2 107,49	1 224,75	1 775,05	1 577,32	286,66	2 334,33	1 881,52	103,54	1 063,21	336,06	89,97	179,83	104,94	73,80	45,12	242,40
Avril	1 716,53	2 129,49	1 218,69	1 786,24	1 592,61	284,58	2 340,71	1 866,67	93,24	1 077,93	308,76	90,56	183,08	92,46	74,18	45,36	242,65
Mai	1 798,83	2 212,24	1 282,10	1 824,84	1 678,02	298,44	2 451,95	1 957,65	99,66	1 171,43	319,46	94,74	191,82	98,74	77,73	47,43	253,22
Juin	1 861,10	2 333,71	1 369,48	1 955,15	1 730,58	319,46	2 567,99	2 095,51	108,77	1 282,85	315,28	97,75	196,48	102,13	80,40	49,69	262,61
Juillet	1 940,26	2 451,46	1 431,34	2 073,00	1 815,80	333,66	2 696,69	2 219,58	115,52	1 360,91	341,01	100,89	203,68	107,00	83,77	52,40	276,70
Août	1 961,39	2 573,31	1 479,83	2 153,00	1 850,07	353,44	2 768,08	2 318,43	113,82	1 409,58	335,72	101,74	204,32	104,93	84,44	53,33	282,81
Septembre	1 961,17	2 530,79	1 482,24	2 146,30	1 857,65	352,95	2 770,32	2 315,08	117,40	1 424,36	316,53	101,51	203,20	98,82	84,54	53,09	287,85
Octobre	1 963,02	2 546,74	1 484,30	2 150,95	1 865,99	352,28	2 774,97	2 310,83	119,29	1 403,03	304,89	101,58	201,25	97,30	84,63	52,77	291,83
Novembre	1 965,41	2 589,38	1 500,60	2 153,86	1 880,75	353,58	2 792,91	2 319,34	126,79	1 426,80	296,98	101,47	200,10	94,31	84,78	52,95	297,21
Décembre	1 969,23	2 641,42	1 534,39	2 210,84	1 895,91	364,07	2 830,32	2 390,82	133,46	1 477,20	301,06	101,58	199,57	93,34	84,89	53,66	300,78

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 3 | 31 Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles  
(Données à fin période)

	Cours interbancaires		Cours Parallèles(1)		Ecart en %	
	USD	Euro	USD	Euro	USD	Euro
<b>2011</b>						
Janvier	920,82	1 263,51	931,67	1 246,48	1,2	-1,3
Février	924,05	1 273,55	929,33	1 306,21	0,6	2,6
Mars	919,15	1 294,45	926,33	1 312,55	0,8	1,4
Avril	921,03	1 363,41	932,00	1 421,81	1,2	4,3
Mai	926,78	1 323,22	930,33	1 328,35	0,4	0,4
Juin	919,87	1 316,08	928,67	1 336,27	1,0	1,5
Juillet	919,00	1 313,29	928,67	1 323,36	1,1	0,8
Août	920,59	1 327,92	928,33	1 339,18	0,8	0,8
Septembre	922,91	1 258,01	927,33	1 258,83	0,5	0,1
Octobre	923,08	1 306,24	927,33	1 312,98	0,5	0,5
Novembre	888,19	1 184,08	868,33	1 157,61	-2,2	-2,2
Décembre	910,82	1 173,90	914,00	1 178,00	0,3	0,3
<b>2012</b>						
Janvier	920,08	1 212,05	931,00	1 206,40	1,2	-0,5
Février	918,03	1 233,83	931,00	1 234,24	1,4	0,0
Mars	919,93	1 226,92	930,67	1 223,64	1,2	-0,3
Avril	922,73	1 218,80	930,33	1 213,06	0,8	-0,5
Mai	923,05	1 144,42	926,33	1 127,28	0,4	-1,5
Juin	919,32	1 157,15	927,00	1 138,98	0,8	-1,6
Juillet	915,32	1 125,83	923,67	1 105,20	0,9	-1,8
Août	919,28	1 159,61	928,67	1 138,98	1,0	-1,8
Septembre	917,02	1 177,85	922,67	1 172,21	0,6	-0,5
Octobre	917,00	1 190,72	921,67	1 177,60	0,5	-1,1
Novembre	913,77	1 186,41	922,00	1 169,67	0,9	-1,4
Décembre	915,17	1 214,23	923,33	1 211,75	0,9	-0,2
<b>2013</b>						
Janvier	918,22	1 237,46	925,67	1 169,27	0,8	-5,5
Février	918,43	1 203,51	922,00	1 177,61	0,4	-2,2
Mars	918,89	1 173,17	922,33	1 146,80	0,4	-2,2
Avril	917,05	1 202,27	922,00	1 158,70	0,5	-3,6
Mai	918,06	1 191,06	922,67	1 132,67	0,5	-4,9
Juin	917,49	1 194,79	925,00	1 143,00	0,8	-4,3
Juillet	916,34	1 213,75	922,67	1 136,80	0,7	-6,3
Août	917,89	1 212,50	928,00	1 147,00	1,1	-5,4
Septembre	921,59	1 249,91	929,00	1 156,30	0,8	-7,5
Octobre	918,99	1 273,63	932,75	1 192,28	1,5	-6,4
Novembre	921,06	1 260,22	938,75	1 188,10	1,9	-5,7
Décembre	925,50	1 266,42	938,00	1 173,38	1,4	-7,3
<b>2014</b>						
Janvier	926,74	1 255,62	938,25	1 197,15	1,2	-4,7
Février	929,39	1 274,02	937,25	1 196,48	0,8	-6,1
Mars	921,93	1 271,32	934,50	1 191,44	1,4	-6,3
Avril	924,00	1 280,32	933,75	1 191,94	1,1	-6,9
Mai	925,87	1 255,29	931,25	1 235,56	0,6	-1,6
Juin	926,12	1 260,99	931,25	1 188,94	0,6	-5,7
Juillet	924,16	1 235,65	931,00	1 165,30	0,7	-5,7
Août	922,66	1 219,04	932,25	1 165,95	1,0	-4,4
Septembre	925,80	1 174,06	932,25	1 161,61	0,7	-1,1
Octobre	925,54	1 169,67	928,75	1 142,96	0,3	-2,3
Novembre	925,32	1 154,86	931,50	1 137,96	0,7	-1,5
Décembre	924,51	1 127,80	932,25	1 138,27	0,8	0,9
<b>2015</b>						
Janvier	925,32	1 044,50	932,00	1 105,01	0,7	5,8
Février	924,13	1 050,46	931,50	1 086,65	0,8	3,4
Mars	925,19	1 004,62	932,00	1 049,33	0,7	4,5
Avril	926,62	1 028,96	932,00	1 058,66	0,6	2,9
Mai	926,06	1 010,56	932,00	1 026,03	0,6	1,5
Juin	925,79	1 035,30	932,25	1 026,30	0,7	-0,9
Juillet	924,23	1 010,89	931,75	1 016,43	0,8	0,5
Août	927,65	1 041,32	933,00	1 016,97	0,6	-2,3
Septembre	925,45	1 038,58	932,25	1 016,97	0,7	-2,1
Octobre	928,02	1 014,27	931,25	1 016,43	0,3	0,2
Novembre	925,73	979,70	931,75	1 002,44	0,7	2,3
Décembre	927,92	1 018,29	936,25	1 005,06	0,9	-1,3
<b>2016</b>						
Janvier	929,51	1 014,39	939,63	1 012,45	1,1	-0,2
<b>2017</b>						
Janvier	1280,59	1 361,87	1302,50	1 400,19	1,7	2,8
Février	1314,94	1 390,46	1334,17	1 400,88	1,5	0,7
Mars	1370,01	1 465,57	1371,17	1 453,44	0,1	-0,8
Avril	1405,89	1 525,75	1410,33	1 537,26	0,3	0,8
Mai	1440,37	1 610,70	1451,97	1 604,42	0,8	-0,4
Juin	1507,78	1 707,75	1545,30	1 746,19	2,5	2,3
Juillet	1565,97	1 934,31	1585,33	1 846,91	1,2	-4,5
Août	1555,62	1 852,76	1570,33	1 860,85	0,9	0,4
Septembre	1568,04	1 861,16	1582,33	1 859,24	0,9	-0,1
Octobre	1574,64	1 828,01	1586,00	1 839,76	0,7	0,6
Novembre	1586,28	1 877,42	1607,30	1 896,61	1,3	1,0
Décembre	1592,19	1 902,10	1615,53	1 914,41	1,5	0,6
<b>2018</b>						
Janvier	1604,98	1 996,36	1636,83	1 876,02	2,0	-6,0
Février	1615,97	1 986,77	1633,17	1 953,27	1,1	-1,7
Mars	1616,53	1 991,44	1638,33	1 987,30	1,3	-0,2
Avril	1620,00	1 959,17	1638,83	2 013,72	1,2	2,8
Mai	1620,98	1 880,65	1647,83	1 931,26	1,7	2,7
Juin	1625,67	1 882,28	1647,00	1 925,34	1,3	2,3
Juillet	1626,93	1 904,68	1644,33	1 923,87	1,1	1,0
Août	1628,14	1 899,29	1649,00	1 924,38	1,3	1,3
Septembre	1630,65	1 907,19	1649,11	1 926,90	1,1	1,0
Octobre	1632,46	1 855,94	1648,00	1 905,09	1,0	2,6
Novembre	1633,04	1 859,94	1649,33	2 187,02	1,0	17,6
Décembre	1635,62	1 864,22	1675,00	1 930,44	2,4	3,6
<b>2019</b>						
Janvier	1638,00	1 868,93	1658,00	1 905,04	1,2	1,9
Février	1637,01	1 864,47	1660,83	1 883,76	1,5	1,0
Mars	1639,00	1 841,00	1667,00	1 885,38	1,7	2,4
Avril	1638,88	1 827,29	1663,50	1 874,76	1,5	2,6
Mai	1637,68	1 837,80	1667,00	1 878,71	1,8	2,2
Juin	1645,89	1 869,87	1672,67	1 972,07	1,6	5,5
Juillet	1650,19	1 835,64	1676,33	1 880,85	1,6	2,5
Août	1653,96	1 830,31	1678,33	1 875,71	1,5	2,5
Septembre	1652,69	1 808,79	1682,83	1 864,58	1,8	3,1
Octobre	1654,40	1 838,37	1686,67	1 880,63	2,0	2,3
Novembre	1663,89	1 827,27	1717,50	1 908,14	3,2	4,4
Décembre	1672,95	1 865,85	1725,67	1 919,98	3,2	2,9
<b>2020</b>						
Janvier	1683,88	1 857,04	1744,17	1 941,26	3,6	4,5
Février	1695,01	1 860,02	1751,67	1 944,35	3,3	4,5
Mars	1706,91	1 880,13	1761,83	1 948,59	3,2	3,6
Avril	1738,50	1 878,37	1866,67	2 064,53	7,4	9,9
Mai	1822,00	1 996,70	1931,17	2 137,80	6,0	7,1
Juin	1906,76	2 137,22	1977,50	2 224,69	3,7	4,1
Juillet	1976,97	2 318,26	2033,67	2 336,68	2,9	0,8
Août	1960,92	2 333,61	2011,00	2 330,75	2,6	-0,1
Septembre	1961,10	2 295,91	2014,17	2 322,33	2,7	1,2
Octobre	1964,96	2 303,76	2019,17	2 350,31	2,8	2,0
Novembre	1965,87	2 350,22	2016,83	2 369,78	2,6	0,8
Décembre	1971,81	2 421,16	2020,00	2 403,80	2,4	-0,7

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change parallèle moyen observé sur les principales places de référence de la ville province de Kinshasa.



	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (p)
Autres transferts	260,8	151,4	10,5	240,5	53,7	47,3	12,8	189,6	210,0	164,1
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (I+II)	-348,0	-774,1	-2 916,1	-1 402,1	-1 231,6	-1 550,4	-776,1	-1 235,2	-1 214,7	-468,1
<b>III. COMPTE FINANCIER</b>										
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (1+2+3+4+5)	-318,0	-601,1	-2 771,8	-1 253,1	-1 300,0	-1 325,1	-926,6	-1 442,1	-1 516,3	-233,5
<b>1. Investissements directs</b>	-1 596,0	-2 891,6	-1 697,6	-1 499,6	-1 165,7	-932,4	-1 048,0	-1 407,6	-1 354,1	-1 498,1
- Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Actions et parts dans les fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Instrument de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	1 596,0	2 891,6	1 697,6	1 499,6	1 165,7	932,4	1 048,0	1 407,6	1 354,1	1 498,1
* Actions et parts dans les fonds de placement	1 686,9	3 312,1	2 098,2	1 843,2	1 673,5	1 204,7	1 340,2	1 616,8	1 488,1	1 646,9
* Instrument de dette	-90,9	-420,5	-400,7	-343,6	-507,8	-272,3	-292,2	-209,2	-133,9	-148,8
<b>2. Investissements de portefeuille</b>	2 142,7	3 532,4	3,4	13,6	94,1	13,2	10,6	38,3	46,1	39,4
- Acquisition nette d'actifs financiers	2 139,8	3 532,4	3,4	13,6	94,1	13,2	0,4	30,9	27,3	33,9
* Actions et parts dans les fonds de placement	2 139,8	3 532,4	3,4	13,6	94,1	13,2	0,4	30,9	27,3	33,9
* Titre de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	-2,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-10,2	-7,4	-18,8	-5,6
* Actions et parts dans les fonds de placement	-2,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-10,2	-7,4	-18,8	-5,6
* Titre de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>3. Dérivés financiers (autres que les réserves) et options sur titres des s</b>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Banque Centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>4. Autres Investissements</b>	-859,5	-1 589,0	-1 113,9	338,5	116,2	197,0	134,7	-129,2	-644,0	1 515,3
- Acquisition nette d'actifs financiers	-170,2	-1 389,7	-664,4	263,5	-593,0	386,5	688,9	-52,3	1 250,6	2 599,7
* Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Numéraire et dépôts	-170,2	-1 389,7	-664,4	263,5	-593,0	386,5	688,9	-52,3	1 250,6	2 599,7
* Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Avances et crédits commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres comptes à recevoir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Droits de tirages spéciaux (accumulation nette de passifs)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	689,4	199,2	449,5	-75,0	-709,1	189,5	554,3	76,9	1 894,6	1 084,4
* Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Prêts	5,3	-93,8	-54,2	-268,5	-235,3	-252,0	-202,1	-287,6	298,6	-75,4
* Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Avances et crédits commerciaux	683,1	292,4	507,1	197,5	-475,4	444,0	756,6	362,2	1 592,7	1 165,4
* Autres comptes à payer	1,0	0,7	-3,4	-4,0	1,5	-2,5	-0,2	2,3	3,3	-5,6
<b>5. Avoirs de réserves</b>	-5,2	347,1	36,3	-105,7	-344,6	-603,0	-23,9	56,4	435,8	-290,1
* Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Droits de tirage spéciaux	2,6	-0,7	-2,0	-30,9	-59,7	-225,5	-135,6	-72,0	35,4	-14,0
* Position de réserve au FMI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres avoirs de réserve	-7,8	347,8	38,3	-74,8	-285,0	-377,5	111,6	128,4	400,4	-276,1
Numéraire et dépôts	-7,8	347,8	38,3	-74,8	-285,0	-377,5	111,6	128,4	400,4	-276,1
Créances sur les autorités monétaires	-7,8	347,8	38,3	-74,8	-285,0	-377,5	111,6	128,4	400,4	-276,1
Créances sur d'autres entités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Erreurs nettes et omissions	29,9	173,0	144,3	149,0	-68,4	225,3	-150,5	-206,9	-301,6	234,6

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Présentation selon le sixième manuel de la BDP (MBP6) du FMI en convertissant les données du MBP5.

(2) Chiffres rectifiés pour toutes les rubriques de l'année 2010 et les autres années, uniquement le compte financier.

(3) Il s'agit des transferts publics, notamment les dons.

(4) Il s'agit des transferts privés, notamment à titre personnel; ISBLSM : Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages.



	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 <sup>(1)</sup>
* Actions et parts dans les fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Instrument de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	1 467 449,4	2 658 434,0	1 561 219,6	1 387 443,6	1 079 439,2	941 979,2	1 536 243,2	2 283 805,0	2 231 279,7	2 773 762,1
* Actions et parts dans les fonds de placement	1 551 004,2	3 045 057,8	1 929 697,7	1 705 352,3	1 549 635,9	1 217 118,5	1 964 618,1	2 623 287,7	2 451 955,3	3 049 338,2
* Instrument de dette	-83 554,8	-386 623,8	-368 478,2	-317 908,7	-470 196,7	-275 139,3	-428 374,9	-339 482,7	-220 675,7	-275 576,1
2. Investissements de portefeuille	1 970 093,7	3 247 587,5	3 085,7	12 623,3	87 179,8	13 356,9	15 525,9	62 114,7	75 885,0	73 034,2
- Acquisition nette d'actifs financiers	1 967 427,3	3 247 587,5	3 085,7	12 623,3	87 179,8	13 341,1	642,3	50 083,1	44 928,8	62 708,2
* Actions et parts dans les fonds de placement	1 967 427,3	3 247 587,5	3 085,7	12 623,3	87 179,8	13 341,1	642,3	50 083,1	44 928,8	62 708,2
* Titre de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	-2 666,4	0,0	0,0	0,0	0,0	-15,8	-14 883,6	-12 031,6	-30 956,2	-10 326,0
* Actions et parts dans les fonds de placement	-2 666,4	0,0	0,0	0,0	0,0	-15,8	-14 883,6	-12 031,6	-30 956,2	-10 326,0
* Titre de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Dérivés financiers (autres que les réserves) et options sur titres des salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Banque Centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Autres Investissements	-790 299,6	-1 460 837,8	-1 024 411,4	313 216,5	107 575,1	199 057,3	197 421,4	-209 618,4	-1 061 091,5	2 805 619,5
- Acquisition nette d'actifs financiers	-156 471,2	-1 277 675,0	-610 986,3	243 821,6	-549 081,9	390 509,3	1 009 909,3	-84 921,3	2 060 675,6	4 813 359,8
* Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Numéraire et dépôts	-156 471,2	-1 277 675,0	-610 986,3	243 821,6	-549 081,9	390 509,3	1 009 909,3	-84 921,3	2 060 675,6	4 813 359,8
* Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Avances et crédits commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres comptes à recevoir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Droits de tirages spéciaux (accumulation nette de passifs)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	633 828,4	183 162,8	413 425,2	-69 394,9	-656 657,0	191 452,0	812 487,8	124 697,1	3 121 767,1	2 007 740,4
* Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Prêts	4 839,2	-86 272,2	-49 818,1	-248 425,9	-217 840,4	-254 570,0	-296 269,3	-466 640,0	491 971,1	-139 659,0
* Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Avances et crédits commerciaux	628 106,5	268 796,2	466 334,6	182 759,0	-440 180,8	448 541,8	1 109 077,7	587 616,4	2 624 408,3	2 157 692,1
* Autres comptes à payer	882,7	638,8	-3 091,4	-3 727,9	1 364,3	-2 519,8	-320,5	3 720,7	5 387,7	-10 292,8
5. Avoirs de réserves	-4 727,2	317 636,8	33 610,5	-97 707,4	-319 396,0	-732 943,8	-38 099,7	92 266,1	718 030,4	-537 200,3
* Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Droits de tirage spéciaux	2 386,4	-619,5	-1 830,4	-28 554,1	-55 281,5	-274 073,2	-215 856,8	-117 806,7	58 341,5	-25 904,8
* Position de réserve au FMI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres avoirs de réserve	-7 113,5	318 256,3	35 440,9	-69 153,3	-264 114,5	-458 870,6	177 757,1	210 072,7	659 688,9	-511 295,5
Numéraire et dépôts	-7 113,5	318 256,3	35 440,9	-69 153,3	-264 114,5	-458 870,6	177 757,1	210 072,7	659 688,9	-511 295,5
Créances sur les autorités monétaires	-7 113,5	318 256,3	35 440,9	-69 153,3	-264 114,5	-458 870,6	177 757,1	210 072,7	659 688,9	-511 295,5
Créances sur d'autres entités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Erreurs nettes et omissions	27 545,6	157 613,1	132 888,0	137 923,1	-63 646,7	103 864,4	-223 665,2	-334 889,0	-496 890,5	434 446,7

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Présentation selon le sixième manuel de la BDP (MBP6) du FMI en convertissant les données du MBP5.

Chiffres rectifiés pour toutes les rubriques de l'année 2010 et les autres années, uniquement le compte financier.

Il s'agit des transferts publics, notamment les dons.

Il s'agit des transferts privés, notamment à titre personnel; ISBLSM : Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages.

Tableau 3 | 33 Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit  
(en millions de USD)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 <sup>(p)</sup>
Produits miniers et hydrocarbures	9 335,2	8 622,4	11 261,4	11 766,4	10 083,8	8 736,2	11 468,4	15 826,8	13 071,9	13 637,5
Cuivre	4 103,3	4 530,7	7 938,4	7 531,0	5 762,0	4 982,9	6 272,6	7 436,1	8 226,9	9 412,0
Cobalt	3 692,7	2 660,5	1 963,7	2 302,2	2 484,6	1 807,2	3 368,8	6 350,7	2 561,6	2 244,5
Zinc	41,5	20,5	23,0	26,8	24,7	27,7	22,0	2,1	3,0	27,4
Diamant	364,6	293,2	207,3	228,3	254,2	246,8	207,4	188,5	146,4	113,4
Plomb	-	-	-	1,6	1,2	0,2	-	0,0	0,0	0,0
Or	10,1	102,9	184,6	816,2	1 072,3	1 219,5	1 086,8	1 100,9	1 387,2	1 202,0
Cassitérite	134,5	61,2	69,5	0,0	0,0	64,1	87,2	101,2	77,2	211,1
Pétrole brut	983,1	946,4	866,8	770,4	403,0	332,3	383,2	596,5	508,9	386,9
Autres	5,4	6,9	8,1	89,9	81,7	55,6	40,5	50,6	160,8	40,1
Produits agricoles	105,8	91,5	234,9	547,5	196,7	500,5	74,3	124,0	100,7	139,8
Café	31,4	18,5	51,1	246,2	31,0	41,8	27,0	24,7	25,8	27,0
Thé	-	-	-	0,1	0,3	0,2	0,2	0,1	0,0	0,3
Cacao	0,2	0,1	7,3	17,4	43,7	44,8	11,1	24,9	24,5	60,6
Rauwolfia	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huile de palme, palmistes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tourteaux (palmistes, coton)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Caoutchouc	9,0	4,7	87,9	238,2	0,5	-	0,4	13,0	11,5	4,5
Bois	65,2	66,8	85,4	45,6	102,6	401,1	32,0	57,0	27,7	32,9
Quinquina	-	-	-	-	8,3	7,5	1,1	3,5	11,1	14,5
Autres	-	1,4	3,2	-	10,4	5,1	2,5	0,8	0,0	0,1
Produits industriels	31,0	29,5	116,6	7,3	4,3	16,0	5,5	16,1	10,9	11,4
Ciment	12,6	8,2	7,4	4,9	0,3	-	-	-	-	0,0
Produits chimiques	-	-	0,0	-	-	-	-	-	-	0,0
Sucre de canne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Divers <sup>(1)</sup>	18,3	21,3	109,2	2,4	4,0	16,0	5,5	16,1	10,9	11,4
Ajustement <sup>(2)</sup>	-	-	-	-	-	2 632,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	9 471,90	8 743,4	11 613,0	12 321,2	10 284,8	11 885,5	11 548,2	15 966,8	13 183,5	13 788,7

Source: Banque Centrale du Congo et Commission Interministérielle d'Harmonisation et de Consolidation des Statistiques Minières.

(1) dont mitrailles ferreuses et électricité.

(2) Il s'agit des données issues de l'enquête annuelle de la balance des paiements et des exportations non classifiées.

Tableau 3 | 33 bis Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit

(en millions de CDF)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 <sup>(1)</sup>
Produits miniers et hydrocarbures	8 583 093,7	7 927 148,0	10 356 797,7	10 886 538,1	9 337 406,6	8 826 163,9	16 811 632,3	25 679 278,2	21 539 325,9	25 250 358,4
Cuivre	3 772 693,0	4 165 310,1	7 300 717,1	6 967 870,7	5 335 532,4	5 034 194,6	9 195 021,5	12 065 322,5	13 555 904,8	17 426 671,4
Cobalt	3 395 224,4	2 445 988,2	1 805 948,0	2 130 044,6	2 300 722,8	1 825 775,3	4 938 382,9	10 304 208,7	4 220 925,1	4 155 806,7
Zinc	38 181,7	18 854,1	21 128,2	24 760,4	22 867,6	28 025,3	32 300,6	3 430,5	4 866,1	50 778,7
Diamant	335 241,2	269 592,3	190 667,0	211 250,3	235 372,3	249 301,2	304 057,9	305 818,2	241 220,3	210 030,6
Plomb	-	-	-	1 493,1	1 134,1	175,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Or	9 255,6	94 626,8	169 779,2	755 132,9	992 924,0	1 232 052,4	1 593 086,6	1 786 259,0	2 285 803,9	2 225 583,0
Cassitérite	123 632,2	56 296,5	63 953,0	0,0	5,9	64 795,6	127 768,8	164 244,5	127 169,6	390 869,4
Pétrole brut	903 940,7	870 129,2	797 147,3	712 817,6	373 169,1	335 674,2	561 672,9	967 857,7	838 479,5	716 356,5
Autres	4 924,8	6 350,8	7 458,0	83 168,4	75 678,2	56 170,1	59 341,2	82 137,1	264 956,7	74 262,1
Produits agricoles	97 256,1	84 094,0	216 055,0	506 598,7	182 142,6	505 701,3	108 871,9	201 235,1	165 890,7	258 825,5
Café	28 885,5	16 971,8	47 008,3	227 818,3	28 679,5	42 221,4	39 628,7	40 123,1	42 590,9	49 988,1
Thé	-	-	-	102,0	246,7	198,0	280,7	192,6	0,0	510,1
Cacao	159,0	47,4	6 737,3	16 102,4	40 504,8	45 236,2	16 201,7	40 333,0	40 330,5	112 186,2
Rauwolfia	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0
Huile de palme, palmistes	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0
Tourteaux (palmistes, coton)	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0
Caoutchouc	8 251,0	4 363,1	80 833,8	220 430,5	433,8	-	552,2	21 117,7	18 970,3	8 272,7
Bois	59 960,6	61 458,4	78 532,7	42 145,4	94 972,1	405 282,9	46 867,2	92 461,0	45 660,9	60 834,1
Quinquina	-	-	-	-	7 643,6	7 582,2	1 645,4	5 704,3	18 338,1	26 917,9
Autres	-	1 253,2	2 942,9	-	9 662,0	5 180,5	3 695,9	1 303,3	0,0	116,5
Produits industriels	28 498,9	27 079,6	107 254,3	6 761,2	3 996,5	16 111,8	8 058,9	26 075,8	18 017,4	21 132,3
Ciment	11 627,1	7 553,6	6 814,1	4 562,5	323,1	-	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits chimiques	-	-	0,0	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0
Sucre de canne	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	16 871,9	19 526,0	100 440,2	2 198,6	3 673,4	16 111,8	8 058,9	26 075,8	18 017,4	21 132,3
Ajustement <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	-	2 660 000,5	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total</b>	<b>8 708 848,8</b>	<b>8 038 321,5</b>	<b>10 680 107,0</b>	<b>11 399 897,9</b>	<b>9 523 545,7</b>	<b>12 007 977,4</b>	<b>16 928 563,1</b>	<b>25 906 589,1</b>	<b>21 723 234,0</b>	<b>25 530 316,3</b>
Taux de change moyen USD/CDF	919,4	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5	1 647,8	1 851,5

Source: Banque Centrale du Congo et Commission Interministérielle d'Harmonisation et de Consolidation des Statistiques Minières.

(1) Il s'agit des données de l'enquête et les exportations frauduleuses.

Tableau 3 | 34 Répartition des paiements d'importations de marchandises par groupe d'utilisations <sup>(1)</sup>  
(en millions de USD)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (p)
<b>A. Biens de consommation</b>	2 024,0	1 871,5	2 452,9	3 758,8	2 811,9	4 050,6	3 144,1	3 555,2	3 042,5	2 898,9
Vian­des, abats comestibles, poissons, lait, fruits, céréales, légumes, abats comestibles et autres <sup>(2)</sup>	1 174,5	1 100,8	1 436,6	2 197,8	1 647,8	812,0	1 178,4	1 291,7	1 108,4	1 102,6
Boissons <sup>(3)</sup>	56,3	145,5	151,6	209,2	146,4	809,5	546,9	627,1	536,7	505,6
Tabacs <sup>(4)</sup>	258,9	305,4	372,7	554,8	404,3	809,5	403,6	295,0	264,5	218,3
Textiles <sup>(5)</sup>	534,3	319,8	492,0	797,0	613,4	809,5	376,8	525,8	455,0	412,5
Habille­ments	...	...	...	...	...	810,1	638,4	815,6	678,0	659,9
<b>B. Energie</b>	1 016,9	2 929,8	1 896,3	1 081,1	632,0	56,5	62,2	1 108,6	1 134,1	1 121,4
Produits chimiques et colorants <sup>(6)</sup>	2,0	789,6	405,9	221,6	116,9	49,5	57,9	776,8	742,8	732,5
Autres instruments et appareils <sup>(7)</sup>	1 014,8	2 140,3	1 490,4	859,5	515,1	7,0	4,4	331,8	391,2	388,9
<b>C. Matières premières et semi-produits</b>	360,8	775,4	582,0	411,3	305,8	3 998,4	2 898,5	3 187,6	2 900,7	2 644,2
Cuir <sup>(8)</sup>	168,6	379,4	281,7	198,6	147,2	809,4	341,5	351,9	339,5	303,6
Destinés à l'agriculture	8,6	9,3	8,7	6,4	5,0	...	...	...	...	...
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc <sup>(9)</sup>	36,5	14,0	22,1	17,4	15,1	809,5	481,9	532,5	499,6	453,0
Produits chimiques, colorants	67,9	173,4	125,2	87,8	65,7	759,9	881,4	292,4	306,6	291,0
Matériaux de construction	40,2	98,3	71,6	50,3	35,2	810,1	389,0	450,4	571,9	529,3
Métalliques <sup>(10)</sup>	26,2	43,2	34,8	24,9	19,0	809,4	804,7	1 560,5	1 183,1	1 067,3
Autres	12,8	57,9	38,0	26,0	18,6	-	-	-	-	-
<b>D. Biens d'équipement</b>	5 513,9	3 100,4	5 877,2	7 455,1	6 824,9	4 043,3	5 235,2	7 121,2	5 865,4	5 200,9
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	494,0	568,9	873,4	995,1	850,2	809,4	357,0	305,0	286,8	267,9
Véhicules routiers non domestiques	1 847,3	135,6	893,0	1 482,8	1 814,0	809,5	532,3	378,0	368,9	308,2
Autres matériels de transport	130,4	80,6	147,7	184,6	186,2	809,9	586,8	650,0	731,0	690,1
Machines pour industries spécialisées	1 931,5	249,0	1 061,5	1 670,9	1 260,3	811,7	3 261,3	5 287,5	4 091,3	3 599,4
Autres instruments et appareils <sup>(11)</sup>	1 110,5	2 066,3	2 901,6	3 121,7	2 714,2	802,7	497,8	500,7	387,4	335,2
<b>Total</b>	<b>8 915,6</b>	<b>8 677,2</b>	<b>10 808,4</b>	<b>12 706,3</b>	<b>10 574,6</b>	<b>12 148,8</b>	<b>11 340,0</b>	<b>14 972,7</b>	<b>12 942,7</b>	<b>11 865,3</b>

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA).

(1) Valeur FOB.

(2) Avant 2016, alimentation, boissons et tabacs.

(3) Avant 2016, Textiles et habillement.

(4) Avant 2016, autres biens non durables.

(5) Avant 2016, biens de consommations durables.

(6) Avant 2016, matières brutes.

(7) Avant 2016, matières élaborées.

(8) Avant 2016, destinés à l'alimentation.

(9) Avant 2016, textiles, cuir et caoutchouc.

(10) Avant 2016, minerais et produits métalliques.

(11) Avant 2016, autres biens d'équipement.

Tableau 3 | 34 bis Répartition des paiements d'importations de marchandises par groupe d'utilisations <sup>(1)</sup>

(en millions de USD)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (p)
<b>A. Biens de consommation</b>	1 860 959,0	1 720 603,9	2 255 855,8	3 477 772,8	2 603 773,5	4 092 355,0	4 608 930,6	5 768 461,1	5 013 321,7	5 367 377,1
Viandes, abats comestibles, poissons, lait, fruits,										
céréales, légumes, abats comestibles et autres <sup>(2)</sup>	1 079 869,9	1 012 063,4	1 321 195,7	2 033 447,9	1 525 872,2	820 374,4	1 727 376,3	2 095 826,6	1 826 418,2	2 041 526,4
Boissons <sup>(3)</sup>	51 749,3	133 742,6	139 421,9	193 574,6	135 567,1	817 881,3	801 689,6	1 017 478,0	884 297,4	936 113,9
Tabacs <sup>(4)</sup>	238 046,7	280 799,9	342 761,7	513 322,4	374 366,7	817 857,3	591 695,2	478 624,4	435 763,8	404 155,4
Textiles <sup>(5)</sup>	491 293,2	293 997,9	452 476,4	737 427,8	567 967,4	817 820,9	552 370,7	853 148,2	749 689,2	763 790,0
Habillements	...	...	...	...	...	818 421,2	935 798,7	1 323 384,0	1 117 153,1	1 221 791,4
<b>B. Energie</b>	934 951,7	2 693 569,7	1 743 996,5	1 000 258,6	585 242,1	57 106,2	91 219,1	1 798 801,2	1 868 679,2	2 076 238,3
Produits chimiques et colorants <sup>(6)</sup>	1 869,9	725 905,0	373 286,8	204 998,4	108 263,7	50 006,0	84 837,4	1 260 447,9	1 224 002,3	1 356 231,8
Autres instruments et appareils <sup>(7)</sup>	933 081,8	1 967 664,7	1 370 709,7	795 260,2	476 978,4	7 100,2	6 381,8	538 353,3	644 676,9	720 006,5
<b>C. Matières premières et semi-produits</b>	331 772,1	712 888,7	535 252,8	380 543,9	283 163,4	4 039 595,2	4 249 006,8	5 171 979,1	4 779 652,0	4 895 756,3
Cuir <sup>(8)</sup>	154 992,9	348 807,4	259 054,4	183 744,1	136 306,0	817 782,0	500 542,3	570 908,2	559 406,4	562 048,5
Destinés à l'agriculture	7 907,3	8 580,7	7 956,1	5 887,7	4 593,1	...	...	...	...	...
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc <sup>(9)</sup>	33 602,5	12 828,1	20 317,2	16 076,9	14 012,6	817 855,9	706 436,3	863 916,3	823 166,9	838 711,0
Produits chimiques, colorants	62 475,8	159 432,6	115 172,3	81 190,6	60 854,9	767 769,5	1 292 061,1	474 380,5	505 121,7	538 856,2
Matériaux de construction	36 987,0	90 332,1	65 869,5	46 532,2	32 588,3	818 412,2	570 290,4	730 785,7	942 425,6	980 078,2
Métalliques <sup>(10)</sup>	24 071,0	39 709,0	31 976,3	23 064,2	17 567,6	817 775,5	1 179 676,7	2 531 988,4	1 949 531,4	1 976 062,4
Autres	11 735,8	53 198,8	34 907,0	24 048,3	17 240,9	-	-	-	-	-
<b>D. Biens d'équipement</b>	5 069 681,2	2 850 460,7	5 405 102,2	6 897 624,7	6 319 750,4	4 084 898,2	7 674 273,2	11 554 304,9	9 664 779,1	9 629 617,5
Biens fixes et roulants destinés										
à l'agriculture	454 243,4	523 012,2	803 254,1	920 655,7	787 281,7	817 775,7	523 392,7	494 907,5	472 609,8	496 107,1
Véhicules routiers non domestiques	1 698 530,7	124 649,0	821 254,8	1 371 968,7	1 679 699,5	817 853,6	780 237,7	613 289,5	607 812,3	570 579,2
Autres matériels de transport	119 934,4	74 131,4	135 853,0	170 753,2	172 435,6	818 242,7	860 139,1	1 054 571,7	1 204 502,8	1 277 824,8
Machines pour industries spécialisées	1 775 909,3	228 952,7	976 214,9	1 545 999,6	1 167 025,2	820 105,5	4 780 784,3	8 579 115,1	6 741 470,9	6 664 519,6
Autres instruments et appareils <sup>(11)</sup>	1 021 063,3	1 899 715,4	2 668 525,5	2 888 247,5	2 513 308,5	810 920,6	729 719,4	812 421,1	638 383,4	620 586,9
<b>Total</b>	<b>8 197 364,0</b>	<b>7 977 523,0</b>	<b>9 940 207,4</b>	<b>11 756 200,0</b>	<b>9 791 929,3</b>	<b>12 273 954,6</b>	<b>16 623 429,7</b>	<b>24 293 546,3</b>	<b>21 326 432,0</b>	<b>21 968 989,3</b>
Taux de change moyen USD/CDF	919,4	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5	1 647,8	1 851,5

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA).

(1) Valeur FOB.

(2) Avant 2016, alimentation, boissons et tabacs.

(3) Avant 2016, Textiles et habillement.

(4) Avant 2016, autres biens non durables.

(5) Avant 2016, biens de consommations durables.

(6) Avant 2016, matières brutes.

(7) Avant 2016, matières élaborées.

(8) Avant 2016, destinés à l'alimentation.

(9) Avant 2016, textiles, cuir et caoutchouc.

(10) Avant 2016, minerais et produits métalliques.

(11) Avant 2016, autres biens d'équipement.

Tableau 3|35 Dette extérieure  
(en millions de USD)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (p)
<b>Stock</b>	4 652,2	4 939,7	5 203,9	4 923,3	4 796,8	4 542,2	4 593,5	3 287,9	3 728,9	4 249,1
FMI	476,4	476,0	474,5	447,6	390,4	301,5	225,5	128,4	422,4	778,1
Club de Paris	346,5	354,9	292,3	196,2	109,4	52,2	38,5	28,8	73,1	67,1
Club de Kinshasa	1 497,6	1 776,8	1 075,7	1 099,6	1 274,6	1 248,2	1 300,3	1 326,4	1 326,3	1 343,3
Club de Londres	80,8	80,8	80,8	18,0	18,0	18,0	18,0	11,5	7,7	3,8
Institutions multilatérales	2 245,0	2 245,7	2 009,9	1 891,5	1 730,9	1 612,0	1 700,6	1 787,4	1 894,1	2 056,8
dont BAD	1 208,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres <sup>(1)(2)</sup>	6,0	5,4	1 270,7	1 270,4	1 273,5	1 310,3	1 310,6	5,4	5,3	0,0
<b>Encours</b>	4 089,7	4 455,0	4 694,7	4 474,2	4 287,1	4 022,6	4 236,9	3 020,5	3 566,3	4 249,1
FMI	476,4	476,4	474,5	447,6	390,4	301,5	225,5	128,4	422,4	778,1
Club de Paris	345,4	354,8	292,3	196,2	109,4	42,5	1,8	1,3	73,1	67,1
Club de Kinshasa	1 095,3	1 372,7	719,9	735,7	849,9	823,5	1 065,4	1 091,8	1 169,0	1 343,3
Club de Londres	-	-	-	-	-	-	-	11,5	7,7	3,8
Institutions multilatérales	2 166,8	2 245,7	2 009,9	1 891,5	1 730,9	1 612,0	1 700,6	1 787,4	1 894,1	2 056,8
Autres <sup>(1)</sup>	6,0	5,4	1 198,2	1 203,3	1 206,4	1 243,2	1 243,5	-	-	-
<b>Service de la dette</b>										
- Service dû	168,0	172,9	191,5	188,0	180,4	222,9	219,9	302,2	228,4	132,9
FMI	2,6	1,0	-	-	-	65,3	46,3	95,4	79,3	0,0
Club de Paris	4,5	12,8	43,7	75,5	72,0	55,9	58,1	43,0	0,3	3,9
Club de Kinshasa	108,0	64,2	57,1	33,8	32,1	31,4	35,5	53,7	82,8	60,2
Club de Londres	0,0	-	-	-	2,0	2,0	-	-	4,0	12,0
Institutions multilatérales	52,9	95,0	90,7	78,8	74,3	68,3	79,9	110,0	62,1	56,7
Autres <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Service effectué	184,1	172,9	191,5	209,4	220,5	259,9	212,1	225,3	228,4	130,2
FMI	3,6	1,0	-	0,7	38,8	78,5	93,0	100,2	79,3	0,0
Club de Paris	3,3	12,8	43,7	74,9	69,4	57,9	20,0	0,3	0,3	3,9
Club de Kinshasa	124,2	64,2	57,1	31,0	29,5	37,6	48,4	67,0	82,8	58,1
Club de Londres	-	-	-	-	-	-	-	1,5	4,0	12,0
Institutions multilatérales	53,0	95,0	90,7	102,7	82,9	85,9	50,8	56,2	62,1	56,2
Autres <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Arriérés <sup>(3)</sup>	-16,2	-	-	-21,3	-40,1	-37,0	7,8	76,9	-	2,7
FMI	-1,0	-	-	-0,7	-38,8	-13,2	-46,6	-4,8	-	-
Club de Paris	1,2	-	-	0,5	2,7	-2,0	38,1	42,7	-	-
Club de Kinshasa	-16,3	-	-	2,8	2,6	-6,2	-12,9	-13,3	-	2,1
Club de Londres	-	-	-	-	2,0	2,0	-	-1,5	-	-
Institutions multilatérales	-0,1	-	-	-23,9	-8,6	-17,6	29,2	53,8	-	0,5
Autres <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Sources : DGDP et Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de 2013, il s'agit du montant constituant le passif conditionnel et les engagements de la BCC.

Il s'agit de la dette extérieure privée publiquement garantie (explicite et implicite) qui n'est renseignée qu'à titre purement indicatif aussi que celle-ci n'est appelée. A partir de 2018, la DGDP ne prend en compte que la dette publique appelée.

(2) A partir de 2018, il s'agit des engagements de la BCC.

(3) (-) : paiements anticipatifs, (+) arriérés des paiements.

Tableau 3 | 35 bis Dette extérieure

(en millions de CDF)

	2011	2012	2013	2014 (r)	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (p)
Stock	4 237 321,0	4 520 651,9	4 816 208,1	4 551 588,9	4 445 484,8	5 521 410,5	7 313 673,5	5 377 739,7	6 238 177,9	8 378 454,1
FMI	433 878,6	435 659,8	439 114,3	413 791,7	361 844,4	366 512,1	359 103,1	210 078,4	706 702,9	1 534 280,9
Club de Paris	315 572,1	324 795,5	270 478,3	181 351,7	101 396,9	63 441,6	61 251,7	47 023,9	122 292,4	132 229,2
Club de Kinshasa	1 364 063,6	1 626 064,1	995 591,7	1 016 599,3	1 181 221,1	1 517 310,0	2 070 264,5	2 169 512,8	2 218 745,6	2 648 705,4
Club de Londres	73 594,3	73 946,1	74 780,7	16 641,2	16 681,7	21 880,6	28 659,5	18 809,6	12 831,5	7 552,0
Institutions multilatérales	2 044 792,9	2 055 226,1	1 860 206,1	1 748 718,0	1 604 101,9	1 959 468,2	2 707 682,9	2 923 564,2	3 168 694,9	4 055 686,6
Autres <sup>(1)(2)</sup>	5 419,4	4 960,2	1 176 037,0	1 174 487,0	1 180 238,8	1 592 798,0	2 086 711,8	8 750,7	8 910,7	-
Encours	3 725 011,6	4 077 121,6	4 344 951,1	4 140 886,9	3 973 068,6	4 889 790,6	6 745 881,6	4 940 326,9	5 966 213,1	8 378 375,2
FMI	433 878,6	435 989,2	439 114,3	414 236,8	360 965,3	366 512,1	359 103,1	210 078,4	706 702,9	1 534 261,2
Club de Paris	314 588,4	324 713,1	270 478,3	181 546,7	101 150,5	51 613,9	2 929,6	2 093,6	122 292,4	132 308,1
Club de Kinshasa	997 594,8	1 256 232,9	666 223,6	680 865,0	785 767,9	1 000 976,5	1 696 306,2	1 785 781,1	1 955 691,4	2 648 705,4
Club de Londres	-	-	-	-	-	-	0,0	18 809,6	12 831,5	7 492,9
Institutions multilatérales	1 973 530,3	2 055 226,1	1 860 206,1	1 750 598,7	1 600 204,9	1 959 468,2	2 707 682,9	2 923 564,2	3 168 694,9	4 055 607,7
Autres <sup>(1)</sup>	5 419,4	4 960,2	1 108 928,8	1 113 639,6	1 115 327,7	1 511 219,9	1 979 859,8	-	-	-
Service de la dette										
- Service dû	152 984,2	158 233,7	177 224,6	173 816,9	167 187,6	270 943,0	350 058,2	494 214,7	382 101,0	262 017,3
FMI	2 328,7	906,0	-	0,0	0,0	79 341,9	73 786,3	156 084,9	132 581,0	-
Club de Paris	4 115,1	11 695,9	40 481,5	69 772,7	66 745,3	67 963,6	92 531,6	70 293,7	535,3	7 690,0
Club de Kinshasa	98 330,4	58 726,8	52 827,7	31 220,7	29 749,0	38 157,3	56 457,3	87 894,1	138 453,1	118 797,3
Club de Londres	-	-	-	-	1 853,5	2 431,2	0,0	0,0	6 658,3	23 661,7
Institutions multilatérales	48 210,0	86 905,0	83 915,4	72 823,6	68 839,8	83 049,0	127 283,0	179 942,0	103 873,3	111 868,4
Autres (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Service effectué	167 700,3	158 233,7	177 224,6	193 551,9	204 387,8	315 968,0	337 708,0	368 445,7	382 101,0	256 729,0
FMI	3 242,5	906,0	-	670,7	35 958,3	95 411,6	148 060,7	163 924,0	132 581,0	-
Club de Paris	3 005,7	11 695,9	40 481,5	69 270,3	64 270,8	70 431,2	31 810,0	507,0	535,3	7 690,0
Club de Kinshasa	113 142,2	58 726,8	52 827,7	28 668,4	27 339,4	45 718,3	76 998,3	109 586,2	138 453,1	114 561,8
Club de Londres	-	-	-	-	-	-	0,0	2 519,8	6 658,3	23 661,7
Institutions multilatérales	48 309,9	86 905,0	83 915,4	94 942,5	76 819,2	104 406,9	80 839,0	91 908,6	103 873,3	110 815,4
Autres (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Arriérés (3)	-14 716,1	-	-	-19 734,9	-37 200,2	-45 025,0	12 350,2	125 769,0	-	5 288,4
FMI	-913,8	-	-	-670,7	-35 958,3	-16 069,7	-74 274,4	-7 839,1	-	-
Club de Paris	1 109,4	-	-	502,4	2 474,5	-2 467,6	60 721,6	69 786,7	-	-
Club de Kinshasa	-14 811,8	-	-	2 552,3	2 409,6	-7 561,0	-20 541,0	-21 692,1	-	4 235,4
Club de Londres	-	-	-	0,0	1 853,5	2 431,2	0,0	-2 519,8	-	-
Institutions multilatérales	-99,9	-	-	-22 118,9	-7 979,4	-21 357,9	46 444,0	88 033,4	-	1 052,9
Autres (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux de change fin période USD/CDF	910,8	915,2	925,5	924,5	926,8	1 215,6	1 592,2	1 635,6	1 672,9	1 971,8

Sources : DGDP et Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de 2013, il s'agit du montant constituant le passif conditionnel et les engagements de la BCC.

Il s'agit de la dette extérieure privée publiquement garantie (explicite et implicite) qui n'est renseignée qu'à titre purement indicatif aussi que celle-ci n'est appelée. A partir de 2018, la DGDP ne prend en compte que la dette publique appelée.

(2) A partir de 2018, il s'agit des engagements de la BCC.

(3) (-) : paiements anticipatifs, (+) arriérés des paiements.

Tableau 3 | 36 Provenance des donations extérieures d'origine publique  
(en millions de USD)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 <sup>(p)</sup>
A. Donations Multilatérales	939,0	941,8	930,3	1 253,4	782,0	910,8	911,1	691,1	511,8	709,1
- Nations Unies	40,7	174,9	125,5	153,8	69,1	106,9	24,1	23,0	7,8	176,4
- Commission Européenne	313,3	241,6	183,3	129,3	176,7	152,1	193,7	223,8	92,9	158,1
- Banque mondiale	443,5	411,6	542,1	807,4	418,9	500,3	571,9	331,2	309,8	302,5
- BAD	77,3	91,6	79,3	162,9	116,2	113,0	103,3	107,5	93,8	72,1
- ACBF <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Pooled Fund/ GAVI (2)	64,1	22,1	-	-	-	38,6	14,3	5,6	7,5	0,0
- Banque Arabe pour le Développement Economique	-	-	-	-	1,0	-	3,9	-	-	-
B. Donations Bilatérales	781,6	1 151,0	654,1	540,3	607,8	381,8	572,4	397,6	81,6	160,4
- Belgique	157,4	133,7	67,4	36,9	79,9	14,0	46,3	0,0	-	-
- France	20,4	-	-	35,4	45,1	-	2,4	-	-	-
- Allemagne	1,4	170,2	10,3	-	1,9	21,0	52,0	48,7	-	38,6
- Italie	-	-	-	-	1,0	-	-	-	-	-
- Finlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Canada	34,2	35,9	42,5	34,9	-	11,1	10,0	51,0	-	7,5
- Japon	36,7	90,7	-	-	-	16,9	33,3	19,9	-	12,9
- Pays-Bas	56,2	22,8	73,7	2,3	-	-	5,1	-	-	-
- Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Suède	78,1	88,9	36,1	30,6	19,4	41,5	17,4	-	-	18,5
- Suisse	-	-	-	-	20,9	-	3,3	18,7	10,1	22,7
- Royaume-Uni	219,4	204,1	229,8	304,8	205,3	167,0	208,4	259,3	71,5	60,1
- USA	128,6	208,8	181,1	-	185,2	110,2	193,0	-	-	-
- Chine	36,7	134,2	13,0	88,5	49,0	-	-	-	-	-
- Inde	12,5	61,7	-	-	-	-	-	-	-	-
- Afrique du Sud	-	0,0	0,1	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	-	-	-	6,9	-	-	1,0	-	-	-
C. ONG	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	1 720,6	2 092,9	1 584,4	1 793,7	1 389,8	1 292,6	1 483,4	1 088,7	593,4	869,5

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGAI)/ Ministère du Plan.

(1) African Capacity Building Foundation.

(2) GAVI à partir de 2011.

**Tableau 3 | 36 bis Provenance des donations extérieures d'origine publique**

(en millions de CDF)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (p)
<b>A. Donations Multilatérales</b>	<b>863 360,8</b>	<b>865 867,6</b>	<b>855 527,1</b>	<b>1 159 686,0</b>	<b>724 133,6</b>	<b>920 176,1</b>	<b>1 335 586,5</b>	<b>1 121 307,0</b>	<b>843 332,2</b>	<b>1 312 872,4</b>
- Nations Unies	37 421,7	160 767,2	115 443,5	142 292,4	64 027,4	107 973,1	35 284,0	37 272,19	12 781,8	326 646,4
- Commission Européenne	288 100,3	222 086,8	168 620,7	119 674,3	163 649,9	153 682,5	283 967,2	363 190,5	153 114,7	292 644,3
- Banque mondiale	407 809,6	378 436,9	498 541,4	747 016,6	387 921,0	505 445,1	838 339,4	537 328,3	510 482,4	560 119,0
- BAD	71 084,2	84 242,0	72 921,6	150 702,7	107 609,4	114 124,9	151 417,0	174 379,1	154 540,2	133 462,7
- ACBF (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Pooled Fund/ GAVI (2)	58 945,0	20 334,7	-	-	-	38 950,5	20 889,7	9 136,9	12 413,1	-
- Banque Arabe pour le Développement Economique	-	-	-	-	926,0	-	5 689,3	-	-	-
<b>B. Donations Bilatérales</b>	<b>718 598,8</b>	<b>1 058 223,0</b>	<b>601 571,2</b>	<b>499 904,4</b>	<b>562 797,0</b>	<b>385 690,9</b>	<b>839 015,6</b>	<b>645 148,2</b>	<b>134 440,8</b>	<b>297 069,7</b>
- Belgique	144 711,0	122 872,9	62 002,3	34 169,5	73 958,0	14 161,6	67 924,9	78,2	-	-
- France	18 764,3	-	-	32 782,6	41 801,4	-	3 566,9	-	-	-
- Allemagne	1 312,1	156 444,2	9 492,8	-	1 740,7	21 258,7	76 181,0	78 964,9	-	71 559,4
- Italie	-	-	-	-	926,0	-	-	-	-	-
- Finlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Canada	31 479,2	33 010,3	39 101,6	32 302,4	-	11 199,9	14 617,1	82 694,1	-	13 852,6
- Japon	33 720,4	83 398,9	-	-	-	17 101,7	48 882,9	32 334,2	-	23 911,0
- Pays-Bas	51 629,1	21 000,9	67 761,3	2 130,8	-	-	7 518,0	-	-	-
- Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Suède	71 850,8	81 691,6	33 227,7	28 288,8	17 947,8	41 894,3	25 530,4	-	-	34 324,1
- Suisse	-	-	-	-	19 353,1	-	4 903,7	30 328,5	16 648,6	42 057,7
- Royaume-Uni	201 702,5	187 651,6	211 355,0	281 970,1	190 135,0	168 759,1	305 513,4	420 748,4	117 792,2	111 364,9
- USA	118 226,3	191 997,9	166 557,8	-	171 517,9	111 315,6	282 983,2	-	-	-
- Chine	33 704,5	123 360,5	12 000,8	81 889,9	45 417,1	-	-	-	-	-
- Inde	11 498,7	56 761,7	-	-	-	-	-	-	-	-
- Afrique du Sud	-	32,5	71,7	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	-	-	-	6 370,2	-	-	1 394,2	-	-	-
<b>C. ONG</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>							
<b>Total</b>	<b>1 581 959,6</b>	<b>1 924 090,6</b>	<b>1 457 098,3</b>	<b>1 659 590,4</b>	<b>1 286 930,7</b>	<b>1 305 867,0</b>	<b>2 174 602,1</b>	<b>1 766 455,2</b>	<b>977 773,0</b>	<b>1 609 942,0</b>
Taux de change moyen USD/CDF	919,4	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5	1 647,8	1 851,5

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGAI)/ Ministère du Plan.

(1) African Capacity Building Foundation.

(2) GAVI à partir de 2011.



## 4 | Monnaie, crédit et institutions financières

Situation Monétaire Intégrée											
(En millions de CDF)											
	déc-10	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>907 868</b>	<b>834 878</b>	<b>1 389 151</b>	<b>1 445 872</b>	<b>1 552 286</b>	<b>1 317 994</b>	<b>1 069 064</b>	<b>2 645 048</b>	<b>3 414 514</b>	<b>5 023 811</b>	<b>9 801 867</b>
BCC	171 534	19 178	337 135	381 523	353 118	111 292	-446 794	-567 349	-307 681	-77 139	-660 154
Banques commerciales	736 334	815 700	1 052 016	1 064 349	1 199 167	1 206 702	1 515 858	3 212 397	3 722 195	5 100 950	10 462 021
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>1 101 741</b>	<b>1 604 255</b>	<b>1 561 074</b>	<b>2 046 490</b>	<b>2 413 361</b>	<b>3 037 831</b>	<b>4 268 700</b>	<b>4 964 849</b>	<b>6 428 706</b>	<b>7 729 103</b>	<b>9 453 706</b>
<b>Crédits intérieurs</b>	<b>424 913</b>	<b>792 282</b>	<b>700 847</b>	<b>1 073 299</b>	<b>1 466 916</b>	<b>1 945 815</b>	<b>2 946 752</b>	<b>3 284 402</b>	<b>4 663 812</b>	<b>6 339 399</b>	<b>8 012 645</b>
Crédit net à l'Etat	-390 073	-169 761	-603 677	-506 184	-434 533	-218 547	281 818	264 188	371 839	915 710	1 259 264
BCC	-335 989	-77 136	-377 651	-312 898	-297 956	-103 649	406 967	360 174	593 183	1 151 959	1 555 190
BCM	-54 084	-92 625	-226 026	-193 287	-136 577	-114 898	-125 148	-95 986	-221 344	-236 249	-295 926
Créances sur les entreprises publiques	32 359	48 716	157 333	134 887	122 151	76 168	134 226	284 498	43 478	490 860	558 436
Créances sur le secteur privé	782 626	913 327	1 147 191	1 444 597	1 779 299	2 088 194	2 530 707	2 735 716	4 248 495	4 932 829	6 194 945
Créances sur le reste de l'Economie	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres postes nets</b>	<b>676 828</b>	<b>811 973</b>	<b>860 227</b>	<b>973 192</b>	<b>946 445</b>	<b>1 092 015</b>	<b>1 321 948</b>	<b>1 680 447</b>	<b>1 764 894</b>	<b>1 389 704</b>	<b>1 441 060</b>
<b>M2 avec Provisions</b>	<b>2 009 609</b>	<b>2 439 133</b>	<b>2 950 224</b>	<b>3 492 362</b>	<b>3 965 647</b>	<b>4 355 824</b>	<b>5 337 764</b>	<b>7 609 896</b>	<b>9 843 221</b>	<b>12 752 914</b>	<b>19 255 573</b>
<b>Monnaie et quasi-monnaie (M2)</b>	<b>1 964 597</b>	<b>2 413 934</b>	<b>2 927 433</b>	<b>3 470 710</b>	<b>3 948 007</b>	<b>4 339 891</b>	<b>5 311 187</b>	<b>7 579 828</b>	<b>9 820 614</b>	<b>12 675 194</b>	<b>19 172 032</b>
Monnaie (M1)	706 164	790 059	883 844	1 072 635	1 181 584	1 324 936	1 674 868	1 985 284	2 395 532	2 838 206	3 638 732
Circulation fiduciaire	489 377	615 345	595 164	692 945	742 508	781 868	1 073 431	1 355 225	1 559 683	1 772 939	2 230 571
Dépôts à vue	216 787	174 714	288 680	379 690	439 076	543 068	601 437	630 059	835 849	1 065 267	1 408 161
Quasi-monnaie	1 258 433	1 623 875	2 043 589	2 398 076	2 766 424	3 014 955	3 636 319	5 594 544	7 425 082	9 836 988	15 533 300
Dépôts à terme en monnaie nationale	8 465	17 544	25 741	30 355	35 622	72 775	58 244	45 841	46 092	66 216	96 451
Dépôts en devises	1 249 968	1 606 331	2 017 848	2 367 721	2 730 802	2 942 180	3 578 075	5 548 703	7 378 990	9 770 772	15 436 849
<b>Provisions pour Importations</b>	<b>45 012</b>	<b>25 199</b>	<b>22 791</b>	<b>21 652</b>	<b>17 640</b>	<b>15 933</b>	<b>26 577</b>	<b>30 068</b>	<b>22 606</b>	<b>77 720</b>	<b>83 541</b>

Bilan monétaire de la Banque Centrale du Congo											
(En millions de CDF)											
	déc-10	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>171 534</b>	<b>19 178</b>	<b>337 135</b>	<b>381 523</b>	<b>353 118</b>	<b>111 292</b>	<b>-446 794</b>	<b>-567 349</b>	<b>-307 681</b>	<b>-77 139</b>	<b>-660 154</b>
Avoirs extérieurs	1 193 531	1 182 958	1 506 341	1 556 952	1 457 580	1 138 302	759 327	956 476	1 074 827	1 828 365	1 582 893
Réserves extérieures	1 193 531	1 182 958	1 506 341	1 556 952	1 457 580	1 138 302	759 327	956 476	1 074 827	1 828 365	1 582 893
OR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DTS	495 319	495 278	497 026	500 805	471 712	417 580	273 647	142 569	28 651	88 538	76 767
Autres devises y compris USD	698 212	687 680	1 009 315	1 056 147	985 867	720 722	485 680	813 907	1 046 176	1 739 827	1 506 126
Engagements extérieurs	1 021 997	1 163 780	1 169 206	1 175 429	1 104 462	1 027 010	1 206 121	1 523 825	1 382 508	1 905 504	2 243 047
Ressources du FMI	1 010 670	1 151 630	1 156 363	1 165 552	1 098 319	1 019 487	1 198 660	1 514 401	1 368 934	1 886 150	2 231 198
Autres engagements	11 327	12 150	12 844	9 878	6 142	7 523	7 461	9 424	13 574	19 354	11 850
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>450 571</b>	<b>785 339</b>	<b>512 288</b>	<b>612 844</b>	<b>780 860</b>	<b>1 156 407</b>	<b>2 066 661</b>	<b>2 551 429</b>	<b>2 790 878</b>	<b>3 142 227</b>	<b>4 470 774</b>
<b>Crédits intérieurs</b>	<b>-322 261</b>	<b>-62 836</b>	<b>-355 926</b>	<b>-258 660</b>	<b>-124 702</b>	<b>135 468</b>	<b>765 683</b>	<b>1 039 450</b>	<b>1 266 069</b>	<b>2 110 164</b>	<b>2 833 868</b>
Crédit net à l'Etat	-335 989	-77 136	-377 651	-312 898	-297 956	-103 649	406 967	360 174	593 183	1 151 959	1 555 190
Dépôts de l'Etat	661 300	401 844	711 257	646 273	631 259	436 790	82 507	111 383	99 912	92 598	16 186
Créances sur l'Etat ; y compris déficit BCC	325 311	324 708	333 606	333 375	333 303	333 141	489 474	471 557	693 094	1 244 557	1 571 376
Créances sur les Banques commerciales	9 040	8 897	11 548	47 681	162 368	227 279	346 808	661 151	647 072	906 136	1 243 340
Dont Refinancement	5 528	4 758	75	3	69 503	59 237	3 003	24 243	23 874	426	127 441
Comptes RME	3 511	4 139	11 473	47 678	92 866	168 042	343 805	636 908	623 198	905 710	1 115 899
Créances sur les entreprises publiques	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Créances sur le secteur privé	4 687	5 403	10 177	6 556	10 886	11 838	11 907	18 124	25 814	52 068	35 338
Créances sur le reste de l'économie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres postes nets</b>	<b>772 832</b>	<b>848 175</b>	<b>868 214</b>	<b>871 505</b>	<b>905 561</b>	<b>1 020 938</b>	<b>1 300 978</b>	<b>1 511 978</b>	<b>1 524 809</b>	<b>1 032 064</b>	<b>1 636 906</b>
Encours Bons BCC	135 582	115 000	95 003	164 263	107 357	47 000	8 500	35 000	42 500	55 000	15 000

<b>Base monétaire</b>	<b>622 105</b>	<b>804 517</b>	<b>849 423</b>	<b>994 367</b>	<b>1 133 978</b>	<b>1 267 699</b>	<b>1 619 867</b>	<b>1 984 079</b>	2 483 197	<b>3 065 088</b>	<b>3 810 620</b>
<b>Base monétaire (sens strict)</b>	<b>613 259</b>	<b>798 750</b>	<b>844 597</b>	<b>988 316</b>	<b>1 110 251</b>	<b>1 262 265</b>	<b>1 610 716</b>	<b>1 952 384</b>	2 470 988	<b>3 053 407</b>	<b>3 646 672</b>
<i>Circulation fiduciaire</i>	510 071	647 487	642 560	760 458	817 423	868 056	1 153 301	1 454 809	1 689 799	1 933 635	2 448 942
Hors système bancaire	489 377	615 345	595 164	692 945	742 508	781 868	1 073 431	1 355 225	1 559 683	1 772 939	2 230 571
En banque	20 694	32 142	47 396	67 513	74 915	86 189	79 871	99 583	<b>130 116</b>	160 695	218 371
<i>Dépôts des banques commerciales</i>	99 310	142 649	198 462	210 476	272 344	374 384	438 823	477 949	<b>767 739</b>	1 083 302	1 174 240
Avoirs excédentaires	17 029	27 894	48 131	-922	44 871	139 255	6 340	18 487	-68 483	22 107	-420 512
Niveau de Réserve obligatoire notifié aux banques	82 281	114 756	150 330	211 398	227 473	235 130	432 483	459 462	836 222	1 061 195	1 594 753
<i>Dépôts des entreprises publiques</i>	1 357	1 541	2 378	2 483	2 157	3 987	2 274	2 907	4 544	8 385	20 088
<i>Dépôts du secteur privé</i>	2 521	7 073	1 197	14 899	18 327	15 838	16 318	16 720	<b>8 906</b>	28 085	3 401
<b>Dépôts en devises</b>	<b>4 984</b>	<b>1 995</b>	<b>925</b>	<b>1 982</b>	<b>20 103</b>	<b>2 175</b>	<b>5 067</b>	<b>25 584</b>	<b>6 220</b>	<b>5 686</b>	<b>156 169</b>
<b>Provisions pour importations</b>	<b>3 862</b>	<b>3 772</b>	<b>3 901</b>	<b>4 069</b>	<b>3 624</b>	<b>3 258</b>	<b>4 084</b>	<b>6 112</b>	<b>5 990</b>	<b>5 995</b>	<b>7 780</b>

**Bilan monétaire des Banques commerciales**

(En millions de CDF)

	déc-10	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20 (p)
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>736 334</b>	<b>815 700</b>	<b>1 052 016</b>	<b>1 064 349</b>	<b>1 199 167</b>	<b>1 206 702</b>	<b>1 515 858</b>	<b>3 212 397</b>	<b>3 722 195</b>	<b>5 100 950</b>	<b>10 462 021</b>
<i>Avoirs extérieurs</i>	854 229	923 525	1 206 276	1 340 522	1 441 964	1 512 581	1 903 966	3 614 061	4 025 829	5 591 579	11 091 749
<i>Engagements extérieurs</i>	117 895	107 824	154 261	276 173	242 797	305 880	388 108	401 664	303 634	490 629	629 727
<b>Réserves</b>	<b>146 145</b>	<b>241 262</b>	<b>313 499</b>	<b>341 494</b>	<b>375 576</b>	<b>488 253</b>	<b>531 162</b>	<b>582 014</b>	<b>929 271</b>	<b>1 687 903</b>	<b>1 442 565</b>
Encaisses	20 694	32 142	47 396	67 513	74 915	86 189	79 871	99 583	130 116	160 695	218 371
Dépôts à la BCC	125 451	209 120	266 103	273 980	300 661	402 065	451 291	482 431	799 155	1 527 208	1 224 194
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>703 734</b>	<b>812 515</b>	<b>1 001 224</b>	<b>1 371 959</b>	<b>1 617 150</b>	<b>1 879 015</b>	<b>2 450 511</b>	<b>2 643 637</b>	<b>4 005 513</b>	<b>4 568 391</b>	<b>5 298 369</b>
<b>Crédits intérieurs</b>	<b>756 214</b>	<b>864 014</b>	<b>1 068 320</b>	<b>1 379 640</b>	<b>1 753 986</b>	<b>2 037 626</b>	<b>2 527 877</b>	<b>2 906 103</b>	<b>4 044 815</b>	5 135 371	6 422 117
<b>Crédit net à l'Etat</b>	<b>-54 084</b>	<b>-92 625</b>	<b>-226 026</b>	<b>-193 287</b>	<b>-136 577</b>	<b>-114 898</b>	<b>-125 148</b>	<b>-95 986</b>	<b>-221 344</b>	<b>-236 249</b>	<b>-295 926</b>
Créances sur l'Etat	6 428	5 544	9 124	16 530	23 806	25 588	21 936	27 751	34 760	<b>47 597</b>	<b>53 515</b>
Dépôts de l'Etat	60 511	98 169	235 150	209 817	160 384	140 486	147 084	123 737	256 104	283 846	349 441
<b>Créances sur le secteur privé</b>	<b>777 939</b>	<b>907 924</b>	<b>1 137 014</b>	<b>1 438 041</b>	<b>1 768 413</b>	<b>2 076 357</b>	<b>2 518 800</b>	<b>2 717 592</b>	<b>4 222 681</b>	<b>4 880 761</b>	<b>6 159 608</b>
'Crédit à Court terme FC	63 078	44 734	66 690	68 482	154 510	167 430	162 824	121 292	177 376	104 337	208 114
'Crédit à Court terme en \$ US	459 127	578 682	650 574	808 038	950 714	889 595	1 135 203	1 106 449	2 053 228	1 405 517	1 964 803
'Crédit à moyen terme	201 003	260 309	383 723	489 460	582 163	832 728	946 675	1 150 273	1 607 531	2 537 727	3 116 677
'Litigieux	35 409	22 321	32 275	66 483	74 232	173 058	259 409	313 295	356 254	805 661	829 907
'Autres	19 323	1 879	3 752	5 578	6 794	13 547	14 689	26 283	28 292	27 520	40 108
<b>Créances sur les entreprises publiques</b>	<b>32 359</b>	<b>48 715</b>	<b>157 332</b>	<b>134 886</b>	<b>122 150</b>	<b>76 168</b>	<b>134 225</b>	<b>284 497</b>	<b>43 478</b>	<b>490 860</b>	<b>558 435</b>
<b>Autres postes nets</b>	<b>-52 480</b>	<b>-51 499</b>	<b>-67 096</b>	<b>-7 681</b>	<b>-136 836</b>	<b>-158 611</b>	<b>-77 366</b>	<b>-262 466</b>	<b>-39 303</b>	<b>-566 980</b>	<b>-1 123 749</b>
<b>Dépôts de la clientèle des banques commerciales</b>	<b>1 466 358</b>	<b>1 787 980</b>	<b>2 327 770</b>	<b>2 758 402</b>	<b>3 164 912</b>	<b>3 536 024</b>	<b>4 214 097</b>	<b>6 179 393</b>	<b>8 241 261</b>	<b>10 860 098</b>	<b>16 761 803</b>
<b>Dépôts en monnaie nationale</b>	<b>221 374</b>	<b>183 644</b>	<b>310 846</b>	<b>392 662</b>	<b>454 213</b>	<b>596 019</b>	<b>641 089</b>	<b>656 273</b>	<b>868 491</b>	<b>1 095 012</b>	<b>1 481 122</b>
<i>Dépôts à vue</i>	212 909	166 100	285 105	362 308	418 591	523 244	582 846	610 432	822 399	1 028 796	1 384 672
<i>Dépôts à terme</i>	8 465	17 544	25 741	30 355	35 622	72 775	58 244	45 841	46 092	66 216	96 451
<b>Dépôts en devises étrangères</b>	<b>1 244 984</b>	<b>1 604 336</b>	<b>2 016 924</b>	<b>2 365 740</b>	<b>2 710 698</b>	<b>2 940 005</b>	<b>3 573 008</b>	<b>5 523 120</b>	<b>7 372 770</b>	<b>9 765 086</b>	<b>15 280 680</b>
<i>Dépôts à vue</i>	1 011 880	1 252 278	1 537 314	1 750 701	1 882 689	2 023 586	2 382 523	3 738 028	5 108 115	6 369 563	11 129 821
<i>Dépôts à terme</i>	233 104	352 058	479 610	615 038	828 009	916 419	1 190 485	1 785 092	2 264 656	3 395 522	4 150 860
<b>Crédit de la BCC</b>	<b>78 704</b>	<b>60 070</b>	<b>20 080</b>	<b>1 818</b>	<b>12 966</b>	<b>25 272</b>	<b>260 940</b>	<b>234 699</b>	<b>399 101</b>	<b>425 421</b>	<b>365 391</b>
<b>Provisions pour Importations</b>	<b>41 150</b>	<b>21 427</b>	<b>18 890</b>	<b>17 583</b>	<b>14 016</b>	<b>12 675</b>	<b>22 493</b>	<b>23 957</b>	<b>16 617</b>	<b>71 725</b>	<b>75 761</b>

(p) Provisoire

	déc-19	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
<b>Situation Monétaire Intégrée</b>													
<b>EN MILLIONS DE CDF (AU TAUX COURANT)</b>													
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>5 023 811</b>	<b>5 005 475</b>	<b>4 545 840</b>	<b>4 819 318</b>	<b>5 916 785</b>	<b>5 882 556</b>	<b>6 758 120</b>	<b>7 581 779</b>	<b>8 194 484</b>	<b>8 776 848</b>	<b>8 891 016</b>	<b>9 050 108</b>	<b>10 012 080</b>
BCC	-77 139	-445 661	-571 034	-589 747	-20 366	-106 456	-97 139	-130 994	-176 374	-202 227	-539 390	-506 630	-449 941
Banques commerciales	5 100 950	5 451 136	5 116 875	5 409 064	5 937 151	5 989 012	6 855 259	7 712 773	8 370 858	8 979 075	9 430 406	9 556 738	10 462 021
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>7 729 103</b>	<b>8 063 336</b>	<b>8 779 211</b>	<b>8 629 769</b>	<b>7 847 972</b>	<b>8 679 570</b>	<b>8 817 849</b>	<b>8 778 921</b>	<b>8 796 192</b>	<b>9 055 353</b>	<b>8 714 777</b>	<b>9 210 487</b>	<b>9 296 307</b>
<b>Crédits intérieurs</b>	<b>6 339 399</b>	<b>6 643 688</b>	<b>6 941 526</b>	<b>6 945 112</b>	<b>6 296 453</b>	<b>6 587 969</b>	<b>7 054 807</b>	<b>7 389 894</b>	<b>7 441 317</b>	<b>7 430 348</b>	<b>7 602 073</b>	<b>7 690 415</b>	<b>8 003 742</b>
<b>Crédit net à l'État</b>	<b>915 710</b>	<b>988 960</b>	<b>1 085 452</b>	<b>1 173 327</b>	<b>660 919</b>	<b>644 188</b>	<b>757 313</b>	<b>920 817</b>	<b>964 310</b>	<b>1 085 167</b>	<b>1 169 114</b>	<b>1 089 695</b>	<b>1 211 663</b>
BCC	1 151 959	1 250 198	1 353 422	1 388 258	880 207	896 540	1 037 589	1 201 147	1 259 635	1 332 161	1 410 193	1 372 920	1 480 202
Banques commerciales	236 249	261 238	267 971	214 932	219 287	252 352	280 275	280 330	295 325	246 994	241 079	283 225	268 538
Créances sur les entreprises publiques	490 860	440 886	499 121	470 438	519 917	698 827	803 858	961 731	602 085	940 362	943 237	1 219 429	558 436
Créances sur le secteur privé	4 932 829	5 213 843	5 356 953	5 301 346	5 115 616	5 244 954	5 493 637	5 507 346	5 874 921	5 404 818	5 489 721	5 381 290	6 233 643
Créances sur le reste de l'Economie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres postes nets</b>	<b>1 389 704</b>	<b>1 419 648</b>	<b>1 837 685</b>	<b>1 684 657</b>	<b>1 551 519</b>	<b>2 091 601</b>	<b>1 763 042</b>	<b>1 389 027</b>	<b>1 354 875</b>	<b>1 625 005</b>	<b>1 112 704</b>	<b>1 520 073</b>	<b>1 292 564</b>
<b>M2 avec Provisions</b>	<b>12 752 914</b>	<b>13 068 811</b>	<b>13 325 051</b>	<b>13 449 086</b>	<b>13 764 757</b>	<b>14 562 126</b>	<b>15 575 969</b>	<b>16 360 700</b>	<b>16 990 676</b>	<b>17 832 201</b>	<b>17 605 792</b>	<b>18 260 595</b>	<b>19 308 387</b>
<b>Monnaie et quasi-monnaie (M2)</b>	<b>12 675 194</b>	<b>12 989 740</b>	<b>13 245 888</b>	<b>13 370 494</b>	<b>13 692 542</b>	<b>14 485 746</b>	<b>15 498 106</b>	<b>16 283 845</b>	<b>16 911 248</b>	<b>17 751 525</b>	<b>17 520 389</b>	<b>18 174 171</b>	<b>19 224 846</b>
Monnaie (M1)	2 838 206	2 942 049	3 121 578	3 109 367	3 240 158	3 374 009	3 619 018	3 653 413	3 611 623	3 408 938	3 358 005	3 552 913	3 794 790
Circulation fiduciaire	1 772 939	1 649 416	1 711 083	1 769 142	1 803 897	1 878 656	1 912 936	2 011 520	2 125 615	2 116 929	2 065 988	2 078 190	2 230 571
Dépôts à vue	1 065 267	1 292 633	1 410 496	1 340 225	1 436 260	1 495 353	1 706 082	1 641 893	1 486 008	1 292 009	1 292 017	1 474 723	1 564 219
Quasi-monnaie	9 836 988	10 047 692	10 124 310	10 261 128	10 452 385	11 111 737	11 879 088	12 630 432	13 299 625	14 342 587	14 162 384	14 621 258	15 430 055
Dépôts à terme en monnaie nationale	66 216	69 489	77 383	76 556	73 068	77 828	80 891	83 019	81 674	573 618	788 568	89 245	96 451
Dépôts en devises	9 770 772	9 978 202	10 046 927	10 184 572	10 379 317	11 033 909	11 798 197	12 547 413	13 217 951	13 768 969	13 373 816	14 532 013	15 333 605
<b>Provisions pour Importations</b>	<b>77 720</b>	<b>79 071</b>	<b>79 163</b>	<b>78 592</b>	<b>72 214</b>	<b>76 380</b>	<b>77 863</b>	<b>76 856</b>	<b>79 428</b>	<b>80 676</b>	<b>85 404</b>	<b>86 424</b>	<b>83 541</b>
<b>Bilan monétaire de la Banque Centrale du Congo --</b>													
	déc-19	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>-77 139</b>	<b>-445 661</b>	<b>-571 034</b>	<b>-589 747</b>	<b>-20 366</b>	<b>-106 456</b>	<b>-97 139</b>	<b>-130 994</b>	<b>-176 374</b>	<b>-202 227</b>	<b>-539 390</b>	<b>-506 630</b>	<b>-449 941</b>
Avoirs extérieurs	1 828 365	1 454 998	1 319 981	1 307 866	1 861 549	1 871 235	1 991 671	2 000 357	2 027 854	2 005 861	1 672 627	1 727 924	1 821 338
Réserves extérieures	1 828 365	1 454 998	1 319 981	1 307 866	1 861 549	1 871 235	1 991 671	2 000 357	2 027 854	2 005 861	1 672 627	1 727 924	1 821 338
OR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DTS	88 538	77 388	63 917	64 256	64 980	67 314	71 096	72 545	75 026	75 157	75 291	76 058	76 767
Autres devises y compris USD	1 739 827	1 377 610	1 256 064	1 243 609	1 796 568	1 803 921	1 920 575	1 927 813	1 952 829	1 930 704	1 597 336	1 651 866	1 744 571
Engagements extérieurs	1 905 504	1 900 659	1 891 015	1 897 612	1 881 915	1 977 691	2 088 811	2 131 351	2 204 228	2 208 088	2 212 017	2 234 554	2 271 279
Ressources du FMI	1 886 150	1 881 461	1 875 459	1 885 419	1 872 047	1 967 324	2 077 872	2 120 196	2 192 705	2 196 545	2 200 458	2 222 885	2 259 429
Autres engagements	19 354	19 198	15 556	12 193	9 868	10 367	10 938	11 155	11 523	11 543	11 559	11 669	11 850
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>3 142 227</b>	<b>3 640 750</b>	<b>3 868 326</b>	<b>3 943 114</b>	<b>3 459 923</b>	<b>3 468 193</b>	<b>3 508 788</b>	<b>3 529 650</b>	<b>3 647 775</b>	<b>3 696 878</b>	<b>4 060 689</b>	<b>4 310 342</b>	<b>4 285 988</b>
<b>Crédits intérieurs</b>	<b>2 110 164</b>	<b>2 223 835</b>	<b>2 320 400</b>	<b>2 306 566</b>	<b>1 985 875</b>	<b>2 027 715</b>	<b>2 209 328</b>	<b>2 324 340</b>	<b>2 472 491</b>	<b>2 385 090</b>	<b>2 595 891</b>	<b>2 557 100</b>	<b>2 717 004</b>
<b>Crédit net à l'État</b>	<b>1 151 959</b>	<b>1 250 198</b>	<b>1 353 422</b>	<b>1 388 258</b>	<b>880 207</b>	<b>896 540</b>	<b>1 037 589</b>	<b>1 201 147</b>	<b>1 259 635</b>	<b>1 332 161</b>	<b>1 410 193</b>	<b>1 372 920</b>	<b>1 480 202</b>
Dépôts de l'État	92 598	91 849	92 750	123 674	134 929	141 586	111 791	102 122	106 214	108 740	114 082	118 990	91 174
Créances sur l'État, y compris déficit BCC	1 244 557	1 342 048	1 446 172	1 511 932	1 015 136	1 038 126	1 149 380	1 303 270	1 365 849	1 440 901	1 524 275	1 491 910	1 571 376
Créances sur les Banques commerciales	906 136	920 451	913 629	857 517	1 042 480	1 058 073	1 094 303	1 045 749	1 133 550	986 240	1 121 502	1 124 483	1 162 767
Dont Refinancement	426	1 130	1 393	1 688	1 766	1 940	36 049	7 788	70 093	2 931	105 421	162 621	140 638
Comptes RME	905 710	919 321	912 236	855 829	1 040 714	1 056 133	1 058 254	1 037 961	1 063 457	983 309	1 016 081	961 862	1 022 129
Créances sur les entreprises publiques	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Créances sur le secteur privé	52 068	53 186	53 349	60 790	63 188	73 102	77 436	77 443	79 305	66 688	64 195	59 696	74 035
<b>Autres postes nets</b>	<b>1 032 064</b>	<b>1 416 915</b>	<b>1 547 926</b>	<b>1 636 548</b>	<b>1 474 048</b>	<b>1 440 478</b>	<b>1 299 461</b>	<b>1 205 310</b>	<b>1 175 284</b>	<b>1 311 788</b>	<b>1 464 798</b>	<b>1 753 242</b>	<b>1 568 983</b>
<b>Encours Bons BCC</b>	<b>55 000</b>	<b>32 000</b>	<b>31 000</b>	<b>28 500</b>	<b>29 000</b>	<b>31 000</b>	<b>39 000</b>	<b>27 500</b>	<b>6 000</b>	<b>12 500</b>	<b>20 500</b>	<b>17 500</b>	<b>15 000</b>
<b>Base monétaire</b>	<b>3 065 088</b>	<b>3 195 088</b>	<b>3 297 292</b>	<b>3 353 367</b>	<b>3 439 557</b>	<b>3 361 737</b>	<b>3 411 649</b>	<b>3 398 656</b>	<b>3 471 401</b>	<b>3 494 650</b>	<b>3 521 299</b>	<b>3 803 713</b>	<b>3 836 046</b>
<b>Base monétaire (sens strict)</b>	<b>3 053 407</b>	<b>3 183 434</b>	<b>3 285 609</b>	<b>3 341 496</b>	<b>3 427 623</b>	<b>3 349 024</b>	<b>3 396 626</b>	<b>3 383 372</b>	<b>3 362 583</b>	<b>3 385 760</b>	<b>3 436 708</b>	<b>3 604 646</b>	<b>3 672 097</b>
Circulation fiduciaire	1 933 635	1 826 199	1 865 345	1 952 157	2 043 340	2 099 918	2 119 953	2 201 829	2 318 465	2 336 675	2 313 208	2 296 923	2 448 942
Hors système bancaire	1 772 939	1 649 416	1 711 083	1 769 142	1 803 897	1 878 656	1 912 936	2 011 520	2 125 615	2 116 929	2 065 988	2 078 190	2 230 571
En banque	160 695	176 783	154 262	183 016	239 443	221 262	207 017	190 309	192 849	219 746	247 220	218 734	218 371

Dépôts des banques commerciales	1 083 302	1 319 767	1 382 439	1 350 502	1 344 906	1 208 126	1 225 137	1 135 235	997 676	1 004 024	1 077 341	1 259 505	1 174 240
Avoirs excédentaires	22 107	217 656	264 748	258 991	258 980	109 858	87 199	28 593	251 699	299 369	309 896	203 332	420 512
Niveau de Réserves notifié aux banques commerciales	1 061 195	1 102 111	1 117 691	1 091 511	1 085 926	1 098 269	1 137 938	1 163 828	1 249 375	1 303 393	1 387 237	1 462 838	1 594 753
Dépôts des entreprises publiques	8 385	10 085	10 158	11 400	11 917	13 461	15 058	18 267	18 441	16 859	17 711	19 238	20 088
Dépôts du secteur privé	28 085	27 383	27 667	27 436	27 459	27 519	36 478	28 041	28 002	28 202	28 447	28 978	28 826
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Dépôts en devises</b>	<b>5 686</b>	<b>5 688</b>	<b>5 707</b>	<b>5 830</b>	<b>5 898</b>	<b>6 298</b>	<b>8 156</b>	<b>8 251</b>	<b>101 398</b>	<b>101 468</b>	<b>77 189</b>	<b>191 515</b>	<b>156 170</b>
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Provisions pour importations</b>	<b>5 995</b>	<b>5 967</b>	<b>5 977</b>	<b>6 041</b>	<b>6 035</b>	<b>6 416</b>	<b>6 867</b>	<b>7 033</b>	<b>7 420</b>	<b>7 423</b>	<b>7 402</b>	<b>7 552</b>	<b>7 780</b>

*Bilan monétaire des banques commerciales*

	déc-19	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>5 100 950</b>	<b>5 451 136</b>	<b>5 116 875</b>	<b>5 409 064</b>	<b>5 937 151</b>	<b>5 989 012</b>	<b>6 855 259</b>	<b>7 712 773</b>	<b>8 370 858</b>	<b>8 979 075</b>	<b>9 430 406</b>	<b>9 556 738</b>	<b>10 462 021</b>
Avoirs extérieurs	5 591 579	5 977 682	5 621 307	5 937 799	6 494 444	6 588 903	7 486 840	8 392 415	9 074 230	9 655 110	10 148 931	10 224 469	11 091 749
Engagements extérieurs	490 629	526 546	504 433	528 734	557 293	599 891	631 581	679 641	703 372	676 035	718 526	667 731	629 727
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Réserves</b>	<b>1 687 903</b>	<b>1 486 846</b>	<b>1 523 936</b>	<b>1 574 842</b>	<b>1 549 375</b>	<b>1 416 863</b>	<b>1 450 426</b>	<b>1 282 045</b>	<b>1 170 907</b>	<b>1 219 053</b>	<b>1 294 144</b>	<b>1 468 381</b>	<b>1 442 565</b>
Encaisses en monnaie nationale	160 695	176 783	154 262	183 016	239 443	221 262	207 017	190 309	192 849	219 746	247 220	218 734	218 371
Dépôts à la BCC	1 527 208	1 310 062	1 369 674	1 391 826	1 309 932	1 195 601	1 243 409	1 091 736	978 058	999 307	1 046 924	1 249 648	1 224 194
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>4 568 391</b>	<b>4 981 634</b>	<b>5 483 633</b>	<b>5 058 714</b>	<b>4 898 563</b>	<b>5 788 675</b>	<b>5 893 009</b>	<b>5 875 704</b>	<b>5 757 381</b>	<b>5 781 232</b>	<b>5 039 761</b>	<b>5 319 274</b>	<b>5 325 756</b>
<b>Crédits intérieurs</b>	<b>5 135 371</b>	<b>5 340 304</b>	<b>5 534 755</b>	<b>5 496 063</b>	<b>5 353 058</b>	<b>5 618 327</b>	<b>5 939 783</b>	<b>6 111 303</b>	<b>6 102 376</b>	<b>6 031 498</b>	<b>6 127 684</b>	<b>6 257 798</b>	<b>6 449 505</b>
<b>Crédit net à l'État</b>	<b>236 249</b>	<b>261 238</b>	<b>267 971</b>	<b>214 932</b>	<b>219 287</b>	<b>252 352</b>	<b>280 275</b>	<b>280 330</b>	<b>295 325</b>	<b>246 994</b>	<b>241 079</b>	<b>283 225</b>	<b>268 538</b>
Créances sur l'État	47 597	52 576	53 069	46 057	47 687	38 864	40 149	43 247	41 832	37 890	39 450	45 324	53 515
Dépôts de l'État	283 846	313 814	321 040	260 988	266 974	291 216	320 424	323 577	337 156	284 885	280 529	328 549	322 053
Créances sur le secteur privé	4 880 761	5 160 657	5 303 604	5 240 557	5 052 428	5 171 852	5 416 201	5 429 903	5 795 616	5 338 130	5 425 526	5 321 594	6 159 608
'Crédit à court terme en FC	104 337	96 052	89 685	173 627	157 003	106 156	116 090	152 594	134 419	156 380	133 721	152 868	208 114
'Crédit à court terme en \$ US	1 405 517	1 778 352	1 737 300	1 667 774	1 384 520	1 426 736	1 544 623	1 237 137	1 734 461	1 276 193	1 437 095	988 392	1 964 803
'Crédit à moyen terme	2 537 727	2 362 808	2 624 904	2 607 098	2 731 757	2 728 223	2 826 973	3 069 117	2 992 446	2 967 707	3 029 152	3 367 017	3 116 677
'Litigieux	805 661	887 527	817 710	750 772	760 269	863 842	875 370	920 864	882 745	906 201	790 308	762 307	829 907
'Autres	27 520	35 918	34 005	41 286	18 879	46 895	53 145	50 192	51 545	31 650	35 250	51 011	40 108
Créances sur les entreprises publiques	490 860	440 885	499 121	470 438	519 917	698 827	803 857	961 730	602 085	940 362	943 237	1 219 429	558 435
<b>Autres postes nets</b>	<b>566 980</b>	<b>358 670</b>	<b>51 122</b>	<b>437 349</b>	<b>454 495</b>	<b>170 348</b>	<b>46 774</b>	<b>235 599</b>	<b>344 995</b>	<b>250 266</b>	<b>1 087 923</b>	<b>938 524</b>	<b>1 123 749</b>
<b>Dépôts de la clientèle des banques commerciales</b>	<b>10 860 098</b>	<b>11 297 169</b>	<b>11 491 274</b>	<b>11 556 687</b>	<b>11 843 371</b>	<b>12 559 813</b>	<b>13 525 478</b>	<b>14 217 766</b>	<b>14 637 792</b>	<b>15 488 067</b>	<b>15 331 054</b>	<b>15 856 249</b>	<b>16 789 190</b>
<b>Dépôts en CDF</b>	<b>1 095 012</b>	<b>1 324 655</b>	<b>1 450 053</b>	<b>1 377 945</b>	<b>1 469 952</b>	<b>1 532 202</b>	<b>1 735 437</b>	<b>1 678 604</b>	<b>1 521 239</b>	<b>1 820 566</b>	<b>2 034 427</b>	<b>1 515 751</b>	<b>1 611 756</b>
Dépôts à vue	1 028 796	1 255 165	1 372 670	1 301 389	1 396 884	1 454 374	1 654 546	1 595 585	1 439 565	1 246 948	1 245 859	1 426 506	1 515 305
Dépôts à terme	66 216	69 489	77 383	76 556	73 068	77 828	80 891	83 019	81 674	573 618	788 568	89 245	96 451
<b>Dépôts en devises étrangères</b>	<b>9 765 086</b>	<b>9 972 514</b>	<b>10 041 221</b>	<b>10 178 742</b>	<b>10 373 419</b>	<b>11 027 611</b>	<b>11 790 041</b>	<b>12 539 162</b>	<b>13 116 553</b>	<b>13 667 501</b>	<b>13 296 628</b>	<b>14 340 498</b>	<b>15 177 434</b>
Dépôts à vue	6 369 563	6 412 439	6 414 769	6 739 154	6 836 006	7 286 303	7 848 489	8 629 607	8 889 364	9 662 524	9 219 405	10 225 870	11 026 575
Dépôts à terme	3 395 522	3 560 075	3 626 452	3 439 588	3 537 413	3 741 308	3 941 552	3 909 555	4 227 189	4 004 977	4 077 223	4 114 628	4 150 860
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédit de la BCC</b>	<b>425 421</b>	<b>549 343</b>	<b>559 983</b>	<b>413 383</b>	<b>475 539</b>	<b>564 773</b>	<b>602 221</b>	<b>582 934</b>	<b>589 347</b>	<b>418 039</b>	<b>355 256</b>	<b>409 271</b>	<b>365 391</b>
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Provisions pour importations</b>	<b>71 725</b>	<b>73 104</b>	<b>73 186</b>	<b>72 551</b>	<b>66 179</b>	<b>69 964</b>	<b>70 996</b>	<b>69 822</b>	<b>72 008</b>	<b>73 254</b>	<b>78 001</b>	<b>78 873</b>	<b>75 761</b>

Tableau 4 | 12 Liquidités monétaires  
(en millions de CDF)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Circulation fiduciaire hors banques (A)</b>	<b>489 377</b>	<b>615 345</b>	<b>595 164</b>	<b>692 945</b>	<b>742 508</b>	<b>781 868</b>	<b>1 073 431</b>	<b>1 355 225</b>	<b>1 559 683</b>	<b>1 772 939</b>	<b>2 230 571</b>
Circulation fiduciaire hors BCC (1)	510 071	647 487	642 560	760 458	817 423	868 056	1 153 301	1 454 809	1 689 799	1 933 635	2 448 942
Encaisses Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Encaisses Banques Commerciales	-20 694	-32 142	-47 396	-67 513	-74 915	-86 189	-79 871	-99 583	-130 116	-160 695	-218 371
<b>Monnaie scripturale (B)</b>	<b>1 520 232</b>	<b>1 828 270</b>	<b>2 357 736</b>	<b>2 800 271</b>	<b>3 223 139</b>	<b>3 573 957</b>	<b>4 264 333</b>	<b>6 254 671</b>	<b>8 283 537</b>	<b>10 979 974</b>	<b>17 025 002</b>
<b>Dépôts à vue en MN</b>	<b>216 787</b>	<b>174 714</b>	<b>288 680</b>	<b>379 690</b>	<b>439 076</b>	<b>543 068</b>	<b>601 437</b>	<b>630 059</b>	<b>835 849</b>	<b>1 065 267</b>	<b>1 408 161</b>
Banque Centrale du Congo	3 878	8 614	3 575	17 382	20 484	19 824	18 592	19 626	13 450	36 470	23 489
Banques Commerciales	212 909	166 100	285 105	362 308	418 591	523 244	582 846	610 432	822 399	1 028 796	1 384 672
<b>Dépôts à terme en MN et dépôts en devises des résidents</b>	<b>1 258 433</b>	<b>1 628 356</b>	<b>2 046 264</b>	<b>2 398 929</b>	<b>2 766 424</b>	<b>3 014 955</b>	<b>3 636 319</b>	<b>5 594 544</b>	<b>7 425 082</b>	<b>9 836 988</b>	<b>15 533 300</b>
<b>Dépôts à terme en MN</b>	<b>8 465</b>	<b>17 544</b>	<b>25 741</b>	<b>30 355</b>	<b>35 622</b>	<b>72 775</b>	<b>58 244</b>	<b>45 841</b>	<b>46 092</b>	<b>66 216</b>	<b>96 451</b>
Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques Commerciales	8 465	17 544	25 741	30 355	35 622	72 775	58 244	45 841	46 092	66 216	96 451
<b>Dépôts en devises des résidents</b>	<b>1 249 968</b>	<b>1 610 812</b>	<b>2 020 524</b>	<b>2 368 575</b>	<b>2 730 802</b>	<b>2 942 180</b>	<b>3 578 075</b>	<b>5 548 703</b>	<b>7 378 990</b>	<b>9 770 772</b>	<b>15 436 849</b>
Banque Centrale du Congo	4 984	6 476	3 600	2 835	20 103	2 175	5 067	25 584	6 220	5 686	156 169
Banques Commerciales	1 244 984	1 604 336	2 016 924	2 365 740	2 710 698	2 940 005	3 573 008	5 523 120	7 372 770	9 765 086	15 280 680
<b>Provision pour paiements des importations</b>	<b>45 012</b>	<b>25 199</b>	<b>22 791</b>	<b>21 652</b>	<b>17 640</b>	<b>15 933</b>	<b>26 577</b>	<b>30 068</b>	<b>22 606</b>	<b>77 720</b>	<b>83 541</b>
Banque Centrale du Congo	3 862	3 772	3 901	4 069	3 624	3 258	4 084	6 112	5 990	5 995	7 780
Banques Commerciales	41 150	21 427	18 890	17 583	14 016	12 675	22 493	23 957	16 617	71 725	75 761
<b>Total (A) + (B)</b>	<b>2 009 609</b>	<b>2 443 614</b>	<b>2 952 900</b>	<b>3 493 216</b>	<b>3 965 647</b>	<b>4 355 824</b>	<b>5 337 764</b>	<b>7 609 896</b>	<b>9 843 221</b>	<b>12 752 914</b>	<b>19 255 573</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Circulation fiduciaire hors BCC à partir de 2007, ancien poste «Émissions monétaires»

Tableau 4 | 13 Contribution à la croissance de la masse monétaire  
(en millions de CDF)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Origine des variations</b>	<b>466 073</b>	<b>434 006</b>	<b>509 285</b>	<b>540 316</b>	<b>472 432</b>	<b>390 177</b>	<b>981 939</b>	<b>2 272 133</b>	<b>2 233 324</b>	<b>2 909 693</b>	<b>6 502 659</b>
Avoirs extérieurs nets	948 825	-72 989	554 272	56 721	106 414	-234 292	-248 930	1 575 984	769 467	1 609 297	4 778 056
Avoirs intérieurs nets	-482 752	506 995	-44 987	483 595	366 018	624 469	1 230 869	696 149	1 463 857	1 300 397	1 724 603
Créances nettes sur l'État	-562 890	228 715	-439 096	104 835	96 854	180 197	500 365	-17 630	107 650	543 871	343 554
Crédits à l'économie	128 377	3	342 481	274 960	321 966	262 913	500 571	355 281	1 271 759	1 131 716	1 329 692
Autres postes nets	-48 239	131 222	51 627	103 800	-52 802	181 359	229 933	358 499	84 448	-375 191	51 357
<b>Variations de la masse monétaire</b>	<b>466 073</b>	<b>434 006</b>	<b>509 285</b>	<b>540 316</b>	<b>472 432</b>	<b>390 177</b>	<b>981 939</b>	<b>2 272 133</b>	<b>2 233 324</b>	<b>2 909 693</b>	<b>6 502 659</b>
Monnaie fiduciaire	226 289	83 895	93 786	188 790	108 949	143 352	349 932	310 416	410 248	442 674	800 526
Monnaie scripturale	239 784	350 111	415 500	351 526	363 483	246 825	632 007	1 961 717	1 823 076	2 467 019	5 702 133

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 4 | 14 Contribution à la croissance de la masse monétaire  
(en millions de CDF)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Origine des variations</b>	<b>100</b>										
Avoirs extérieurs nets	203,6	-16,8	108,8	10,5	22,5	-60,0	-25,4	69,4	34,5	55,3	73,5
Avoirs intérieurs nets	-103,6	116,8	-8,8	89,5	77,5	160,0	125,4	30,6	65,5	44,7	26,5
Créances nettes sur l'État	-120,8	52,7	-86,2	19,4	20,5	46,2	51,0	-0,8	4,8	18,7	5,3
Crédits à l'économie	27,5	33,9	67,2	50,9	68,2	67,4	51,0	15,6	56,9	38,9	20,4
Autres postes nets	-10,4	30,2	10,1	19,2	-11,2	46,5	23,4	15,8	3,8	-12,9	0,8
<b>Variations de la masse monétaire</b>	<b>100</b>										
Monnaie fiduciaire	48,6	19,3	18,4	34,9	23,1	36,7	35,6	13,7	18,4	15,2	12,3
Monnaie scripturale	51,4	80,7	81,6	65,1	76,9	63,3	64,4	86,3	81,6	84,8	87,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 4 | 15 Ventilation des dépôts bancaires à vue par secteur d'activités, catégorie de déposants et provinces (1)  
(en millions de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>A. Secteur d'activités (2)</b>	<b>648 579</b>	<b>1 060 166</b>	<b>1 075 392</b>	<b>1 637 240</b>	<b>2 249 446</b>	<b>2 495 955</b>	<b>2 301 280</b>	<b>2 546 830</b>	<b>2 965 368</b>	<b>4 348 460</b>	<b>5 868 392</b>	<b>7 943 683</b>	<b>12 754 186</b>
Agriculture	3 515	8 176	10 268	48 947	46 189	47 922	44 185	48 899	56 935	83 490	112 673	152 519	244 880
Sylviculture et exploitation forestière	167	213	678	2 641	2 249	2 496	2 301	2 547	2 965	4 348	5 868	7 944	12 754
Élevage et pêche	958	1 642	466	3 246	4 498	4 919	5 966	4 584	5 338	7 827	10 563	14 299	22 958
Industries extractives	23 544	41 140	40 447	123 513	179 956	199 676	169 102	211 642	246 422	361 357	487 663	660 120	1 059 873
Industries manufacturières	23 781	31 268	38 491	115 559	212 450	224 636	197 115	229 215	266 883	391 361	528 155	714 931	1 147 877
Eau, gaz, électricité	8 102	17 989	15 286	104 808	118 732	99 838	92 051	70 038	81 548	119 583	161 381	218 451	350 740
Industries du bâtiment et travaux publics	7 762	14 936	14 745	39 757	62 494	54 960	59 038	58 832	68 500	100 449	135 560	183 499	294 622
Commerce	55 541	84 323	82 593	172 666	214 922	349 205	301 598	356 556	415 152	608 784	821 575	1 112 116	1 785 586
Transports	12 498	25 585	27 575	69 747	95 978	60 234	60 342	80 480	93 706	137 411	185 441	251 020	403 032
Entreprises immobilières et d'assurances	2 912	3 253	4 432	8 885	10 223	7 659	7 454	10 287	11 978	17 565	23 704	32 087	51 518
Autres services	221 074	341 781	329 084	738 887	1 015 175	1 126 425	1 038 568	1 149 306	1 338 180	1 962 327	2 648 225	3 584 741	5 755 573
Divers	288 724	489 861	511 328	208 584	286 579	317 985	323 559	324 444	377 763	553 957	747 583	1 011 957	1 624 774
<b>B. Catégorie de déposants</b>	<b>648 579</b>	<b>1 060 166</b>	<b>1 075 392</b>	<b>1 637 240</b>	<b>2 249 446</b>	<b>2 495 955</b>	<b>2 301 280</b>	<b>2 546 830</b>	<b>2 965 368</b>	<b>4 348 460</b>	<b>5 868 392</b>	<b>7 943 683</b>	<b>12 754 186</b>
Particuliers	255 744	408 624	410 891	628 307	917 623	962 027	973 746	1 051 350	1 224 126	1 795 076	2 198 557	2 508 861	3 265 863
Entreprises privées	325 574	531 063	543 637	823 899	811 472	1 250 285	965 768	230 336	268 189	393 277	2 094 493	3 032 590	6 256 243
Entreprises publiques	28 304	64 500	61 332	96 492	275 644	151 852	167 021	168 822	196 565	288 247	386 730	469 735	1 134 107
Organismes financiers non monétaires	19 686	31 056	39 689	54 193	0	3 114	3 341	3 661	4 263	6 251	-	-	-
Pouvoirs publics subordonnés	10 584	21 352	15 818	28 528	22 432	50 268	156 567	995 944	1 159 614	1 700 475	-	-	-
Organismes publics à caractère administratif	8 687	3 571	4 025	5 822	222 275	78 408	34 837	96 717	112 611	165 135	-	-	-
ISBLM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	314 762	731 418	534 809
PME	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	416 810	486 893	587 172
Administration Publique Centrale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	252 256	265 067	293 744
Administration Publique Locale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25 487	34 434	118 072
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	179 297	414 687	564 175
<b>C. Provinces</b>	<b>648 579</b>	<b>1 060 166</b>	<b>1 075 392</b>	<b>1 637 240</b>	<b>2 249 446</b>	<b>2 495 955</b>	<b>2 301 280</b>	<b>2 546 830</b>	<b>2 965 368</b>	<b>4 348 460</b>	<b>5 868 392</b>	<b>7 943 683</b>	<b>12 754 186</b>
Kinshasa	465 799	756 884	798 588	1 192 347	1 713 076	1 781 938	1 577 609	1 784 039	2 077 222	3 046 070	3 818 129	5 036 634	8 086 698
Kongo Central	16 645	24 455	24 078	37 212	45 002	57 574	66 736	72 129	83 982	123 153	102 738	143 691	230 707
<b>Espace Grand Bandundu</b>	<b>111</b>	<b>111</b>	<b>111</b>	<b>171</b>	<b>608</b>	<b>262</b>	<b>2 177</b>	<b>3 823</b>	<b>4 451</b>	<b>6 528</b>	<b>32 894</b>	<b>26 527</b>	<b>42 591</b>
Kwango	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17 820	6 241	10 021
Kwilu	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14 091	18 722	30 060
Mai-Ndombe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	982	1 564	2 510
<b>Espace Grand Equateur</b>	<b>91</b>	<b>91</b>	<b>91</b>	<b>140</b>	<b>2 242</b>	<b>215</b>	<b>2 547</b>	<b>3 093</b>	<b>3 601</b>	<b>5 281</b>	<b>16 432</b>	<b>26 812</b>	<b>43 049</b>
Equateur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8 001	13 300	21 354
Mongala	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	379	1 131	1 815
Nord-Ubangi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 792	3 988	6 403
Sud-Ubangi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 261	8 394	13 477
<b>Espace Orientale</b>	<b>3 635</b>	<b>7 371</b>	<b>6 509</b>	<b>10 647</b>	<b>38 791</b>	<b>17 353</b>	<b>36 869</b>	<b>39 384</b>	<b>45 856</b>	<b>67 244</b>	<b>105 567</b>	<b>428 770</b>	<b>688 423</b>
Bas-Uélé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 254	1 459	2 343
Haut-Uele	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	24 521	327 716	526 172
Tshopo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	33 273	39 492	63 407
Ituri	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	46 518	60 104	96 501
<b>Sud, Nord Kivu et Maniema</b>	<b>42 622</b>	<b>71 821</b>	<b>58 798</b>	<b>100 217</b>	<b>106 454</b>	<b>169 090</b>	<b>147 152</b>	<b>150 282</b>	<b>174 979</b>	<b>256 592</b>	<b>365 038</b>	<b>540 220</b>	<b>867 364</b>
Nord-Kivu	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	223 511	361 631	580 626
Sud-Kivu	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	128 494	165 732	266 095
Maniema	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13 032	12 857	20 643
<b>Espace Grand Katanga</b>	<b>111 952</b>	<b>190 553</b>	<b>181 110</b>	<b>285 004</b>	<b>332 016</b>	<b>448 620</b>	<b>448 935</b>	<b>473 273</b>	<b>551 049</b>	<b>808 066</b>	<b>1 355 825</b>	<b>1 647 281</b>	<b>2 644 834</b>
Tanganyika	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22 729	24 898	39 976
Haut-Katanga	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 097 567	1 323 725	2 125 340
Lualaba	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	235 529	298 658	479 518
<b>Espace du Grand Kasai</b>	<b>7 722</b>	<b>8 879</b>	<b>6 105</b>	<b>11 503</b>	<b>11 256</b>	<b>20 904</b>	<b>19 255</b>	<b>20 807</b>	<b>24 227</b>	<b>35 526</b>	<b>71 769</b>	<b>93 748</b>	<b>150 520</b>
Kasai-Oriental	4 576	5 055	3 785	6 784	4 954	11 900	10 157	10 609	12 353	18 114	35 028	42 270	67 867
Lomami	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 272	2 543	4 082
Sankuru	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 633	3 740	6 005

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Haut-Lomami	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7 897	8 513	13 668
Kasai	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 027	5 051	8 110
Kasai-Central	3 146	3 824	2 320	4 719	6 302	9 003	9 098	10 198	11 874	17 412	21 912	31 632	50 788

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

(2) À partir de 2011, la rubrique «secteur d'activités» a subi un reclassement suivant les nouvelles informations produites dans l'annexe réglementaire DEC 9004 du Guide Comptable des Établissements de Crédit (GCEC).

Tableau 4 | 16 Ventilation des dépôts bancaires à terme par secteur d'activités, catégorie de déposants, provinces et échéance (1)  
(en millions de CDF)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>A. Secteurs d'activités</b>	<b>96 646</b>	<b>167 595</b>	<b>223 668</b>	<b>291 808</b>	<b>863 631</b>	<b>989 194</b>	<b>1 248 729</b>	<b>1 830 933</b>	<b>1 476 641</b>	<b>2 529 126</b>	<b>3 072 388</b>
Agriculture	1	5 010	4 593	5 603	16 582	18 993	23 976	35 154	28 352	48 559	58 990
Sylviculture et exploitation forestière	0	270	224	292	864	989	1 249	1 831	1 477	2 529	3 072
Élevage et pêche	362	332	447	575	2 239	1 781	2 248	3 296	2 658	4 552	5 530
Industries extractives	1 941	12 643	17 893	23 345	63 461	82 202	103 769	152 151	122 709	210 170	255 315
Industries manufacturières	1 212	11 829	21 124	26 263	73 974	89 027	112 386	50 351	40 608	69 551	84 491
Eau, gaz, électricité	3 186	10 729	11 806	11 672	34 545	27 203	34 340	50 351	40 608	69 551	84 491
Industries du bâtiment et travaux publics	22	4 070	6 214	6 425	22 156	22 850	28 846	42 295	34 110	58 423	70 972
Commerce	16 524	17 675	21 370	40 826	113 185	138 487	174 822	256 331	206 730	354 078	430 134
Transports	2 039	7 140	9 543	7 042	22 645	31 259	39 460	172 291	138 952	237 991	289 112
Entreprises immobilières et d'assurances	58	910	1 016	895	2 797	3 996	5 044	7 396	5 965	10 216	12 410
Autres services	15 889	75 636	100 941	131 693	389 757	446 393	563 513	826 244	666 363	1 141 317	1 386 474
Divers	55 412	21 352	28 495	37 176	121 426	126 015	159 077	233 245	188 111	322 189	391 396
<b>B. Catégorie de déposants</b>	<b>96 646</b>	<b>167 595</b>	<b>223 668</b>	<b>291 808</b>	<b>863 631</b>	<b>989 194</b>	<b>1 248 729</b>	<b>1 830 933</b>	<b>1 476 641</b>	<b>2 529 126</b>	<b>3 072 388</b>
Particuliers	55 978	93 616	102 143	112 473	429 232	449 000	566 804	831 069	798 698	1 065 641	1 294 543
Entreprises privées	36 650	67 882	100 521	146 174	342 311	434 886	548 987	804 945	287 259	779 248	946 632
Entreprises publiques	2 003	3 609	18 841	20 287	70 654	85 519	107 957	158 290	179 164	356 170	-
Organismes financiers non monétaires	535	922	0	8 548	20 501	18 141	22 901	33 578	-	-	-
Pouvoirs publics subordonnés	1 480	1 284	1 605	3 343	528	983	1 241	1 820	-	-	-
Organismes publics à caractère administratif	0	283	557	983	405	665	839	1 231	-	-	-
ISBLM	-	-	-	-	-	-	-	-	31 790	81 857	99 440
PME	-	-	-	-	-	-	-	-	100 351	103 622	125 880
Administration Publique Centrale	-	-	-	-	-	-	-	-	1 875	34 415	41 807
Administration Publique Locale	-	-	-	-	-	-	-	-	2 338	6 358	7 724
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	75 166	101 815	123 686
<b>C. Provinces</b>	<b>96 646</b>	<b>167 595</b>	<b>223 668</b>	<b>291 808</b>	<b>863 631</b>	<b>989 194</b>	<b>1 248 729</b>	<b>1 830 933</b>	<b>1 476 641</b>	<b>2 529 126</b>	<b>3 072 388</b>
Kinshasa	62 180	109 719	162 468	208 331	463 784	483 838	610 782	895 552	1 115 299	1 857 871	2 256 945
Kongo Central	569	981	5 000	6 731	47 011	49 369	62 322	91 379	10 014	13 306	16 165
<b>Espace Grand Bandundu</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>68</b>	<b>31</b>	<b>1 990</b>	<b>2 739</b>	<b>3 457</b>	<b>5 069</b>	<b>2 000</b>	<b>1 791</b>	<b>2 176</b>
Kwango	-	-	-	-	-	-	-	-	1 194	583	708
Kwilu	-	-	-	-	-	-	-	-	790	1 183	1 437
Mai-Ndombe	-	-	-	-	-	-	-	-	16	25	31
<b>Espace Grand Equateur</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>249</b>	<b>263</b>	<b>3 559</b>	<b>3 210</b>	<b>4 053</b>	<b>5 942</b>	<b>1 655</b>	<b>2 708</b>	<b>3 289</b>
Equateur	-	-	-	-	-	-	-	-	687	902	1 096
Mongala	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Nord-Ubangi	-	-	-	-	-	-	-	-	347	658	799
Sud-Ubangi	-	-	-	-	-	-	-	-	621	1 147	1 394
<b>Espace Orientale</b>	<b>118</b>	<b>200</b>	<b>4 310</b>	<b>2 029</b>	<b>12 700</b>	<b>17 914</b>	<b>22 614</b>	<b>33 157</b>	<b>11 701</b>	<b>14 433</b>	<b>17 534</b>

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Bas-Uélé	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Haut-Uele	-	-	-	-	-	-	-	-	5 746	6 957	8 452
Tshopo	-	-	-	-	-	-	-	-	3 112	4 207	5 110
Ituri	-	-	-	-	-	-	-	-	2 843	3 270	3 972
<b>Sud, Nord Kivu et Maniema</b>	<b>2 827</b>	<b>4 849</b>	<b>13 432</b>	<b>19 531</b>	<b>116 799</b>	<b>141 893</b>	<b>179 122</b>	<b>262 635</b>	<b>67 176</b>	<b>72 530</b>	<b>88 110</b>
Nord-Kivu	-	-	-	-	-	-	-	-	38 020	36 687	44 568
Sud-Kivu	-	-	-	-	-	-	-	-	27 664	33 741	40 989
Maniema	-	-	-	-	-	-	-	-	1 491	2 102	2 553
<b>Espace Grand Katanga</b>	<b>30 331</b>	<b>50 659</b>	<b>36 891</b>	<b>52 449</b>	<b>208 466</b>	<b>281 943</b>	<b>355 916</b>	<b>521 858</b>	<b>255 687</b>	<b>549 477</b>	<b>667 506</b>
Tanganyika	-	-	-	-	-	-	-	-	783	736	894
Haut-Katanga	-	-	-	-	-	-	-	-	242 330	281 387	341 829
Lualaba	-	-	-	-	-	-	-	-	12 574	267 355	324 783
<b>Espace du Grand Kasai</b>	<b>622</b>	<b>1 188</b>	<b>1 251</b>	<b>2 444</b>	<b>9 321</b>	<b>8 288</b>	<b>10 463</b>	<b>15 341</b>	<b>13 109</b>	<b>17 010</b>	<b>20 663</b>
Kasai-Oriental	526	1 028	550	1 391	4 701	5 024	6 342	9 300	2 440	4 121	5 006
Lomami	-	-	-	-	-	-	-	-	110	455	552
Sankuru	-	-	-	-	-	-	-	-	88	134	163
Haut-Lomami	-	-	-	-	-	-	-	-	925	1 239	1 505
Kasai	-	-	-	-	-	-	-	-	189	211	257
Kasai-Central	96	159	700	1 053	4 620	3 264	4 120	6 041	9 358	10 850	13 180
<b>D. Échéance</b>	<b>96 646</b>	<b>167 595</b>	<b>223 668</b>	<b>291 808</b>	<b>863 631</b>	<b>989 194</b>	<b>1 248 729</b>	<b>1 830 933</b>	<b>1 476 641</b>	<b>2 529 126</b>	<b>3 072 388</b>
15 jours	40	70	92	121	1 440	2 781	3 511	5 147	4 151	7 110	8 638
1 mois	9 134	18 841	24 964	32 804	130 489	184 015	232 295	340 600	274 692	470 481	571 541
3 mois	36 591	63 351	83 940	110 303	246 160	288 695	364 440	534 355	430 956	738 122	896 672
6 mois	21 016	35 997	47 696	62 675	223 835	258 696	326 570	478 829	386 174	661 422	803 497
1 an et plus	29 865	49 338	66 977	85 905	261 707	255 007	321 913	472 002	380 668	651 991	792 040

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

\* A partir de 2011, la rubrique «secteur d'activités» a subi un reclassement suivant les nouvelles informations produites dans l'annexe DEC 9004 du Guide Comptable des Établissements de Crédit (GCEC).

Tableau 4|17 Ventilation des dépôts bancaires par province  
(en millions de CDF)

	PROVINCES	2019				2 020			
		COMPTES DE DEPOTS A REGIME SPECIAL	COMPTES CREDITEURS A TERME	COMPTES CREDITEURS A VUE	TOTAL DEPOT DE LA CLIENTELE	COMPTES DE DEPOTS A REGIME SPECIAL	COMPTES CREDITEURS A TERME	COMPTES CREDITEURS A VUE	TOTAL DEPOT DE LA CLIENTELE
1	Kinshasa	62 207	1 795 663	5 036 634	6 894 505	70 412	2 088 531	8 254 969	10 413 913
2	Kongo-Central	3 415	9 892	143 691	156 998	4 286	17 000	166 131	187 417
3	Kwango	199	383	6 241	6 824	247	449	6 677	7 373
4	Kwilu	354	829	18 722	19 905	628	853	26 526	28 007
5	Mai-Ndombe	0	25	1 564	1 589	1	44	1 499	1 543
6	Equateur	706	197	13 300	14 202	1 133	316	15 427	16 876
7	Mongala	-	-	1 131	1 131	-	-	1 417	1 417
8	Nord-Ubangi	561	97	3 988	4 646	947	287	4 228	5 462
9	Sud-Ubangi	1 031	116	8 394	9 541	1 734	214	10 130	12 079
10	Tshuapa	-	-	-	-	-	-	-	-
11	Kasai	-	211	5 051	5 263	-	171	5 583	5 754
12	Kasai-Central	588	10 262	31 632	42 481	967	9 932	50 121	61 020
13	Kasai-Oriental	591	3 530	42 270	46 391	1 081	5 556	52 733	59 370
14	Lomami	374	81	2 543	2 997	543	288	4 543	5 374
15	Sankuru	100	34	3 740	3 874	158	79	5 948	6 185
16	Haut-Lomami	1 051	188	8 513	9 752	912	167	10 393	11 471
17	Tanganyika	529	207	24 898	25 634	1 055	537	30 602	32 194
18	Haut-Katanga	18 340	263 047	1 323 725	1 605 111	22 329	611 671	2 516 827	3 150 828
19	Lualaba	6 094	261 260	298 658	566 012	7 653	90 982	522 315	620 950
20	Bas-Uélé	-	-	1 459	1 459	-	-	2 288	2 288
21	Haut-Uele	39	6 918	327 716	334 673	-	9 988	297 269	307 257
22	Tshopo	1 351	2 855	39 492	43 698	1 921	3 770	45 831	51 522
23	Ituri	931	2 338	60 104	63 373	1 112	3 514	75 236	79 862
24	Nord-Kivu	6 850	29 838	361 631	398 319	8 713	48 067	410 435	467 216
25	Sud-Kivu	2 364	31 377	165 732	199 473	3 778	48 342	215 722	267 842
26	Maniema	653	1 449	12 857	14 959	686	1 333	21 335	23 354
	<b>TOTAL</b>	<b>108 328</b>	<b>2 420 798</b>	<b>7 943 683</b>	<b>10 472 809</b>	<b>130 297</b>	<b>2 942 091</b>	<b>12 754 186</b>	<b>15 826 574</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 4 | 18 Ventilation des dépôts bancaires par secteur d'activités  
(en millions de CDF)

Rubriques	2019			2020		
	MN	ME	TOTAL	MN	ME	TOTAL
1 ACTIVITES FINANCIERES ET ASSURANCES	119 177	493 487	612 665	191 280	581 300	772 580
2 ADMINISTRATION PUBLIQUE CENTRALE	100 889	287 170	388 059	92 327	514 747	607 074
3 ADMINISTRATION PUBLIQUE LOCALE	3 944	7 670	11 614	16 659	37 189	53 848
4 AGRICULTURE	5 290	38 090	43 380	6 289	42 944	49 233
5 ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES	265	6 697	6 962	100	5 796	5 896
6 VENTE, REPARATION, PIECES DE RECHANGE DES VEHICUL	4 841	68 988	73 829	7 113	92 624	99 737
7 COMMERCE DE DETAIL	145 258	272 397	417 655	42 044	471 427	513 471
8 COMMERCE DE GROS	18 607	241 518	260 125	32 189	315 179	347 368
9 CONSTRUCTION, BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	36 397	315 316	351 713	32 497	671 494	703 991
10 ELEVAGE, PECHE ET SYLVICULTURE	2 497	7 047	9 545	1 367	12 556	13 923
11 ENSEIGNEMENT	6 023	41 872	47 894	8 363	51 980	60 343
12 ENTREPRISES IMMOBILIERES	8 541	151 663	160 204	11 861	183 871	195 732
13 HEBERGEMENT ET RESTAURATION	2 182	44 127	46 309	2 762	78 350	81 112
14 INDUSTRIES EXTRACTIVES (MINES)	26 423	1 444 731	1 471 154	14 440	3 368 354	3 382 793
15 PRODUCTION INDUSTRIELLE (MANUFACTURES)	39 413	205 141	244 554	49 805	349 834	399 639
16 INFORMATION ET COMMUNICATION	38 553	43 133	81 686	66 252	109 787	176 039
17 PRODUCTION ARTISANALE	0	263	263	0	318	318
18 PRODUCTION DES PRODUITS BRASSICOLES	12 439	11 201	23 640	20 260	15 137	35 397
19 DISTRIBUTION DES PRODUITS BRASSICOLES	8 123	75 029	83 152	7 776	79 575	87 350
20 PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE GAZ ET D'ELECTRICITE	22 193	150 104	172 297	20 218	261 256	281 474
21 PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU	3 467	14 373	17 840	4 236	11 934	16 169
22 PRODUCTION DES PRODUITS PETROLIERS	4 393	41 740	46 133	2 242	16 301	18 543
23 DISTRIBUTION DES PRODUITS PETROLIERS	29 370	60 490	89 860	20 195	75 489	95 684
24 PRODUCTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	290	4 878	5 169	472	6 529	7 001
25 DISTRIBUTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	3 566	25 208	28 774	5 873	47 881	53 754
26 SANTE	43 596	115 978	159 573	52 663	220 345	273 007
27 AUTRES ACTIVITES DES ENTREPRISES DE SERVICES	91 050	653 400	744 449	261 042	1 461 632	1 722 674
28 EXPLOITATION FORESTIERE	914	2 045	2 959	621	8 352	8 972
29 TELECOMMUNICATION	71 788	104 702	176 490	58 795	150 258	209 053
30 TEXTILE ET CONFECTION	170	2 010	2 181	128	4 155	4 283
31 TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	28 192	166 995	195 187	28 328	243 475	271 803
32 AUTRES ACTIVITES NON SECTORISEES	396 988	4 100 508	4 497 496	370 731	4 907 578	5 278 309
TOTAL DEPOTS A VUE	1 154 128	6 789 556	7 943 683	1 396 854	11 357 332	12 754 186
TOTAL DEPOTS A TERME	110 306	2 310 492	2 420 798	16 135	2 925 956	2 942 091
TOTAL DEPOTS A REGIME SPECIAL	10 405	97 924	108 328	15 941	114 356	130 297
TOTAL DEPOTS DE LA CLIENTELE	1 274 838	9 197 971	10 472 809	1 428 930	14 397 644	15 826 574

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 4 | 19 Ventilation des dépôts bancaires par déposant  
(en millions de CDF)

A fin 2019	TOTAL DEPOTS A VUE		TOTAL DEPOTS A TERME		TOTAL DEPOTS A REGIME			TOTAL	
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	48 937	216 130	-	34 415	-	-	48 937	250 544	299 481
Administration Publique Locale	8 593	25 841	-	6 358	-	-	8 593	32 200	40 793
Entreprises (Etablissements) Publiques	156 161	313 573	2 536	353 547	-	87	158 698	667 207	825 905
Entreprises (Etablissements) Privées	471 179	2 561 410	964	772 010	354	5 920	472 497	3 339 341	3 811 838
PME	56 869	430 024	4 020	99 580	-	22	60 889	529 625	590 515
Ménages	256 512	2 252 349	9 844	957 696	10 050	88 052	276 405	3 298 096	3 574 502
ISBLM	129 894	601 524	7 421	74 436	-	-	137 315	675 959	813 275
Autres	25 982	388 705	85 521	12 451	-	3 843	111 503	404 999	516 502
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 154 128</b>	<b>6 789 556</b>	<b>110 306</b>	<b>2 310 492</b>	<b>10 405</b>	<b>97 924</b>	<b>1 274 838</b>	<b>9 197 971</b>	<b>10 472 809</b>

A fin 2020	TOTAL DEPOTS A VUE		TOTAL DEPOTS A TERME		TOTAL DEPOTS A REGIME			TOTAL	
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	23 680	270 064		13 198			23 680	283 261	306 942
Administration Publique Locale	26 882	91 190	10 000	56 076			36 882	147 267	184 149
Entreprises (Etablissements) Publiques	297 029	837 078	23	403 476		358	297 052	1 240 912	1 537 964
Entreprises (Etablissements) Privées	583 130	5 673 113	1 935	736 569	401	5 582	585 466	6 415 264	7 000 730
PME	35 464	551 708	88	148 487		13	35 551	700 208	735 759
Ménages	321 802	2 944 061	3 755	1 363 412	15 540	98 389	341 097	4 405 861	4 746 958
ISBLM	62 906	471 903	204	27 731			63 110	499 634	562 744
Autres	45 960	518 215	132	177 007		10 014	46 092	705 236	751 328
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 396 854</b>	<b>11 357 332</b>	<b>16 135</b>	<b>2 925 956</b>	<b>15 941</b>	<b>114 356</b>	<b>1 428 930</b>	<b>14 397 644</b>	<b>15 826 574</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 4 | 20 Ventilation du crédit aux entreprises privées et aux ménages\*  
(en millions de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>A. Banques</b>	<b>420 208</b>	<b>727 443</b>	<b>862 446</b>	<b>910 636</b>	<b>1 226 813</b>	<b>1 628 977</b>	<b>1 899 750</b>	<b>2 165 632</b>	<b>2 797 982</b>	<b>3 422 401</b>	<b>3 790 900</b>	<b>5 490 437</b>	<b>7 670 762</b>
Crédits de décaissement (1)	311 034	622 441	750 286	781 837	1 078 800	1 408 556	1 686 816	1 968 598	2 561 294	3 037 280	3 360 495	4 899 172	6 870 888
Crédits de signature	109 173	105 001	112 160	128 799	148 013	220 420	212 934	197 034	236 687	385 121	430 405	591 265	799 874
<b>B. Institutions spécialisées*</b>	<b>881</b>	<b>819</b>	<b>1 127</b>	<b>1 201</b>	<b>6 886</b>	<b>20 134</b>	<b>21 061</b>	<b>24 040</b>	<b>23 554</b>	<b>42 871</b>	<b>24 820</b>	<b>33 790</b>	<b>31 421</b>
<b>C. Caisse d'épargne du Congo</b>	<b>n.d.</b>	<b>n.d.</b>	<b>n.d.</b>	<b>360</b>	<b>759</b>	<b>77</b>	<b>629</b>	<b>1 147</b>	<b>809</b>	<b>2 404</b>	<b>676</b>	<b>1 064</b>	<b>1 346</b>
<b>Total (A+B+C)</b>	<b>421 089</b>	<b>728 262</b>	<b>863 573</b>	<b>912 197</b>	<b>1 234 459</b>	<b>1 649 187</b>	<b>1 921 441</b>	<b>2 190 819</b>	<b>2 822 344</b>	<b>3 467 676</b>	<b>3 816 395</b>	<b>5 525 291</b>	<b>7 703 529</b>

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) : Données actualisées (en nets) incluant les PME

\* Données corrigées

\*\* Il s'agit uniquement ici de la SOFIDE, Société Financière de Développement.

n.d. : Non disponible

Tableau 4 | 21 Crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits \*  
(en millions de CDF)

Formes des crédits	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (p)
Crédits documentaires à l'importation	41 203	41 061	47 470	66 120	128 973	162 085	132 566	74 726	63 892	88 818	41 315	245 144	395 704
Crédits documentaires à l'exportation	81	-	-	-	15 811	4 700	4 112	-	-	-	4 268	70 095	83 912
Autres (lettre de garantie, cautions, avals)	66 790	81 396	81 089	188 410	176 578	277 465	284 747	289 078	462 043	623 837	505 700	594 667	1 044 614
<b>Total</b>	<b>108 073</b>	<b>122 457</b>	<b>128 559</b>	<b>254 530</b>	<b>321 361</b>	<b>444 249</b>	<b>421 425</b>	<b>363 804</b>	<b>525 934</b>	<b>712 655</b>	<b>551 283</b>	<b>909 906</b>	<b>1 524 230</b>

Source : Banque Centrale du Congo.  
\* Données revisitées P : Provisoire.

Tableau 4 | 21a Ventilation du crédit bancaire par province  
(en millions de CDF)

A fin 2019								
PROVINCES		CREDITS A LONG TERME	CREDITS A MOYEN TERME	CREDITS A COURT TERME	COMPTES DEBITEURS DE LA CLIENTELE	CREANCES BRUTES EN SOUFFRANCE	TOTAL CREDIT BRUTS DE LA CLIENTELE	CREANCES RADIEES ET SORTIES DU BILAN
1	Kinshasa	320 373	1 547 396	461 284	672 958	991 006	3 993 017	42 605
2	Kongo-Central	4 522	84 619	25 060	15 078	39 567	168 846	1 323
3	Kwango	29	1	697	638	1	1 366	-
4	Kwilu	70	8 087	8 754	562	2 201	19 675	-
5	Mai-Ndombe	-	-	-	-	-	-	-
6	Equateur	-	2 209	3 806	1 324	2 529	9 869	-
7	Mongala	-	43	35	3	-	81	-
8	Nord-Ubangi	971	0	204	75	4 542	5 792	-
9	Sud-Ubangi	23	2 649	203	122	895	3 892	-
10	Tshuapa	-	-	-	-	786	786	-
11	Kasai	-	6 895	1 016	17	113	8 041	-
12	Kasai-Central	93	2 892	2 858	1 546	2 674	10 064	-
13	Kasai-Oriental	364	7 092	5 993	556	5 263	19 269	-
14	Lomami	-	-	342	60	-	401	-
15	Sankuru	-	1 060	1 157	23	184	2 423	-
16	Haut-Lomami	2 709	323	812	401	2 197	6 442	-
17	Tanganyika	58	3 348	8 020	266	219	11 911	-
18	Haut-Katanga	16 372	241 728	160 399	265 553	161 430	845 482	7 942
19	Lualaba	573	39 547	49 712	7 274	51 687	148 793	12
20	Bas-Uélé	49	444	949	-	640	2 081	-
21	Haut-Uele	17	18 130	2 365	7 864	15 431	43 807	-
22	Tshopo	400	13 962	3 405	3 533	8 434	29 734	-
23	Ituri	1 408	4 206	1 925	23 621	3 366	34 526	15
24	Nord-Kivu	2 190	59 885	37 309	39 339	39 779	178 502	0
25	Sud-Kivu	407	27 312	20 295	9 187	47 852	105 054	7
26	Maniema	239	2 594	5 258	210	809	9 111	-
<b>TOTAL</b>		<b>350 868</b>	<b>2 074 425</b>	<b>801 857</b>	<b>1 050 209</b>	<b>1 381 606</b>	<b>5 658 965</b>	<b>51 904</b>

A fin 2020								
PROVINCES		CREDITS A LONG TERME	CREDITS A MOYEN TERME	CREDITS A COURT TERME	COMPTES DEBITEURS DE LA CLIENTELE (découverts)	CREANCES BRUTES EN SOUFFRANCE	TOTAL CREDIT BRUTS DE LA CLIENTELE	CREANCES RADIEES ET SORTIES DU BILAN
1	Kinshasa	341 800	1 650 890	492 135	717 967	1 057 286	4 260 079	42 605
2	Kongo-Central	4 825	90 279	26 736	16 086	42 213	180 139	1 323
3	Kwango	31	1	743	681	1	1 457	-
4	Kwilu	75	8 628	9 340	600	2 348	20 990	-
5	Mai-Ndombe							-
6	Equateur		2 357	4 060	1 413	2 699	10 529	-
7	Mongala		46	38	3		86	-
8	Nord-Ubangi	1 036	-	218	79	4 846	6 180	-
9	Sud-Ubangi	24	2 826	216	130	955	4 152	-
10	Tshuapa					838	838	-
11	Kasai		7 357	1 084	18	121	8 579	-
12	Kasai-Central	99	3 086	3 049	1 650	2 853	10 737	-
13	Kasai-Oriental	388	7 567	6 394	593	5 615	20 558	-
14	Lomami			364	64		428	-
15	Sankuru		1 131	1 234	24	196	2 586	-
16	Haut-Lomami	2 890	345	867	428	2 344	6 873	-
17	Tanganyika	61	3 572	8 557	284	233	12 708	-
18	Haut-Katanga	17 467	257 895	171 127	283 314	172 227	902 030	7 942
19	Lualaba	611	42 191	53 037	7 761	55 144	158 745	12
20	Bas-Uélé	52	474	1 012		683	2 221	-
21	Haut-Uele	18	19 343	2 523	8 390	16 463	46 737	-
22	Tshopo	427	14 896	3 632	3 769	8 998	31 722	-
23	Ituri	1 503	4 487	2 054	25 201	3 591	36 835	15
24	Nord-Kivu	2 337	63 891	39 804	41 970	42 439	190 440	-
25	Sud-Kivu	435	29 139	21 652	9 801	51 053	112 080	7
26	Maniema	255	2 768	5 609	224	863	9 720	-
	TOTAL	374 335	2 213 167	855 487	1 120 449	1 474 011	6 037 449	51 904

Tableau 4 | 21b Ventilation du crédit bancaire (brut) par secteur d'activités

(en millions de CDF)

Secteurs d'activités	2019			2020 *		
	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME
ACTIONS SOCIALES: MARIAGE, FUNERAILLES, SOINS MEDICAUX, ETUDE	2 748	13 259	16 008	2 932	14 146	17 078
ACTIVITES FINANCIERES ET ASSURANCES	1 199	335 665	336 864	1 279	358 115	359 394
ADMINISTRATION PUBLIQUE	50 909	266 742	317 651	54 314	284 582	338 896
AGRICULTURE	1 202	49 231	50 433	1 282	52 523	53 806
ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES	28	1 981	2 009	30	2 113	2 143
VENTE, REPARATION, PIECES DE RECHANGE DES VEHICULES	3	13 041	13 044	3	13 913	13 916
COMMERCE DE DETAIL	5 187	342 805	347 993	5 534	365 733	371 267
COMMERCE DE GROS	5 102	318 359	323 461	5 443	339 651	345 094
CONSTRUCTION, BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	979	102 138	103 118	1 045	108 970	110 014
ELEVAGE, PECHE ET SYLVICULTURE	51	11 026	11 077	54	11 764	11 818
ENSEIGNEMENT	3 308	53 450	56 758	3 529	57 025	60 554
ENTREPRISES IMMOBILIERES	852	183 667	184 518	908	195 951	196 859
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	52	49 617	49 668	55	52 935	52 990
INDUSTRIES EXTRACTIVES (MINES)	517	420 425	420 941	551	448 544	449 095
PRODUCTION INDUSTRIELLE (MANUFACTURES)	2 250	166 271	168 521	2 400	177 392	179 792
INFORMATION ET COMMUNICATION	538	314 533	315 071	574	335 570	336 144
PRODUCTION ARTISANALE	-	274	-	-	293	293
PRODUCTION DES PRODUITS BRASSICOLES	1 949	43 235	45 185	2 080	46 127	48 207
DISTIBUTION DES PRODUITS BRASSICOLES	56	14 183	14 239	60	15 132	15 192
PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE GAZ ET D'ELECTRICITE	2 511	131 204	133 715	2 679	139 979	142 658
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU	4 673	23 804	28 477	4 985	25 396	30 381
PRODUCTION DES PRODUITS PETROLIERS	3	9 930	9 933	3	10 594	10 597
DISTRIBUTION DES PRODUITS PETROLIERS	4 254	64 015	68 269	4 539	68 297	72 835
PRODUCTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	1	15 111	-	-	16 121	16 123
DISTRIBUTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	0	6 659	-	-	7 104	7 105
SANTE	744	16 838	17 583	794	17 964	18 758
AUTRES ACTIVITES DES ENTREPRISES DE SERVICES	5 046	314 087	319 133	5 384	335 094	340 478
EXPLOITATION FORESTIERE	2	8 183	8 185	2	8 730	8 732
TELECOMMUNICATION	99	99 883	99 982	105	106 563	106 669
TEXTILE ET CONFECTION	1	30 568	30 569	1	32 613	32 614
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	14 480	309 145	323 625	15 448	329 822	345 270
AUTRES ACTIVITES NON SECTORISEES	195 424	1 625 467	1 820 890	208 494	1 734 181	1 942 676
<b>I. TOTAL CREDIT DE DECAISSEMENTS</b>	<b>304 168</b>	<b>5 354 796</b>	<b>5 658 965</b>	<b>324 512</b>	<b>5 712 937</b>	<b>6 037 449</b>
<b>II. CREDITS D'ENGAGEMENT</b>	<b>7 910</b>	<b>901 996</b>	<b>909 906</b>	<b>7 910</b>	<b>904 847</b>	<b>1 524 230</b>
1. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'IMPORTATION:	63	245 081	245 144	63	245 081	395 704
- PAYABLES A L'EMBARQUEMENT	-	17 410	-	-	17 410	381 688
- PAYABLES A DELAI D'EMBARQUEMENT	63	227 671	227 735	63	227 671	14 015
2. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'EXPORTATION	-	70 095	-	-	70 095	83 912
3. AUTRES ( LETTRES DE GARANTIE ET AUTRES CAUTIONS)	7 847	586 820	594 667	7 847	589 671	1 044 614

\*Provisoire

Tableau 4 | 21c Ventilation du crédit alloué par la Caisse d'Épargne du Congo (CADECO) par secteur d'activités  
(en millions de CDF)

Secteurs d'activités	2019			2020		
	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME
ACTIONS SOCIALES: MARIAGE, FUNERAILLES, SOINS MEDICAUX, ETUDE			-			-
ACTIVITES FINANCIERES ET ASSURANCES			-			-
ADMINISTRATION PUBLIQUE			-			-
AGRICULTURE			-			-
ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES			-			-
VENTE, REPARATION, PIECES DE RECHANGE DES VEHICULES			-			-
COMMERCE DE DETAIL			-			-
COMMERCE DE GROS			-			-
CONSTRUCTION, BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS			-			-
ELEVAGE, PECHE ET SYLVICULTURE			-			-
ENSEIGNEMENT			-			-
ENTREPRISES IMMOBILIERES			-			-
HEBERGEMENT ET RESTAURATION			-			-
INDUSTRIES EXTRACTIVES (MINES)			-			-
PRODUCTION INDUSTRIELLE (MANUFACTURES)			-			-
INFORMATION ET COMMUNICATION			-			-
PRODUCTION ARTISANALE			-			-
PRODUCTION DES PRODUITS BRASSICOLES			-			-
DISTRIBUTION DES PRODUITS BRASSICOLES			-			-
PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE GAZ ET D'ELECTRICITE			-			-
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU			-			-
PRODUCTION DES PRODUITS PETROLIERS			-			-
DISTRIBUTION DES PRODUITS PETROLIERS			-			-
PRODUCTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES						-
DISTRIBUTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES						-
SANTE			-			-
AUTRES ACTIVITES DES ENTREPRISES DE SERVICES			-			-
EXPLOITATION FORESTIERE			-			-
TELECOMMUNICATION			-			-
TEXTILE ET CONFECTION			-			-
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE			-			-
AUTRES ACTIVITES NON SECTORISEES			17 390,66	22 971,85		22 971,85
<b>I. TOTAL CREDIT DE DECAISSEMENTS</b>						-
<b>II. CREDITS D'ENGAGEMENT</b>						-
1. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'IMPORTATION:						-
- PAYABLES A L'EMBARQUEMENT						-
- PAYABLES A DELAI D'EMBARQUEMENT						-
2. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'EXPORTATION						-
3. AUTRES ( LETTRES DE GARANTIE ET AUTRES CAUTIONS)						-

**Tableau 4 | 21d Ventilation du crédit alloué par la Société Financière de Développement (SOFIDE) par secteur d'activités**

(en millions de CDF)

Secteurs d'activités	2019			2020		
	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME
ACTIONS SOCIALES: MARIAGE, FUNERAILLES, SOINS MEDICAUX, ETUDE	-	-	-	-	-	-
ACTIVITES FINANCIERES ET ASSURANCES	-	-	-	-	-	-
ADMINISTRATION PUBLIQUE	-	-	-	-	-	-
AGRICULTURE	-	56	56	-	-	-
ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES	-	-	-	-	-	-
VENTE, REPARATION, PIECES DE RECHANGE DES VEHICULES	-	-	-	-	-	-
COMMERCE DE DETAIL	-	259	259	-	-	-
COMMERCE DE GROS	-	-	8 055	-	6 743	-
CONSTRUCTION, BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	-	-	1 749	-	-	581
ELEVAGE, PECHE ET SYLVICULTURE	-	-	3 134	-	3 102	-
ENSEIGNEMENT	-	-	-	-	-	-
ENTREPRISES IMMOBILIERES	-	-	-	-	-	-
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	-	-	2 236	-	3 575	-
INDUSTRIES EXTRACTIVES (MINES)	-	917	917	-	1 133	1 133
PRODUCTION INDUSTRIELLE (MANUFACTURES)	-	12 576	12 576	-	10 525	10 525
INFORMATION ET COMMUNICATION	-	-	-	-	-	-
PRODUCTION ARTISANALE	-	-	-	-	-	-
PRODUCTION DES PRODUITS BRASSICOLES	-	-	-	-	-	-
DISTRIBUTION DES PRODUITS BRASSICOLES	-	-	-	-	-	-
PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE GAZ ET D'ELECTRICITE	-	-	-	-	-	-
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU	-	-	-	-	-	-
PRODUCTION DES PRODUITS PETROLIERS	-	-	-	-	-	-
DISTRIBUTION DES PRODUITS PETROLIERS	-	-	-	-	-	-
PRODUCTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	-	-	-	-	-	-
DISTRIBUTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	-	-	-	-	-	-
SANTE	-	236	236	-	-	96
AUTRES ACTIVITES DES ENTREPRISES DE SERVICES	-	-	-	-	-	-
EXPLOITATION FORESTIERE	-	-	-	-	-	-
TELECOMMUNICATION	-	-	-	-	-	-
TEXTILE ET CONFECTION	-	-	-	-	-	-
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	-	-	8 245	-	6 548	6 548
AUTRES ACTIVITES NON SECTORISEES	-	1 969	1 969	-	2 701	-
<b>I. TOTAL CREDIT DE DECAISEMENTS</b>	-	<b>39 431</b>	<b>39 431</b>	-	<b>35 004</b>	<b>35 004</b>
<b>II. CREDITS D'ENGAGEMENT</b>	-	-	-	-	-	-
1. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'IMPORTATION:	-	-	-	-	-	-
- PAYABLES A L'EMBARQUEMENT	-	-	-	-	-	-
- PAYABLES A DELAI D'EMBARQUEMENT	-	-	-	-	-	-
2. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'EXPORTATION	-	-	-	-	-	-
3. AUTRES ( LETTRES DE GARANTIE ET AUTRES CAUTIONS)	-	-	-	-	-	-

Tableau 4 | 22 Crédits de décaissement (brut) par unité institutionnelle\*  
(en millions de CDF)

	TOTAL PROVISIONS		TOTAL A COURT TERME		TOTAL A MOYEN ET LONG TERME		TOTAL DECOUVERTS		TOTAL CREDIT DE DECAISSEMENTS		
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	744	3 314	15 209	34 308	712	103 301	9 501	12 867	26 166	153 789	179 955
Administration Publique Locale	559	22 439	-	3 020	3 170	97 973	768	17 936	4 497	141 368	145 865
Entreprises (Etablissements) Publiques	478	6 602	1 247	67 421	164	265 959	13 041	115 644	14 929	455 626	470 554
Entreprises (Etablissements) Privées	4 378	149 444	5 212	397 122	2 021	897 734	45 397	1 317 473	57 008	2 761 773	2 818 781
PME	2 021	73 570	370	97 662	841	379 133	5 733	103 335	8 965	653 701	662 666
Ménages	6 495	68 858	23 527	182 155	89 137	688 686	15 729	173 555	134 887	1 113 255	1 248 142
ISBLM	165	3 465	7	1 653	120	9 948	273	4 020	565	19 085	19 650
Autres	14	26 643	9 526	38 875	3 148	367 075	2 264	44 290	14 953	476 882	491 835
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>14 854</b>	<b>354 335</b>	<b>55 099</b>	<b>822 217</b>	<b>99 313</b>	<b>2 809 809</b>	<b>92 706</b>	<b>1 789 122</b>	<b>261 969</b>	<b>5 775 480</b>	<b>6 037 449</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 4 | 23 Crédits d'engagement par unité institutionnelle\*  
(en millions de CDF)

	1. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'IMPORTATION:		2. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'EXPORTATION		3. AUTRES ( LETTRES DE GARANTIE ET AUTRES CAUTIONS)		TOTAL CREDIT D'ENGAGEMENT		
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	-	345 845	-	58 948	-	35 820	-	-	<b>440 613</b>
Administration Publique Locale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises (Etablissements) Publiques	-	569	-	337	-	7 670	-	-	8 576
Entreprises (Etablissements) Privées	-	13 666	-	19 376	6 909	1 001 381	6 909	1 034 424	1 041 332
PME	-	10 863	-	-	-	9 655	-	20 518	20 518
Ménages	-	-	-	-	-	13 049	-	13 049	13 049
ISBLM	-	-	-	-	-	32	-	32	32
Autres	-	-	-	-	-	110	-	110	110
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>-</b>	<b>370 942</b>	<b>-</b>	<b>78 660</b>	<b>6 909</b>	<b>1 067 717</b>	<b>6 909</b>	<b>1 517 321</b>	<b>1 524 230</b>

\* Situation provisoire.

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 4 | 24 Taux d'intérêt appliqués par le système bancaire  
(en pourcentage, au 31 décembre)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>TAUX DÉBITEUR BCC</b>												
Banque centrale - Taux directeur	70,00	22,00	20,00	4,00	2,00	2,00	2,00	7,00	20,00	14,00	9,00	18,50
Banque centrale - Facilités permanentes	72,50	24,50	22,50	5,25	3,00	3,00	3,00	10,50	21,00	15,00	10,00	19,50
<b>TAUX CRÉDITEUR BCC (1)</b>												
à 7 jours	68,27	18,16	15,24	0,20	1,72	1,82	0,47	4,22	15,13	1,57	2,00	12,00
à 14 jours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
à 28 jours	65,00	19,10	17,32	2,13	1,63	1,58	0,51	0,00	20,00	4,00	2,51	0,00
à 84 jours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,72	0,38	0,00	0,00	10,00	4,30	0,00
<b>TAUX SUR LE MARCHÉ INTERBANCAIRE</b>												
Taux moyen				5,22	1,88	1,61	1,69	2,59	15,17	10,27	6,00	11,53
Taux moyen pondéré				4,91	1,94	1,59	1,73	2,64	14,34	10,29	3,80	9,04
<b>TAUX D'INTÉRÊT DÉBITEUR BANQUES COMMERCIALES</b>												
Banques commerciales - Taux crédits - MN	69,77	44,69	40,61	22,51	19,18	20,13	19,04	15,73	21,47	26,74	26,89	23,69
Banques commerciales - Taux crédits - ME	16,98	18,90	19,22	15,93	14,84	14,77	14,23	14,53	15,57	16,47	15,74	15,61
<b>TAUX D'INTÉRÊT CRÉDITEUR BANQUES COMMERCIALES</b>												
Banques commerciales - Taux dépôts - MN	19,03	11,57	14,58	6,10	3,87	4,93	3,29	1,39	4,13	5,24	5,95	6,72
Banques commerciales - Taux dépôts - ME	3,55	2,87	3,30	3,35	3,19	3,47	3,18	3,15	3,64	3,42	3,49	3,48
<b>DIFFÉRENCE ENTRE TAUX DÉBITEUR ET CRÉDITEUR EN MN</b>	50,74	33,12	26,03	16,41	15,31	15,20	15,75	14,80	17,34	21,50	20,94	16,97
<b>COEFFICIENT DE RÉSERVES OBLIGATOIRES</b>												
Dépôts à vue MN	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	5,00	2,00	0,00	2,00	2,00	2,00	0,00
Dépôts à terme en MN	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts à vue en ME	7,00	7,00	7,00	7,00	8,00	8,00	8,00	12,00	13,00	13,00	13,00	13,00
Dépôts à terme ME	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	13,00	12,00	12,00	12,00	12,00

Source : Banque Centrale du Congo.  
(1) : Taux moyen pondéré du Bon BCC.

Tableau 4 | 25 Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires  
(en millions de CDF)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>A. Avoirs extérieurs bruts</b>	<b>1 549 392</b>	<b>2 047 759</b>	<b>2 106 483</b>	<b>2 712 617</b>	<b>2 897 474</b>	<b>2 899 544</b>	<b>2 650 883</b>	<b>2 663 293</b>	<b>4 570 537</b>	<b>5 100 656</b>	<b>7 419 943</b>	<b>12 674 642</b>
<b>Banque Centrale du Congo</b>	<b>902 153</b>	<b>1 193 531</b>	<b>1 182 958</b>	<b>1 506 341</b>	<b>1 556 952</b>	<b>1 457 580</b>	<b>1 138 302</b>	<b>759 327</b>	<b>956 476</b>	<b>1 074 827</b>	<b>1 828 365</b>	<b>1 582 893</b>
Avoirs en or	210	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
F.M.I. compte spécial en DTS	550 944	495 319	495 278	497 026	500 805	471 712	417 580	273 647	142 569	28 651	88 538	76 767
Avoirs en devises	351 210	698 212	687 680	1 009 315	1 056 147	985 867	720 722	485 680	813 907	1 046 176	1 739 827	1 506 126
<b>Banques commerciales</b>	<b>647 239</b>	<b>854 229</b>	<b>923 525</b>	<b>1 206 276</b>	<b>1 340 522</b>	<b>1 441 964</b>	<b>1 512 581</b>	<b>1 903 966</b>	<b>3 614 061</b>	<b>4 025 829</b>	<b>5 591 579</b>	<b>11 091 749</b>
<b>B. Engagements extérieurs</b>	<b>1 590 349</b>	<b>1 139 892</b>	<b>1 271 605</b>	<b>1 323 467</b>	<b>1 451 602</b>	<b>1 347 259</b>	<b>1 332 889</b>	<b>1 594 229</b>	<b>1 925 489</b>	<b>1 686 141</b>	<b>2 396 132</b>	<b>2 872 775</b>
<b>Banque Centrale du Congo</b>	<b>1 459 764</b>	<b>1 021 997</b>	<b>1 163 780</b>	<b>1 169 206</b>	<b>1 175 429</b>	<b>1 104 462</b>	<b>1 027 010</b>	<b>1 206 121</b>	<b>1 523 825</b>	<b>1 382 508</b>	<b>1 905 504</b>	<b>2 243 047</b>
Crédit F.M.I.	719 352	294 249	433 874	435 657	439 119	413 789	362 067	366 512	359 047	209 896	706 701	774 194
Autres engagements	20 134	11 327	12 150	12 844	9 878	6 142	7 523	7 461	9 424	13 574	19 354	11 850
FMI allocations DTS	720 278	716 421	717 756	720 706	726 433	684 530	657 421	832 148	1 155 354	1 159 038	1 179 449	1 457 003
<b>Banques commerciales</b>	<b>130 585</b>	<b>117 895</b>	<b>107 824</b>	<b>154 261</b>	<b>276 173</b>	<b>242 797</b>	<b>305 880</b>	<b>388 108</b>	<b>401 664</b>	<b>303 634</b>	<b>490 629</b>	<b>629 727</b>
<b>C. Avoirs extérieurs nets (A - B)</b>	<b>-40 957</b>	<b>907 868</b>	<b>834 878</b>	<b>1 389 151</b>	<b>1 445 872</b>	<b>1 552 286</b>	<b>1 317 994</b>	<b>1 069 064</b>	<b>2 645 048</b>	<b>3 414 514</b>	<b>5 023 811</b>	<b>9 801 867</b>
(sens strict)												
Banque Centrale du Congo	-557 610	171 534	19 178	337 135	381 523	353 118	111 292	-446 794	-567 349	-307 681	-77 139	-660 154
Banques commerciales	516 653	736 334	815 700	1 052 016	1 064 349	1 199 167	1 206 702	1 515 858	3 212 397	3 722 195	5 100 950	10 462 021

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 4 | 26 Situation résumée de la Société Financière de Développement  
(en millions de CDF)

ACTIF	déc.-11	déc.-12	déc.-13	déc.-14	déc.-15	déc.-16	déc.-17	déc.-18	déc.-19	déc.-20
COMPTES DE TRÉSORERIES ET OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	20	3 630	515	144	187	29	109	6	24	36
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	1 106	6 650	19 740	19 850	22 560	21 348	40 800	24 277	33 718	31 340
Dont		-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à la clientèle (nets)	1 106	6 650	19 740	19 850	22 560	21 348	40 800	24 277	33 182	30 523
Crédits à long terme		-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à Moyen terme	-	5 741	17 905	16 417	22 454	21 226	40 569	24 032	28 191	29 366
Crédits à court terme	1 098	910	1 835	3 433	106	122	231	245	259	-
Créances en souffrance	8	-	-	-	-	-	-	-	4 733	1 157
COMPTE DES TIERS ET DE RÉGULARISATION	543	1 005	1 491	2 074	3 379	5 565	5 659	22 200	23 926	38 533
COMPTES DE VALEURS IMMOBILISÉES	361	22 701	23 027	22 899	22 746	22 763	25 930	40 167	41 994	39 096
SOMMES DÉDUCTIBLES DES CAPITAUX PERMANENTS	9	-	18 372		18 372		-	-	5 045	196
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>2 039</b>	<b>33 986</b>	<b>63 144</b>	<b>63 339</b>	<b>67 243</b>	<b>49 705</b>	<b>72 498</b>	<b>86 651</b>	<b>99 662</b>	<b>109 201</b>

PASSIF	déc.-11	déc.-12	déc.-13	déc.-14	déc.-15	déc.-16	déc.-17	déc.-18	déc.-19	dec 20
COMPTES DE TRÉSORERIES ET OPÉRATIONS INTERBANCAIRES		-	-	-	4 624	4 709	-	-	-	-
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE		-	-	-	-	-	-	2	-	-
COMPTE DES TIERS ET DE RÉGULARISATION	906	785	1 315	1 072	1 114	1 534	3 545	4 918	6 208	7 372
CAPITAUX PERMANENTS	1 133	33 201	61 829	62 268	61 506	43 463	68 953	81 731	98 499	101 829
Dont		-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds propres	1 030	33 042	61 677	61 984	61 450	43 207	53 241	63 105	63 563	64 053
Capital		2	58 880	58 880	58 880	22 080	22 080	22 080	22 080	22 080
Primes liées au capital et Réserves	256	8	9	13	22	31	69	74	75	31
Reports à nouveau créditeur	220	269	328	641	952	1 293	1 575	1 834	2 050	25 839
Résultat de l'exercice en cours (bénéfice)	-	58	1 032	950	237	279	6 847	440		-
Plus values et provisions réglementées	445	22 696	618	828	828	828	4 123	20 249	20 930	20 930
Subventions d'équipement	107	811	811	671	530	295	147	-	-	-
Fonds affectés	-	9 197	-	-	-	18 400		18 428		18 428
Autres capitaux permanents		-	-	-	-	-	15 521	17 823	32 390	35 338
Emprunts et dettes à L & MT	-			-		-	15 521	17 823	31 982	34 856
Provision pour pertes, risques et charges	103	159	152	284	56	256	190	792	2 122	2 204
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>2 039</b>	<b>33 986</b>	<b>63 144</b>	<b>63 339</b>	<b>67 243</b>	<b>49 705</b>	<b>72 498</b>	<b>86 651</b>	<b>99 662</b>	<b>109 201</b>

Source : SOFIDE.

Tableau 4 | 27 Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances (1)  
(en millions de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Trésorerie	1 238	5 006	8 003	3 543	1 406	1 755	1 526	1 727	2 517	3 844	1 622	1 711	3 323
Créances diverses	20 857	50 631	46 321	47 936	42 307	30 481	44 914	38 268	34 494	43 365	77 864	58 531	69 777
Réassurance	727	1 321	1 897	6 015	6 706	6 706	6 706	6 706	6 706	6 706	6 706	6 859	6 652
Immobilisés nets <sup>(2)</sup>	5 311	7 581	58 774	66 073	68 291	56 926	54 797	54 586	59 180	111 146	99 950	94 909	114 187
<b>ACTIF = PASSIF</b>	<b>28 133</b>	<b>64 540</b>	<b>114 994</b>	<b>123 567</b>	<b>118 709</b>	<b>95 868</b>	<b>107 943</b>	<b>101 286</b>	<b>102 897</b>	<b>165 062</b>	<b>186 142</b>	<b>162 009</b>	<b>193 939</b>
Fonds propres	2 030	3 339	77 641	85 375	77 505	45 424	44 758	33 253	39 694	90 627	48 308	31 357	45 691
Capital libéré <sup>(3)</sup>	295	295	72 376	72 376	72 376	72 376	43 162	43 162	43 162	43 162	43 162	43 162	43 162
Bénéfices et réserves	1 735	3 044	5 264	12 999	5 129	7 471	15	41	45	84	5 146	-11 850	2 529
Dettes diverses à LT	143	62	65	62	63	206	206	231	231	302	4 010	5 824	8 586
Provisions techniques	2 257	2 711	6 312	8 954	6 347	9 936	10 062	10 062	8 168	8 168	9 675	10 625	11 338
Provisions mathématiques	40	181		15	13	68	67	67	84	84	86	69	63
Engagements à court terme	23 690	58 219	30 977	29 161	32 264	40 508	52 849	57 674	54 720	65 881	97 870	85 550	98 781
Autres éléments nets	-28	27		0	2 517	-274	0	0	0	0	26 193	28 584	29 481

Source : Direction financière de la SONAS.

(1) Les données des années 2011, 2014 à 2016 ont été corrigées

(2) Y compris le porte-feuille titres.

(3) À titre symbolique. n.d. : Non disponible

Tableau 4 | 28 Recettes et dépenses des différentes branches d'assurances <sup>(1)</sup>  
(en millions de CDF)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>I. RECETTES</b>	<b>72 059</b>	<b>73 470</b>	<b>76 887</b>	<b>96 332</b>	<b>110 340</b>	<b>117 901</b>	<b>116 310</b>
Primes et frais	71 536	72 914	76 455	95 626	109 175	116 160	108 105
Automobiles et cycles	50 178	53 137	58 955	70 990	83 550	90 761	81 623
Incendie	7 511	9 615	8 631	13 702	9 574	12 438	12 959
Transport	8 863	4 097	3 165	4 660	4 550	5 880	5 937
Risques divers <sup>(1)</sup>	4 281	5 121	4 467	5 304	10 741	5 906	7 012
Vie	611	796	1 026	692	397	924	275
Assurance voyage et autres produits	91	149	211	278	364	250	299
Autres recettes	523	556	432	706	1 166	1 741	8 205
<b>II. DÉPENSES</b>	<b>22 259</b>	<b>25 223</b>	<b>26 915</b>	<b>35 181</b>	<b>40 916</b>	<b>33 737</b>	<b>45 232</b>
Prestations et frais de règlements des sinistres	12 044	14 775	19 819	18 847	25 362	18 470	20 489
Automobiles et cycles	10 104	12 345	18 856	15 455	22 329	15 331	17 982
Incendie	449	300	177	294	320	401	158
Transport	700	690	50	306	293	477	496
Risques divers (2)	206	150	208	453	790	310	464
Vie	585	1 289	528	2 339	1 629	1 952	1 390
Autres charges techniques	10 215	10 448	7 096	16 333	15 554	15 267	24 743
<b>III. SOLDE (I - II)</b>	<b>49 800</b>	<b>48 247</b>	<b>49 972</b>	<b>61 151</b>	<b>69 425</b>	<b>84 164</b>	<b>71 078</b>

Source : Direction Financière de la SONAS.

(1) Données revues pour les années 2014 à 2016

(2) Y compris les primes et frais ainsi que les règlements des sinistres Multi-Branches. n.d. : Non disponible

Tableau 4 | 29 Evolution du multiplicateur monétaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<i>Circulation fiduciaire hors banques</i>	381 486	489 377	615 345	595 164	692 945	742 508	682 300	1 072 177	1 355 225	1 559 683	1 550 583	1 600 912
<i>Caisse des banques commerciales</i>	13 173	20 694	32 142	47 396	67 513	74 915	81 696	81 124	99 583	130 116	148 805	152 713
<i>Dépôts de banques commerciales</i>	69 711	99 310	142 649	198 462	210 476	272 344	365 266	438 823	477 949	767 739	968 167	1 134 818
<i>Dépôts des sociétés non financières publiques</i>	2 407	1 357	1 541	2 378	2 483	2 157	4 183	2 274	2 907	4 544	6 295	9 461
<i>Dépôts des autres sociétés non financières privées et des particuliers</i>	4 944	2 521	7 073	1 197	14 899	18 327	2 558	16 318	16 720	8 906	9 356	6 543
<i>Dépôts des institutions financières non monétaires</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Base monétaire (BM) au sens strict</i>	471 722	613 259	798 750	844 597	988 316	1 110 251	1 136 002	1 610 716	1 952 384	2 470 988	2 683 206	2 904 447
<i>Masse monétaire (M2)</i>	1 540 941	2 009 609	2 439 133	2 950 224	3 492 362	3 965 647	4 355 824	5 337 764	7 609 896	9 843 221	12 752 914	19 255 573
<b>Multiplicateur monétaire (M2/BM)</b>	<b>3,27</b>	<b>3,28</b>	<b>3,06</b>	<b>3,50</b>	<b>3,53</b>	<b>3,57</b>	<b>3,83</b>	<b>3,31</b>	<b>3,90</b>	<b>3,98</b>	<b>4,75</b>	<b>6,63</b>

Source : Banque Centrale du Congo

## Liste des autres institutions de dépôt et institutions financières

### I. Liste des Banques

1	ACCESS BANK CONGO SA
2	ADVANS BANQUE CONGO SA
3	AFRILAND FIRST BANK CD SA
4	BANK OF AFRICA
5	EQUITY BANQUE COMMERCIALE DU CONGO SA
6	BGFIBANK RDC SA
7	CITIGROUP CONGO SA
8	ECOBANK RDC SA
9	FBNBANK DRC SA
10	RAWBANK SA
11	SOFIBANQUE SA
12	SOLIDAIRE BANQUE SA
13	STANDARD BANK SA
14	TRUST MERCHANT BANK SA
15	UNITED BANK FOR AFRICA RDC SA

### II. Liste des Messageries financières

#### I. MESSAGERIES CATEGORIE A

1	Agence Aiglon Sce
2	Agence Baudouin Transfert
3	Agence Goldorak
4	Agence M. Fils Express
5	Aigle Express
6	Armi Global Bussiness
7	Assurance Bénie Logistique Sarl
8	Beach - Tele.Com Sarl
9	Bénédiction Cash
10	BKM Transfert Sarl
11	Bobo Cash Express
12	Félicit& MK Transfert Sarl
13	Feza Express
14	Feza Tavari Sarl
15	Five Fingers Compagny Sprl
16	K.K.K.M. Ndjimbo Transfert Sprl
17	La main de l'Eternel Progrès
18	Lidacom Transfert
19	Lumbey Fils
20	Mefide Sarl
21	Messie Agence
22	M.F.K. Kwenge Sarl
23	Ndeko ya RITA
24	Pactol Services
25	Padel Business
26	Proximax
27	Sambo Sarl
28	Setram Sarl
29	Schilo Services
30	Société Elegance Transfert
31	Start Finance
32	Viadine Sarl
33	GS MONEY

#### II. MESSAGERIES CATEGORIE B

1	African Express Agency
2	Agence Grâce D.World Busin
3	Apocalypse 22
4	Avida Business Link
5	Cash Express
6	Compagnie Financière au Congo
7	Congo Trans
8	Datco
9	Dieu est Bon et Riche
10	Express Money Transfert
11	Express Union
12	Fikipo Business Tranding
13	Finca Transfert
14	Force Unie Sarl
15	Free Cash
16	Golgotha Express & Fils Sarl
17	Hodan Global Money Transfert
18	Lobi Express
19	Marcello Express
20	Massah & Meriba
21	Mefis Sarl
22	Money Express
23	Money Trans Sprl
24	Mpasu Mutombo
25	Mukuru Money Transfert
26	National Transfert Service
27	New Congo Services
28	Saphir Mefis
29	Soficom Transfert
30	Solidaire Transfert
31	Step By Step
32	Transcash Sprl
33	Troïka
34	W. Transfert Sarl RDC
35	Wealth Money Transfert
36	Winkele Business
37	Z.M. Business
38	La Perle Business Trading
39	La Générale des Transfert

#### III. MESSAGERIES COUPLEES AUX BANQUES

1	Access WU
2	Advans WU
3	BCDC WU
4	BGFibank WU
5	FBN Bank Money Exchange
6	FBN Bank Western6 Union
7	BOA WU
8	Ecobank WU
9	Rawbank Money Gram

### III. Liste des Bureaux de change

N°	INSTITUTIONS
1	SOLIDAIRE CHANGE
2	MODESTIE CHANGE
3	MAMIE LAURE
4	REFERENCE CHANGE
5	KILEFU SPRL
6	MERE DOUBLE
7	AFRICAN CHANGE
8	VALENTINO CHANGE
9	SOCO CHANGE
10	GRACIA CHANGE
11	BANGRACED GROUP
12	MEDARSY Sarl
13	JACQUES SERVICES Sarl
14	KUMBOKO BUSINESS SCE M.
15	HERITAGE SERVICE Sarl
16	MONEY TRANS CHANGE
17	SOPABA CHANGE
18	Sarl-BIZ-MAS RDC
19	LIMES INTERNATIONAL
20	BCECO sarl
21	LE CHÂTEAU
22	MERCI CHANGE
23	BIENHEURESE NENGAPETA
24	NKB JADOT
25	VICTORIAT
26	BBM CHANGE
27	Soco RDC
28	Merveille du Congo
29	Clic Change
30	Makengo et frères
31	Smart cash
32	Flash Change
33	KAIROS SARL
34	DIZO BUSINESS
35	SOLEIL COUCHANT

### IV. Liste des Institutions de Micro Finance

DENOMINATION	
1	FINCA RDC (SM)
2	IMF HEKIMA (SM)
3	IMF BUSINA MICROCREDIT sprl (entreprise de microcrédit)
4	IMF APE (entreprise de microcrédit)
5	IMF TUJENGE (SM)
6	IMF SMICO (SM)
7	VisionFund RDC, en sigle VFDR (SM)
8	Société de Microfinance Light in Business "SMF LBC" (SM)
9	IMF CREDIT YA MPA (entreprise de microcrédit)
10	MICROCREDC RDC "Baoba" (OXUS RDC(SM))
11	IMF MAMA TOMBWAMA (entreprise de microcrédit)
12	SMF P.A.I.D.E.K. (SM)
13	IMF TID (SM)
14	IMF IFOD SA (SM)
15	IMF TGD (Entreprise de micro crédit)
16	IMF KITUMAINI SA (Entre prise de micro crédit)

17	IMF ProcFin SA (SM)
18	IMF TUJENGE PAMOJA
19	IMF MICROPOP (SM)
20	IMF YOASI (entreprise de microcrédit)
21	IMF PADERU (entreprise de microcrédit)
22	IMF GUILGAL (SM)

### V. Liste des Cooperatives d'Epargnes et de Crédit

DENOMINATION	
1	MEC BOMOKO COOPEC
2	MUCREFEKI / COOPEC
3	COOPEC NYAWERA BUKAVU
4	COODEFI/COOPEC
5	CAMEC MBANZA-NGUNGU/COOPEC
6	CAMEC INKISI / COOPEC
7	MECREKIN/COOPEC
8	COOPEC PILOTE
9	MECREGO/COOPEC
10	MECRE-KATINDO/COOPEC
11	MECRE-VIRUNGA/COOPEC
12	MECREBU/COOPEC
13	COOPEC CEAC / MATETE
14	COOPEC CAHI
15	COOPEC ECC/ Kikwit
16	MECRE NGALIEMA
17	MECRE KINTAMBO MAGASIN
18	COOPEC BAGIRA
19	COOPEC LA SEMENCE
20	COOPECCO-KIRUMBA
21	MUTEK/COOPEC
22	MECRE UVIRA/COOPEC
23	COOPEC FOMULAC KATANA
24	COOPEC CIHERANO
25	COOPEC BONNE MOISSON
26	COOPEC UMOJA NI NGUVU
27	COOPEC AGROPAS-LE GRENIER/BUTEMBO
28	COOPEC MUDIANO
29	COOPEC UNION ET CHARITE
30	COOPEC SILOE
31	CAMEC KWILU-NGONGO / COOPEC
32	COOPEC KANDO
33	COOPEC AKIBA YETU
34	COOPEC CEC/BOMA
35	COOPEC BULUNGU
36	COOPEC MKONO MKONONI
37	COOPEC CEAC LUKULA
38	COOPEC Mbongo za Kinvuka
39	COOPEC NYATENDE
40	MECREKISANGANI
41	MECREBUNIA
42	MECRE KAVUMU
43	COOPEC UDEV
44	COOPEC BANTU TUDISANGE
45	COOPEC LE MEILLEUR SEMEUR/KISANGANI
46	COOPEC MUCEC
47	COOPEC KABARE
48	COOPEC SODAC

49	COOPEC BOMENGO
50	COOPEC CECAFEP
51	COOPEC BONNE SEMENCE KWILU NGONGO
52	COOPEC PROGIKIS
53	COOPEC MBENGU BORA
54	COOPEC LA PEPINIERE
55	LE TRESOR BENI
56	COOPEC LE PALMIER/BENI
57	COOPEC ILUMBI
58	COOPEC LWANZO
59	MECRECO/COOCEC
60	COOCEC-KIVU
61	COOPEC IMARA GOMA
62	MECRE-BENI/COOPEC
63	COOPEC KALUNDU
64	MECRE IBANDA
65	COOPEC IMARA BUKAVU
66	COOPEC IMARA KINDU
67	MECRE KINDU
68	MEC IDECE
69	COOPEC OBUGUMA
70	COOPEC ALLIANCE-VIE

## VI. Liste des Caisses d'Epargnes

### DENOMINATION

- 1 CAISSE D'EPARGNE DU CONGO (CADECO)

## VII. Liste des Sociétés financières

### DENOMINATION

#### ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE

- 1 VODACASH SA
- 2 AIRTEL MONEY
- 3 ORANGE MONEY
- 4 AFRIMOBILE MONEY

#### SOCIETE FINANCIERES

- 1 FONDS POUR L'INCLUSION FINANCIERE (FPM SA)

## VIII. Liste des Institutions Financières spéciales

### DENOMINATION

- 1 FONDS POUR LA PROMOTION DE L'INDUSTRIE (FPI)
- 2 SOCIETE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT (SOFIDE)
- 3 FONDS NATIONAL DE MICROFINANCE SA (FNM)

